

صكيات العمل

La démission du gouvernement suédois

Le chef du parti libéral formerait un cabinet minoritaire

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,70 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; France, 20 fr.; Irlande, 50 rs.; Italie, 400 L.; Japon, 200 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 20 esc.; Suisse, 2,80 fr.; Suisse, 1,10 fr. U.S.A., 15 cent. japonais, 13 din.

Tarif des abonnements page 16
RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Téléc. Paris n° 65072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

CAUTION FRANÇAISE AU RÉGIME BRÉSILIEN

Visitant le Brésil il y a quatre ans, peu après le coup d'Etat militaire du 31 mars 1964, le général de Gaulle avait encouragé ses hôtes à une ouverture vers l'Europe qui, rompant l'obsédant tête-à-tête de l'Amérique latine avec Washington, aurait élargi leur horizon international.

En voyage officiel à son tour, le président Valéry Giscard d'Estaing est accueilli au Brésil par des interlocuteurs qui se disent déçus par le retard avec lequel la France a répondu à leur diplomatie d'ouverture.

Cette cordialité a son revers. La France est unanimement considérée au Brésil comme l'instigatrice des systèmes démocratiques. Pour autant, les prises de position de son président y revêtent une importance particulière.

L'insistance des autorités brésiliennes à souligner la similitude d'inspiration de leurs institutions politiques et de celles de la France est tellement outrée qu'elle ne peut tromper personne. Compenser, comme l'a fait naguère le général Figueres, successeur désigné du président Geisel, ces mesures d'exception que sont l'Acte institutionnel numéro 5 et l'article 16 de la Constitution française, c'est faire bon marché de ce détail : l'article 16 a été voté, en 1958, par voie de référendum ; l'A.I. 5 a été imposé par l'exécutif, comme d'ailleurs la Constitution de 1969.

A Brasilia, M. Giscard d'Estaing a visité un Congrès dont des dizaines de membres ont été « cassés ». Il s'est ensuite rendu à un Tribunal suprême fédéral qui a rendu nombre de ses prévisions au profit de la juridiction militaire. Nou, décidément, le principe de la séparation des pouvoirs, cher à Montesquieu, n'est pas vu de la même manière à Paris et à Brasilia.

Persone ne nie l'ouverture politique aujourd'hui amorcée au Brésil. Mais la « démocratie relative » défendue par le président Geisel reste fort éloignée des valeurs universelles sur quoi repose la « Démocratie française ». et l'éloge décerné à son hôte par le président Giscard d'Estaing a l'indesinable, par son emphase, tant l'opposition qu'une bonne partie de la presse brésilienne. La déclaration politique commune, signée le 3 octobre, retient d'autant plus l'attention que les Etats-Unis de M. Carter paraissent renoncer à honorer le protocole d'accord signé en 1976 par M. Henry Kissinger, et qui faisait de Brasilia un partenaire privilégié de Washington.

Paradoxalement, c'est la partie française qui a paru la plus désireuse de donner à la visite de son président une connotation politique. C'était là une heureuse surprise pour le Brésil, qui n'en demandait peut-être pas tant. Plus que tout autre régime militaire du continent, celui de Brasilia a montré que, pour lui, les affaires sont les affaires, et qu'une fructueuse collaboration dans le domaine économique n'implique nullement une similitude de vues en matière politique.

Le Monde
daté 8-9 octobre
publie un supplément
de 16 pages sur
LE BRÉSIL

Les bombardements syriens sur Beyrouth se poursuivent désormais sans interruption

Le président Carter prend contact avec M. Brejnev

Le pillage systématique de Beyrouth-Est et les combats, notamment des unités d'artillerie, contre miliciens chrétiens et l'armée syrienne se poursuivent sans relâche ce vendredi 6 octobre en fin de matinée, selon la radio phalangiste la Voix du Liban, qui assure : « Il n'y a pratiquement plus de maisons intactes... Pour sa part, la Force arabe de dissuasion (FAD), à majorité syrienne, dit dans un communiqué avoir « repoussé une attaque des miliciens appuyés par des chars dans le secteur du pont de la Quarantaine. Par ailleurs, des tirs de mortiers ont fait, vendredi matin, plusieurs blessés dans les locaux de l'ambassade américaine, située à Beyrouth-Ouest ».

Dans la soirée de jeudi, des vedettes israéliennes avaient tiré quelques salves contre des positions syriennes et palestiniennes à Beyrouth-Ouest. Présentées officiellement à Jérusalem comme un raid contre une « base navale du Fath », cette opération est, selon notre correspondant, une mise en garde « limitée, mais sérieuse », à l'intention de la Syrie. Il est peu probable que les Israéliens aillent au-delà d'un geste très insuffisant à soulager la pression exercée sur les quartiers chrétiens, toute intervention plus importante pouvant, comme l'a rappelé Washington, compromettre les résultats de Camp David.

● A NEW-YORK (Nations unies), après le rejet, qui n'a toujours pas été confirmé officiellement par Beyrouth, des suggestions françaises pour un cessez-le-feu, les efforts diplomatiques de règlement se traduisent par l'envoi à Beyrouth de M. Sadruddin Aga Khan, ancien com-

missaire de l'ONU aux réfugiés, chargé d'une mission de bons offices par M. Waldheim. Par ailleurs, le président Carter aurait pris contact avec M. Brejnev, qui reçoit actuellement le président Assad à Moscou, afin de tenter de lever un éventuel veto soviétique à une résolution du Conseil de sécurité contraignante pour la Syrie.

● A DAMAS, le journal gouvernemental « Al Baas » écrit que la Syrie, « outill de l'autorité légitime libanaise », poursuivra son action « jusqu'à la dissolution des milices armées alliées de l'ennemi israélien ». Pour sa part, M. Bechir Gemayel, chef des milices phalangiennes, a assuré à notre correspondant que ses troupes se battent « jusqu'au bout » contre la Syrie, « qui a le feu vert de Washington ».

L'amertume des chrétiens

De notre correspondant

Beyrouth. — Depuis mardi, les bombardements sont ininterrompus. Au mieux, ils baissent d'intensité, mais jamais suffisamment pour donner à la population un répit avant le blitz suivant. Jeudi 5 octobre au soir, l'escalade de la violence avait nettement repris.

Dans ce contexte, les appels des Nations unies, paraissent dérisoires, et les initiatives en cours, à commencer par celle de la France, « irréalistes », ainsi qu'on le souligne de toutes parts ici, y compris de source gouvernementale. Il est effectivement impensable de recourir à une armée libanaise fantôme pour séparer des belligérants infiniment plus puissants.

Il y a une semaine déjà que la nouvelle guerre du Liban, plus exactement du Liban conservateur chrétien, contre la Syrie sème la mort et la désolation, sans que rien n'ait changé ni sur le terrain ni sur le plan politique. Cette situation figée contraste avec tout ce qui progresse à une allure foudroyante : le nombre des morts, l'ampleur des destructions, le périmètre des bombardements, leur durée, leur violence.

Les morts seraient près de six cents et les blessés trois fois plus nombreux. Les appartements détruits près de cinq mille. L'artillerie syrienne, dépassant Beyrouth, couvre désormais le littoral sur 29 kilomètres de son rideau de feu, et le réduit de la montagne chrétienne connaît pour la première fois les affres de la bataille. Jusqu'à lundi, les bombardements syriens, si denses qu'ils fussent, s'arrêtaient au bout de quelques heures, ce qui permettait à la population de dormir, de se ravitailler, ou de fuir.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 6.)

Assez de sang...

Le plus horrible, dans l'horreur de ce monde, c'est qu'on s'y habitue. Chaque matin nous ornés son contingent d'otocités. Un jour le Cambodge, un jour le Nicaragua, un jour l'Éthiopie, un jour l'Iran, un jour le Vietnam. Et, tous les jours, ce Liban dont nous devrions nous sentir un peu plus responsables que les autres, parce qu'il a vécu un quart de siècle sous mandat français, parce qu'on y porte notre langue, parce qu'une partie de sa population éprouve un attachement viscéral pour la France, et qu'obstinément, désespérément, elle veut encore croire qu'elle peut compter sur nous.

Hélas, à force de contempler des Budapest, en dinant, sur nos écrans de télévision, entre la pub et les variétés, nous sommes mithridatisés. Pharisien, dur, avec de plus en plus de peine à nous émouvoir. Nos petits soucis, nos petites déceptions de nantis, voilà qui nous obsède. De quel poids de vérité pesent-ils, à côté du martyre du Liban ?

On nous explique que tout est la faute des chefs phalangistes. Ce n'est pas tout et c'est faux ; ils ont

eu le pouvoir d'arrêter le cours du temps, maintenir des privilèges anachroniques. Pour se protéger des Palestiniens, ils ont commis l'imprudence de se mettre dans les mains des Syriens ; et lorsqu'ils ont voulu remonter contre leur hégémonie, ceux-ci leur en ont rappelé l'existence de manière implacable. Les actions de horreur commises par les miliciens phalangistes n'ont qu'un effet : intensifier les tirs de l'artillerie de Damas.

Faute de trouver d'autres opprés, ils ont accepté la protection qu'il leur était trop heureux de leur offrir ; trahison aux yeux de la plupart des musulmans, porteur ou proxénisme de la haine et de la violence.

Au point où les choses en sont arrivées, le sang appelle le sang, des enfants imberbes se muent en experts de la guérilla urbaine, et les combattants, d'un côté comme de l'autre, ne peuvent plus être tenus pour responsables d'une violence que personne ne parvient à maîtriser. Mais il y a des « casques bleus », pas loin, au sud du Liban.

Ne peut-on les ramener en toute hâte vers le Nord, les interposer entre les Syriens et les phalangistes, pour au moins arrêter les combats dans l'espoir qu'un jour on pourra reporter, reconstruire, qui soit, refaire un Liban, vivre enfin ?

Qu'attendent les gouvernements ? Le langage diplomatique n'est plus de mise et on aurait aimé que le président de la République, lorsqu'il évoque le Liban, jeudi à Brasilia, abandonne un peu cette étiologie glacée qu'il affectionne, pour montrer qu'il a lui aussi un cœur. Quant aux Israéliens, quand ils veulent adresser un coup de semonce aux Syriens, voilà que c'est aux Palestiniens, à la fois cause et victimes privilégiées du drame, qu'ils réservent leur feu. Dans la jungle, à quel s'identifie plus que jamais la politique mondiale, n'y aurait-il donc pas quelque chose de plus que « Assez ! » avec la force et la passion qu'il y faut pour être entendu ?

ANDRÉ FONTAINE.

Un débat sans précédent à la C.G.T. en vue du congrès de Grenoble

A sept semaines du quarantième congrès de la C.G.T. qui se tiendra à la fin de novembre à Grenoble, le débat annoncé par les dirigeants de la centrale mérite bien, comme ils le veulent, d'être qualifié de « sans précédent ».

D'abord parce que, auparavant, les discussions préalables restaient l'apanage d'un cercle de militants et de responsables ; ensuite parce que l'appareil confédéral a méthodiquement lancé un programme de réunions à la base et que la presse confédérale — innovation longtemps réclamée par les contestataires — publie des tribunes exprimant les divers points de vue ; enfin, parce que les militants, les adhérents, les sympathisants sont nombreux à vouloir rompre le silence ou l'approbation de façade sur les sujets tabous.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a tenu des réunions successives le 5 octobre, avec les militants de l'usine occupée de Rhône-Poulenc textile et ceux de Merlin-Gérin à Grenoble pour animer leur débat. Il a réaffirmé qu'il était « plus que jamais nécessaire de consulter la base et de réinventer de nouvelles formes de lutte ».

A Grenoble l'odé la direction avait tenté de s'opposer à l'entrée du leader syndicaliste, M. Ségué a déclaré, répondant à une question, que lors du congrès de Grenoble il s'opposerait, le cas échéant, à un amendement lui interdisant d'exercer des fonctions politiques. « Si cela étoit voté, j'en tirerais les conclusions », a-t-il ajouté.

(Lire page 34 l'article de JOANINE ROY.)

LA FRANCE EST-ELLE LIBÉRALE ?

Liberté, liberté chérie... L'économie française paraît entrée dans une nouvelle phase de sa histoire. Après plus de trente ans de contrôles, on libère les prix industriels. La vérité sort peu à peu du puits des tarifs publics. Le pain s'est affranchi d'une réglementation vieille de deux siècles, et les loyers « libérés » se débarrasseront aussi le 1er janvier prochain du semi-blocage où ils avaient été replongés. M. Monory, ministre de l'économie s'est fait un profil à la Pinay. Issu du peuple, commarquant, il veut servir de rapous-

soir aux ministres technocrates et à leurs bureaux, qui entendent trop favoriser les politiques volontaristes. M. Giraud veut redonner à l'industrie française la goût de se ballier et M. Giscard d'Estaing, celui de « gagner », comme il s'est tant plu à le répéter le soir du 20 septembre sur les écrans des télévisions.

« Gagner » ! Ceux qui comme M. Debré, aiment les symboles bel-liquieux, ont entendu là réaffirmer ce qu'ils répètent depuis des mois : par PIERRÉ DROUIN

nous sommes entrés dans une guerre économique, moins cruelle que l'autre, mais aussi implacable. Celui qui relâcherait son effort ou lerait des cadeaux à l'étranger serait balayé par les concurrents.

Ceux qui ont l'âme plus sportive ont vu un appel à la réussite dans le match international. Ça défie n'est pas le plus mauvais façon de mobiliser les citoyens qui ont toujours encouragé (« Allez, France ! ») leurs compatriotes à faire montre la poussière aux équipes d'an taca.

(Lire la suite page 32.)

AU JOUR LE JOUR

Le comique de l'histoire

Selon M. Barre, la proposition de la pouche de réduire le temps de travail pour résorber le chômage « soulève l'humanité nationale et internationale ». Il est vrai que, dans sa philosophie personnelle et patronale, une pareille idée, complétée surtout par celle de maintenir le salaire intégral, relève du plus haut comique.

Hélas ! Le meilleur économiste de France ferait bien de relire l'histoire du monde entre deux éclats de rire : il serait peut-être surpris d'y découvrir que cette histoire est, entre autres, et depuis Spartacus, celle de la réduction de la corvée des hommes, grâce notamment à des machines qu'ils avaient, en principe, inventées pour cela... Drôle d'histoire, vraiment. PABLO DE LA HIGUERA.

<L'HOMME DE MARBRE>, UN FILM DE WAJDA

Un socialisme à visage inhumain

Film-surprise du Festival de Cannes, où il fut présenté, en premier mondial, à la veille de la clôture, l'Homme de marbre pourrait bien être, malheureusement, de la nature cinématographique. Le cinéma polonais s'attache rarement à des sujets contemporains. Et, depuis dix ans, Wajda lui-même a souvent trouvé son inspiration dans des histoires d'autrefois : le Bole de boueux, les Noce, la Terre de la grande promesse, ou dans l'adaptation d'un roman de Joseph Conrad, le Ligne d'ombre. Pour notre regard, notre mentalité, l'Homme de marbre est donc un film très audacieux. Il raconte l'histoire d'un ouvrier modeste des années 50, reconstituée, en 1978, par une jeune femme née en 1952 et qui prépare un film pour la télévision.

C'est, du même coup, entrer dans l'histoire politique de la période dite « stalinienne » et, comme le point de

JACQUES SICLIER. (Lire la suite page 17.)

E DU DC 3 DISPAR...
isait M. Hissène Habré
près de 2000 personnes...
l'année dernière...
le président...
le général de Gaulle...

ELLES BRÈVES
à-Jed...
l'année dernière...
le président...
le général de Gaulle...



exclusivité
Old England
dessus Rolex

Force 10 à l'échelle Fred.
Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.
FRED
Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8e - Tél. : 260.30.65.
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées, Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, St-Tropez. Aéroport d'Orly - Beverly Hills.

PHILOSOPHIE

L'Être et la croix

par MAURICE CLAVEL

Maurice Clavel achevait la préface d'un livre, « L'Être et la Croix », quand il a lu, (« le Monde » du 13 septembre 1978) le bel article de Pierre Bontang sur « Heidegger et l'expérience de la pensée ».

VOilà dix ans que je m'évertue à montrer que la foi chrétienne, en son principe vivant et son contenu révélé — à supposer que l'on puisse les dissocier — est absolument étrangère à toute raison et philosophie possibles : « folie qui confond la sagesse du monde », dit Paul, en ces vingt lignes de l'Épître aux Corinthiens qui contiennent toute sa théologie et toute la nôtre. Je le redis à qui veut l'entendre.

Nul ne veut. On préfère bonhomme « fidéisme ». Or voici que je trouve un grand appui tactique chez le penseur antichrétien qui a dominé ce siècle, Heidegger. En effet, tout d'abord il ne cesse de rappeler aux chrétiens, comme je fais, avec infiniment plus d'autorité et de mépris, « l'injonction de leur propre apôtre ». Mais aussi, mais surtout, s'efforçant d'étouffer la « pensée » en elle-même, il en vient peu à peu à la « dépayser par déblaiement », et de toute raison, et de toute philosophie. La pensée véritable est chez lui le recueil de l'Être — ou de ce qui, à l'extrême fin de son œuvre, remplace l'Être, venant mystérieusement de plus loin, source indéchiffrable d'une donation anonyme, ou plutôt donation sans source : « Es gibt », « Erleuchtet ». L'Être, quand Heidegger vient à le nommer encore, est barré, dans son texte, d'une croix de Saint-André.

Arrêtons un instant : veut-il dire par là que l'Être est l'archétype ou le prototype de toute idée intellectuelle, point originel et suprême de ce que Kant appelle

l'apparence transcendantale ou l'illusion dialectique invincible de notre esprit ? Possible. A tout le moins cette arrivée tardive de la Critique, et qui la généralise, est intéressante. Kant avait, en effet, négligé ou dédaigné de détruire l'Être en tant qu'Être, flatus vocis, faux dieu justement abandonné depuis saint Bonaventure. Mais il faudra bien se résigner à reconnaître, tôt ou tard, que c'est Kant et non Heidegger qui, le premier, en profondeur, a liquidé la métaphysique et même la « philosophie » proprement dite. Or Heidegger le reconnaît moins que tout autre, lui qui, au contraire, ayant besoin d'un précurseur illustre et non d'un fossoyeur avant terme, fait à toute force de Kant un restaurateur de l'ontologie fondamentale, mais timide et soudainement éperné par l'athéisme nécessaire qu'elle implique. Ce roman est en vogue.

Et ce pur mouvement de don an-déjà ou en-deçà de l'Être barré, chez Heidegger, lui suffit-il d'échapper au dire pour échapper à la Critique ? Pourquoi cette généralisation de Kant s'arrêterait-elle en chemin ? Une idole subtilisée et mobilisée dans l'incertain est-elle moins une idole ? Sartre et Merleau-Ponty objectaient déjà à Bergson, quand il dissolvait et brouillait la suite mécanique des états de conscience en pure « durée vécue » : une chose nécessaire de l'état solide à l'état liquide ou gazeux en est-elle moins une chose ? La dynamique est-elle moins physique que la statique ?

En fait, nous ne pouvons rien

savoir ni même entrevoir de ce côté-là — hors le cas, j'en conviens, d'une révélation recueillie par la pensée, révélation qui serait la pensée même. Heidegger, par malheur, ne nous la donne pas, mais il nous l'annonce, ou, plus précisément, il nous en annonce la chance, nous invitait à une longue patience. Attendons. Mais notons déjà qu'un chrétien qui se hâterait de fourrer Dieu dans ce don neutre ou le jeu trépassé dans ce mouvement anonyme tomberait une fois de plus dans un piège, et majeur, puisqu'il transformerait le contenu vivant de sa propre révélation en un objet de métaphysique pour le plaquer sur une entéléchie moderniste, incritiquée, condamnable par la Critique, et que seule peut maintenir en nous, ou à l'appel de condamnation l'attente d'une productivité révélatrice dont on ne sait rien, dont on ne peut rien prévoir, sinon qu'elle serait forcément antichrétienne, de par l'immanence, le non-humanisme et la fluidité positive du système où elle serait toujours déjà prise avant que de naître ; les verrous sont bien mis et ne sautent pas, à moins de tout faire exploser en Heidegger, ce que ces chrétiens-là ne peuvent ni ne veulent, trop heureux de trouver une philosophie dominante à parasiter — après tout, comme saint Thomas fit d'Aristote, — mais, cette fois, on ne peut imaginer de pire d'usage. La foi ne s'en relèverait pas. La foi de plus d'un philosophe chrétien, que je connais, ne s'en est pas relevée.

reconnaissant, se réincorporant et réanimant ces textes. Aussi bien chacun sait que le christianisme n'est pas une religion : ni une religion, ni une religion. Si ce travail aboutit, et je n'y suis sûr, il suffirait pas, notre foi, devenue ou réapparue pensée, n'aurait pas gagné une nécessité d'être — elle demanderait toujours le « salut » — ni même, alors, une évidence qui nous comble — il restera l'écart, l'écran, le décalage, marqués terrestres d'une rupture première que la réparation n'abolit pas tout à fait — mais elle y trouvera une pureté d'essence lumineuse pour ceux qui cherchent et s'inquiètent, s'avérant seule voie et seule issue possible au dépassement de l'homme vers l'Éternité, de l'espèce humaine vers le genre humain ou l'humanité concrète, de la vie vers l'existence, du nous, du on, du ça, ou de tout ce qu'on voudra de neutre, vers le toi et le moi, que déjà s'efforçait de dégager Socrate, assassiné par la Grèce. La foi gagnera l'adhésion de la bonne foi, lui montrant par où doit passer l'amour des hommes pour être, pour subsister et pour croître. Je n'en dirai pas plus, l'amour exigeant désormais selon moi, de l'Être jamais nommé, son nom seul le prostituant.

Néanmoins, pour ne pas finir sur une tonalité d'émotion, même indirecte et légère, j'ajouterais ceci, bien au-delà de toutes disputes, réifications, polémiques, choses sans doute propres à la raison et à la philosophie : il n'y a de plus à attendre que la pensée de Christ-Homme, ou de l'Homme par le Christ, et la pensée de l'Être, sans aucune lumière intermédiaire ni arbitraire que l'exercice difficile de la Critique. La pensée de l'Homme ne peut donc pas d'emblée convaincre d'erreur la pensée de l'Être, mais doit forcément le ranger dans l'in-humain — à quel les éloges heideggeriens, en gros, se résolvent.

Mais il faut choisir jusqu'au bout et, par exemple, cesser de baptiser amour ou fraternité les cordes à coupe de la puissance ou les corps à corps de la jouissance. Et réciproquement on ne peut choisir Dieu, le Christ et l'Homme sans renoncer tout à fait de l'Être, par mariage, abstraitement concrétion de vapeurs finissantes, suprême et subtile idole de l'au-zure et du crépuscule de notre Grèce, celle où nous sommes encore. On ne se sauvera pas par je ne sais quel érigisme de cette cristallisation intellectuelle. La seule croix dont il convienne de biffer l'Être est celle du Christ.

Un déblaiement du christianisme

En revanche, un étrange rapprochement, peut-être décisif, se propose. Si je puis accorder, ou plutôt dénoncer, à mon compte, mais il suffit de bien creuser la critique — que la « pensée » humaine est tout à fait étrangère à la raison et à la philosophie, tout comme l'est la foi selon Heidegger, et très secondairement moi-même, pourquoi la foi ne serait-elle pas la pensée ?

Qu'est-ce qui s'y oppose, au fond, a priori, hors des affirmations dogmatiques inspirées d'idées ? Et qui pourra jamais prouver que le Dieu de la révélation chrétienne, vécu dans la foi, est une idole ? Pas même Heidegger, selon qui « on ne peut rien décider, ni dans un sens positif ni dans un sens négatif », et selon qui encore, « une fois atteinte une notion suffisante de la réalité humaine, on peut alors poser la question de son rapport avec Dieu ». Que Heidegger n'ait jamais posé lui-même cette question, de son propre aveu licite, importe vraiment peu, d'autant qu'elle ne saurait aboutir dans sa conception de l'homme, et puisque aussi bien la foi chrétienne est d'abord une réponse, et constitutive en son ordre de la réalité d'homme, réponse recueillie, accueillie, reconnue comme *via* même — ou non, — sans raison ni philosophie ; mais de quel droit la déclarer impensable ou impensable ? Au reste, il n'apparaît scandaleux que, à l'heure où Heidegger fait de toute connaissance un dévoilement, aucun chrétien ne se soit encore avisé que sa Révélation vient de bien plus loin, et va plus loin, ne pouvant être comprise comme réception passive ou spectative, mais travail réciproque, combat obscur et primordial des partenaires, Dieu, Homme, d'où s'engendre leur existence l'un pour l'autre, et même l'existence pour soi de l'homme, qui, ainsi, se délivre : pensons à l'acte d'amour. Voilà de quel le dévoilement Être-Dasein est une idole simplifiée, tout au mieux un fragment de médian et massif amputé des deux extrêmes, origine et but réels, personnels.

Mais quel, s'exclamera-t-on, la foi chrétienne serait-elle toute la pensée humaine ? Non, mais exactement toute la pensée de l'Homme, au double sens de ce génitif, de l'Homme que le Christ a révélé à soi-même : bref, la seule pensée humaniste qui sienne ; qui tienne en soi, et qui tienne encore. Toute autre pensée, telle la pensée heideggerienne, serait anti-humaniste, comme elle l'est. Au reste, notre époque semble tout à fait propice à l'éclosion tardive de cette découverte, puisque humanisme et Christianisme y ont de

plus en plus partie liée : et si la défense des Droits de l'Homme, et si le droit naturel, et si la foi ne renouent pas, ce qui est impossible, ce que j'estime impossible.

Mais si ma vue peut déjà frapper le lecteur par une certaine évidence, elle doit préciser les conditions de sa possibilité et des lors de lourdes tâches s'imposent : d'abord opérer un grand déblaiement du christianisme, j'entends de la raison et de la philosophie chrétiennes, puisque aussi bien Platon, Aristote et les stoïciens ont pris une part prépondérante dans la formation de nos dogmes mêmes, puisque la doctrine philosophique chrétienne que présentent la plupart des Pères au cinquième siècle était à peu près celle par quoi, au quatrième siècle, Julien l'Apostat voulait remplacer le christianisme. D'autre part, et à la faveur de ce travail même, il faudrait retrouver peu à peu l'essence de la pensée, ou tout au moins l'approcher, comme attitude indivisible de notre être, antérieure à la distinction entre connaissance et vie, spéculation et pratique, contemplation et action, amour de Dieu et des hommes — il y a autant de pensée dans tel geste du Christ que dans le Sermon sur la Montagne, — antérieure surtout à son appropriation par ceux qui se qualifient de penseurs. Tout le monde pourrait penser, comme l'avait entrevu Socrate. La pensée serait la chose du monde la mieux partagée, plus que le bon sens, comme la grâce. Tout cela ne peut être guère qu'imaginé, et même ne peut être guère imaginé. Mais un soupçon m'en vient en songeant, par exemple, que, en écoutant l'Évangile par fragments, par logia, à la messe quotidienne, je me sens plein de tout et tiens de pensées, tandis que je deviens à moitié vide en les lisant à la suite. Que serait-ce, moi Dieu, si j'étais exégète ?

Mon propos est donc simple et ma tâche très rude, d'autant plus qu'il faudra sans doute remonter à l'origine même du langage, et qu'il nous apparaît que l'Être n'est pas « naturellement chrétienne », tant s'en faut. Le christianisme en pourra opérer du langage qu'une re-prise, dans la mesure où il nous rend par conversation, on pourrait dire cy-mologiquement par catastrophe, une origine antérieure à notre parler, don de rupture de Dieu dans le péché. Le Christ, sur terre, a parlé. Dieu ne « parle » pas de même. Il n'y a pas exactement de « Textes Sacrés » dans le christianisme, mais des traces tremblantes, dans l'écriture humaine, d'une secousse divine que la foi éprouve et perçoit par elle-même à cette occasion, ainsi

Avez-vous lu Chestov ?

par GABRIEL MATZNEFF

A l'occasion du quarantième anniversaire de sa mort, l'Institut d'études slaves (1) publie une bibliographie exhaustive des œuvres de Léon Chestov. Ce travail devrait inciter de nombreux lecteurs à découvrir un philosophe que quelques-uns de ses pairs — Jankélévitch, Cioran — tiennent pour l'un des plus grands de notre siècle.

Parmi les philosophes modernes, Chestov aura été l'une des trois rencontres décisives de mon adolescence, les deux autres étant Schopenhauer et Nietzsche. Aujourd'hui encore, je me souviens de l'abaissement que fut pour moi à dix-huit ans, la lecture d'Apothéose du dépaysement. Lorsque je lus ce livre, je sus que je lirais toute l'œuvre de Chestov de la première à la dernière ligne, que je m'en pénétrerais, et c'est ce que je fis.

Pour Bernardif, Chestov est l'homme d'une seule idée ; et Cernus, dans *Le Mythe de Sisyphus*, parle de l'admirable monotonie de Chestov. Voilà une sorte de grief dont Chestov était conscient. « J'irrite les gens, note-t-il dans *Athènes et Jérusalem*, parce que je répète toujours la même chose. Telle était aussi la raison du mécontentement des Athéniens contre Socrate. De lui, Chestov, comme son maître Nietzsche, philosophe à coups de marteau », et c'est le même clou que, au long de son œuvre, il tâche d'enfoncer dans la tête de son lecteur — un lecteur qui naît sans indemnité de cette opération.

N'ayant que mépris pour « une métaphysique qui console et ordonne l'existence » (*Athènes et Jérusalem*), Chestov n'ouïe in-quarta et note bouleverser ; pour lui, l'histoire de la philosophie est d'apprendre à l'homme à vivre dans l'inconnu ; il oppose aux « consolations » de la philosophie spéculative le « désespoir » de la philosophie existentielle, à l'humanisme satisfait de Hegel la révolte de Job sur son tas de fumier, à la sagesse de Socrate la douleur du monde ; il nous introduit dans l'univers du terrible.

Au siècle dernier, la philosophie ne se savait voyant dans « le paria d'une humanité vivante avec la réalité » la principale vice de la philosophie

occidentale. Cette hostilité à l'idéalisme absolu est propre à tous les grands philosophes russes et à Chestov plus qu'à aucun autre. S'il n'a pas un mot contre le matérialisme que, écrit-il dans *Le Pouvoir des idées*, « personne n'a jamais résisté », il ne casse en revanche de lutter contre les « ennuyeux consolateurs » qui, ayant éloigné le spectre de la foi et passé Dieu au filon, s'abandonnent aux bras rassurants de l'éthique et de la raison.

Dans son article *Memento mori*, qui contribue d'importance à faire connaître Huet et l'en France, Chestov tire la langue à la logique du « deux et deux font quatre » et crache, avec Ivan Karamazov, sur l'« harmonie universelle » chère à Platon et à tous les petits Platon qui courent les rues. Socrate, Hegel, Tolstoï — ces belles âmes idéalistes, — sont ses ennemis intimes qu'il ne cesse de pourfendre et à qui il oppose les grandes aventures tragiques : Luther, Pascal, Gorkogard, Dostoïevski, Nietzsche.

Ce refus du mensonge de la loi morale, qui inspire son œuvre entière, fait de Chestov un révolté, un successeur vénérable des prophètes bibliques ; son admirable livre sur la mal et la mort d'Indira Sur la balance de Job, Noe contemporaine, et fier de leur raison et de leur science, ont de bons motifs d'être scandaleux par cet événement de l'esprit qui les invite à se libérer de leur « savoir » et à partir vers l'inconnu, « sans calculer » l'annonce de l'homme arriéré (« Nietzsche et la philosophie existentielle »), comme Abraham se rendant en Terre promise.

« Il leur bouleverser les champs les plus bien tenus de la pensée moderne », s'exclame Chestov dans *Apothéose du dépaysement*. On comprend qu'une telle perspective n'enchantât guère les professeurs qui détiennent l'enseignement officiel de la philosophie — d'où la silence qu'elle font sur le nom de ce Russe de génie. Il serait pourtant intolérable que cette voix douloureuse et passionnée demeurât sans écho. Je vous invite tous à lire Chestov.

(1) 6, rue Michelot, 75006 Paris.

UN TÉMOIGNAGE SUR ÉTIENNE GILSON

Le découvreur d'un continent

Les articles que « le Monde » a consacré le 23 septembre à la disparition d'Étienne Gilson nous ont valu une lecture particulièrement intéressante de M. Jean-Luc Marion, maître-assistant à l'U.E.R. de Paris-Sorbonne.

SANS doute faut-il saluer en E. Gilson un des découvreurs de l'humain, un penseur aussi original et puissant que l'Université dût beaucoup en France de sa grandeur. Mais, pour la génération qui n'est entrée en philosophie que depuis dix ans à peine, et dont je suis, cela n'a pas compté — nous fut refusé plutôt. Et pourtant, à chaque détour du travail philosophique, nous rencontrons, nous les tard venus, des moments, silencieusement indicatifs et absolument incontournables, ceux d'une pensée installée sur un sol si profond, que, malgré les traits de son âge, nous savons qu'elle n'a pas fini de nous aider. Pourquoi ce paradoxe ? Parce que E. Gilson fut d'abord un historien de la philosophie dont l'effort, certes modifiable, a définitivement modifié la pratique de l'histoire de la philosophie.

Car E. Gilson a découvert un continent : la pensée médiévale. Non certes qu'on l'eût absolument ignoré avant lui. Mais, le premier, il a su en faire le terrain moins d'une reconstitution historique que d'une rencontre de ceux qui, nous contemporains de pensée, non seulement Augustin et Thomas d'Aquin, mais Bonaventure,

Bernard et, surtout, Duns Scot ; ces noms et ces œuvres interviennent (ou le pourraient) comme des interlocuteurs sans lesquels toute pensée subséquente reste absolument inintelligible. Nous savons maintenant que l'ignorance de ces temps rend inintelligible aux nôtres et que — comme l'indiquait avec éclat, presque au même moment en Allemagne, M. Heidegger — la pensée occidentale de l'Être (la métaphysique) ne devient accessible, c'est-à-dire n'accède à son commencement grec, qu'en passant par la révélation chrétienne, sa théologie médiévale et aussi bien patristique : qu'il s'agisse là d'une interférence, d'une perturbation ou d'une consécration, c'est une question qui ne se pose qu'après avoir admis la continuité d'un flux où, à chaque instant, c'est tout le destin de la pensée qui se met en jeu. Quelque chose croit pouvoir être dit des « modernes », de Descartes à Hegel, sans passer par ce qui, de Grégoire de Nysse à Denys, de Scot Erigène à Suarez, s'est joué, se joue et se jouera, à l'histoire des monographies, ou du moins à la paratextuelle. Et les travaux modernes d'histoire de la philosophie portent tous la marque de cette nouvelle compréhension.

Il s'agit bien, en effet, d'une nouvelle dimension de l'histoire de la philosophie : pour quel tend-on à poser en principe qu'un philosophe ne se comprend qu'à partir de ceux qui l'ont précédé ? Parce que, même dans l'histoire des sciences (qu'on songe à A. Koyré et à M. Clavelin), la leçon a été retenue qu'adminis-

trait en 1913 la thèse d'E. Gilson sur la *Liberté chez Descartes et la Théologie* (complétée par le surprenant index scolastique-cristéien) : Descartes n'apparaît comme radicalement novateur que si l'on mesure les déplacements précis qu'il a fait subir à des thèmes conceptuels antérieurs, qu'il réutilise, transforme, inverse ; sans ce travail de comparaison, la prétendue novation se réduit à des effets rhétoriques. L'histoire exacte en ce qu'elle mesure les écrits, sémantiques que subit, d'un auteur à l'autre, le lexique philosophique (d'où d'ailleurs une justification possible par ordinateur des indices des textes philosophiques). Cela revient à supposer un continuum non seulement lexical mais aussi thématique, donc, plus essentiellement, que les penseurs, pourvu qu'ils répondent tous à l'exigence de leur temps, existant en correspondance entre eux ; que cette harmonie soit consciente ou non, conflictuelle ou accordée, qu'elle porte — ou plutôt, c'est à l'histoire de la philosophie — pourvu qu'il accède lui-même à la philosophie — de la dire. Dans tous les cas, il supposera ce dialogue secret, somnambulique et sûr, entre ceux qu'une même question convoque, la question de l'Être. Qu'avec d'autres, dont paradoxalement M. Heidegger, qu'il avait si étrangement discuté, E. Gilson nous ait permis de le concevoir, ou de l'entrevoir, c'est là une dette qui n'est pas près de s'éteindre. Commencer à parler après sa mort n'appartient qu'aux antiques philosophes.

BOUCHARD PÈRE & FILS Depuis 1731 80 Hectares dont 68 hectares de premiers crus et grands crus. BOURGOGNE LA VIGNÉE. Documentation L.M. sur demande à Matson. Bouchard Père & Fils au Château Boite Postale 70 21202 BEAUNE CEDEX Tél. (80) 22.14.41 Télex Bouchard 350 830 F

صحة الامم المتحدة

Le Monde

étranger

Le voyage de M. Giscard d'Estaing et la situation au Brésil

DANS UNE DÉCLARATION FINALE

LEADER DE L'ANCIEN PARTI TRAVAILLISTE

Les deux chefs d'État soulignent l'appartenance de leurs pays à la « communauté occidentale »

M. Brizola souhaite rassembler « toute l'opposition démocratique et progressiste »

us lu Chestov ?

ABRIEL MATZNEFF

accidents de mer, le président de la République, le Congrès et le Tribunal fédéral suprême. Devant les sénateurs et les députés réunis en séance solennelle dans la matinée, le chef de l'Etat français a fait l'éloge de la « diversité », de l'« unité » et de l'« humanité » du peuple brésilien. Ces trois qualités, a-t-il dit, expriment « quelques-unes des aspirations essentielles de notre monde contemporain ». En particulier le désir d'indépendance. « Cela signifie », a déclaré M. Giscard d'Estaing, « que l'œuvre de décolonisation (...) doit être poursuivie partout où elle est encore inachevée, et notamment en Afrique australe ».

De notre envoyé spécial

Le chef de l'Etat français avait entendu, auparavant, deux parlementaires de l'Arena (le parti au pouvoir), M. Jarbas Passarinho, sénateur du Para, et M. Pacheco Chaves, député de Sao-Paulo. Après avoir évoqué l'ouvrage de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française, M. Passarinho avait déclaré que le gouvernement brésilien et la majorité qui l'appuie ont la conviction que l'ordre et la sécurité, s'ils ne sont pas une fin en soi, sont indispensables à la poursuite d'une démocratie suffisamment forte pour se défendre de l'oppression des minorités révolutionnaires. « Tout en affirmant être opposé à une restriction des libertés individuelles, il n'en a pas moins affirmé qu'elle pouvait être envisagée, limitée dans le temps et dans l'espace, dans la mesure indispensable à la sécurité de la nation ».

Lisbonne. — « Je regrette que le président Giscard d'Estaing ne puisse pas visiter un Brésil démocratique, ouvert et fraternel. Il trouvera un peuple baillonné. » M. Leonel Brizola, qui tient ce propos devant notre correspondant à Lisbonne où il participe à la conférence de l'Internationale socialiste sur « les processus de démocratisation en Amérique latine et en Ibero » (le Monde du 6 octobre), est le fondateur du parti travailliste brésilien (P.T.B.), l'héritier politique de l'ancien président Getulio Vargas et de João Goulart, chef de l'Etat renversé en 1964 par les militaires, et dont il est le beau-frère.

De notre correspondant

« Je suis certes pas un révolutionnaire marxiste, dit-il. Mon objectif consiste à redonner la voix aux couches les plus défavorisées de la population. Aux paysans sans terres. Aux ouvriers. Aux habitants des bidonvilles de Rio et de Sao-Paulo. Mais nous avons aussi chez nous une bourgeoisie nationale. Que pourrions-nous en faire ? La fêter à la mer ? Je pense qu'il nous faudra tenir compte des réalités d'un pays comme le nôtre. Il faudra être réaliste. Le parti travailliste sera populaire et national. Populaire parce qu'il occupera tout le spectre social du pays ; des travailleurs jusqu'aux industriels qui acceptent notre programme. National dans la mesure où il reconstruit tout le Brésil. C'est vrai que je prétends retourner au Brésil le plus vite possible. Mais je ne peux pas que ce retour donne au pouvoir un prétexte pour arrêter le processus d'ouverture en cours ».

ÉTATS-UNIS

M. Carter force la main au Congrès pour imposer des économies

Washington. — Faut-il considérer que depuis sa performance de Camp David le temps des difficultés de M. Carter avec son Congrès appartient au passé ? Ce serait aller un peu vite en besogne, mais le nouveau succès que le président américain a obtenu jeudi 5 octobre est très impressionnant. Il y a eu seulement deux mois. Le président avait fait savoir depuis quelques jours qu'il considérait comme « incomplète » un projet de loi sur les travaux publics voté par les deux Chambres. Ce texte mettait en chantier deux fois plus de programmes de construction (barrières, travaux de conservation de l'eau, etc.) que n'en avait voulu M. Carter (cinquante-trois contre vingt-six) et en restaurant six autres qui avaient été éliminés ou ajournés l'an dernier. Sans doute l'enveloppe de crédits votée par les Chambres ne comportait-elle pas d'augmentation par rapport à celle demandée par le président, mais les engagements de dépenses dus aux nouvelles mises en chantier se montaient à quelque 1,8 milliard de dollars supplémentaires pour les années à venir. Le président avait donc rejeté le texte de cette loi comme « inflationniste, dépensier, nuisant à l'équilibre budgétaire et inapproprié ». Jeudi matin, après une intense campagne de préparation psychologique, il y a opposé son veto.

Des accords de coopération

Interrogé à ce sujet, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée en début de soirée, le chef de l'Etat français s'est défendu de toute ingérence dans les affaires intérieures brésiennes. Il a cependant ajouté : « La France a été restée et restera le pays des droits de l'homme, et je veille personnellement à ce qu'il en soit ainsi. Tout ce qui, dans le monde, va dans le sens du respect de ces droits et de notre responsabilité internationale, nous intéresse ». M. Giscard d'Estaing a observé que la déclaration commune qu'il venait de signer avec le général Ernesto Geisel « est un acte de coopération et de développement de nos économies, l'ouverture de sa politique extérieure, font que le Brésil sera dans l'avenir un des grands partenaires internationaux ».

TRIBUNE LIBRE A L'ONU...

Quand le président de l'Assemblée des Nations unies appelle à la tribune le ministre des affaires étrangères de Sri-Lanka, jeudi 5 octobre, un personnage chauve, diane et distingué monte les marches d'un pas décidé, se dirige rapidement vers le pupitre et commence une violente diatribe contre « son gouvernement, l'accusant de génocide ». Il laisse — dit-il — l'Amou et Chinghalis s'entre-tuer.

« Il faudra être réaliste »

M. Brizola rêve de rassembler « toute l'opposition démocratique et progressiste brésilienne ». Tâche difficile. D'autres dirigeants politiques, certains aussi en exil, condamnent ses points de vue.

IE GILSON

n continuer

Le président américain a obtenu jeudi 5 octobre un succès très impressionnant. Il y a eu seulement deux mois. Le président avait fait savoir depuis quelques jours qu'il considérait comme « incomplète » un projet de loi sur les travaux publics voté par les deux Chambres. Ce texte mettait en chantier deux fois plus de programmes de construction (barrières, travaux de conservation de l'eau, etc.) que n'en avait voulu M. Carter (cinquante-trois contre vingt-six) et en restaurant six autres qui avaient été éliminés ou ajournés l'an dernier. Sans doute l'enveloppe de crédits votée par les Chambres ne comportait-elle pas d'augmentation par rapport à celle demandée par le président, mais les engagements de dépenses dus aux nouvelles mises en chantier se montaient à quelque 1,8 milliard de dollars supplémentaires pour les années à venir. Le président avait donc rejeté le texte de cette loi comme « inflationniste, dépensier, nuisant à l'équilibre budgétaire et inapproprié ». Jeudi matin, après une intense campagne de préparation psychologique, il y a opposé son veto.

Renversement de majorité

Judi, en revanche, le veto présidentiel a été formulé malgré l'avis de toute la direction du Congrès, qui s'était rangée à l'opinion de la « base ». M. Byrd et O'Neill avaient fait l'éloge du projet tel qu'il avait été voté, le second comparant l'attitude du président à celle de l'autruche qui ne veut pas voir les réalités. Sur un plan général, le Congrès

LA PRISON L'ARGENTINE

Le Monde d'octobre LA PRISON L'ARGENTINE Le numéro : 2 F Abonnement un an (dix numéros) : 30 F

Personne n'échappe à ce livre

Pierre Vianson-Ponté Léon Schwartzberg

CHANGER LA MORT

240.000 exemplaires vendus. 40 semaines de présence dans la liste des succès de l'Express.

Albin Michel

Inde

MME GANDHI, l'ancien premier ministre qui avait perdu son siège de député de l'Utter-Pradesh aux élections de mars 1977, se présentera à une élection partielle le 5 novembre dans le Karnataka, un Etat du sud de l'Inde gouverné par ses amis politiques. — (A.F.P., Reuter)

Ouganda

LE MARECHAL IDI AMIN DADA a annoncé jeudi 5 octobre, à Kampala, qu'il mettait fin aux fonctions civiles et militaires du lieutenant-colonel Aziz, haut-commissaire ougandais au Ghana. D'autre part, M. Kimsasa, ancien parlementaire, a été retrouvé mort, le 2 octobre, après avoir été appréhendé par deux hommes qui feraient partie de la police secrète ougandaise. Indique-t-on à Nairobi, un commandant de l'armée ougandaise, qui faisait partie d'une bande de malfaiteurs, a été abattu mercredi 4 octobre, pendant l'attaque d'une banque de Kampala. Ses trois complices, qu'on soupçonne d'être des soldats, ont pu s'enfuir avec un important butin. — (A.F.P.)

ASIE

AVANT LA RATIFICATION DU TRAITE DE PAIX AVEC LA CHINE

Le Japon cherche à améliorer ses relations avec le Kremlin

Tokyo. — Dans un souci d'équilibre, le Japon, qui s'apprête à ratifier, en présence de M. Teng Hsiao-ping le traité de paix et d'amitié avec la Chine signé le 12 août, cherche à améliorer ses relations avec l'Union soviétique. Celles-ci sont en effet fortement refroidies après la signature d'un traité dont le Kremlin dénonce le caractère anti-soviétique.

De notre correspondant

firmes sa position de principe. M. Sonoda, à son retour à Tokyo, le 27 septembre, a déclaré que M. Gromyko avait, comme lui-même, insisté sur la nécessité de « maintenir de bonnes relations entre les deux pays ».

Dans une interview accordée au quotidien Mainichi, M. Sonoda précisait : « Je suis convaincu que des progrès sont possibles en ce qui concerne les territoires du Nord ». Il s'agit de quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, administrées par les Soviétiques depuis la guerre mais revendiquées par les Japonais. Cette question a jusqu'à présent été le principal obstacle à la signature d'un traité de paix entre le Japon et l'U.R.S.S.

M. Sonoda a tenu à préciser, lors d'un dîner à New-York avec M. Huang Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, les trois principes qui devraient régir les relations nippono-chinoises :

- 1) La participation du Japon à la modernisation de la Chine ne doit pas avoir un caractère d'exclusivité, les Etats-Unis et le C.E.E. devant également y coopérer ;
2) Le traité sino-japonais n'aura pas pour conséquence la formation d'un axe nippono-chinois ;
3) Le Japon ne compte pas aider la Chine sur le plan militaire.

Le Japon ne souhaite pas s'engager plus avant du côté chinois tant que les Etats-Unis n'auront pas normalisé leurs relations avec Pékin. Mais la demande qu'il a adressée au COCOM (Comité de coordination de contrôle des exportations), organisme qui réglemente les ventes de matériel dit stratégique aux pays communistes, peut inciter à penser qu'il envisage d'exporter en Chine certains équipements destinés à une utilisation civile. C'est en effet sur la demande pressante des Chinois que Tokyo a proposé

une révision de la liste des produits soumis à l'examen du COCOM.

M. Fukuda, qui compte bien se maintenir au pouvoir lors de l'élection en novembre d'un nouveau président du parti libéral démocrate, lequel devient ipso facto premier ministre — attend restant dans l'histoire l'homme politique nippon qui a signé les traités de paix avec les deux ennemis d'ici : la Chine et l'U.R.S.S. Bien que, au niveau des contacts officiels, les Soviétiques demeurent rigides et peu réceptifs aux avances japonaises, on a le sentiment à Tokyo que les choses pourraient néanmoins progresser. Le retour de M. Potanek, ambassadeur soviétique, qui avait quitté le Japon en juillet, a été interprété comme un désir du Kremlin de reprendre le dialogue ; M. Potanek, qui est en poste depuis plusieurs années, a en effet d'excellents contacts à Tokyo.

La fait, d'autre part, que les Soviétiques ont arrêté immédiatement, fin septembre, des exercices de tir dans le Pacifique nord, à la suite des protestations japonaises, semble également montrer que Moscou ne s'agit pas à raviver la situation. Cela d'autant moins, peut-être, que le Japon est sur le point de livrer aux Soviétiques une cargaison flottante de 80 000 tonnes, destinée au port de Vladivostok. Cette cargaison, construite par Shikajima Heavy Industries, permettra de mettre en service un porte-avions du type Kiev, en Extrême-Orient.

On laisse enfin entendre, dans les milieux gouvernementaux, que le Japon pourrait prendre, après la ratification du traité avec la Chine, une initiative en vue d'améliorer le climat avec Moscou. En réponse, le Kremlin pourrait se montrer plus souple sur la question des Kouriles. Après tout, les Chinois, pour signer avec le Japon, ont bien accepté de « geler » la question des îles Senkaku, dont le gouvernement est revendiqué par Tokyo et Pékin.

PHILIPPE PONS.

L'U.R.S.S. ET LES PUISSANCES ASIATIQUES

Moscou s'intéresse de plus en plus aux pays de l'A.S.E.A.N.

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques ont commenté très favorablement la récente tournée de M. Phan Van Dong, premier ministre vietnamien en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie, qui, disent-ils, « a inauguré une nouvelle étape des rapports entre les Vietnamiens et les pays de l'Association de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) ». Il n'est, en effet, que ces visites aient eu lieu, beaucoup d'attention a été portée à la situation dans une région où la diplomatie chinoise ne reste pas inactive.

Depuis quelques mois, le ton de la presse soviétique à l'égard des pays de l'A.S.E.A.N. et à l'égard de l'Association elle-même, a changé. Présente à l'origine, comme une construction purement américaine destinée à limiter la contagion de la révolution chinoise, l'A.S.E.A.N. est maintenant, aux yeux des Soviétiques, une organisation qui essaie tant bien que mal de se dégager de la tutelle de Washington. Sans doute lui reste-t-il encore beaucoup à faire dans cette voie, mais le renforcement des liens avec ses voisins (Vietnam, Laos, Inde et Bangladesh) et la coopération avec l'Union soviétique, qui « ne recherche aucun avantage unilatéral et ne souhaite pas la suprématie politique », devraient lui permettre d'avancer, dit le presse.

Ainsi, les anciens « dominos » appelés, selon les stratégies américaines de la guerre au Vietnam, à « tomber » dans le camp communiste en cas de retrait des Etats-Unis sont-ils l'objet d'une cour assidue de la part tant des Soviétiques que des Chinois. Il n'est pas question pour l'U.R.S.S. de soutenir les mouvements de rébellion plus ou moins actifs dans les pays de l'A.S.E.A.N. ; au contraire, elle les dénonce parce que « n'ayant pas les motifs » de l'Asie du Sud-Est. Moscou ne se lasse pas de mettre en garde les « gouvernements légitimes » de l'Asie contre les activités des résidents d'origine chinoise, présente comme la « cinquième colonne de Pékin ».

Derrière les bonnes paroles, la stratégie soviétique ne semble pas avoir fondamentalement changé. Il s'agit toujours pour Moscou d'arriver en Asie à la signature d'un pacte de sécurité collective qui permettrait d'isoler totalement la Chine et de neutraliser les Etats-Unis. Ce projet, vieux d'une dizaine d'années, n'ayant pas rencontré d'écho favorable chez les intéressés, les dirigeants de l'U.R.S.S. l'ont remis dans les tiroirs sans y renoncer totalement. Seule la présentation est aujourd'hui plus modeste : pour transformer l'Asie du Sud-Est en « zone de paix, d'indépendance, de liberté et de neutralité », il suffit d'y appliquer les principes adoptés pour l'Europe de l'Est, à savoir : « la spécificité asiatique » pour y opposer, disent les commentateurs soviétiques, puisque les principes d'« égalité » sont eux-mêmes inspirés de la conférence afro-asiatique de Bandung.

DANIEL VERNET.

(1) L'A.S.E.A.N. comprend la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et Singapour.

EUROPE

Suède

APRES LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT DE M. FALLDIN

Le chef du parti libéral, M. Ullsten serait appelé à former un cabinet minoritaire

M. Thorbjörn Fälldin, premier ministre suédois et chef du Parti du centre (tax-agricarien), a présenté, lundi 5 octobre, en début de soirée, la démission de son gouvernement. Centristes, libéraux et conservateurs, qui forment la coalition « bourgeoise », n'ont pu, en fin de compte, s'entendre sur la politique énergétique. Ainsi, les vainqueurs des élections législatives de 1976 qui avaient mis fin à quarante-quatre ans de régime social-démocrate n'auront-ils réussi à gouverner ensemble que durant deux ans.

M. Allard, le président du Riksdag, chargé désormais à la place du roi de nommer le premier ministre, a annoncé, ce vendredi matin,

des consultations avec les dirigeants des cinq partis représentés au Parlement (outre les trois partis de coalition, le parti social-démocrate et le parti communiste). La tâche de formateur sera sans doute confiée à M. Olof Ullsten, le dirigeant libéral. Reste à savoir si le gouvernement minoritaire qu'il pourrait constituer serait homogène ou s'il formerait une coalition avec les conservateurs. Il semble peu probable, en effet, à un an des prochaines élections et devant cette crise entre les partis « bourgeois », que M. Olof Palme et ses amis sociaux-démocrates revendiquent le droit de former le gouvernement.

De notre correspondant

Stockholm. — La démission du gouvernement Fälldin a été une grande surprise. En effet, après plusieurs semaines de conciliation et de rumeurs persistantes de crise gouvernementale, « émise à la dernière minute », les trois partis de la coalition avaient annoncé, le vendredi 29 septembre, qu'ils s'étaient mis d'accord sur la question de la mise en service de deux réacteurs nucléaires, Ringhals III et Forsmårk I. Il s'agissait d'un compromis de plus : le gouvernement s'autorisait pas le chargement des installations pile-que les conditions de sécurité exigées par la loi nucléaire de 1976 n'étaient pas remplies.

Pour le leader conservateur et ministre de l'économie Gösta Bohman, « les problèmes du nucléaire étaient résolus à 99 % ». Les conservateurs, qui ont rejoint les centristes « anti-atome » de M. Fälldin de sauver momentanément la face puisque le gouvernement avait décidé en réalité de repousser la date de la mise en service des réacteurs. De leur côté, conservateurs et libéraux, favorables, eux, à la poursuite du programme électro-nucléaire, étendus sur la question de la mise en service des réacteurs, ont eu un nouvel échec « camoufflé ».

Sans aucun doute, les centristes ont été très déçus de l'absence de critiques qui ont accueilli ce compromis. S'ils s'attendaient que les sociaux-démocrates parient une fois de plus à « faire des élections non tenues », ils ne semblent pas présenter un mécontentement aussi profond que les militants centristes ont été déçus, surtout les jeunes.

Ce sont probablement ces réactions très négatives de la base qui ont amené les dirigeants à réviser leur stratégie. Pendant le week-end, M. Olof Johansson, ministre de l'énergie, devait déclarer à plusieurs reprises que la solution au problème du stockage des déchets « pouvait demander plusieurs années d'études géologiques », et il réaffirmait carrément en cause l'accord intervenu quelques jours plus tôt entre les trois partis.

Depuis lundi la coalition déchirée a offert un bien triste spectacle. Notre présence à des limites, écrit le plus grand journal suédois Expressen, « déçoit-elle une fois pour toutes ». Les libéraux et les conservateurs ont décidé, mardi 3 octobre, dans un communiqué commun que les centristes respectent l'accord de la semaine dernière « à la lettre » et ne posent aucune nouvelle condition. De nouveaux pourparlers se sont engagés alors dans le plus grand secret, comme d'habitude, que se sont soldés par la démission du gouvernement.

Selon M. Fälldin, la crise est due « au refus des libéraux et des conservateurs de recourir à un

référéndum pour régler le différend. Il est pour le moins étonnant que, dans une question aussi cruciale que l'énergie et surtout le nucléaire, on refuse de peser le droit de donner son avis. D'ailleurs, cette passivité figure dans la déclaration gouvernementale de 1976, au cas où les divergences de vue seraient trop profondes ».

Les partenaires des centristes estiment, eux, qu'il était difficile de formuler la question à poser au corps électoral. Comme l'a dit M. Bohman, l'énergie nucléaire n'est pas la seule en cause : « Il faut voir aussi la dépendance du pétrole, les risques écologiques entraînés par l'utilisation du pétrole, la balance commerciale, l'avent de notre industrie et de notre technologie nucléaire, l'emploi, etc. »

Cette crise était prévisible, tant les positions des trois partenaires étaient éloignées. Les conservateurs et les libéraux avaient approuvé en 1976 le programme électro-nucléaire de M. Fälldin, mais les sociaux-démocrates portant sur la mise en service de treize réacteurs, répartis en quatre centrales, en 1985. Les centristes s'y étaient opposés.

Pendant la campagne électorale de 1976, M. Fälldin avait déclaré qu'il n'aurait pas le nucléaire dans son programme, qu'il était formé d'énergie pour être abandonnée en 1985 et que les centristes au pouvoir n'accepteraient jamais la mise en marche de nouveaux réacteurs. Conservateurs et libé-

ALAIN DEBOVE.

Espagne

Le Sénat approuve le projet de Constitution

De notre correspondant

Madrid. — Le Sénat espagnol a approuvé par acclamations, le jeudi 5 octobre, le projet de Constitution, soumis, en juillet, aux députés. Le texte adopté par les sénateurs est sensiblement identique à celui voté par la Chambre basse. Le projet devra être étudié par une commission mixte parlementaire, avant d'être proposé par référendum au peuple espagnol, sans doute fin novembre ou début décembre.

Les dispositions concernant les provinces basques ont donné lieu aux discussions les plus vives entre le gouvernement et le parti nationaliste basque (P.N.V.), en particulier. Les deux parties étaient certes d'accord sur le principe fondamental : restituer aux Basques les privilèges (fueros) (1) qui leur avaient été ôtés en 1809 par le général Franco. Mais, majoritairement, le P.N.V. se sont opposés sur le libellé de l'article consacrant cette restitu-

tion. Le gouvernement exigeait que les privilèges basques établis soient « octroyés » dans le cadre de la Constitution. Le P.N.V., en revanche, souhaitait que les privilèges soient inscrits dans la Constitution, sans aucune référence à la Loi fondamentale. Il désirait en fait une sorte de « mini-Constitution » au sein de la Constitution.

Le texte de la majorité l'a emporté, par 129 voix contre 13 et 18 abstentions. Reste à savoir quelle va être l'attitude du parti nationaliste basque après cette défaite, et surtout quel mot d'ordre il donnera à ses électeurs lors du référendum. — (Interim.)

(1) Privilèges divers, en particulier exemptions fiscales, dont bénéficiaient traditionnellement les provinces basques. Franco les a abolies en 1809 pour « punir » les basques de leurs révoltes à la République et de leur attitude pendant la guerre civile.

Vietnam

LE COMECON ASSURE LA RELEVÉ DE LA CHINE POUR L'ACHEVEMENT DE GRANDS TRAVAUX

Hanoï (A.F.P.). — Le comité exécutif du Conseil d'économie et de coopération (Comecon) a déclaré, lors de sa 87^e session, les mesures prises à l'égard du Vietnam à poursuivre la construction des ouvrages commencés avec l'aide technique de la Chine, à compter du 5 octobre le Nhan Dan, organe du P.C. vietnamien.

Au moment de l'arrêt de l'aide chinoise le 3 juillet, un demi-million de projets étaient en cours de réalisation. Le comité exécutif du Comecon, réuni du 27 septembre au 1^{er} octobre à Oulan-Bator (Mongolie), a également défini, selon le journal, les mesures à mettre en œuvre pour aider le Vietnam à moderniser les ventes de machines de fer Hanoï-Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon).

Enfin, indique Nhan Dan, le comité exécutif du Comecon a décidé de rétablir son économie nationale et construire les assises matérielles et techniques du socialisme. Le Vietnam est membre du Comecon depuis juin.

Plus de deux mille Cambodgiens se sont réfugiés au Vietnam entre le 10 et le 30 septembre, écrit le Quon Doi Nhan Dan, quotidien de l'armée vietnamienne.

Parmi eux, précise le journal, figure notamment M. Namoukouth, « chef d'état-major du 15^e régiment (7^e division) des forces armées khmères stationnées dans la zone militaire 203 » (frontalière du Vietnam). Selon le quotidien, ce régime des « traités cambodgiens », mais un tiers d'entre elles ont péri en route, « tuées par les mines ou mortes d'épuisement ». — (A.F.P.)

Inondations catastrophiques

UN APPEL DE L'ASSOCIATION D'AMITIÉ FRANCO-VIETNAMIENNE

L'Association d'amitié franco-vietnamienne (17, rue Ballu, 75008 Paris) publie le communiqué suivant : « Un nouveau coup troppe le peuple vietnamien : les terribles inondations qui désolent de nombreux pays de l'Asie du Sud viennent de provoquer des dégâts énormes. Si les pertes en vies humaines ont pu être limitées, les destructions d'une partie de la récolte et des réserves de vivres rend plus aigu le problème alimentaire : 1 million de tonnes de produits vivriers, des stocks de médicaments, etc., ont été perdus. « Après trente années de guerre, après les ravages des bombardements, le peuple vietnamien a entrepris un immense effort de paix et de reconstruction. Or, à toutes les autres difficultés qui lui sont suscitées, viennent s'ajouter les catastrophes naturelles. Il faut aider ce peuple qui a tant souffert et qui construit avec courage une économie indépendante. Les émissaires ont besoin de notre aide immédiate. Versez au Nord sanitaire de l'Association d'amitié franco-vietnamienne : C.C.P., Paulette Dupuy 103370 D Paris. »

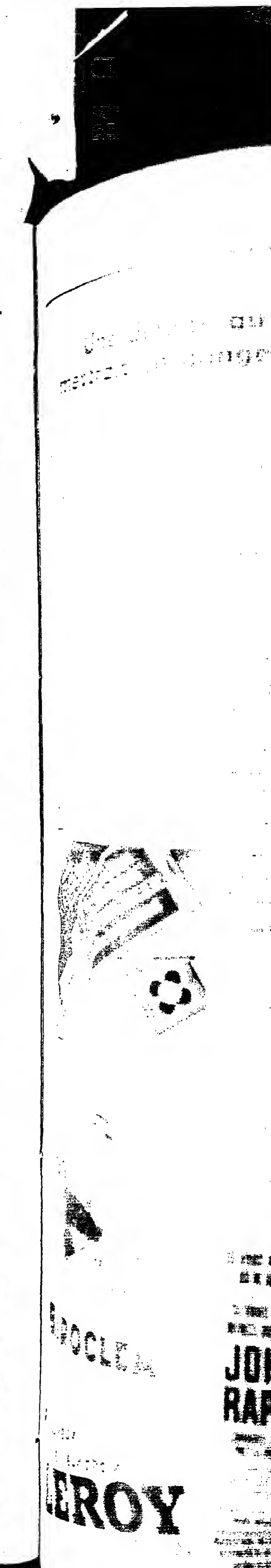
Marcel BLUR 138, Faubourg Saint-Honoré costumes en saxbury Prêt-à-porter 1.255 F A vos mesures 1.850 F

MEETING INTERNATIONAL DE SOUTIEN A L'ALBANIE GARDIENNE EXEMPLAIRE DE SON INDÉPENDANCE NATIONALE ET PHARE DU SOCIALISME DANS LE MONDE A l'appel de l'Association des Amitiés Franco-Albanaises et de toutes les associations européennes d'amitié avec la République Populaire Socialiste d'Albanie MARDI 10 OCTOBRE - 20 h 30 - MUTUALITÉ, Salle B (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris - Métro : Maubert-Mutualité) ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES 16-10-202 TR - X - 1910 Paris

EXPOSITION ART DE LA CHINE ANCIENNE Ivoires - Pierres dures - Caux Bronzes - Tapis précieux DU VENDREDI 10 OCTOBRE AU LUNDI 9 OCTOBRE HOTEL WESTMINTER 1, rue de la Paix, 75002 PARIS Tél. : 261-57-46, de 11 h. à 20 h. Entrée libre Exposition gratuite

Jocelyn PARIS 134, bd St-Germain 78, ch.-chaises (Hog) 5, rue cherche-midi

TOUTE LA MODE EN DÉGRÉFEE les boutiques Griffsolde GRIFFSOLDE pour ELLE : 1. rue de la Plaine (Nation) 2. rue du Renard (H. de Ville) 3. rue de Lagny (Nation) pour LUI : 3 bd Montmartre (Montmartre) 3. rue de la Plaine (Nation) 3. rue de la Plaine (Nation)



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU LIBAN

Les bombardements du secteur est et des banlieues sud-est et nord-est de Beyrouth se sont poursuivis avec une certaine violence dans la nuit de jeudi à vendredi, avant de décroître sensiblement ce vendredi matin 6 octobre.

La radio phalangiste annonce que les secteurs d'Achrafieh, Hadeth, Ain-Ramaneh et Fourn-el-Chebbak ont continué de subir les tirs de l'artillerie des troupes syriennes. Les régions de la Montagne chrétienne, notamment le Meta-Nord (au nord-est de Beyrouth), et le Kesrouan, plus au nord, ont été durement touchées par des missiles de fabrication soviétique Grad, a-t-elle précisé.

La Voix du Liban affirme, d'autre part, que des combats acharnés se déroulent toujours dans la région de la Quarantaine, à l'entrée nord de la capitale et à Sin-el-Fil, enclaves syriennes en territoire chrétien.

Moins violents que la veille à Beyrouth même, les combats entre troupes syriennes et chrétiens étendus jeudi aux hauteurs du nord-est de la capitale. Les chrétiens avaient même menacé de s'en prendre directement à des objectifs situés sur le territoire syrien « si le pillage de secteurs paisibles du Liban se poursuit ». De source militaire occidentale, on déclare que les forces chrétiennes utilisent des

canons de campagne modernes de 130 mm récemment fournis par Israël. Ces pièces, d'une portée d'une trentaine de kilomètres, peuvent atteindre certains camps militaires situés en territoire syrien, rendant crédible la menace des miliciens.

Pen après la mise en garde de ces derniers, pourtant, la FAD déclarait avoir entrepris de réduire au silence « avec la puissance de feu appropriée » des positions d'artillerie chrétiennes qu'elle venait de repérer sur des hauteurs au nord-est de Beyrouth, dans les secteurs de Metn et Kesrouan, fiefs traditionnels des milices.

Dans la soirée de jeudi, alors que de vio-

lents combats se poursuivaient toujours, pour la sixième journée consécutive, un échange de tirs bref mais acerbé s'est déroulé vers 20 heures entre des navires israéliens et des batteries d'artillerie, le long du littoral de Ramlet-el-Beld, à Beyrouth-Ouest.

On déclarait de source palestinienne, à l'issue de cette canonnade, qu'il s'agissait d'une « tentative de débarquement israélienne ». On assurait de même source que seuls les artilleurs palestiniens avaient ouvert le feu, et que des bateaux pneumatiques, mis à l'eau à partir des vedettes israéliennes, avaient été « repoussés à quelques mètres de la plage ». — (A.F.P., Reuters.)

Washington tente de lever l'opposition soviétique à une résolution du Conseil de sécurité contraignante pour la Syrie

Après l'échec de la proposition française pour arrêter les combats au Liban, d'autres initiatives diplomatiques ont été ou vont être prises.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, a demandé au prince Sadruddin Aga Khan d'exercer sur place ses bons offices pour obtenir un cessez-le-feu. Le prince, qui fut douze ans (1965 à 1977) haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, serait à Beyrouth pendant le week-end. La mission dont il est chargé est d'abord humanitaire, mais elle aurait des conséquences politiques évidentes, l'arrêt de l'effusion de sang étant la condition préalable de tout règlement. L'envoi du prince Sadruddin a pour origine un appel du Comité international de la Croix-Rouge, transmis jeudi à M. Waldheim par l'ambassadeur du Liban à l'O.N.U., M. Tueni.

Dans un communiqué publié à Genève, le C.I.C.R. indique que sa délégation au Liban en appelle aux parties « afin qu'elles concluent une trêve permettant l'évacuation des blessés dans les quartiers est de Beyrouth ». Le C.I.C.R. ajoute que sa délégation et la Croix-Rouge libanaise sont « de plus en plus dans l'impossibilité de se déplacer pour porter secours aux victimes des combats » et que « la dispersion d'urgence du C.I.C.R. à Achrafieh (...) n'a pu être ravitaillé en médica-

ments et en viures, le 4 octobre, en raison de l'intensité des combats ». Le C.I.C.R. indique que l'intention de demander de convoquer une « réunion urgente » du Conseil de sécurité sur le Liban. Le président Carter a convoqué ses principaux collaborateurs pour la première heure (locale) ce vendredi afin de prendre une décision. Jusqu'ici la difficulté au Conseil de sécurité a été d'obtenir un accord minimal des Soviétiques pour qu'ils n'opposent pas un veto à toute résolution contraignante pour la Syrie. C'est apparemment l'hostilité soviétique qui a empêché le Conseil, mercredi, d'aller plus loin qu'un appel de son président pour une cessation des combats, interrogé sur l'attitude soviétique et arabe, une « haute personnalité américaine » citée par l'A.F.P., a répondu que M. Carter avait pris contact avec M. Brejnev. Il a également adressé un message au président syrien Assad. On peut donc présumer que si les Américains demandent la convocation du Conseil, c'est qu'ils seront assurés d'une certaine coopération soviétique. Comme on lui demandait s'il serait possible d'étendre à Beyrouth la mission que remplissent les autres villes libanaises, la même personnalité américaine a répondu que c'est probablement ce que souhaitait le président libanais, M. Sarkis.

La presse israélienne présente l'opération navale contre Beyrouth-Ouest comme un avertissement limité mais sérieux

Jérusalem. — Des bâtiments de la marine israélienne ont bombardé, vers 20 heures, une base côtière de Fakh, dans le secteur sud-ouest de Beyrouth. Cette base est située au nord de l'aéroport, à proximité du quartier Saint-Simon. Alors que, depuis plusieurs heures, la radio et la télévision israéliennes, citant des agences de presse étrangères, faisaient état de l'intervention de « navires non identifiés » au large de Beyrouth, ce très bref communiqué, diffusé, jeudi 5 septembre, peu après minuit par le porte-parole de l'armée, tendait manifestement à diminuer l'importance de l'opération.

Il laisse entendre, comme devait le préciser, vendredi matin, le station de radio de l'armée, qu'il s'agissait d'une mesure de précaution après le raid naval d'un commando du Fakh, intercepté, le 30 septembre, en mer Rouge, le long de la côte du Sinaï. Une vedette de la marine israélienne avait exploré un petit cargo chargé d'explosifs et de roquettes de kalouchas, qui se dirigeait vers le port d'Ellet.

La radio de l'armée, Golo Tshah, a, d'autre part, indiqué que le quartier général d'une organisation palestinienne a installé dans un hôtel de Beyrouth-Ouest, aurait été touché par les tirs israéliens. Golo Tshah et le journal Haaretz précisent, selon des sources militaires, que les objectifs syriens n'auraient pas été visés jeudi soir.

Malgré le prétexte des représailles antipalestiniennes, la plupart des chroniqueurs militaires de la presse israélienne soulignent, ce vendredi, que l'intervention de vedettes lance-missiles est un « avertissement » adressé aux Syriens, un avertissement sérieux mais mesuré. La mise en garde est cette fois plus grave

dépassé le stade de l'avertissement de crainte de ruiner l'esprit de Camp David », et surtout de s'opposer à l'initiative américaine, qui, depuis le retrait israélien du Sud-Liban au juin dernier, ne cesse d'inciter Jérusalem à la modération. Après le raid naval sur Beyrouth, on estime généralement dans les milieux politiques de Jérusalem que le gouvernement, compte tenu à la fois de la situation internationale et du soutien israélien apporté aux milices chrétiennes, ne pouvait faire moins, mais ne pouvait faire plus.

Une intervention plus directe est très difficile sinon impossible, remarquent les journaux israéliens, qui, parallèlement aux informations concernant l'opération de jeudi soir sur Beyrouth, ont tous publié en gros titre le sévère « conseil » donné à Israël mercredi par le Meison Blanc, M. Cyrus Vance, a, en effet, clairement déclaré qu'une nouvelle initiative militaire israélienne risquerait de mettre en péril les négociations avec l'Égypte qui doivent ouvrir la semaine prochaine à Washington. M. Vance a ajouté, au cours d'un interview télévisé, qu'il ne pensait pas qu'Israël puisse envisager une opération de grande envergure au Liban. M. Vance devait rencontrer ce vendredi M. Moshe Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères, qui vient d'arriver aux États-Unis, et la situation au Liban devait faire l'objet de leurs discussions.



IL FAUDRAIT FAIRE CESSER CETTE TRAGÉDIE.

De notre correspondant

Le président (français) du Conseil de sécurité, M. Lepretre, a indiqué qu'il répondrait immédiatement à toute demande de convocation, américaine ou autre. Il a pris contact jeudi avec tous les membres du Conseil.

L'initiative française

Outre la tentative américaine, la France soutient une proposition soviétique de conférence internationale à Genève. Le Libanais n'a pas annoncé officiellement qu'il jugerait inapplicable la proposition française d'interposer l'armée libanaise entre les forces syriennes et les milices chrétiennes, mais du côté français on tient visiblement pour acquis le rejet de cette initiative. Cependant, la proposition française a été présentée par le Libanais aux-mêmes. Interrogé jeudi à Brasilia, M. Giscard d'Estaing a indiqué qu'au cours de son entretien téléphonique, mardi, avec M. Brejnev, deux hypothèses avaient été envisagées :

1° Un déplacement des forces libanaises qui, dans un premier temps, bloqueraient les combats, et assureraient le cessez-le-feu, a dit le président de la République. Dans la conversation que j'ai eue avec le président Brejnev, il m'a indiqué que l'opération de libération de la Palestine, d'interposer l'armée libanaise entre les forces syriennes et les milices chrétiennes, a été présentée.

2° Une autre initiative, venant de l'Arabie Saoudite et appuyée par le Koweït, qui vise à réunir les pays arabes autour d'une force arabe de dissuasion. Dans le message que j'ai envoyé au président syrien Assad, j'ai mentionné ces deux initiatives.

Dans l'entourage du président de la République, on estime en tout cas que la Syrie a rejeté par son silence la proposition française et que le gouvernement israélien exige un long délai alors que le temps presse.

De notre correspondant

Les conditions d'une intervention armée

En dépit des pressions exercées par certains membres de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, — qui demandent un cessez-le-feu à Jérusalem pour entendre un exposé de M. Elzar Weizman, ministre de la défense, — le gouvernement israélien semble ne pas être en mesure de prévoir une action militaire qui

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Bernard-Reymond : la France est plus sensible au problème que tout autre pays

Répondant jeudi 5 octobre à l'Assemblée nationale à une question de M. Miesem (U.D.F.), Paris sur les événements au Liban, M. Bernard-Reymond, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a affirmé que « la France fait tout ce qui est en

son pouvoir pour que la paix règne à nouveau au Liban ». Il a ajouté : « Nous voulons que soit conclu un cessez-le-feu durable. A cette fin, le président du Conseil de sécurité, qui à l'heure actuelle est français, a lancé un appel pressant. Je ne lui suis pas possible d'aller plus loin, car ce n'est pas sur sa seule initiative que le Conseil se réunit. Le malin n'a pu dire ce qui a été dit, les parties prenantes à ce Conseil n'avaient pas manifesté l'intention de donner suite à une demande de convocation ».

D'autre part, nous avons proposé que l'armée libanaise soit utilisée comme force d'appui pour séparer les milices chrétiennes des forces syriennes. Enfin, le président de la République a fait parvenir un message au président Assad pour lui demander s'il souscrit aux propositions précises que nous avons présentées, propositions qui ont été appuyées par le président libanais. Nous attendons que le président Assad prenne position officiellement ».

Il a précisé que l'ambassadeur de France à Beyrouth rencontre chaque jour le président Sarkis. Quant à l'aide monétaire, a-t-il indiqué, « nous ne la ménagerons pas ».

M. PHILIPPE MALAUD (non-inscrit, Seine-et-Oise) a exprimé son stonnement « devant le silence et l'indifférence apparente de notre pays ». Il s'est toutefois félicité de la réponse du secrétaire d'État tout en jugeant que le ministre des Affaires étrangères est intervenu tardivement et de façon insuffisante.

M. Bernard-Reymond s'est élevé contre le terme d'« indifférence » alors que « la France est de tous les pays du monde la plus sensible au problème libanais, la plus active et la plus à même d'ouvrir la voie de la paix au Moyen-Orient ». « Mais, a-t-il conclu, elle ne peut pas résoudre seule le problème libanais. »

Les entretiens Brejnev-Assad à Moscou

Comment « effacer les conséquences des accords de Camp David » ?

De notre correspondant

Moscou. — C'est autant comme porte-parole de ses collègues du Front arabe que comme président de la Syrie que M. le Président Assad a été reçu jeudi 5 octobre à Moscou, par M. Brejnev, en présence de M. Kossyguine et Gromyko et du maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense. M. Assad avait été chargé par le président de la République de la Syrie, M. Hafez el-Assad, de se rendre à Damas à la fin du mois dernier, outre la Syrie, l'Algérie, le Libye, le Yémen du Sud et le Comores, pour manifester l'intention de l'U.R.S.S. de ne pas être tenue à l'écart des tentatives de règlement, alors que « cette région se trouve à proximité des frontières de notre pays et d'autres pays du pacte de Varsovie », comme devait le déclarer M. Brejnev, en recevant M. Assad.

Nous n'abandonnerons pas notre pays à l'occupant syrien

nous déclare Bechir Gemayel

De notre correspondant

Beyrouth. — Les forces libanaises — appellation qui se sont données en réunissant les milices de la droite chrétienne — sont commandées par un jeune homme de trente ans, M. Bechir Gemayel. Il personnifie aux yeux de ses combattants le Front du refus libanais de la présence palestinienne hier, de la domination syrienne aujourd'hui.

Replé dans un sous-sol, après que le siège de son « conseil militaire » ait été détruit par l'artillerie syrienne, M. Gemayel a répété sa détermination de lutter jusqu'au bout. Il a aussi dit clairement ce qu'il pensait de la politique des États-Unis et de la déception qu'elle lui inspire.

« On est en sur le plan militaire — Nous luttons pour rompre un blocus qui nous menace d'asphyxie. — Même si vous le contrôlez, le pont de Quarantaine (qui relie Beyrouth-Est à l'arrière-pays chrétien), restait à la merci des bombardements syriens. — Ce ne serait pas la même chose : en prenant des risques, nous pourrions passer, alors qu'actuellement c'est absolument impossible. — Les combats sont-ils durs ? — Sauf autour de la pharmacie Bertz, à Achrafieh, où les Syriens ont perdu quatorze hommes, il n'y a pas de combats. Les Syriens se livrent à des bombardements sauvages qui ne laissent pas pierre sur pierre dans notre pays, nous ripostons également à l'artillerie lourde et nous laissons les mains libres et pour atténuer la violence de leur pillage. — Est-ce efficace ? — Nous avons mis hors de combat quinze de leurs positions d'artillerie et leurs services, nous en avons touché plusieurs autres. Non seulement à Beyrouth, mais jusqu'à Dhour Abadyah et Mdeleje, à 15 et 30 kilomètres de Beyrouth. — Les armes utilisées par les Syriens sont-elles plus puissantes que lors des bombardements de juillet ? — De plus en plus, les mortiers de 240, dont les obus de 130 kilogrammes traversent des immeubles de quatre étages et atteignent les abris, sont utilisés par les Syriens. En plus de l'artillerie de campagne de 122 et 150 millimètres, des missiles et

L'AMERTUME DES CHRÉTIENS

(Suite de la première page.)

En se rendant à Moscou au lendemain de son retour à Damas, venant de Berlin-Est, sans daigner accorder une entrevue au président libanais M. Elias Sarkis, qui la sollicite depuis un mois et avec une insistance angoissée depuis la reprise des hostilités dans sa capitale, le président Assad de Syrie a manifestement voulu indiquer que le Liban, malgré le drame qui s'y déroule, n'est pas prioritaire pour lui et qu'il n'est pas pressé de résoudre la crise.

Les populations du secteur conservateur chrétien ressentent d'autre part avec amertume le « lâchage » d'Israël. La brève et mystérieuse intervention de vedettes « a-t-elles » au large de Beyrouth-Ouest ne suffit certainement pas à les rassurer. A n'en pas douter, il faudrait autre chose qu'une « trêve », rogne d'intimidation, pour soulager aujourd'hui le réduit chrétien encerclé par l'artillerie syrienne. Amertume envers Israël et rancoeur devant le silence de tous les autres Libanais — les musulmans et même les chrétiens du Nord — dont les chefs n'ont pu ou n'ont pas osé condamner ne serait-ce que les méthodes utilisées contre les populations civiles. La cassure entre les deux Liban est en train de devenir irréductible.

LUCIEN GEORGE.

M. BREJNEV : une transaction malhonnête

Après des principes maintes fois répétés, les discours officiels, ou les brefs communiqués par l'agence Tass à l'issue des premières entretiens, ne permettent pas de connaître les mesures pratiques — s'il y en a — que l'U.R.S.S. et la Syrie pourraient décider en commun. Comment « supprimer les conséquences des accords de Camp David », qui est l'objectif avancé par le président syrien ? En mobilisant toutes les forces qui s'opposent à la ligne capitaliste et anti-arabe (de M. Sadate), il s'agit, selon M. Brejnev, de « ramener à la raison ceux qui cherchent une solution des problèmes par les moyens détournés et malhonnêtes des transactions séparées ». C'est ainsi, a ajouté le chef de l'Etat, qu'il a été décidé que nous considérons les déclarations de la récente conférence de Damas. Sans doute les dirigeants soviétiques ne se font-ils aucune illusion sur la possibilité de « rompre » le blocus de la région de Damas. Ils savent que le président Sarkis ne peut être pas de voir l'Égypte retrouver un jour le chemin de la solidarité arabe.

Ni M. Brejnev ni M. Assad n'ont fait publiquement le moindre allusion aux événements du Liban, sauf pour noter qu'après Camp David la situation au Proche-Orient s'était aggravée.

DANIEL VERNET.

des bombes au phosphore. Il ne reste plus un hôpital pour soigner nos blessés. Assad et Carter n'ont pas encore compris qu'il est inutile de mettre le paquet : nous ne plions pas l'échine. Cela a commencé avec les Palestiniens, mais continue avec les Syriens, mais plus ils nous matraquent, plus la population se cabre : sa réaction est merveilleuse de courage et de détermination.

— Vous mettez les présidents Assad et Carter dans le même panier ?

— Comment expliquer sans cela, que les États-Unis aient une telle attitude ? Si la Syrie n'avait pas le feu vert de Washington croyez-vous qu'elle oserait se comporter comme elle le fait ?

— Et Israël ?

— Nous ne pouvons plus compter que sur nous-mêmes. C'est notre guerre et il nous faut la mener. Mais Israël devrait comprendre que si les chrétiens du Liban étaient écrasés, son tour viendrait très au tard.

— Combien de temps pourriez-vous tenir ?

— Nous n'avons pas l'embaras du choix.

— Et la population civile ?

— Près de trois cents morts dont les trois quarts à Beyrouth, et le dernier quart en montagne. — Quelles sont les régions les plus touchées hors de Beyrouth ?

— Bkifaya, mon village, et sur la côte, Jdeh et Sin-el-Fil.

— L'eau — posez-ils des problèmes dramatiques ?

— Nous essayons de nous organiser, nous découvrirons les aîres de la disette.

— Quelle solution entrevoyez-vous ?

— Que le président Sarkis, s'il le peut, demande le départ des Syriens. Sinon, peut-être une de ces multiples interventions internationales.

— Vous constatez bien que ces initiatives sont inopérantes et que le président Sarkis est impuissant ?

— Alors, il ne nous reste que la résistance jusqu'au bout. Nous n'abandonnerons pas notre pays à l'occupant.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.



مكتبة من الأهل

LA FRANCE VOUS ETONNE AUX GALERIES LAFAYETTE

L'Exposition France des Galeries Lafayette, c'est tout un spectacle.
Un spectacle qui se renouvelle à tout instant avec des présentations de mode,
des audio-visuels, des variétés, des débats, des sports. Mais aussi
un spectacle permanent avec des objets étonnants
et des techniques de pointe.

L'Exposition France, ce sont aussi des exclusivités dans tous les domaines,
créées spécialement par les plus grands noms, des avant-premières,
et des prix d'amis dans tout le magasin.



Galeries Lafayette

EXPOSITION FRANCE 6/28 OCTOBRE

VERIDIE

de contact

YZOPTIC

AFRIQUE

Tunisie

LE PROCÈS DES SYNDICALISTES

La Cour de sûreté de l'État ajourne les débats au 9 octobre

De notre correspondant

Tunis. — Le président de la Cour de sûreté de l'État a subitement interrompu jeudi 5 octobre l'audience du procès des anciens dirigeants syndicalistes pour annoncer que, deux de ses assesseurs étant « malades », les débats seraient reportés à lundi. Pourtant, à ce moment-là, il ne restait plus à entendre — pendant tout au plus une petite demi-heure — que les interventions des deux derniers avocats qui allaient exposer les raisons pour lesquelles ils se considéraient, comme leurs confrères, dans l'impossibilité de plaider sur le fond (Le Monde du 6 octobre) et, apparemment, l'état de santé d'un des membres de la Cour ne semblait nécessiter un arrêt aussi prompt.

L'annonce du report, alors que l'on s'attendait à voir la Cour entrer en délibération, a fait sensation et l'explication fournie a laissé sceptiques avocats et observateurs.

Un nouveau coup de théâtre va-t-il donc se produire dans ce surprenant procès aux rebondissements déjà multiples ? Non, assure-t-on dans les milieux généralement informés, sans pour autant convaincre entièrement. Des membres de la Cour seraient effectivement fatigués, après huit jours consécutifs de débats, et quelques questions d'organisation interne au déroulement du procès resteraient à régler. En outre, la Cour se propose d'entendre M. Sâd Gagui, l'un des trente inculpés, qui est hospitalisé depuis plusieurs semaines et dont la présence à l'audience s'impose, au moins une fois. Les médecins qui le soignent auraient autorisé cette comparution.

MICHEL DEURÉ.

● Le parti communiste tunisien lance un appel pressant à « l'opinion démocratique internationale, à toutes les organisations politiques, syndicales et humanitaires, à toutes les instances internationales et tous les hommes et les femmes épris de justice et de liberté dans le monde pour les alerter sur les dangers réels de condamnation à mort qui pèsent sur les dirigeants syndicalistes ».

● M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a adressé jeudi 5 octobre un télégramme à M. Bourguiba pour lui demander la libération immédiate de M. Habib Achour et des autres syndicalistes arrêtés.

● La Fédération de l'éducation nationale a adressé un message au président Bourguiba « pour que soient respectés les droits élémentaires des hommes ».

● Le parti socialiste a publié jeudi un communiqué assurant « avoir appris avec stupeur les peines de mort requises contre les syndicalistes tunisiens sur la base d'un procès qui n'a rien prouvé à l'encontre des accusés. Le parti socialiste informé par Claude Geron, membre du comité directeur, maire de Massy, qui suit le procès en tant qu'observateur de l'Internationale socialiste, a demandé dès maintenant avec l'opinion tunisienne et internationale l'annulation pour tous les inculpés à l'exception des événements du 26 janvier ».

Tchad

● La liste des membres du Conseil de défense et de sécurité (C.D.S.) et du bureau du Conseil national d'union (C.N.U.), les deux organes prévus par la charte fondamental du Tchad, a été publiée jeudi 5 octobre à Ndjamena. Le C.D.S. est composé de seize personnes : huit membres des forces armées du Nord, que dirigeait M. Hissen Habré avant de devenir premier ministre, et huit membres de l'armée nationale. Le bureau du C.N.U., organe comprenant également seize membres (qui représentent les préfectures du Tchad), est présidé par M. Mahamat Saleh, ancien ambassadeur du Tchad au Nigeria. — (A.F.P.)

Namibie

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES « CINO » SE RENDRAIENT À PRETORIA

Londres (A.P.). — Le Foreign Office a indiqué, jeudi 5 octobre, que les ministres des affaires étrangères des cinq pays occidentaux (Grande-Bretagne, France, États-Unis, Canada et Allemagne fédérale) se rendraient sans doute à la mi-octobre à Pretoria pour essayer de persuader le gouvernement de M. Pieter Botha, nouveau premier ministre sud-africain, d'accepter un plan des Nations unies pour la création d'un gouvernement majoritaire noir en Namibie. Cette visite des chefs de la diplomatie des cinq pays occidentaux devrait durer quatre jours.

À Washington, on a confirmé jeudi que M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, rencontrerait le premier ministre sud-africain probablement la semaine prochaine, après l'ouverture des discussions israélo-égyptiennes à Washington.

Les représentants des pays occidentaux, qui ont rencontré samedi M. Botha, ont indiqué qu'ils s'étaient heurtés à plusieurs objections sud-africaines. Certaines suggestions auraient alors été faites :

— La force de paix de sept mille cinq cents hommes proposée par le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, ne devrait pas être uniquement composée de militaires, mais comporter également des spécialistes civils des communications, du ravitaillement et des médecins non militaires. Ses effectifs pourraient être réduits.

— Les Sud-Africains seraient consultés sur la composition de cette force. Pretoria s'est toujours opposé à l'idée qu'elle ne soit formée que de soldats noirs ou asiatiques.

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17^e

TABLEAUX PRATIQUES DE FISCALITÉ IMMOBILIÈRE ET DES PLUS VALUES 90 pages - 24 x 32 - 36 F. franco

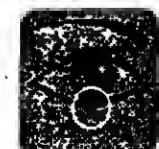
encore plus douces...

Lentilles de contact souples

On ne les sent plus sur l'œil

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC



80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TÉL. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants Français et étrangers sur demande.

Conseil

PENDANT LE SALON DE L'AUTO

PLEIN PHARE sur les nouvelles COLLECTIONS 78-79 des plus importants spécialistes de la fourrure

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX

Lapin naturel	1850 f	Rat d'Amérique,	5450 f
Lapin fantaisie	2250 f	pastel-ranch-dark	6450 f
Flanc de Marmotte	2250 f	Loup des Andes	5450 f
Patte Chevrete	2250 f	Ragondin col renard	5750 f
Chinayo	2350 f	Murmel	5850 f
Ragondin morceaux	2450 f	Zorinos	6250 f
Patte d'Astrakan	2650 f	Queue de Vison	6450 f
Hamster	3250 f	Astrakan Swakara	6750 f
Toscane	3250 f	Marmotte	9250 f
Opossum	4250 f	Astrakan Swakara	qualité supérieure
Ragondin	4250 f	col Vison	9750 f
Patte de Guanaco	4850 f	Loup du Canada	11750 f
Astrakan russe	4850 f		
pleines peaux	4850 f		

VESTES

Lapin naturel	1150 f	Astrakan marron	4850 f
Chevrete marron	1250 f	Vison et cuir	5850 f
Agneau Toscane	1850 f	Vison pastel	6250 f
toutes couleurs	1850 f	Renard bleu	6750 f
Coyote	3850 f	Renard roux	6850 f
Loup Texas	3850 f	Vison allongé pastel	8750 f

COLLECTION VISON

MANTEAUX

Vison dark	8750 f	Vison demi buff	17250 f
pleines peaux	8750 f	Vison Blackglama	17250 f
Vison dark	12850 f	Vison Black Diamond	22750 f
allongé	12850 f	Vison Blackglama	38750 f
Vison pastel	14750 f	Vison Lunaraine	38500 f
Vison ranch	14750 f	col Zibeline	38500 f
Vison Tourmaline	15250 f	Vison Black Diamond	42750 f

MANTEAUX LONGS ET CAPE DU SOIR

MANTEAUX

Chinchilla	47500 f	Vison Black Diamond	38500 f
Vison blanc	45000 f	Vison Blackglama	36750 f
Vison Koh i noor	54500 f	Astrakan	
Vison Blackglama	45000 f	Breitschwanz	32750 f
Chinchilla	65000 f	et Vison blanc	

Cravates Vison 2px. 740 f | Chapeaux Vison 680 f

COUVERTURES : Lapin naturel grande taille 1650 F. Lapin Nankin 2150 F

Guanaco 6450 F. Antilope 200x150 : 740 F

TAPIS Décor 120x60; depuis 145 F

• Service après-vente

• Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours

• Les plus larges facilités de paiement

FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, rue La Fayette

PARIS 10^e

PRES GARE du NORD

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h. sans interruption, sauf Dimanche

100, Av. Paul Doumer

PARIS 16^e

ANGLE RUE de la POMPE



Les députés adoptent la réforme des conseils de prud'hommes L'opposition dénonce l'abandon du « paritarisme »

L'Assemblée nationale poursuit jeudi 5 octobre, sous la présidence de M. STASI (U.D.F.), l'examen des articles du projet de loi réformant les conseils de prud'hommes (Le Monde du 5 octobre).

Elle reprend la discussion à l'article qui institue la généralisation géographique, après avoir décidé, lors de la séance précédente, de créer au moins un conseil de prud'hommes dans le ressort de chaque tribunal de grande instance. Elle précise que pour des raisons d'ordre géographique, économique ou social, plusieurs circonscriptions de conseil peuvent être créées dans le ressort d'un tribunal de grande instance.

En ce qui concerne les modalités de création de la commission des conseils, de détermination de leur ressort ou de leur siège, l'Assemblée prévoit la consultation du conseil général, de président de la cour d'appel, des organisations syndicales professionnelles et des chambres consulaires. Le rapporteur, M. LONGUET (U.D.F.), estime que le régime des audiences foraines ne se justifie plus. L'Assemblée le supprime.

La commission propose ensuite de rétablir la division des conseils en cinq sections autonomes : onderement, industrie, commerce et services commerciaux, agriculture, et activités diverses. M. RICHARD (P.S.) y voit une manœuvre destinée à faire accepter la réforme par les intérêts les plus retroués. Ce faisant, estime-t-il, on risque de la compromettre. Opinion partagée par M. VILLAS (P.S.), après avoir entraîné cette division. L'Assemblée examine les articles relatifs à l'organisation des conseils. Elle précise que chaque section doit prendre au moins quatre conseillers employeurs et quatre conseillers salariés. Les socialistes proposent sans succès que les conseillers sortants ne soient rééligibles qu'une seule fois. En ce qui concerne l'élection du président et du vice-président de chaque conseil, il est décidé que les prud'hommes réunis en assemblée générale, en assemblée de section, en assemblée générale de chambre, les élisent par scrutin secret, par élément, et à la majorité absolue des membres présents. Il est précisé que plusieurs chambres peuvent être

constituées au sein d'une même section de conseil.

L'Assemblée examine ensuite les articles organisant les modalités d'élection des conseillers. Il est précisé que, pour être électeurs, les salariés doivent être âgés de seize ans accomplis (au lieu de dix-huit ans dans le texte initial) et les employeurs de dix-huit ans. Ils doivent exercer une activité professionnelle ou être sous contrat d'apprentissage dans le département depuis trois mois au moins. Les socialistes demandent que soit supprimé le collège cadre, mais ils ne sont pas suivis par l'Assemblée. Les communistes entendent de leur côté préciser et limiter la notion de cadre. Leur amendement est toutefois repoussé au scrutin public. La commission demande que les agents de maîtrise soient inclus dans ce collège. L'Assemblée accepte. Puis elle estime que la notion de cadre doit être élargie. Elle propose donc une définition différente de celle du projet de loi et retient le critère de la formation et non plus seulement la fonction exercée. Réellement, M. RICHARD (P.S.) souligne « les risques d'incohérence pratique » contenus par la définition proposée. On va se trouver, ajoute M. JOXE (P.S.) devant une situation juridique inextricable.

La commission propose d'introduire le vote plural dans le collège des employeurs. Un employeur disposerait en plus de sa voix d'une voix s'il emploie moins de vingt salariés, de deux voix s'il emploie plus de vingt salariés, de trois voix s'il emploie de cinquante et un à cent salariés et d'une voix supplémentaire par fraction de cent salariés. Aucun employeur ne peut disposer de plus de cent voix.

M. BOULIN, ministre du travail, est venu à la tribune de l'Assemblée. M. JOXE exprime l'opposition de son groupe, mais estime que la rupture de la parité proportionnelle par la constitution de deux collèges salariés peut être compensée en partie par l'institution, proposée par le groupe communiste, de trois collèges par les employeurs, selon l'importance de l'entreprise. L'amendement communiste est toutefois repoussé. Le vote plural est anti-démocratique et ressuscite le vote censitaire, affirme le groupe communiste qui demande un scrutin

public. Son amendement est repoussé par 280 voix contre 196. En ce qui concerne les conditions relatives à l'éligibilité des conseillers, la commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure de vingt-cinq à vingt et un ans. L'Assemblée accepte et supprime également la limite d'âge supérieure qui avait été fixée à soixante-neuf ans.

Pour ce qui est de l'établissement des listes électorales, la commission propose que les électeurs soient obligatoirement inscrits par l'employeur. « C'est une atteinte à la dignité des travailleurs », estime M. CHARRÉTIER (U.D.F.) et BARIANI (U.D.F.).

L'Assemblée adopte finalement l'amendement de la commission, mais elle décide de ne pas assortir cette obligation de sanctions. En séance de nuit, sous la présidence de M. Enguêt (P.S.), l'Assemblée décide que les scrutins pourront être recueillis par correspondance. La commission aurait voulu en faire le seul mode d'élection possible. Tout en reconnaissant que le passage du scrutin de liste majoritaire au scrutin de liste proportionnel est un progrès, l'opposition propose que les élections se fassent selon la règle de la plus forte moyenne et non du plus fort reste, ce qui, explique-t-elle, « désavantagerait les candidats des syndicats les plus représentatifs ». Elle n'est pas suivie par l'Assemblée.

Un long débat s'engage ensuite sur des amendements de l'opposition demandant que les listes soient présentées par les organisations syndicales les plus représentatives au plan national, qui seraient chargées d'organiser la campagne. M. JOXE (P.S.) s'en prend à un « pseudo-syndicat financé par le patronat » ; il veut remettre à l'Assemblée l'Assemblée. M. JOXE exprime l'opposition de son groupe, mais estime que la rupture de la parité proportionnelle par la constitution de deux collèges salariés peut être compensée en partie par l'institution, proposée par le groupe communiste, de trois collèges par les employeurs, selon l'importance de l'entreprise. L'amendement communiste est toutefois repoussé. Le vote plural est anti-démocratique et ressuscite le vote censitaire, affirme le groupe communiste qui demande un scrutin

public. Son amendement est repoussé par 280 voix contre 196. En ce qui concerne les conditions relatives à l'éligibilité des conseillers, la commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure de vingt-cinq à vingt et un ans. L'Assemblée accepte et supprime également la limite d'âge supérieure qui avait été fixée à soixante-neuf ans.

Pour ce qui est de l'établissement des listes électorales, la commission propose que les électeurs soient obligatoirement inscrits par l'employeur. « C'est une atteinte à la dignité des travailleurs », estime M. CHARRÉTIER (U.D.F.) et BARIANI (U.D.F.).

L'Assemblée adopte finalement l'amendement de la commission, mais elle décide de ne pas assortir cette obligation de sanctions. En séance de nuit, sous la présidence de M. Enguêt (P.S.), l'Assemblée décide que les scrutins pourront être recueillis par correspondance. La commission aurait voulu en faire le seul mode d'élection possible. Tout en reconnaissant que le passage du scrutin de liste majoritaire au scrutin de liste proportionnel est un progrès, l'opposition propose que les élections se fassent selon la règle de la plus forte moyenne et non du plus fort reste, ce qui, explique-t-elle, « désavantagerait les candidats des syndicats les plus représentatifs ». Elle n'est pas suivie par l'Assemblée.

Un long débat s'engage ensuite sur des amendements de l'opposition demandant que les listes soient présentées par les organisations syndicales les plus représentatives au plan national, qui seraient chargées d'organiser la campagne. M. JOXE (P.S.) s'en prend à un « pseudo-syndicat financé par le patronat » ; il veut remettre à l'Assemblée l'Assemblée. M. JOXE exprime l'opposition de son groupe, mais estime que la rupture de la parité proportionnelle par la constitution de deux collèges salariés peut être compensée en partie par l'institution, proposée par le groupe communiste, de trois collèges par les employeurs, selon l'importance de l'entreprise. L'amendement communiste est toutefois repoussé. Le vote plural est anti-démocratique et ressuscite le vote censitaire, affirme le groupe communiste qui demande un scrutin

La commission modifie une douzaine d'articles du projet de loi de finances

La commission des finances de l'Assemblée nationale a poursuivi les 3 et 4 octobre, l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1979. À l'article 9 (déduction des dépenses effectuées en vue d'économiser l'énergie destinée au chauffage), elle a supprimé, à l'initiative de M. Kour (U.D.F.), rapporteur général, la date limite (31 décembre 1980) fixée aux dépenses susceptibles de bénéficier de la déduction. À la demande de M. Ginoux (U.D.F.), elle a décidé de supprimer l'article 10 qui limite à 300 000 F les revenus auxquels s'applique l'abattement spécifique de 10 % applicable aux salariés et pensions, ainsi qu'aux bénéficiaires des adhésions des associations et des centres de gestion agréés. Elle a ensuite adopté un amendement de M. Dehaene (R.P.R.) excluant de l'assiette de la taxe sur les encours les crédits à l'exportation.

Elle a supprimé l'article 30 qui augmentait la taxe spéciale venant en complément du prix des pièces dans les cliniques afin d'accroître les ressources destinées aux salles classées dans la catégorie Art et essai. Elle a également supprimé à l'initiative de M. Fabius (P.S.), l'article 13 exonérant de la T.V.A. certaines opérations relatives au service public de transmission de données.

En ce qui concerne la réévaluation des éléments amortissables inscrits au bilan des entreprises, elle a révisé, à la demande de M. Edgar Faure (R.P.R.), que les taux et les modalités de déduction prévus seront fixés dans la loi de finances pour 1979. A été également adopté un amendement de M. Fabius qui substitue un régime d'amortissement linéaire des biens d'équipement au régime d'amortissement dégressif que le gouvernement pouvait déterminer des modalités d'amortissement accéléré pour les

secteurs dont le développement est prévu par le plan. Il a été prévu, d'autre part, que le gouvernement présenterait, au plus tard à la date de dépôt du budget pour 1980, un rapport d'exécution sur l'aménagement des charges sociales.

À l'initiative de M. Fabius, elle a décidé d'abaisser de 300 000 à 50 000 habitants le seuil de population prévu pour l'institution du versement destiné aux transports de commun.

À l'article 17 (nouveau barème de la taxe intérieure sur les produits pétroliers), la commission a supprimé, à l'initiative de M. Jaurès, l'exemption dont bénéficiaient les lubrifiants et assimilés.

L'article 19 (aménagement du droit de fabrication sur les cigarettes) a été modifié. L'article du 24 mai 1976 relative au monopole des tabacs manufacturés a été supprimé, plusieurs députés ayant jugé inacceptable une mesure qui porte atteinte à leur avis, au monopole des tabacs et qui défavorise les produits français.

À l'article 21, la commission a décidé de ne relever que de 2 à 2,23 % le taux des droits de mutation applicables aux acquisitions d'immeubles autres que la résidence principale. Elle a supprimé les modalités prévues en cas de non-respect de l'engagement d'affecter l'acquisition à l'usage d'habitation principale.

À l'article 27 (fonds spécial d'investissements routiers), elle a adopté un amendement de M. Jaurès portant de 12,50 à 13,50 le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers effectué au profit de ce fonds.

Enfin, la commission a repoussé l'article 33 (majoration des rentes viagères), estimant peu satisfaisant le nouveau mécanisme présenté dans cet article.

M. Stasi (C.D.S.) : pour une politique spécifique de l'emploi

M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.S., a commenté jeudi 5 octobre devant la presse le projet de loi de la veille à l'Assemblée nationale sur la motion de censure. Il a déclaré : « Une double conclusion s'impose. La première est que si, par malheur, cette motion avait été adoptée, et si, le pays étant consulté, il venait à l'autourne le choix fait au printemps, les formations de l'opposition opposeraient incapables de gouverner ensemble. Pas une seule fois, dans son interpellation, M. François Mitterrand n'a employé la formule magique « programme commun ».

« La seconde conclusion est que la majorité a montré à l'occasion de ce débat qu'elle reste unanime sur l'essentiel et qu'elle soutient le gouvernement ».

M. Stasi s'est déclaré en faveur d'une « politique spécifique de l'emploi », affirmant : « On a par conséquent le sentiment que le gouvernement traite ce problème de façon irrédent, attendant uniquement de la reprise de la croissance une amélioration sensible. Or, même avec une croissance forte, on ne parviendra pas à une situation proche du plein emploi, et, dès lors, le drame du chômage appelle des mesures spécifiques telles que, par exemple, l'aménagement du travail à temps partiel, l'encouragement à la création d'emplois, le renforcement des moyens des instances régionales ».

Au cours de la même conférence de presse, M. François Bordry, président des Jeunes démocrates-sociaux, a présenté l'Eurofestival que sa formation organise le 26 octobre à l'Hippodrome de Paris, porte de Pantin. Cinq mille jeunes sont attendus, venant notamment d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, d'Irlande et d'Italie. Les principaux orateurs politiques de cette manifestation seront M. Raymond Barre, Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., et Emilio Colombo, président du Parlement européen. Les vedettes de variétés seront Chuck Berry ainsi que le Martin Circus, le grand orchestre du Splendid et la fanfare l'Alouette de Pithiviers. L'U.D.F. apportera son appui à cette initiative.

M. Bordry a précisé à ce propos que la mise en place d'une structure « U.D.F.-Jeunes » se heurte à des difficultés, les giscardiens du mouvement Aotremment refusant d'entrer dans une telle organisation.

VOIX ET EXPRESSION

Parler avec aisance
se faire écouter
maîtriser l'émotivité
convaincre, décider

Tous renseignements à :
C.E.S.D.S. de 14 A W 6 19 B,
24, rue de Valenciennes, 75005 Paris
Té : 325-12-10 - 326-15-12

Démocratie formelle et démocratie réelle

A en croire l'opposition, le vote qui est intervenu jeudi 5 octobre dans la nuit sur les conseils de prud'homme remettrait en cause à la fois la parité de cette institution et ce qu'on appelle improprement le monopole des syndicats les plus représentatifs. Les termes interventions des membres du P.C. et du P.S., y compris de M. Mitterrand, qui, tard dans la soirée, est venu donner plus de solennité encore aux accusations de son parti, les vives réactions de la majorité et celles du ministre du travail, qui a trouvé « le débat insolent en raison de la suspicion qu'il laisse planer », soulignent déjà à démontrer que la question ne peut pas être examinée en toute sérénité. La thèse qu'ont défendue les représentants de la majorité est en tout cas juridiquement valable. Il n'y a pas de remise en cause puisque, dans le système actuel de désignation des prud'hommes salariés, la liberté de candidatures est déjà en vigueur : « Le nouveau projet de loi ne retire effectivement aucune prérogative aux syndicats », comme l'a indiqué M. Foyer.

M. Robert Boulin, ministre du travail, a apporté des arguments politiques à cette thèse : il a tout d'abord rappelé le rôle qu'il a joué, lorsque, après consultation des députés, il a rejeté le système de désignation qui était préconisé par le C.N.P.F. et Force ouvrière, et décidé de défendre le système de l'élection à la proportionnelle. Il a ensuite, et à plusieurs reprises, pris un engagement formel devant les députés : « Jamais le gouvernement ne remettra en cause le monopole syndical. L'avenir démocratique que je suis encore plus loin dans ce sens. Loin de reculer, je veux avancer. » En revanche, l'opposition avait raison quand, par souci de cohérence juridique, elle demandait que les modalités d'élections soient les mêmes que celles déjà prévues pour les délégués de personnel et les membres des comités d'entreprise, ce qui revenait à réclamer le droit à déposer des candidatures pour les seuls syndicats les plus représentatifs. Si vous n'avancez

pas, vous reculez, laissez entendre l'opposition qui, battue, devrait admettre cependant qu'à la lettre il n'y a pas de remise en cause.

Au demeurant, l'accusation la plus grave, et sans doute la plus fondée, porte sur la remise en cause de la parité au sein des conseils de prud'hommes. Toutefois, en droit, la majorité et M. Robert Boulin peuvent effectivement clamer qu'il n'en est rien. Si le nouveau projet de loi est, dans sa forme actuelle, adopté par le Sénat, il est bien exact qu'au sein des conseils, il y aura toujours un nombre égal de prud'hommes employeurs et de prud'hommes salariés. Mais qu'est-ce à dire ? Les modifications, et même dans un certain sens les améliorations

proposées par le gouvernement et adoptées par l'Assemblée nationale, donnent paradoxalement du poids aux critiques de l'opposition, si l'on veut bien traduire dans les faits les réformes énoncées. En remplaçant le scrutin majoritaire actuellement en vigueur qui conduit à donner aux syndicats les plus puissants, c'est-à-dire la C.G.T. et la C.F.D.T., la majorité électorale des sièges de prud'hommes (70 %) — par le scrutin proportionnel, de surcroît au plus fort reste, il est bien certain que le gouvernement donne une prime non négligeable à l'organisation syndicale minoritaire. Un changement des modalités de scrutin modifie les résultats, c'est une évidence.

Le vrai débat

Mais ce constat, qui aligne notamment que la C.G.T. disposera d'un nombre beaucoup plus faible de conseillers, ne modifie toujours pas en principe la parité. Face aux deux ou quatre conseillers employeurs, il y aura toujours deux ou quatre conseillers salariés, qu'ils soient élus ou nommés des centrales C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C. — ou de quelque autre organisation syndicale. Quelques autres organisations syndicales ? En fait, c'est bien là que le débat véritable s'engage, un débat de confiance sur le rôle et l'indépendance des syndicats. Car, pour l'opposition, le passage, en principe approuvé, du scrutin majoritaire au scrutin proportionnel va effectivement accroître les possibilités de représentation « de syndicats maison, de syndicats fidèles à la soldie du patronat... » De pseudo-syndicats financés par les employeurs, comme n'ont pas cessé de le répéter les orateurs socialistes et communistes. Et les représentants de la majorité ont beau protester en affirmant que, « lorsque le politique entre dans la prétoire, c'est la justice qui en sort », en rappelant que les conseils de prud'hommes sont avant tout des juges qui doivent être im-

proposés par le gouvernement et adoptées par l'Assemblée nationale, donnent paradoxalement du poids aux critiques de l'opposition, si l'on veut bien traduire dans les faits les réformes énoncées.

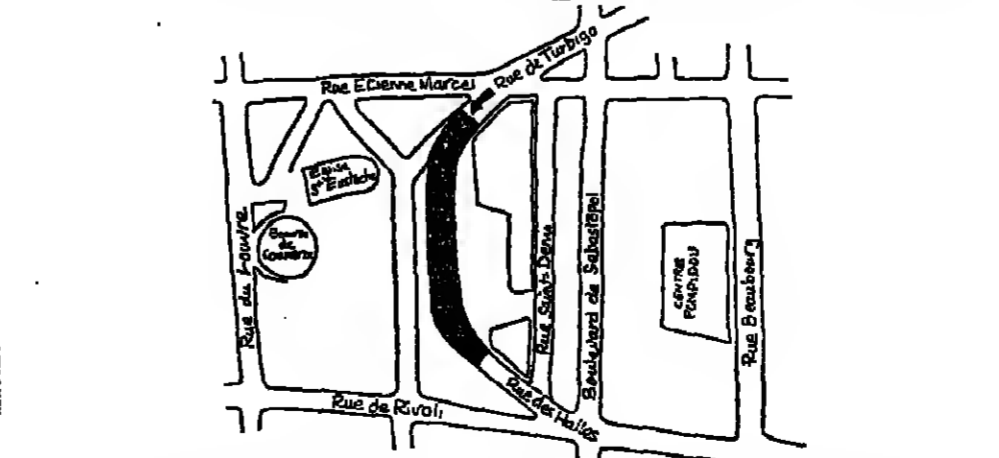
En remplaçant le scrutin majoritaire actuellement en vigueur qui conduit à donner aux syndicats les plus puissants, c'est-à-dire la C.G.T. et la C.F.D.T., la majorité électorale des sièges de prud'hommes (70 %) — par le scrutin proportionnel, de surcroît au plus fort reste, il est bien certain que le gouvernement donne une prime non négligeable à l'organisation syndicale minoritaire. Un changement des modalités de scrutin modifie les résultats, c'est une évidence.

pariaux et que la liberté de candidatures est l'une des règles d'or de la démocratie, ils esquivent le débat concret, celui qui vient tous les jours des salariés dans leur entreprise : le degré de liberté réelle de l'ouvrier qui, subordonné à un employeur, subit certaines pressions, et l'existence de syndicats qui ont souvent défendu davantage l'intérêt de l'employeur que celui des salariés. Propos diffamatoires, scandaleux ? Il est vrai que les tribunaux n'ont jamais, ou qu'exceptionnellement, tranché dans ce domaine délicat qu'est l'indépendance ou non d'organisations dites autonomes. Il n'en est pas moins vrai que des bavures pour ne pas dire davantage ont été commises ou annoncées.

Mais la démocratie na donne-t-elle pas à toute association, syndical, parti, quelle que soit sa résidence, quels que soient ses délégués, le droit de présenter des candidats ? La majorité parlementaire et le gouvernement seraient fondés à poser la question, en accusant l'opposition d'arrière-pensées électorales, et ils pourraient démontrer que dans les ateliers et les bureaux la démocratie est non pas formelle mais réelle.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Parisiens. La voie souterraine Turbigo-rue des Halles est ouverte depuis hier.



Société d'Economie Mixte d'Aménagement des Halles.
Nous construisons un centre pour Paris.

صكنا من الوجل

POLITIQUE

AU SÉNAT

Laborieuse discussion du projet de loi réglementant l'affichage

Le Sénat a délibéré pendant quatre séances, et vendredi 6 octobre jusqu'à 1 h. 30 du matin, du projet de loi sur la publicité extérieure (voir nos éditions des 4 et 5 octobre), projet dont il n'a encore pu achever l'examen et qu'il reprendra mercredi 11 octobre.

Ce texte, important par les intérêts qu'il met en cause, vise principalement à protéger monuments et sites de l'affichage « sauvage » tout en créant des règles plus contraignantes pour l'affichage légal. Les sénateurs, qui ont déposé cent soixante amendements au projet gouvernemental, ont été saisis, avant l'Assemblée nationale de cette réglementation nouvelle qui étend notamment les pouvoirs de contrôle des maires. Ils se sont montrés unanimes pour approuver cet objectif, mais ont longuement discuté de la délimitation des zones d'affichage en vue d'étendre les responsabilités municipales.

Un débat préalable a été institué sur l'initiative du groupe communiste, tendant à distinguer entre l'affichage publicitaire commercial et l'affichage d'opinion. M. JAMES MARSON (P.C., Seine-Saint-Denis) a défendu au nom de son groupe un article premier additionnel qui écartait

Les modifications

A l'article 3, qui définit les lieux dans lesquels toute publicité est interdite, le Sénat, contre l'avis du ministre, a voulu donner aux maires la possibilité d'étendre les zones frappées d'interdit.

L'article 5 définit la procédure applicable en matière de périmètres d'affichage autorisé. Sur l'impulsion des commissions compétentes, le ministre a déposé un amendement, adopté par le Sénat, qui reconnaît à conseil municipal un rôle essentiel : en particulier, si la commune ne le souhaite pas, il n'y aura pas de tout de périmètre d'affichage.

Article 11. — Il fixe que dans les communes de plus de deux mille habitants, le maire met à la disposition du public des panneaux destinés à l'affichage d'opinion et à l'annonce des manifestations locales autres que commercialisées. Les sénateurs, sur la proposition du rapporteur, M. Carat, ont voulu préciser que les conditions d'application de

La vie maçonnique

Mme LUCANTIS ÉLUE À LA TÊTE DU « DROIT HUMAIN »

La Fédération française du Droit humain, troisième obédience maçonnique française par le nombre des adhérents, vient de tenir son conseil annuel à Paris et d'élire à la tête de son conseil national Mme Yvette Lucantis.

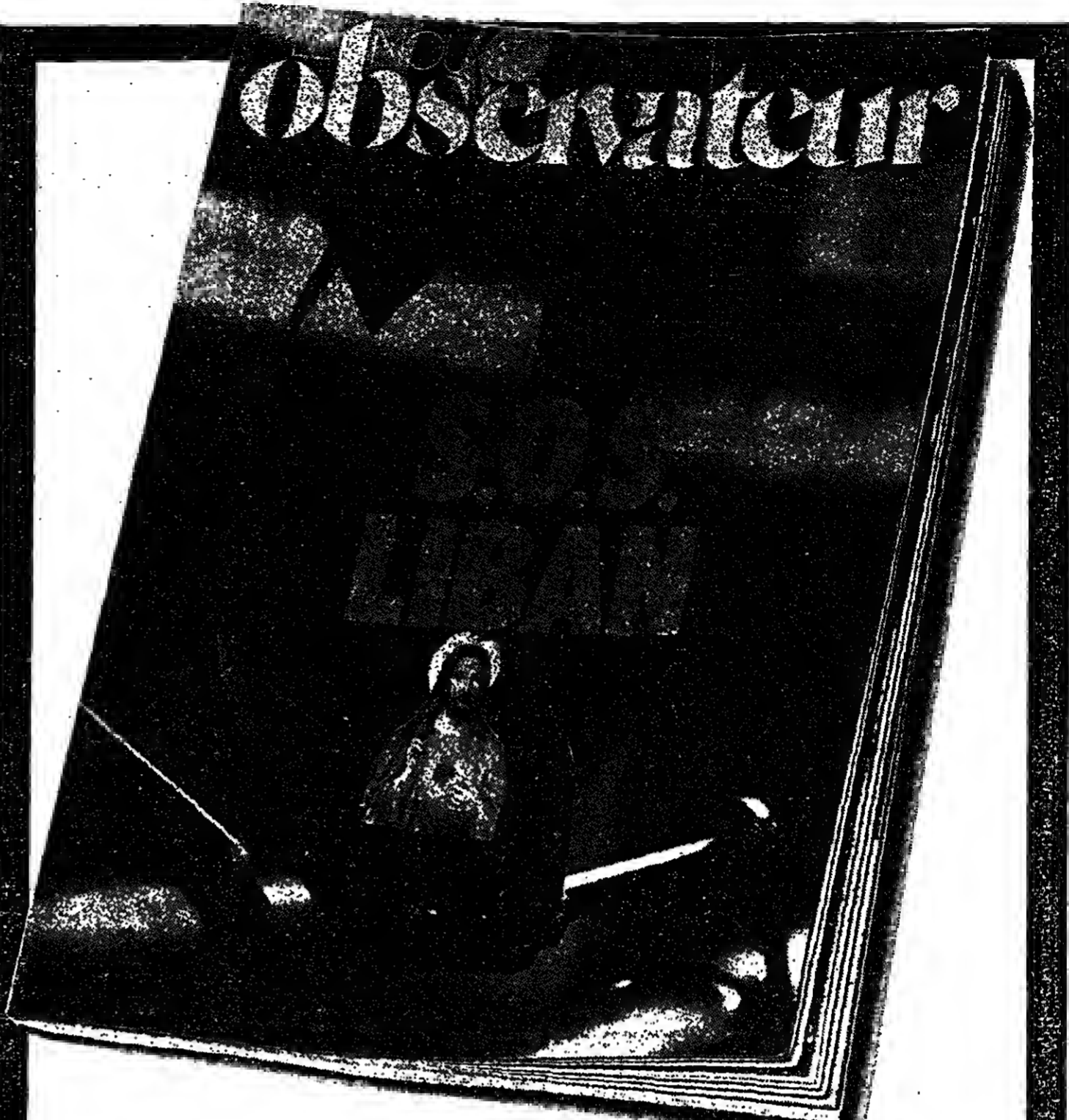
(Le Droit humain est la seule obédience maçonnique française mixte : y cohabitent hommes et femmes sans distinction de race, de religion, de philosophie, de classe sociale. Fondé le 4 avril 1893 par Maria Deraismes, l'ordre de Droit humain est présent dans quarante pays et dispose de cent cinquante loges réparties sur le territoire français. Son siège est 3, rue Jules-Simon, Paris 13^e.)

Une douzaine d'articles de loi de finances

de secteurs dans...
est prévu par...
Il a été prévu...
le projet de loi...
sur la publicité...
budget pour...
avoir nos éditions...
projet dont il n'a...
encore pu achever...
et qu'il reprendra...
11 octobre.

Une politique de l'emploi

de la politique...
M. Carat...
M. Robert Pontillon...
M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine a été élu à l'unanimité président du groupe d'amitié France-Portugal qui vient de se constituer au Sénat. Ont été désignés comme vice-présidents MM. Henri Caillaud (gauche démocratique, Lot-et-Garonne), Jean-François Pintat (Union centriste, Gironde) et Joseph Yvon (Union centriste, Marbihan), comme secrétaire M. Charles Alliez (P.S., Hérault) et comme trésorier M. Jean Cluzel (Union centriste, Allier).



Une communauté à la fois chrétienne et arabe, depuis toujours liée à la France, est en train de disparaître massacrée par des troupes d'occupation. Pourquoi le monde, les superpuissances, la France, laissent ce génocide se perpétuer ? Où sont les défenseurs du Liban ? La passivité d'Israël est-elle la conséquence directe de Camp David ?

Charles Helou, ancien président de la République libanaise, Raymond Edde, ancien ministre, Jean Daniel, Josette Alia, Bernard Kouchner, Guy Sitbon répondent cette semaine dans le *Nouvel Observateur*.

Dans ce même numéro une grande enquête du *Nouvel Observateur* avec François Dupuis sur :

LES FRANÇAIS ET LE LOGEMENT

Le gouvernement vient de décider la libéralisation prochaine des loyers 2 B. Et celle des loyers 2 C dans les 5 prochaines années. Quelles seront les conséquences de ces mesures qui vont toucher près d'un million de foyers ? Hausses des loyers, départs, spéculations... Une génération de locataires ne risque-t-elle pas ainsi d'être sacrifiée ?

Les réponses dans

LE NOUVEL **observateur**

EXPERIMENTAL

SEULE ADRESSE DE VENTE : 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS 13^e • MÉTRO PASTEUR • TEL. 337.46.33

... rue des Halles hier.

... ment des Halles pour Paris.

MATÉLAS EN SOMMIERS EN ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

SEULE ADRESSE DE VENTE : 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS 13^e • MÉTRO PASTEUR • TEL. 337.46.33

LE RESTAURANT DU MARCHÉ

(ouvert tous les jours)

ET L'AQUITAINE

(fermé les dimanches et lundis)

ACCUEILLENT DESORMAIS JUSQU'À 23 H. 30

Banquets possibles à L'AQUITAINE les dimanches et lundis

Tél. : 828.31.55 et 828.67.38

GAP WAGRAM

25, rue GARDINET - 75017 PARIS - 267-31-00

CONCESSIONNAIRE

CHOIX EXCEPTIONNEL DE VOITURES NEUVES DISPONIBLES

صحة من الاجل

POLITIQUE

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le gouvernement propose la création d'un comité d'allègement des procédures administratives

Le projet de loi visant à modifier le régime de la fiscalité locale et celui qui doit instituer une dotation globale de fonctionnement en remplacement de l'actuel versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.R.T.S.) seront examinés par le Sénat au début du mois de novembre, vraisemblablement les mardi 7 et mercredi 8. Le second texte doit être adopté prochainement par le conseil des ministres.

Troisième texte en préparation : le projet de loi-cadre relatif aux nouvelles compétences des collectivités locales ; il doit être déposé au Sénat à la fin du mois d'octobre.

A quelques semaines de l'ouverture des débats, les différentes formations politiques présentent leurs propositions. Ce vendredi 6 octobre, le parti républicain organisé à Paris, dans les locaux de l'Assemblée nationale, un colloque sur les collectivités locales qui se propose d'étudier notamment les problèmes des communes et des départements. La question des finances locales et la nécessité de l'information et de la participation des citoyens. C'est M. Marcel Lucotte, sénateur, maire d'Arum, qui doit faire le synthèse des travaux.

M. JACQUES BLANC (P.R.) : le P.S. n'a plus de programme politique.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain a déclaré jeudi 5 octobre, après la réunion du bureau politique de son parti : « Le débat provoqué à l'Assemblée nationale par le dépôt d'une motion de censure du parti socialiste a permis une clarification de la situation politique. La majorité a commencé à se retrouver autour du premier ministre, dans le calme et la sérénité, après les troubles provoqués par certaines déclarations imprudentes ou excessives. M. François Mitterrand a été également lui-même en pratiquant l'incantation verbale dont il a le secret et en s'obstinant de toute contre-proposition concrète. Le parti socialiste n'a plus de programme politique.

Il est ainsi démontré qu'au-delà des mots ou d'une autre politique n'est proposée aux Français pour faire gagner la France que celle qui est conduite avec courage et lucidité par le gouvernement. L'heure est venue pour la majorité de se rassembler autour du gouvernement pour affronter les difficultés et les épreuves que connaît notre pays. En fin de compte, ce débat aura été utile au pays. »

Quant à M. Marc Bécam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, il poursuit sa tournée en province pour expliquer aux maires les projets de gouvernement et recueillir leurs avis. Il devait se rendre, vendredi après-midi, à Saintes (Charente-Maritime) et samedi matin à Nantes (Loire-Atlantique).

Le projet de loi-cadre sur la réforme des collectivités locales proposera notamment au Parlement la création au sein du Conseil national des services publics départementaux et communaux (1) d'un comité d'allègement des procédures administratives et des prescriptions techniques et juridiques, lequel comprendrait des élus et des représentants de l'État. C'est M. Christian Bonnet lui-même qui en a informé jeudi 5 octobre les membres du Conseil national réunis en séance plénière. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que ce comité aurait deux missions principales :

1) Une « mission de clarté », pour que « les élus s'y retrouvent dans le maquis des textes », « Je crois qu'il leur serait utile de disposer d'un code des normes régulièrement mis à jour et débarrassé de ses branches mortes », a déclaré M. Bonnet ;

2) La deuxième mission du comité serait de donner un avis sur tout texte réglementaire créant une norme ou une procédure intéressant les collectivités locales », a ajouté le ministre de l'Intérieur. Le comité veillerait à ce qu'aucune obligation nouvelle ne puisse être imposée aux communes et aux départements si elle ne découle pas d'une loi. Autrement dit, les nombreux règlements techniques ou juridiques faites aux collectivités locales pour leur équipement, dont le principe n'est pas inscrit dans les lois, auront seulement valeur de recommandation. M. Bonnet a conclu : « Notre ambition est qu'au plus tard le 1^{er} janvier 1980 seules les obligations inscrites dans la loi s'imposent aux collectivités locales. »

Le ministre de l'Intérieur a chargé M. Jean Guillon, chef du service de l'inspection générale de l'administration de présider un groupe de travail préparatoire.

(1) Le Conseil national des services publics départementaux et communaux, créé en 1976, est composé d'une cinquantaine de membres représentant des élus locaux, fonctionnaires de collectivités locales, représentants des services publics et personnalités qualifiées.

MM. Marchais et Berlinguer ont évoqué les prochaines élections européennes

Au terme des entretiens, jeudi 5 octobre, entre MM. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., et Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C. Italien, un communiqué commun a été publié dans lequel il est dit notamment :

« Les deux dirigeants ont réaffirmé leur commune volonté d'agir, dans les conditions propres à leurs pays respectifs, pour les intérêts immédiats de leurs peuples, en même temps que pour des réformes démocratiques profondes et des solutions politiques répondant aux problèmes fondamentaux de l'Italie et de la France. Ils soulignent qu'un cœur de la stratégie de leurs partis se trouve leur choix d'une voie démocratique vers un socialisme fondé sur la démocratie et sur le pluralisme. »

Cette orientation transparaît — qui a été réaffirmée par la déclaration tripartite de Madrid en mars 1977, et qui est à la base de ce qui est appelé l'« eurocommunisme » — est mise en œuvre en toute indépendance dans l'activité politique des deux partis. C'est cette politique démocratique qu'ils entendent encore développer dans la préparation de leurs prochains congrès.

Une attention particulière a été consacrée à la préparation de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Les communistes italiens et français, prenant en compte la situation des deux pays, ont convenu de mener leurs efforts pour parvenir à une confrontation objective, à un dialogue constructif et à la recherche d'actions convergentes ou communes. C'est M. Marchais et Enrico Berlinguer ont réaffirmé la valeur de principe que leurs partis attachent à la recherche d'une telle union. »

LE PREMIER MINISTRE RECEVRA LUNDI UNE DÉLÉGATION DU R.P.R.

L'hôtel Matignon a fait savoir, dans l'après-midi du jeudi 5 octobre, que le R.P.R., présidé par le groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, ayant « renouvelé » la demande d'audience formulée lundi 2 octobre par sa faction, le premier ministre recevra, lundi 9 octobre à 10 heures, une délégation qui comprendra, outre M. Claude Labbé, M. Jean Palaiseau, président du groupe et Yves Guena, conseiller politique du mouvement. Les trois délégués ont été mandatés par le conseil politique du R.P.R. pour essayer d'obtenir du chef du gouvernement, dans le mouvement gaulliste critique la politique économique et sociale, « un mot d'avis vivant sur la durée de la session parlementaire » le Monde du 4 octobre.

M. Raymond Barre se rendra le lendemain, mardi, devant le groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale qui lui présentera personnellement le projet de budget pour 1979.

Dans le cadre de ses contacts réguliers avec les représentants du Parlement, le premier ministre s'est entretenu de l'ordre du jour de la session, jeudi après-midi, avec MM. Claude Labbé et Roger Chinnard, président du groupe U.D.F.

résolu à faire de cette consultation un moment important de leur lutte pour faire prévaloir des orientations démocratiques et progressistes capables de donner une réponse positive aux grands problèmes posés par la crise dans les pays respectifs ou niveau européen.

(...) Pour ces objectifs communs de défense des besoins des travailleurs et des intérêts nationaux, de lutte pour la construction d'une Europe des peuples, pour surmonter les difficultés qui freinent le développement de la dette et des mesures concrètes pour le désarmement, la plus ample participation populaire est essentielle. Dans ce but, les deux partis ont à nouveau convenu de prendre des initiatives communes.

C'est dans cet esprit unitaire et ouvert que le parti communiste français et le parti communiste italien entendent mener cette action. Face aux obstacles placés sur la voie de l'union des forces de gauche et démocratiques pour laquelle ils luttent avec persévérance, et aux tentatives qui se développent sous des formes diverses avec un même objectif d'affaiblir les partis communistes, les deux partis pourrissent résoudre leurs efforts pour parvenir à une confrontation objective, à un dialogue constructif et à la recherche d'actions convergentes ou communes.

Si Michel Rocard pensait à cet orchaisme là, il aurait mieux valu qu'il le dise clairement et avec nous dès le congrès de Pau, dès le congrès de Nantes, il ne l'a pas fait. Il s'identifiait alors au courant majoritaire réservant tous ses coups au CERES. »

La polémique sur le Conseil constitutionnel

M. GUICHARD DÉFEND M. FREY CONTRE M. CHIRAC

M. Olivier Guichard, ancien ministre R.P.R., député de la Loire-Atlantique, met en cause, dans l'écho de la presse, le jugement porté par M. Chirac sur le président du Conseil constitutionnel, M. Roger Frey, à la suite de l'annulation du scrutin dans la seizième circonscription de Paris (le Monde du 30 septembre). Il écrit : « Je ne comprends pas bien son propos. Que signifie le respect d'une idée pure, voire d'une institution, si l'on jette le discrédit sur les hommes qui la font vivre ? Si l'on veut que l'institution conserve sa dignité, faut accorder aux hommes le crédit de leur honneur. »

« On aura ici fait des raisons proses, et s'en expliquer publiquement. L'institution n'est pas de bonne méthode. »

« Elle ne peut en tout cas toucher Roger Frey, premier secrétaire général de l'U.N.R. en 1955, que la confiance du général de Gaulle a gardé six ans au ministère de l'Intérieur et que celle de Georges Pompidou a placée à la présidence du Conseil constitutionnel. »

LE DÉBAT AU SEIN

M. Sarre : Michel Rocard se situe clairement dans le cadre du système actuel

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, animateur du CERES (minorité du P.S.) revient, dans l'hebdomadaire l'Unité à la date 6-12 octobre, sur les déclarations de M. Michel Rocard condamnant « à un certain archaïsme politique » M. Sarre écrit : « Par-delà les questions de style et de personnes, il faut un véritable débat, qui n'aille au fond. La nécessaire unité du parti ne peut être un argument pour feinter. »

« C'est avec qu'il est proche que de faire comme si mars 1978 n'était qu'un incident de parcours, comme s'il suffisait de poursuivre sur la même lancée pour que la victoire de la gauche redevenne « inévitabile ». (...) Il est archaïque de prétendre aller vers le socialisme autogestionnaire avec un parti où le pouvoir se personnalise et se centralise à l'excès, limité seulement par celui, quasi féodal, de certains grands notables et où, trop souvent les militants n'ont le parole que pour la forme. Il est orchaisme, enfin, de se poser en gardiens des vertus du socialisme, si l'on refuse la pratique et les moyens correspondants, c'est-à-dire la construction d'un vrai parti socialiste. »

Si Michel Rocard pensait à cet orchaisme là, il aurait mieux valu qu'il le dise clairement et avec nous dès le congrès de Pau, dès le congrès de Nantes, il ne l'a pas fait. Il s'identifiait alors au courant majoritaire réservant tous ses coups au CERES. »

Analysant les positions du député des Yvelines, M. Sarre ajoute : « Il s'agit avant tout, si l'on comprend bien, de se parer des prestiges technocratiques d'une soi-disant rigueur économique pour s'opposer à des revendications ouvrières essentielles (...). Malgré les révérences rituelles tirées aux options de rupture avec le capitalisme qui sont celles de notre parti, l'univers politique de Michel Rocard se situe clairement dans le cadre du système actuel. (...) »

Rien d'étonnant dès lors que Michel Rocard et ses partisans présentent aujourd'hui la rupture avec le capitalisme comme un processus indéterminé et refusent de voir dans le seul franchi avec la conquête du pouvoir d'État, la possibilité d'une inversion décisive, grâce à l'initiative des masses, notamment en fait dans le contrôle des moyens de production, du rapport des forces entre exploités et exploités (...). Peut-être être autre chose qu'un alibi de gauche, un habillage moderniste de la politique la plus droite que quiconque ait défendu depuis Epinay, ou sein du parti socialiste ?

« Quel orchaisme en réalité que la modernisme rocardien ? » conclut l'hebdomadaire l'Unité, en rappelant toutefois que le député des Yvelines « ne dit rien aujourd'hui que n'ait déjà écrit des conseillers de François Mitterrand, comme Jacques Attali. »

L'insertion totale des Français musulmans est œuvre de générations

déclare le secrétaire d'État chargé des rapatriés

En réponse aux réserves émises par plusieurs représentants d'anciens harkis et plusieurs jeunes Français musulmans sur l'action du secrétariat d'État chargé des problèmes des rapatriés d'Afrique du Nord (nos dernières éditions du 30 septembre), M. André Villeneuve, vice-président de la commission nationale pour les Français musulmans, nous a adressé une lettre dans laquelle il déclare :

L'origine de ces opinions amène d'abord à préciser que la commission nationale n'a pas à s'occuper de situations ou d'interventions particulières. Elles a été au service que de la politique d'insertion voulue par le chef de l'État et son rôle est l'étude des problèmes, l'impulsion, les contacts et les propositions.

Installée en avril 1978, elle a été contestée, dès le départ, par l'association que préside M. Ahmed Laradji, qui n'a donc pas participé aux groupes de travail aussitôt organisés avec

la mission interministérielle. Ces groupes, après plusieurs réunions ont élaboré des propositions qui ont rapidement abouti. C'est ainsi que la réunion plénière du 19 juin pouvait faire état de la participation de toutes les associations (y compris celle de M. Laradji), de la levée des formalités pour l'indemnisation, de la prise en compte du regroupement familial en matière d'immigration, de mesures salariales en faveur des harkis. En juillet et septembre, nous avons également l'action de la commission nationale n'a pas été développée mais elle s'est aussi décentralisée par des réunions, sous l'égide préfectorale, à Toulon, Dijon, Lille, Amiens et Montpellier. De nouvelles mesures ont pu ainsi devenir effectives ou viennent d'être annoncées par le secrétaire d'État : le relèvement des opérations de répartition des hectares de forage et cités d'accueil, la réorganisation des E.L.A.C., et leur contribution à l'emploi, la création de structures d'accueil pour les isolés et personnes âgées, l'accès à la propriété et la création du groupe de travail « formation-emploi ».

De plus, contrairement à ce qui a été indiqué, les préfets sont régulièrement informés par la commission nationale et elle agit de même vis-à-vis de ses membres et des chefs de E.L.A.C. D'ailleurs, l'accord des uns et des autres est maintenant unanime : tous les membres de la commission nationale, sans exception, ont adressé, il y a quinze jours, une motion de confiance au chef de l'État, et c'est aussi à l'unanimité que les chefs de E.L.A.C. ont exprimé leur confiance à la commission nationale et à son président. Certes, il reste beaucoup à faire, et encore beaucoup seront les situations à résoudre, mais l'insertion totale est œuvre de génération. L'honneur de ce gouvernement est d'en faire sa politique et celui de la commission nationale est d'y participer. Aussi le concours qu'elle a pu apporter à certaines légitimes manifestations honorifiques est un hommage rendu à la fidélité à la France et non la préoccupation d'occuper le terrain. »

Il reste beaucoup à faire, en effet, pour améliorer la situation des Français musulmans rapatriés d'Algérie. C'est justement ce que souhaitent les principaux intéressés. A propos de la nouvelle mission assignée aux E.L.A.C. (« le Monde » a daté 1^{er} octobre), M. Mohamed Laradji, président de la Confédération nationale, estime notamment que « M. Guimont anime les faux débats et ce manquant les bureaux d'information et de conseil pour régler en particulier le problème de l'emploi des jeunes ». Il réaffirme son opposition à « de telles administrations qui naissent à la reconnaissance inéquitable de la citoyenneté aux Français musulmans et à une intégration progressive ». Il y voit « le reflet d'un racisme et d'un paternalisme hérités du colonialisme. »

M. Vincent Ansquer, ancien ministre, député R.P.R. de la Vendée, a donné, jeudi 5 octobre, sa démission de maire de la Bruffière, pour raisons personnelles. M. Ansquer conserve toutefois son mandat de conseiller général.

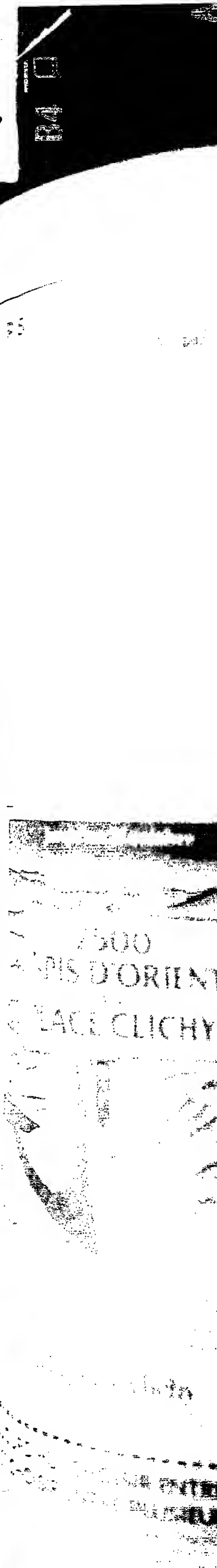
LA SAMARITAINE MONTRE LES GRIFFES:

- PIERRE D'ALBY • BALMAIN
- ANDRE BALZAC • CACHAREL
- PIERRE CARDIN • DORMEUIL • EMESSE
- DANIEL HECHTER • INFINITIF
- GASTON JAUNET • LANVIN
- TED LAPIDUS • GUY LAROCHE

Jusqu'au 19 octobre, les grands du prêt-à-porter vous proposent les principaux modèles de leur collection Automne/Hiver dans le cadre d'un défilé hommes et femmes au magasin 2 (5^e étage). Tous les jours à 15 h 30 du 7 au 19 octobre (sauf le lundi)

Une sélection de ces modèles est contrôlée par la Woolmark Woolmark le meilleur de la laine.

Samaritaine
PONT-NEUF



سكننا من الاصل

Le Monde

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

CLASSES SURCHARGÉES DANS UN LYCÉE DE LA SEINE-MARITIME Une grève contre les normes

Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime). — « Ça flotte, on est au creux de la vague... Les lycéens des Bruyères, à Sotteville-lès-Rouen, sont désorientés : près de trois semaines après la rentrée scolaire, leur lycée n'a pas encore vraiment fonctionné. Désorientés, mais pas découragés. Cet établissement de la banlieue sud de Rouen, qui recrute des élèves venant de quarante communes, n'a pas l'aspect de son public. Au milieu d'une banlieue industrielle, il accueille 435 élèves, fils de cheministes de la gare de triage de Sotteville, de petits commerçants, de ruraux, de quelques cadres des raffineries, sur les 5 hectares et demi de son parc de platanes, de cèdres et de tilleuls. Ils n'ont pas non plus la réputation de son aspect : on le dit « rouge » ou libéral, traduisant par là un esprit ouvert et le franc-parler des lycéens. Depuis plusieurs années, le problème des effectifs des classes est un point sensible. Une opération de limitation des classes à vingt-cinq élèves pendant une semaine avait été décidée, il y a trois ans, la colère du ministère, une condamnation des enseignants responsables et, au bout de six semaines, la rentrée. Le 13 septembre, à la veille de la rentrée, le lycée a accueilli cent cinquante élèves supplémentaires, ce qui a entraîné la fermeture de la région de Dieppe, les départs de Sotteville, quo, malgré cet afflux d'élèves, De notre envoyé spécial

Plusieurs organisations réagissent aux déclarations de M. Beullac. Après les déclarations de M. Christian Beullac au conseil des ministres du 4 octobre et son entretien avec l'A.F.P. et l'A.C.P. (le 6 octobre), plusieurs organisations d'enseignants et de parents ont réagi. Le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) a réagi en premier lieu. « La volonté (...) d'en rester, en règle générale, ou refus d'accorder les moyens nouveaux nécessaires et à redistribuer ceux qui existent (...) ne peut que justifier l'implication en cours des actions engagées », Le SNES insiste sur « la régularisation du métier d'enseignant et l'omniprésence de la formation des instituteurs et de celle des professeurs de second degré ». Tout ce qu'affirme « prêt à tout moment à reconstruire le métier », le SNES déclare : « Contre le refus et les blocages, contre la dégradation et face aux tentatives de division et aux attaques dont il est l'objet de la part du ministre de l'éducation (...), les enseignants de second degré amplifieront encore leur action unitaire. » Le S.N.E.T.P.-C.G.T. (Syndicat national des enseignants techniques et professionnels) déclare : « Si le ministre croit qu'il peut retourner l'opinion publique contre les enseignants, parents, élèves par ses propos provocateurs, il se trompe. Les enseignants de second degré ne se laisseront pas faire. Ils ont un devoir de responsabilité, et ils ont un devoir de consommation, mais un devoir de l'Etat inscrit dans la Constitution. Si les parents réagissent aux conditions d'enseignement de leurs enfants, c'est qu'ils se sentent responsables de leur avenir scolaire et professionnel. »

Les seuils d'ouverture et de fermeture des classes

Pour ouvrir ou fermer une classe et répartir les élèves, l'administration utilise les normes suivantes : MATERNELLES : L'effectif maximum théorique est de trente-cinq élèves (circulaire du 14 mai 1971). Mais une circulaire du 23 octobre 1976 a indiqué que, à titre transitoire, pour évaluer les moyens de fonctionnement des effectifs, il fallait tenir compte du nombre d'élèves présents, le maximum étant ainsi fixé à trente-cinq présents, il y a donc une grande imprécision des textes officiels. PRIMAIRE : La référence est la grille Guichard, publiée le 15 avril 1970 et modifiée depuis pour les classes uniques (circulaire du 16 décembre 1977). Ce document fixe un minimum au-dessous duquel une classe doit être fermée et un maximum au-delà duquel une classe nouvelle peut être ouverte. Ces seuils sont établis en fonction du nombre de classes que compte l'école. Nous publions trois chiffres : 1. le nombre de classes ; 2. le minimum et le maximum. Une classe : 9-25 ; deux classes : 26-60 ; trois classes : 61-90 ; quatre classes : 91-120 ; cinq classes : 121-150 ; six classes : 151-190 ; sept classes : 191-225 ; etc.

UNE MANIFESTATION DE LYCÉENS A PARIS « Des postes ! des crédits ! »

« Boule, c'est tout, ton école est dans la rue... » Ils sont mille, selon la police, dix mille d'après les organisateurs, en vérité plus de cinq mille, à défilé de la place d'Italie à la gare Montparnasse, à Paris, en ce jeudi 5 octobre. Devant la barre du C.P. Coordonneur des lycéens de la région parisienne, des responsables de l'UNCAL (1), un drapeau noir ; les lycéens, et qui ne reconnaissent aucune organisation capable de prendre en compte, seule, leurs problèmes. Parfois, sur la base du visage, un journal « pour ne pas être reconnu sur les photos et l'écrit ». Un mail à profil de la présence d'un essai vaste public et s'est lié une attitude dans le dos : « Je vends un ampil et deux pieuvres, très bon état. » Ils viennent d'une quarantaine d'établissements de Paris et de banlieues les plus urbanisées, les moins « résidentielles » : Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne. Parmi les lycéens parisiens : Voltaire, Montaigne, Charlemagne, Turgot, Claude-Monnet, Maurice-Ravel, Paul-Vélary, Victor-Hugo, Sophie-Germain, Jean-Lucet, Rauppil. Ce qu'ils demandent ? Des proles puisque les classes sont surchargées, les maîtres auxiliaires vidés et les élèves renvoyés. Caux de Créteil racontent qu'au lycée Branly une classe de seconde comptait quarante-deux élèves à la rentrée. Alors, la criant : « Nous voulons, nous autres, des postes et des crédits ! » comme leurs anciens (d'événement mai 68). Ou encore : « Vingt-cinq, vingt-cinq, vingt-cinq par classe ! » Un bras « sign » à un cartrouce du Grand Frisson. Le cortège reprend sa marche vers les six cars bleus qui la-bas barrent le boulevard de Montparnasse. Depuis le début, une nasse de G.R.S. et de gardes mobiles, casque et bouclier à la ceinture, s'empare du cortège, marchant avec lui. « Une attitude nouvelle, explique un commissaire divisionnaire, pour éviter les provocations, et pour l'écoute de tout le monde ». Voisinage étonnant qui, aujourd'hui, ne provoque pas d'incident. A 19 h. 30, les lycéens se dispersent, les calottes sous le bras. Vendredi soir, une « coordination » a lieu pour décider de la suite, d'autant plus que les étudiants vont rentrer et, qui sait, venir en renfort ? Les bulldozers de la police s'en vont, sans avoir à déborder leurs pinces. Les « honnétaires des boulevards relèvent leurs rideaux et ressortent les chaises, précipitamment remisés sur le conseil des policiers. Un petit air de printemps et soufflé, deux heures, en cat après-midi d'automne. — C. V.

MÉDECINE

Le général Videla a inauguré le congrès de cancérologie de Buenos-Aires

Quelques-uns des plus grands spécialistes mondiaux assistent au « contre-congrès » de Paris. Près de sept mille médecins, infirmières et représentants d'organisations sanitaires, annoncent les autorités argentines, s'est ouvert, jeudi 5 octobre, à Buenos-Aires, dans la salle du Luna-Park, habituellement réservée aux combats de boxe. La séance inaugurale a eu lieu jeudi soir, en présence du président de la République argentine, le général Jorge Rafael Videla. Pour le quotidien gouvernemental « la Opinion », le grand nombre d'inscrits et la qualité du matériel présenté manifestent « l'échec complet de la campagne de boycottage lancée à l'étranger contre ce congrès ». Pour sa part, le professeur Pierre Denois, président sortant de l'Union internationale contre le cancer, organisatrice du congrès, a déclaré que la rencontre « de tous ceux qui participent au combat » témoigne de l'importance que l'on tend de plus en plus à accorder à la prévention du cancer « qui sera l'un des principaux axes de travail du congrès, alors que la chimiothérapie et l'immunothérapie semblent marquer le pas. »

Quantité d'hôpitaux et de centres de soins ont été fermés par les autorités, le dernier en date étant en juin dernier — le célèbre hôpital Rawson de Buenos-Aires, l'un des plus importants d'Amérique latine ; une partie de l'hôpital des Enfants malades de Buenos-Aires a également été fermée, provoquant la démission de dix-sept médecins chefs. Aussi, ont déclaré les médecins argentins, un certain nombre de maladies jadis maltraitées font elles leur réapparition : la lèpre, la rage humaine — l'Argentine étant devenue l'un des pays les plus atteints d'Amérique latine, — le paludisme, considéré encore en 1976 comme éradiqué. La maladie de Chagas — équivalent sud-américain de la maladie du sommeil — jadis confinée dans les zones frontalières, revient en force menaçant Buenos-Aires. La malnutrition et la mortalité infantiles ont augmenté dans des proportions vertigineuses, de même que l'incidence des maladies infectieuses. En bref, a conclu le professeur Lwof, « le gouvernement argentin est en train de ruiner la santé de la population ». Tout cela, a estimé le professeur Schwartzberg, « est d'une extraordinaire cohérence. On peut s'expliquer la vie intellectuelle : on arrête les universités, les médecins, les syndicalistes. On nous n'a dit : quand on commence à lire Freud ou lit Morz, et puis on lit Léning ». Le « contre-congrès » s'achèvera ce vendredi soir sur les conclusions scientifiques que dégagera lui-même le professeur Kaplan.

Se perfectionner, on apprendra la langue que possible LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC Cours avec explications en français Documentation gratuite EDITIONS DISQUES ABCM 8, rue de Berl - 75008 Paris CLAIRE BRISSET.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse Cours directs (1ère et 2e années) Cours par correspondance (1ère année théorique seulement) CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.65.94 Documentation M sur demande

ODOUL Garde-meubles 208 10-30 16 Rue de l'Atlas - PARIS XIXe Sauvage Le mensuel de l'écologie lanimaletlhomme OCTOBRE : un dossier à ne pas manquer

AUJOURD'HUI, CHACUN PEUT SAVOIR, AVANT D'ACHETER, CE QUE CONSOMME CHAQUE VOITURE. L'Agence pour les Promesses d'Energie vous indique la consommation d'essence normalisée de chaque voiture présente sur le marché afin de vous permettre de choisir la plus économique parmi celles qui correspondent à vos besoins. Demandez la brochure consommation (éd. sept. 78) Economies d'Essence 30 rue Cambonne 75731 Paris Nom Prénom Adresse

صحة من الاجل

RELIGION

Videla a inauguré oncologie de Buenos-Aires plus grands spécialistes mondiaux <contre-congrès> de Paris

Les médecins, infirmières et... oncologie de Buenos-Aires... Videla a inauguré oncologie de Buenos-Aires plus grands spécialistes mondiaux <contre-congrès> de Paris

GLAIS... 1978

NSERVATOIRE DU LA FRANÇAIS... nt-réalisateur... ir-monteuse

UL de-meubles... 208 10-30... 16 Rue de l'Atlas - PARIS XI^e

age... aletlhomme

DEUX ENQUÊTES EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS

La foi en Dieu et la prière débordent largement la pratique religieuse

Les slogans sont presque toujours faux en ce sens qu'ils masquent une vérité profonde par une vérité partielle. A Paris, dit-on souvent que la religion part en lambeaux; peut-être, mais prend-on garde de distinguer religion et pratique, dogme et foi, Églises et spiritualité? Ainsi, Dieu s'éloignerait de notre horizon, et nos contemporains y croiraient de moins en moins. Sans doute, mais si la toute-puissance divine laisse sceptique et si les notions de création, de paternité, de providence, de juridiction suprême s'estompent, les hommes d'aujourd'hui restent sensibles aux valeurs de gratuité et d'absolu, aux sources du désir et de l'amour; le caractère implacable ou étouffant de la technique, de la politique et de l'économie avive le besoin d'un monde autre; le refus de l'oppression et des multiples formes de la torture implique un culte de l'homme qui se comprend mal sans la reconnaissance, dans l'homme, de quelque chose — ou de quelqu'un — qui le dépasse. Ainsi, encore, la prière serait reléguée parce qu'elle évoquerait des images d'allélation, de démission, d'infantilisme. Ne vaut-il pas mieux pour avoir de bonnes récoltes, utiliser des engrais adaptés et irriguer convenablement le sol plutôt que de faire des processions? Le médecin ou le psychologue ne sont-ils pas préférables à l'exorciste ou au guérisseur? Les moines contemplatifs ne passent-ils pas pour des marginaux ou des illuminés, respectables certes, mais inefficaces? Qui leur dirait aujourd'hui, comme Lyautey: « Sans des hommes comme vous, des hommes comme moi ne sont rien... »? En fait, le comportement religieux résiste aux modes et aux slogans. Il tire son origine de l'inconscient collectif (ou non), échappe à la rationalité et c'est une des illusions de notre temps de croire que la science — fut-elle politique — évacuera la foi. Tout au plus en modifie-t-elle le champ, le contenu, le langage. En revanche, cette même science donne des moyens d'investigation

de plus en plus perfectionnés. Elle aide à scruter le « phénomène humain » et à mieux cerner les comportements. Ce qui ne va pas sans réserver des surprises. L'essor des sectes est un phénomène universel bien connu. Ce qui l'est moins peut-être, c'est la persistance des préoccupations religieuses des jeunes, par exemple aux États-Unis. De récents sondages Gallup montrent que, si les adolescents américains se désintéressent des Églises, ils restent « extrêmement religieux ». Une proportion importante croient en Dieu, en un Dieu personnel, et prient régulièrement; ceux qui disent n'avoir aucune affiliation religieuse ne représentent que 1%; la participation à des retraites atteint d'une manière étonnante les adolescents, aussi bien filles que garçons, et certains d'entre eux, en particulier les filles les plus jeunes, manifestent un intérêt pour les vocations religieuses. Un tiers des adolescents se décrit comme « très religieux », mais n'assiste pas à l'église. On peut être un bon chrétien ou un bon juif sans aller à l'église ou à la synagogue, estimant un très grand nombre de jeunes Américains. Depuis 1975, la proportion des catholiques de ce pays qui accordent à leur foi une appréciation « hautement favorable » est passée de 62 à 69%. Telles sont quelques-unes des indications que l'on trouve en ces termes dans le numéro 345 de la Documentation Française (31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07) sous le titre prudent: « Vers un renouveau religieux aux États-Unis? »

Isolément

En France, la revue Prier (numéro d'octobre, 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris) vient de faire avec l'IFOP un sondage sur la prière. En mai 1978, 1.902 personnes représentatives de la population ont été interrogées. Selon cette enquête, 49% des Français déclarent ne jamais prier et 31% prient « au moins souvent ». Parmi ces derniers, 15% disent

Un entretien avec quatre cardinaux français

<Ce sera un conclave plus grave que le précédent>

De notre correspondant Il n'a pas conseillé le pape. La curie devrait, elle aussi, être un conseil du pape, non seulement individuel mais collectif. Cherchera-t-on un autre Jean Paul I^{er}? Le nouveau pape devra lui ressembler. Mais il y a aussi des jumeaux qui ne se ressemblent pas. (Mgr Gouyon.) Un pape non cardinal? « Ce n'est pas exclu, mais ce n'est pas la première idée qui vient à l'esprit. » (Mgr Marty.) Un non Italien? « Ce n'est pas exclu, mais le contraire n'a toujours paru naturel: les Italiens nous ont d'ailleurs donné de si bons papes! » (Mgr Gouyon.) Un homme en bonne santé? « Naturellement. Si le cardinal Luciani nous était apparu comme un homme faible, nous ne l'aurions pas désigné. » (Mgr Renard.) Cela dit, « On ne va pas venir au conclave avec un électricien cardiaque. » (Mgr Gouyon.)

ROBERT SOLÉ.

CORRESPONDANCE

La santé du « papabili »

A propos de la mort de Jean Paul I^{er}, le professeur Paul Milliez, de l'hôpital Broussais (Paris), nous écrit: Ayant assisté au congrès national des cardiologues italiens, à Milan, sous la présidence du professeur Cesare Barzonelli, j'ai eu l'occasion d'entendre parler de la mort du Saint-Père. Je ne sais rien de plus que le commun des mortels sur le décès du pape. Je regrette que le Vatican ne puisse comprendre l'intérêt médical et moral d'une autopsie pratiquée par les médecins italiens les plus qualifiés. Elle ferait cesser tous les commentaires douteux que l'on répand actuellement à travers le monde. Souhaitons que tous les papabili se soumettent spontanément à un examen médical complet. Certes, nous savons que ce n'est pas une assurance absolue. Les médecins et la médecine sont encore fallibles. Les vœux de Dieu, sinon celles des hommes, restent toujours impénétrables!

LA JAC VA FÊTER SON CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE

Né en 1929 sous le nom de Jeunesse agricole chrétienne (JAC), le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.) fête, en 1978, son cinquantième anniversaire. Des recherches vont être menées par le mouvement sur son histoire. Le M.R.J.C. affirme compter aujourd'hui trente mille militants, dont 17,5% de jeunes agriculteurs, 23,30% de salariés et 50% de collégiens et de lycéens. Il vient d'emménager dans de nouveaux locaux, 53, rue des Renardières, 75017 Paris. Tél.: 227-74-18.

HENRI FESQUET.



La laine, la Woolmark et les costumes André Balzac.

Davantage de liberté dans les mouvements, plus d'aisance dans les gestes, c'est une des nouvelles tendances du costume. De nouveaux procédés de fabrication permettent maintenant de faire des costumes plus souples. Mais, pour réussir ces costumes, pour qu'ils soient beaux et restent beaux, pour qu'ils

aient de la tenue, on ne peut utiliser que ce qu'il y a de mieux: des tissus en pure laine vierge contrôlés Woolmark. C'est dans ces tissus donc, et selon les exigences de qualité Woolmark qu'André Balzac coupe des costumes archisouples, bien faits pour la vie d'aujourd'hui. Ce costume: 650 F environ.

WOOLMARK LE MEILLEUR DE LA LAINE. Woolmark logo and text.

Pour tous renseignements: Secrétariat International de la Laine, 28 avenue de Neuilly, 75116 Paris. Tél. 758.11.31.

مركزنا الاجل

JUSTICE

Un colloque sur l'aide judiciaire en Europe

La France, lanterne rouge

Dans le domaine de l'aide judiciaire, la France dispute à la Belgique et l'Italie la « lanterne rouge ». Telle est une des conclusions d'un colloque sur la réforme de l'aide judiciaire, organisé sur l'initiative conjointe du barreau de Paris et de l'Association internationale des jeunes avocats, qui a réuni des avocats français et étrangers, originaires du Canada et de plusieurs Etats européens (Grande-Bretagne, Belgique, Suisse, Italie, Suède, etc.).

La part du budget que la France consacre à l'aide judiciaire, moitié moindre que celle consacrée à la Belgique, est dix fois inférieure à celle qui y consacrent la Grande-Bretagne et le Québec. Si, d'autre part, la loi de 1977 et son décret d'application ont amélioré l'organisation de l'assistance judiciaire, il demeure que ce système présente, à l'usage de certains infortunés pour le public, un caractère complexe, décourageant nombre de citoyens (ceux qui s'y engagent auront, dans le déroulement de leur procès, un handicap d'au moins six mois par rapport à ceux qui pourront l'éviter); enfin, la réforme relative à la gratuité de la justice, entrée en vigueur en 1978, ne règle pas de façon satisfaisante le problème de la rémunération de l'avocat: ainsi la France, seule, n'assure aucune rémunération de la défense pénale aux avocats commis d'office.

Le principe de l'accès égal de tous à la justice n'est pas entré dans les faits. Que constate-t-on? D'une part, l'égal accès de tous est très loin d'être réalisé. D'autre part, les minorités ont de grandes difficultés d'accéder à la justice aux Etats-Unis, où 90 % des avocats travaillent pour 10 % des citoyens. De façon générale, on constate une inégalité de traitement entre les affaires: le bénéficiaire de l'aide judiciaire ne dispose pas du libre choix de son avocat, en France comme en Italie ou en République fédérale allemande, alors qu'il peut choisir, en Grande-Bretagne, sur une liste d'avocats volontaires.

La charge qu'elle représente varie selon les barreaux (faible pour celui de Paris, réelle pour ceux de la capitale parisienne, tel celui de Bobigny), mais, globalement, augmente sensiblement: quarante mille admissions en 1972, cent treize mille en 1976; et si, en principe, tous les avocats sont susceptibles d'y prêter leurs concours, en réalité ce sont essentiellement les avocats stagiaires qui plaident dans ce type d'affaires en France, et les stagiaires en Belgique, au Luxembourg, cette pratique est même systématique.

La charité a fait son temps. C'est que la charité a fait son temps: l'évolution aujourd'hui vers dans les différents Etats une rémunération correcte de l'avocat, nettement inférieure à la rémunération moyenne des autres affaires, excepté en Suède et en Grande-Bretagne (de 25 % au Canada, de 50 % dans le canton de Genève, ou inexistant en Italie ou en Belgique). Une réforme de l'aide judiciaire est donc nécessaire dans nombre d'Etats, et le Conseil de l'Europe vient de faire éditer les réponses que les gouvernements européens ont adressées à un questionnaire détaillé, dans le souci de mettre en oeuvre la résolution sur l'assistance judiciaire et la consultation juridique adoptée par le Comité

PERMISSIONS DE SORTIR: NOUVELLES REACTIONS

La fédération des syndicats C.F.T.C. du ministère de la justice émet dans un communiqué « les plus vives réserves sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière de liberté ». « Une modification de ce décret suffirait pour pallier ces abus », ajoute le C.F.T.C. qui « dénonce l'insécurité que crée le régime de sûreté dont l'autoritarisme contredit les principes de l'individualisation de la peine ». « La mise en application des nouvelles dispositions, dans des structures pénitentiaires inadéquates, conduit en germe l'extension de drames dont le personnel pénitentiaire sera la principale victime », précise également le communiqué.

L'association française des juristes démocrates dénonce également le projet de loi. « La suppression des permissions de sortir pour certaines catégories de détenus et le renforcement du régime de sûreté, loin de sauvegarder la sécurité des citoyens et d'apporter un remède au problème de la violence, indique l'association, risquent au contraire de créer dans les prisons une effervescence désemparée et de freiner toute perspective de réinsertion sociale. »

« Lorsque le gâteau est cuit, l'exécution, en contact direct avec la forte chaleur, est presque noire. Au-dessous se trouve une couche chaude qui a été bien chauffée, mais les autres couches sont froides et la protége. Et puis, au milieu, là où la chaleur a été moins intense, le gâteau est blanc, pourtant le noir, le jaune et le blanc sont de même composition. Seule la différence de chaleur a créé la différence de couleur. Je crois toujours à ma théorie du gâteau. J'ai des amis de toutes couleurs. Je ne vois pas de différence. Il est des raciaux qui haïssent et méprisent ceux dont l'origine diffère de leur. Il est d'autres raciaux qui, parce qu'ils se croient supérieurs aux autres, les détestent et les protègent. Parce que je crois à l'incertitude des races et à l'égalité des êtres humains, je n'ai jamais été ni l'un ni l'autre. Je me suis efforcé d'être un homme, paré aux autres, de tous les autres. »

Page 74: « Je revis encore, dans cette cabane du Delta, une mère crispée d'anxiété auprès de son bébé brûlant de fièvre. Elle ressemble à la mienne. J'ai compris alors, par une explosion d'indignation qui ne sera jamais calmée, l'attitude de ceux qui divisent les êtres humains en classes, en castes, en races, pour les opposer les uns aux autres, alors que tous se ressemblent tant dans les proportions de l'âme. »

Si M. Philippe Soucheur a écrit des romans, il est journaliste, comme je le fais. Je propose que le président de la LICRA dise quel est le meilleur.

« A ce moment de l'article incriminé, M. François Romerio n'était personnellement cité ou mis en cause. »

DÉFENSE

La commission des finances de l'Assemblée nationale dénonce le « gaspillage » des crédits prévus par le S.G.D.N. en 1979

Réunie jeudi 5 octobre, à Paris, la commission des finances de l'Assemblée nationale a sensiblement modifié le projet de budget pour 1979 du secrétaire général de la défense nationale (S.G.D.N.), qui relève du premier ministre. L'an dernier, lors de l'examen du budget de 1978, les députés membres de cette commission avaient refusé d'adopter les propositions gouvernementales concernant le S.G.D.N.

Sur les recommandations de leur rapporteur, M. Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, les membres de la commission des finances ont constaté que la forte augmentation des crédits prévus pour le S.G.D.N. en 1979 (de 4,9 % par rapport à 1978) était due à la rénovation du matériel affecté aux liaisons gouvernementales, mais que les autorisations de programme civil de défense, marquaient une « stagnation totale ».

Le programme civil de défense du S.G.D.N. concerne, principalement, les services des pouvoirs publics, des administrations et du territoire en cas de crise intérieure ou internationale, ainsi que la protection des moyens de défense et la sauvegarde de la population grâce aux abris antiaériens.

La plupart des députés ont voulu en modifiant les crédits du S.G.D.N. attirer l'attention du ministre de la Défense sur notre effort de défense nationale et « à considérer que les très faibles montants du programme civil de défense constituent une négligence grave ».

Apparavant, la commission des finances du Palais-Bourbon avait examiné les rapports de MM. Jacques Cressard et André Rossi, ancien ministre et député U.D.F. de l'Aisne, sur les crédits d'équipement et de fonctionnement des armées pour 1979.

M. Cressard a noté « une certaine inadéquation entre les missions assignées à nos forces et les moyens qui leur sont affectés ». « Si la construction du système sous-marin nucléaire lance-missiles renforce considérablement notre dissuasion, a estimé le rapporteur R.P.R., il est impératif de poursuivre activement les recherches dans le domaine nucléaire. Notre marine de surface est la plus âgée de toutes les forces navales des grandes puissances. Nos forces aériennes et d'abord notre armée de terre, qui reste une armée d'effectifs, restent dangereusement sous-équipées ».

M. BOURGES: « l'Humanité » déforme systématiquement les faits.

A l'Assemblée nationale, jeudi 5 octobre, M. Roland Leroy, député communiste de la Seine-Maritime et directeur du quotidien l'Humanité, a demandé au ministre de la Défense, qui a retiré leur accréditation à deux journalistes de l'Humanité et de l'Aragi-garde (le Monde daté 25-26 juin 21 et 28 septembre), « quelles mesures il compte prendre pour faire respecter la liberté de la presse et l'indépendance des organes de presse ».

M. Yvon Bourges a notamment répondu: « Je déplore que le journal l'Humanité se livre à une déformation systématique des faits. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.) A cet égard, je viens de donner devant la commission de la Défense des exemples précis de malhonnêteté intellectuelle. »

« En ce qui concerne la procédure d'accréditation, il n'y a eu ni discrimination, ni favoritisme. Comme tout autre journaliste, l'Humanité a présenté un journaliste à l'agrément du ministre. Un journaliste accrédité a accès librement aux services d'information du ministère. Je ne prétends pas dicter leur choix aux directeurs de journaux. Mais il faut reconnaître la même liberté au ministre: il peut ou non accorder l'accréditation au journaliste qui lui est présenté. »

« Bref, a conclu le ministre de la Défense, cette décision avait non pas un caractère de discrimination, mais un caractère de liberté. Il est parfaitement possible à l'Humanité d'avoir un journaliste accrédité auprès du ministre de la Défense. Il lui suffit de m'en présenter un. »

Certains programmes d'armement sont en retard: l'avion Mirage-2000, des matériels d'artillerie et du génie, ainsi que la construction du troisième sous-marin nucléaire d'attaque.

La commission a remarqué que les programmes de programme alloués à la force nucléaire stratégique, n'augmentant que de 12,8 %, et progressent deux fois moins vite que l'ensemble des autorisations de programme du ministère de la Défense.

CORRESPONDANCE

M. Romerio et la légitime défense

M. François Romerio, président du mouvement Légitime défense, nous adresse la lettre suivante: Je tiens à vous faire part de l'indignation que provoque en moi l'article de M. Philippe Soucheur « Curieuse priorité » (3 octobre).

M. Romerio n'accepte pas notamment l'assimilation du mouvement qu'il préside au Ku-Klux-Klan, qu'il a cru découvrir dans le texte de l'article incriminé. L'ancien déporté-résistant que je suis, commandeur de la Légion d'honneur au titre des Français combattants, vous invite donc à faire savoir à « vos lecteurs » un avis à la constitution de Légitime défense (ce n'est donc pas comme le héros de la cause). J'ai écrit un livre, le Mûrier de magistrat, édité par France-Empire, dans lequel se trouvent les passages suivants:

Page 74: « Il est certain que les premiers mois de mon séjour en Cochinchine ont illuminé ma vie. J'ai tout de suite éprouvé pour mes justiciables, un attachement profond. Il subsiste. C'est un peuple pauvre, intelligent, plein d'humour, attaché à ses traditions, me plaisait infiniment. J'ai ressenti, dans ce pays, l'irréalité de la notion de race. Comme j'étais un jour à un ami vietnamien combien je jugeais cette notion fautive, et que je ne l'imaginai pas contraire à l'Etat. La raison suivante: « Le cœur humain ressemble à un acajou. Le pâtissier pétrir la pâte, bien homogène, dans toutes les classes, qu'il les produise, comme je le fais. Je propose que le président de la LICRA dise quel est le meilleur. »

L'Etat responsable du retard d'un programme immobilier. Le tribunal administratif de Rennes a déclaré l'Etat responsable du préjudice subi par la Société de construction immobilière de l'Ouest, dont le siège est à Douville-la-Bruaye (Mayenne), en raison du retard dans l'ouverture d'un chantier de construction d'un ensemble immobilier à Rennes (cent soixante-deux maisons et cent quatre-vingt-trois appartements) provoqué par une erreur de l'administration.

Le 16 avril 1974, le préfet d'Ille-et-Vilaine apposait un sursis à statuer au permis de construire tacite détenu par la Société de construction immobilière de l'Ouest. Cet arrêté préfectoral, fondé à tort sur un plan d'occupation des sols non encore rendu public, n'était rapporté que le 23 juin 1975.

SCIENCES

Après les décisions du conseil des ministres

De nombreux périodiques scientifiques français risquent de disparaître

« On compte en France mille huit cents périodiques scientifiques, au sens large, contre mille sept cents aux Etats-Unis. » Cette phrase du secrétaire d'Etat à la recherche, M. Pierre Algrain, qui commentait, jeudi 5 octobre, les décisions prises au conseil des ministres de la veille, signe sans doute l'arrêt de mort de bon nombre de ces « périodiques primaires » ou se publient les résultats de recherche (1).

Le gouvernement va, en effet, créer une commission qui définira à quelles normes doit satisfaire une publication primaire, notamment un comité de lecture sévère et un taux de diffusion important. Une instance administrative vérifiera que les normes sont satisfaites; seules les quatre ou cinq cents revues jugées acceptables auront droit à des subventions publiques, lesquelles atteignent annuellement 80 à 100 millions de francs.

Il reste que les éditeurs de périodiques ont peu de temps pour réagir: tout ce dispositif sera en place à la fin de l'année. Cette décision est la conséquence de deux études engagées en 1977, à un an: la première, faite par

une commission que présidait le recteur Boursin, étudiait les publications scientifiques françaises et mettait en évidence ce que tout le monde sait: le niveau scientifique est souvent faible, l'audience internationale est presque toujours inexistante.

L'autre étude est l'œuvre d'un groupe de travail que M. Algrain présida avant d'entrer au gouvernement, et qui a étudié le problème de la documentation scientifique. Celle-ci passe de plus en plus par l'accès à de grands fichiers bibliographiques informatisés, lesquels se constituent aux Etats-Unis. Des mesures d'urgence ont été prises par accord avec Chemical Abstracts Service: le gigantesque fichier constitué par cet organisme, qui analyse, répertorie et indexe cinq cent mille articles chaque année sera disponible en France (le Monde du 8 février).

D'autre part, un ordinateur spécialisé sera installé à Valbonne (Alpes-Maritimes), et permettra, par le réseau Transpac, la consultation de plusieurs fichiers bibliographiques. A commencer par les Chemical Abstracts.

Encore faudra-t-il mettre à jour ces fichiers, en indexant les articles nouvellement publiés; ce qui coûte à peu près 1 500 F par article. D'autre part, il est nécessaire de pratiquer une politique plus sélective en matière de publications. Seuls les périodiques qui satisfèrent aux normes seront autorisés.

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Italiens
75116 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 178 307 100
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 218 F 265 F 408 F
TOUTS PAYS STRANGERS
PAR VOIE AEREE
265 F 394 F 578 F 866 F
ETRANGER
(par mandats)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
145 F 265 F 358 F 516 F
II - TUNISIE
180 F 348 F 506 F 660 F
Par voie aérienne
Taux sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (toutes valeurs) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse: déclarations ou protocoles de ceux concernés ou plus; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de recadrer dans les bornes prescrites les coupures d'impression.
Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants:
Jacques Fenel, directeur de la publication,
Jacques Savagès.
Imprimerie
du Monde
3, rue des Italiens
PARIS IX^e
1977
Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administrateur.
Commission paritaire de la presse et publications: n° 5162.

L'Etat responsable du retard d'un programme immobilier. Le tribunal administratif de Rennes a déclaré l'Etat responsable du préjudice subi par la Société de construction immobilière de l'Ouest, dont le siège est à Douville-la-Bruaye (Mayenne), en raison du retard dans l'ouverture d'un chantier de construction d'un ensemble immobilier à Rennes (cent soixante-deux maisons et cent quatre-vingt-trois appartements) provoqué par une erreur de l'administration. Le 16 avril 1974, le préfet d'Ille-et-Vilaine apposait un sursis à statuer au permis de construire tacite détenu par la Société de construction immobilière de l'Ouest. Cet arrêté préfectoral, fondé à tort sur un plan d'occupation des sols non encore rendu public, n'était rapporté que le 23 juin 1975. Avant de se prononcer sur le montant du préjudice, évalué à 12 550 000 francs par la société de construction, le tribunal administratif de Rennes a ordonné une expertise afin de vérifier le coût de l'augmentation de la construction et des agios bancaires n'a pas été répercuté sur le prix de vente des logements. (Cortexp.) Ollivier Faelliel, vingt-quatre ans, meurtrier de sa mère, qu'il avait recherchée pendant vingt ans, a été condamné, jeudi 5 octobre, par la cours d'assises de l'Ain, à cinq années d'emprisonnement. Abandonné par ses parents, Ollivier avait « vécu très heureux », dit-il, dans une famille nourricière jusqu'à l'âge de seize ans, avant d'apprendre que sa mère était une prostituée et son père un marin américain. Après être allé vivre plusieurs années en Amérique avec son père, revenait en France pour retrouver une mère « débauchée ». Le 31 décembre 1974, au cours d'une dispute, il l'étrangla.

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE. PEINTS... Tapis d'Orient Nouvelle collection en direct d'Iraq. Shopping Décor les prix les plus bas. Si vous trouvez moins cher ailleurs, Shopping Décor vous offre la différence, et en plus 10% sur votre prochain achat. Shopping décor le grand magasin de la décoration 5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

صوت من الامل

Le Monde

culture

M. BOURGES : « L'Humain se déforme systématiquement... »

Musique

Pierre Boulez et l'Orchestre de Paris

Debussy, Bartok, Stravinski, une trilogie boulezienne. Même si Pierre Boulez n'avait sans doute pas choisi personnellement pour le programme...

Boulez a surtout subjugé l'orchestre et le public dans deux ballets russes : Jeux et Petrouchka...

Notes

Réalistes à l'allemande

Le Centre culturel allemand présente des dessins de trente-sept artistes allemands d'aujourd'hui...

On déforme, on gonfle, on force sur les disparités et les asymétries, en Nicole et en ses autres de vieux symboles (Hugo Goetz dans ses grands panneaux sur bois, à l'ancienne)...

Lamy est composé de ses œuvres trois opérations distinctes, suivant un ordre qui pourrait être celui-ci : le tracé de lignes, d'ondulations ou de flammèches de couleur...

Cela pourrait être un travail de cicatrice, de ruptures agressives, de partis pris intellectuels. C'est en fait une peinture de juxtapositions de formes, d'associations de formes et de couleurs...

Le système de Lamy, son « truc », risquait d'induire une peinture répétitive, une « pizza ». Loin de la répétition de système, c'est une œuvre de peinture.

* Galerie Philippe Prégny, 50, rue Jacob, 75006, jusqu'au 7 octobre.

Cinéma

Metamorphose d'un patriote

Première journée du Festival de Paris, avec, en ouverture, Judith Therpauve, de Patrice Chéreau. Jacques Sauvageot (le Monde du 5 octobre) eut tout dit sur ce film dense et dramatique...

Il y a quelque chose d'un peu schématisé dans cette métamorphose d'un homme patriote en ce bureaucrate assassin, ce bourgeois immonde qui massacre des milliers d'hommes...

Ces années de douane ayant retardé l'arrivée de la copie de Doramando, le film brésilien de Jose Batista de Andrade...

Adapté du roman de Robert Merle, La mort est mon métier, Aus Eltem Deutschen Leben pose un problème familier à la conscience allemande...

Vanités

Le cirque Bonjour

Il y a déjà quelques années que Victoria Chaplin, Jean-Baptiste Thierree et le cirque Bonjour viennent leur chapiteau d'une ville à l'autre...

Le spectacle court et se compose de dix-neuf numéros d'une originalité absolue, riches d'invention, de fantaisie...

Le Dossier 51 un film de MICHEL DEVILLE d'après le roman de GILLES PERRAULT

« L'Homme de marbre »

Il est droit à une statue de marbre. Mais quand le jeune cinéaste Agnieszka veut consacrer son film de tin d'études à Birkut, elle ne trouve plus que des traces et des documents dérisoires...

On se rend compte qu'en Pologne comme ailleurs il est difficile pour un jeune de réaliser un film. On se rend compte avec l'exemple de cette Agnieszka, fille nerveuse, pressée, trébuchant tout ce qu'elle possède dans une grande sacoche accrochée à son épaule...

Cette flambe d'exigence, cette volonté de tout connaître, pour en finir avec les mythes se manifeste dans la mise en scène de Wajda, par son fameux style baroque en mouvement perpétuel...

Les enfants de Birkut le maçon

« J'ai voulu faire ce film, dit André Wajda, à propos des enfants qui découvrent l'histoire de leur père. C'est l'histoire de la réalisatrice Agnieszka, est bien la fille de Birkut le maçon, même si cette relation n'existe pas. Toute la jeunesse polonaise veut connaître l'histoire de son père, pour se donner à eux-mêmes, ils passent du cynisme au désespoir, et en viennent à considérer le suicide comme la seule forme d'évasion possible...

Les Polonais ont été différemment engagés, souvent, ils ont fait d'énormes erreurs. Birkut, lui, a cru en lui-même, il a tenu à agir en fonction de lui-même. La société qui se compose de gens qui ont des principes et un but, seule cette société a une chance de survivre...

Si le héros est un homme, il est naturel que ce soit un homme qui le cherche. Et de plus en plus, les femmes accèdent à des postes d'hommes et ont quelque chose à dire. Un jour, je ferai un film uniquement sur une femme forte. Cela m'amuse de montrer ce qu'une femme perd en devenant un homme, ou ne peut pas passer à côté de ce processus où les femmes se jettent en aveugles...

Propos recueillis par CLAIRE DEVARRIEUX

Le Festival de cinéma international de Gdynia, en vingt-trois pays était représenté, a désigné le prix du meilleur documentaire à « Page de mort », d'Adolf Opel (Autriche) et Gregora Dubowksi (Pologne)...

ALERTEZ LES BEBES!

UN FILM DE JEAN-MICHEL CARRE

des ministres

ais risquent de...

Texte partiellement visible, mentionnant des ministres et des risques.

PELNY Tapis d'Orient nouvelle collection direct d'Iran

DR bas

leurs, érence, achat.

décorat

no 3 Font

Rock

Les Strangiers au Bataclan

Formés en 1975, les Strangiers ont vécu les premiers balbutiements du phénomène punk en Angleterre et, puisque ce mouvement naissant réclamait à son tour et à son tour...

ALAIN WAIS. * Vendredi 6 octobre, à 19 h. 30.

Vanités

Le cirque Bonjour

Il y a déjà quelques années que Victoria Chaplin, Jean-Baptiste Thierree et le cirque Bonjour viennent leur chapiteau d'une ville à l'autre, d'un village à l'autre...

CLAUDE FLEOUTER. * Jusqu'au 31 octobre, à 21 h.

STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - MAC-MAHON OLYMPIC ENTREPOT - 14-JUILLET PARNASSE 14-JUILLET BASTILLE

UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE

SAINT-LAZARE PASQUIER - UGC MARBEUF - 5 PARNASSIENS QUARTIER LATIN

LE DOSSIER 51 un film de MICHEL DEVILLE d'après le roman de GILLES PERRAULT

STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14-JUILLET BASTILLE 14-JUILLET PARNASSE - OLYMPIC ENTREPOT

Richissime et drôlesse. Nouvel Observateur Original et passionnant. Le Monde bernadette lafont jean-françois stévenin LA TORTUE SUR LE DOS un film de luc béraud

SAINT-SÉVERIN-MARAIS

ALERTEZ LES BEBES! UN FILM DE JEAN-MICHEL CARRE

سكنة من الاصل

Le Jeune Théâtre National
Le Théâtre de la Commune
présentent

SI JAMAIS JE TE PINCE!

d'Eugène LABICHE
mise en scène de
Jacques ROSNER et
Serge MARTIN
à partir du 10 octobre



THÉÂTRE DE LA COMMUNE
93 Aubervilliers Tél. 833.16.16

ODEON
THÉÂTRE NATIONAL

du 26 septembre au 26 octobre

TRAVESTIES
de Tom STOPPARD
adaptation française
Guy DUMUR
mise en scène André STEIGER

**CENTRE DRAMATIQUE
DE LAUSANNE**

Comment? Vous n'avez pas encore vu

**TRANS
MUSIQUES**

Vendredi 6 octobre à 19 heures,
et samedi 7 octobre à 14 heures,
sous chapiteau

PORTÉ OR PANTIN à Paris :

ORIENTAL WIND (avec Okey
Tomie et Doudou Gourand)
COMPAGNIE LUBAT
JACQUES THOLOUT EXERTY
JACQUES BERBOCAL MUSIQ
ENSEMBLE
MICHEL PORTAL UNIT
LATIF TRAY
RAYMOND SONI - GERARD
MALLAS
HERBES ROUGE
DAUNIK LAZRO QUARTET (avec
Jacques THOUET, François Mé-
chali et Jean-Jacques Azzali)
FRANÇOIS FATON CABEN -
DIDER LOGEWOOD
ZAZOU - MACAÏLE
PIERRE RIGAUD - DENIS
LEVAILLANT
PHILIPPE MATE - DOMINIQUE
BEGET

MUSIQUE DE LA TROISIÈME
ORFÈVRE (avec Semy Agostini,
Jean-Pierre Arnoux et Jean-
François Puyvros)

Places : 40 F pour les deux jours,
25 F par jour en vente aux FNAC
Renseignements : tél. au 282-80-60,
demander René, Philippe ou
Thierry.

SPECTACLES

théâtres

*Les salles subventionnées
et municipales*

Opéra, 19 h. 30 : Cendrillon.
Salle Favart, 20 h. : le Médecin ma-
gré lui.
Comédie-Française, 20 h. 30 : le
Bourgeois de la Grenouille; Oolt-on
le dire?
Chaillot, salle Gémier, 20 h. 30 : le
Temps d'une vie.
Odéon, 20 h. 30 : Travesties.
Petit Odéon, 18 h. 30 : le Pavillon
de la Méduse.
Félicité, 20 h. 30 : France
Lamarque.
Châtelet, 20 h. 30 : Rose de Noël.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

• LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés).

Vendredi 6 octobre

Les autres salles

Aire libre, 18 h. 30 : Poustino, mime;
20 h. 30 : Sidé-Diné; 22 h. : Roger
Marino.
Antoine, 20 h. 30 : Le Pont japonais.
Arts-Religieux, 20 h. 30 : Mon père
avait raison.
Atelier, 21 h. : La Culotte.
Aubert, 21 h. : Ouf et Albert.
Biéthroite, 21 h. 15 : le Grand
Orchestre du Splendid.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le
Charlatan.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
de la Tempête, 20 h. 30 : Nadia;
Aquarium, 20 h. 30 : la Sour de
Shakespeare.
Centre d'art viva gauche, 20 h. 30 :
Comme tu sors l'entré.
Centre culturel du XVII, 20 h. 45 :
Appel enregistré.
Cité internationale, 21 h. : la Olo-
ture.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boel-
ling.
Cra d'Isis des Champs-Élysées,
20 h. 45 : la Bateau pour Lipala.
Epicurien-Théâtre, 21 h. : Française,
Euzou, 20 h. 30 : Sonate pour deux
femmes seules et une E. L. M.;
21 h. 15 : L'empereur s'appelle
Dromadaire.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne,
c'est pas une vie.
Grunette, 21 h. : Coluche.
Hélicette, 20 h. 30 : la Cantatrice
chaque à la Léon.
Il y a, 21 h. : Louise la
Pétroleuse.
La Bièvre, 21 h. : les Folles du
samedi soir.

à partir du 10 octobre

dans le cadre du Festival d'Automne

REMAÏGEN

L'EXCURSION DES JEUNES FILLES
QUI NE SONT PLUS

de ANNA SEGHERS
mise en scène
JACQUES LASSALLE
scénographie et costumes
YANNIS KOKKOS

THEATRE
GERARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
59 bd Jules-guesde
loc.243.00.59 fnac-agences-copar

LES RUSTRES

Prix de la
Critique dramatique
Meilleur spectacle 78

**30 DERNIÈRES
MICHODIÈRE**

ABONNEMENT 78-79 :
de 4 à 10 spectacles
au choix. 22 F par
spectacle. Jeunes,
étudiants, cartes
vermeil, collectivités :
12 F. Documentation
gratuite en écrivant à :
Théâtre National
de Chaillot, place
du Trocadéro,
75116 Paris.

**LE CIRQUE
IMAGINAIRE**

20*30
du 3 au 31 OCTOBRE

FORUM DES HALLES

REN. MÉTRO. C. CHATEL. P. LES HALLES
LOCALISATION : 2 F. N. C.
ET SUR PLACE, RUE PIERRE LESCOT.

Nadia

bernard cuau
la manufacture de Jean Claude Fall
théâtre ouvert

« Les comédiens témoignent ainsi comme d'une attente désespérée,
brûlée qu'on écoute, ignorance du lendemain et de l'instant, en per-
dition et aux apices... Anxieux sans doute est le travail, mais exem-
plaire, donnant à entendre quelque chose de très intense, de très
profond, d'impitoyable et de fatal. La tragédie à notre hauteur.
L'histoire telle qu'on la fait chaque jour, et qu'elle nous fait et nous
détecte. »

LE FIGARO, PIERRE MARCABRU
« L'intérêt de cette œuvre, manifestement servie par la conscience
et la haute tenue des acteurs, repose sur une tentative d'oublier à
l'histoire, d'analyser la vie, pour toutes attentes et résolutions,
précise par « transmission de pensée » sans « priori », sans cynisme,
sans aucune effraction, et cela c'est très beau. »

LE MONDE, MICHEL COURNOT.

**LE CIRQUE
IMAGINAIRE**

20*30
du 3 au 31 OCTOBRE

FORUM DES HALLES

REN. MÉTRO. C. CHATEL. P. LES HALLES
LOCALISATION : 2 F. N. C.
ET SUR PLACE, RUE PIERRE LESCOT.

**THEATRE DE
LEUVRE**

JACQUES
DUFILHO GEORGES
WILSON

les aiguilleurs

de BRIAN PHELAN

FABRICE EBERHARD

C'EST UN REGAL - LA PERFECTION
Pierre Macabru (10 Figaro).
UNE EFFICACITÉ TOTALE

LA PERFECTION
Jacqueline Cerf (France-Soir).
UN TRIO D'ACTEURS SUPERBES
Dominique Jamet (L'Aurore).

ELYSEES LINCOLN VO - ST-GERMAIN VILLAGE VO - LES 5 PARNASSIENS VO
PLM ST-JACQUES VO - GAUMONT RICHELIEU VF - CAMBRONNE VF

TRICYCLE Asnières

Un bonheur de film dont on sort
formidablement heureux.

José M. Boscoc - « Pariscope »

Un film chaleureux, tendre
sympathique au-delà
du possible.

Michel Perez - « Le Matin »

La meilleure surprise du
dernier Festival de Cannes...

Robert Chazal - « France-Soir »

Le film « vedette » :
beaucoup de talent !

Michel Grisolia - « Le Nouvel
Observateur »

**girl
friends**

Cécile Film présente un film de Claude Weil
"girl friends" avec Mélanie Laurent et avec André Schner
avec la participation de 15 Wikipédia. Christopher Goss - 1ère édition
Gina Kopp - Amy Wigley - Tracy Leitch - Mike Edlin
Musique de Michael Small - Producteur et scénariste par Claude Weil
Co-producteur par Jean Sarradon - Secrétaire de Production
Équipe de montage de Claude Weil et Vicky Polak
Montage par Isabelle Courcier

Les concerts

Lucernaire, 21 h. : F. Buffet (Liszt,
Beethoven).
Salle Gaveau, 21 h. : E. Berchot,
piano (Chopin, Debussy).
T. & A. de la Chapelle - Élysées,
19 h. 30 : Orchestre de Paris, dir.
P. Boulez, sol. L. Jordanoff (Bar-
tók, Debussy, Stravinski).
Hôtel Heronnet, 20 h. 15 : S. Escure,
piano (Bach).
Église Saint-Germain-des-Prés, 21 h. :
Les solistes de la Camera (Haydn,
Beethoven, Mozart).
Église Saint-Nicolas-des-Champs,
20 h. 30 : G. de la Rocca, ténor,
M.-P. Boudet, orgue, et J. Oiaz
Femella, guitare.

Jazz, pop, rock et folk

Cerveau de la Bichette, 21 h. 30 :
Maxime Soury Fanfare.
Campagne-Première, 18 h. 30 : Fac-
tory; 20 h. 30 : Ginger Blue.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :
Antoine Toms.
Chaillotte des Lombards, 21 h. : Kabli
El Zehar et The Ethnic Heritage
Ensemble.
Cerveau de la Montagne, 22 h. 30 :
Marie-Mechali.
Bistrot d'Issa, 22 h. 30 : E. Urtegar,
piano et A. Cullaz, contrebasse.
Madreria de bananas, 20 h. 30 :
Gabriel Yacoub.
Salle Pleyel, 19 h. et 23 h. : The
Glean Miller Orchestra.
Stadium, 21 h. : Gourley - P. Mi-
chali.
Rippodrome de Paris, 20 h. : Trans-
musique.
Batucata, 19 h. 30 : The Strangers.
Lucernaire, 18 h. 30 : José di Toux.
Le 28 Rue Danais, 18 h. 30 : Bobby
Pey; 20 h. 30 : Intercommunal
Free Dance Music Orchestra.

Théâtre Populaire du Québec

**Le temps
d'une vie**

Le Figaro : « Théâtre vivant fait de
tendresse et d'intelligence ».

Le Monde : « Une actrice étonnante :
Murielle Dutil. La classe et le pouvoir des
grandes stars ». (C. Godard).

Salle Gémier (727.81.15) 20h30
Dernière le 14 oct.

DERNIÈRE LE 14

THEATRE MOGADOR
HENRI VARNA

**Maitre
Puntis Varet
& son
Mami**

MISE EN SCÈNE
Brecht Lavautaud

FESTIVAL D'AUTOMNE
278.10.00

THEATRE MOGADOR
285.28.80 - 874.33.73

FNAC - AGENCES


PIERRE BOULEZ

CONCERT AU PROFIT DE LA
FONDATION CLAUDE POMPIDOU

LUNDI 9 OCTOBRE
PALAIS DES CONGRÈS

WAGNER :
Prélude de Parsifal
"Ouvertures et Préludes"
30 cm CBS 76215

STRAVINSKY : Petrouchka
Le Sacre du Printemps
L'Oiseau de Feu
Petrouchka
Coffret 3 disques CBS 79318
Petrouchka
30 cm CBS 76079



CBS-MASTERWORKS


GAUMONT COLISÉE - BOSQUET - FRANÇAIS - UGG DANTON

ROBERT STACK ANICEE ALVINA
SOPHIE DESMARETS

**UN SECOND
SOUFFLE**

film de
GERARD BLAIN

avec MARIKE CARRIERE - FREDERIC MENNER
Scénario de GÉRARD BLAIN - MICHEL PEREZ
Montage EMMANUEL MACHUEL - Musique JEAN-PIERRE STURA
Production MICHEL LOUIS DUCHESNE
Une production Cécile Film Production - Coproduction et participation de TF1



**"Une Fête
de Théâtre!"**

**JEUNES DE COEUR
CHATTE
ANCLAISE**

PAR LE GROUPE T S E

le spectacle qui fait courir
tout Paris au théâtre Mont-
parnasse (Matinées le Samedi
à 17 h et le Dimanche à 15 h).



AUX 400 COUPS 74, rue du Cardinal-Lemoine 329-39-69
Place de la Contrescarpe, 5° 525-43-28

20 h 30 **LA GOUTTE**
de GUY FOISSY **PRIX COURTELINE 78**

21 h 30 **L'EAU EN POWDRE**
de DUBILLARD avec **BARDI et SEILER**

22 h 30 **HENRY COURSEUX**
dans **Y'A QU'LA QUE J'SUIS BIEN**

Théâtre des Champs-Élysées - Mardi 10 octobre, 20 h. 30

Augustin DUMAY violon
Jean-Philippe COLLARD piano

BEARMS - BARTOK - FRANCK

Loc. Salle Durand et Agences (Valmalette)

سكنات الراجل

SPECTACLES

ATTENTION HORAIRES EXCEPTIONNELS (VOIR LIGNES PROGRAMMES)

en v.f. : MONTE CARLO - MADELEINE - GAUMONT CONVENTION - C2L Versailles
en v.o. : ELYSEES LINCOLN - HAUTEFEUILLE - 5 PARNASSIENS - 14 JUILLET BASTILLE

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (***) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet, 15 h., 18 h. 30 et 21 h. 30 : Cinéma fantastique et science-fiction (15 h. : Le Cabinet des figures de cire, de P. Leni ; 18 h. 30 : La chose qui surgit des ténèbres, de N. Juran ; 21 h. 30 : Creature with Atom Brain, de E.H. Cahn) ; 20 h. 30 : Hommage à Gérard Blain : On homme du trop, de Costa Gavras ; 15 h. et 17 h. : Les grandes figures du western (15 h. : Le Levé des tomahawks, de S.-G. Besson ; 17 h. : Une belle sirène, de J. Arnould) ; 18 h. : Le jeune cinéma français au Festival de Trévise 78.

Les exclusivités

ALERTEZ LES BÈRES (Fr.) : Marais, 4* (278-47-86) ; Saint-Séverin, 5* (033-50-91). L'ANGOISSE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY (All. v.o.) : Racine, 6* (633-43-71) ; 14-Juillet-Parasme, 14* (328-58-90) ; ANNIE HALL (A. v.o.) : Studio Cuir, 5* (033-39-20). L'ARBRE AUX SABOTS (It. v.o.) : Quintette, 4* (633-35-40) ; U.G.C. Orléans, 6* (328-42-62) ; Luxembourg, 8* (328-21-60) ; Collège, 8* (328-21-60) ; Bienvenue-Montparnas, 15* (544-25-02) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32) ; Lumière, 9* (70-84-84) ; Natio, 12* (82-04-61) ; Montparnas-Pathé, 14* (328-19-23) ; Gaumont-Convection, 15* (328-15-77). L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) : Marais, 4* (278-47-86) ; Lorraine, 6* (344-87-31). L'ARGENT DES AUTRES (Fr.) : Rex, 2* (236-83-91) ; Paramount-Marivaux, 2* (742-83-80) ; Studio Médicis, 5* (633-25-87) ; Biarritz, 8* (722-89-23) ; Paramount-Élysées, 8* (328-19-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-50) ; Paramount-Galaxie, 13* (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13* (709-12-28) ; Miramar, 14* (320-89-52) ; Mistral, 14* (529-22-43) ; Passy, 15* (228-32-34) ; Paramount-Maillo, 15* (728-24-24) ; Magic-Convintino, 15* (628-20-61) ; Secrétan, 19* (206-71-33).

ERICADE MONDAINE (Fr.) (***) : Gramont, 2* (742-93-42) ; Élysées-Point Sino, 5* (225-87-28). UN CANDIDAT AU PDI (A. v.f.) : La Royale, 6* (263-82-66). LE CONVOI (A. v.o.) : Contre-courbe, 9* (225-78-77) ; Emillage, 8* (320-15-71) ; v.f. : Cin'Ac, 2* (742-72-18) ; Saint-Ambroise, 11* (700-09-16) ; Miramar, 14* (320-89-52). CEI DE FEMMES (A. v.o.) : Quintette, 4* (633-35-40) ; France-Élysées, 8* (723-71-11). DAMIEN LA MALEDICTION 2 (A. v.f.) (*) : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43). OESPAIR (All. v.o.) : Hautefeuille, 6* (633-78-38) ; Élysées-Lincoln, 6* (328-19-23) ; Parnassien, 14* (328-35-11) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43) ; Jusqu'à J., Natio, 12* (82-04-61). DOSSIER 51 (Fr.) : Quartier-Latin, 3* (328-84-85) ; U.G.C. Marbeuf, 8* (221-17-19) ; Gaumont-Opéra, 9* (073-95-48) ; Jusqu'à J., Parnassien, 14* (328-35-11) ; à partir de V. : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43). DRIVER (A. v.o.) (*) : U.G.C. Marbeuf, 8* (221-17-19) ; v.f. : Para-

Les films nouveaux

LA CHANSON DE ROLAND. Film français de Frank Cassenti : Quintette, 4* (633-35-40) ; La Clef, 5* (237-90-90) ; Madeleine, 8* (073-56-03) ; Marignan, 9* (339-32-87) ; Olympian, 14* (543-87-47) ; Parnassien, 14* (328-35-11) ; Gaumont-Convection, 15* (628-42-27) ; Clichy-Pathé, 19* (322-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20* (787-02-74).

L'HOMME DE MARBRE. Film polonais de Andrzej Wajda (v.o.) : Rotonde, 6* (633-35-40) ; Élysées-Lincoln, 6* (328-19-23) ; Monte-Carlo, 8* (328-00-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11* (327-80-81) ; Parnassien, 14* (328-35-11) ; v.f. : Madeleine, 8* (073-56-03) ; Gaumont-Convection, 15* (628-42-27).

LES OIES SAUVAGES. Film américain de Andrew McLane (v.o.) : Smulwich, 5* (033-48-29) ; Mercury, 5* (223-75-90) ; v.f. : Publicis-Médicis, 5* (328-21-60) ; Paramount-Opéra, 9* (073-34-37) ; Max-Linder, 9* (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11* (327-79-17) ; Parnassien, 14* (328-35-11) ; Paramount-Galaxie, 13* (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14* (340-45-21) ; Parnassien-Montparnas, 15* (328-22-17) ; Convection Saint-Charles, 15* (328-22-17) ; Parnassien-Maillo, 15* (728-24-24) ; Parnassien-Montmartre, 15* (608-34-25).

LA TRAVERSEE DE L'ATLANTIQUE A LA RAMPE. Film français de J.-P. Laglione. L'ARREST O O HILLET. Film français de J.-P. Sautier : Saint-André-Arts, 6* (328-48-18).

CINEMA PAS MORT, MYSTER GOARD. Film français-réalisateur de John Dehays-Bee (v. am.) : Vidéotone, 6* (328-60-34).

F.I.S.T. Film américain de Norman Jewison (v.o.) : Studio Alpha, 5* (033-38-47) ; Parnassien-Opéra, 9* (073-34-37) ; Publicis-Champs-Élysées, 8* (720-78-28) ; v.f. : Capri, 2* (508-11-89) ; Parnassien-Opéra, 9* (073-34-37) ; Parnassien-Galaxie, 13* (580-18-03) ; Parnassien-Orléans, 14* (340-45-21) ; Parnassien-Maillo, 15* (728-24-24) ; Moulin-Rouge, 17* (608-34-25).

GIRL FRIENDS. Film américain de Claudia Weill (v.o.) : Élysées-Lincoln, 6* (328-19-23) ; Saint-Germain-Village, 6* (633-87-59) ; Parnassien, 14* (328-35-11) ; P.I.M. Saint-Jacques, 14* (580-18-03) ; v.f. : Richelieu, 2* (742-43-90) ; Cambonne, 15* (734-42-86).

JUDITH TERSPAUYER. Film français de Patrice Chéreau : Saint-Germain-Fuchette, 6* (633-87-59) ; Montparnas-83, 8* (544-14-27) ; Marignan, 9* (339-32-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9* (073-95-48) ; Nations, 12* (82-04-61) ; Gaumont-Sud, 14* (331-51-18) ; Victor-Hugo, 15* (727-48-75) ; Clichy-Pathé, 19* (322-37-41).

Mont-Opéra, 2* (073-34-37) ; Parnassien-Montparnas, 14* (328-35-11). EMBRAYE, BIDASSE, CA FUDZE (Fr.) : Omnia, 2* (238-38-83) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-50) ; Alhambra, 12* (343-07-46) ; Gaumont-Sud, 14* (331-51-18) ; Montparnas-Pathé, 14* (328-19-23) ; Clichy-Pathé, 19* (322-37-41) ; Secrétan, 19* (206-71-33). LA FEMME DE LA PASSION (Jap. v.o.) : Vendôme, 2* (073-97-52) ; U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Boudry, 6* (328-12-12) ; Parnassien, 8* (328-35-11) ; v.f. : Omnia, 2* (238-38-83).

LES FAUX OIES (A. v.o.) : Parnassien-Élysées, 8* (328-42-62). FEDORA (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Paris, 6* (238-38-83) ; v.f. : Brétagne, 6* (223-57-97) ; Clémence-Opéra, 8* (770-07-80) ; Mistral, 14* (328-52-62) ; Murat, 15* (328-89-75).

LA FEMME LIBRE (A. v.o.) : Bill-Bourne, 8* (223-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37). LA FEMME DU SANGRIE SOIE (A. v.o.) (*) : Cinny-Palace, 8* (033-67-78) ; U.G.C. Marbeuf, 8* (221-17-19) ; U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Maxville, 5* (770-79-85).

GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) (***) : Publicis-Champs-Élysées, 8* (720-78-28) ; Parnassien-Opéra, 9* (073-34-37).

LE GRAND FRISSON (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Cinny-Palace, 8* (033-67-78) ; U.G.C. Marbeuf, 8* (221-17-19) ; U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Natio, 12* (82-04-61) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Rex, 2* (236-83-91) ; Bien-être-Montparnas, 15* (544-25-02) ; Biarritz, 8* (722-89-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-50) ; U.G.C. Gobelins, 13* (580-18-03) ; Mistral, 14* (529-22-43) ; Convection Saint-Charles, 15* (328-22-17) ; Parnassien-Maillo, 15* (728-24-24) ; Clichy-Pathé, 19* (322-37-41).

GREASE 1 & 2 (v.o.) : Quintette, 4* (633-35-40) ; Saint-Michel, 5* (325-79-17) ; Saint-Germain-Fuchette, 6* (633-87-59) ; Jusqu'à J., Natio, 12* (82-04-61) ; Mayfair, 16* (523-27-08) ; Marignan, 9* (339-32-87) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 9* (073-34-37) ; Richelieu, 2* (742-43-90) ; Parnassien-Pathé, 15* (328-19-23) ; Cambonne, 15* (734-42-86) ; Mistral, 14* (529-22-43) ; Wopler, 18* (387-35-70) ; Gaumont-Gambetta, 20* (787-02-74).

HITLER EN FILM D'ALLEMAGNE (All. v.o.) (4 parties) : La Pagode, 7* (705-12-15).

L'INTERPRETE (It. v.o.) : Marais, 4* (278-47-86).

ENTREPRENEUR O'UN COUVENT (It. v.o.) (***) : Parnassien-Maillo, 15* (728-24-24) ; Parnassien-Montparnas, 14* (328-22-17).

(Lire la suite page 20.)



L'HOMME DE MARBRE un film de ANDRZEJ WAJDA



U.G.C. BIARRITZ - PARAMOUNT ELYSEES - MIRAMAR - PARAMOUNT MARIVAUX - REX - U.G.C. DANTON - MEDICIS - U.G.C. GARE DE LYON - PARAMOUNT GOBELINS - PARAMOUNT GALAXIE - MAGIC CONVENTION - MISTRAL - PARAMOUNT MAILLOT 3-SECRETAN - PASSY et dans les meilleures salles de la périphérie

PUBLICIS MATIGNON (v.f.) - MERCURY (v.o.) - BOUL'MICH (v.o.) - PARAMOUNT OPERA (v.f.) - MAX-LINDER (v.f.) - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.f.) - PARAMOUNT BASTILLE (v.f.) - PARAMOUNT ORLEANS (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.) - CONVENTION SAINT-CHARLES (v.f.)

GAUMONT COLISEE (v.o.) - DGC BANTON (v.o.) - BIENVENUE MONTPARNASSE (v.o.) - QUINTETTE (v.o.) - LUXEMBOURG (v.o.) - GAUMONT LUMIERE (v.f.) - DGC OPERA (v.f.) - MONTPARNASSE PATHÉ (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.) - LES - NATION - (v.f.) Attention aux horaires. Prière consulter les salles.



ENHRIEN Marly VO - VERSAILLES Dyrano VF - ROSNY Artel VF THIAIS Belle-Epine VF - ASNIERES Tricycle VF - EVRY Gaumont VF



CYRANO Versailles - BUXY Boussy-Saint-Antoine - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT ELYSEES-2 La Celle-St-Cloud - CARREFOUR Pantin - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - ARTEL Nogent-sur-Marne - ALPHA Argenteuil - ULIS-2 Orsay - FLANADES Sarcelles (INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS.)

MARIGNAN PATHÉ - MADELEINE - CLICHY PATHÉ - S-PARNASSIENS - LA CLEF - QUINTETTE - OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT GAMBETTA - BELLE-ÉPINE THIAIS



GAUMONT et Jean-Serge BRETON présentent LA CHANSON DE ROLAND un film de FRANK CASSENTI

ements concernant armées ou des sa'es (ATONS SPECTACLES - apies) et 727.42.34

6 octobre

FESTIVAL D'AUTOMNE

Les concerts

Une Fête de Théâtre

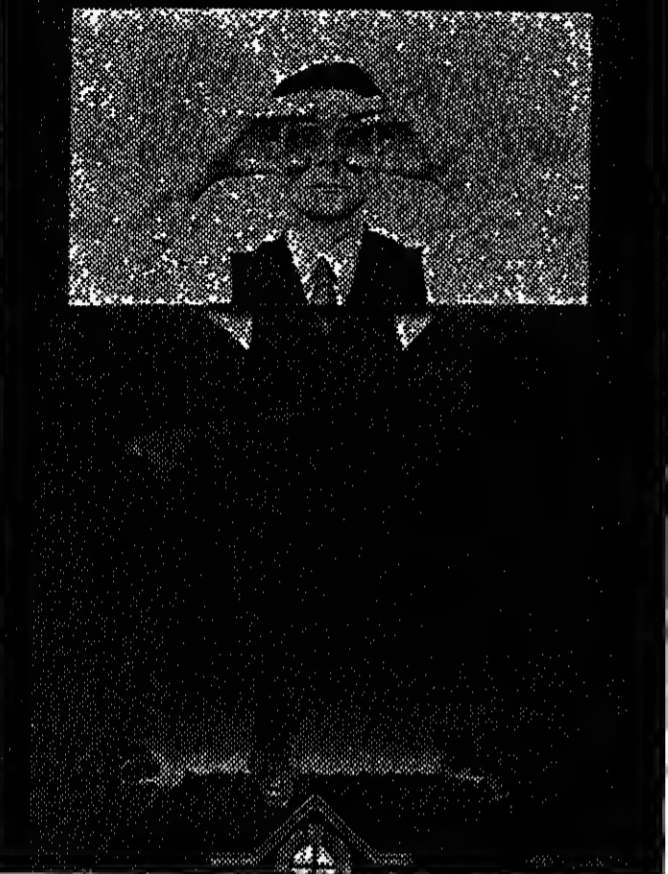
PEINES DE COULEUR

MAY violon

OLLARD piano

سكندرية الامل

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS



SAMEDI 7

SÉLECTION OFFICIELLE :

ÉCOUTE VOIR... de Hugo Santiago/États/9 h. - 15 h. 15 - 20 h.
AU NOM DU PAPE ROI de Luigi Magni/Italie/11 h. 15 - 17 h. 30 - 22 h. 15
PREMIÈRE ŒUVRE : BIRUK de Roman Balalaï/UR.S.S./13 h. 30
REGARD SUR LE CINÉMA ALLEMAND : HALBE-HALBE de Uwe Brandner, 10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS : LE CHIEN DE MUNICH de Michel Mitrani, 10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS : CHIKUZAN, LE BALADIN AVEUGLE de Kaneto Shindo, 9 h. - 11 h. 15 - 13 h. 30 - 15 h. 45 - 18 h. 20 h. 15 - 22 h. 20

DIMANCHE 8

SÉLECTION OFFICIELLE :

REMEMBER MY NAME d'Alan Rodolph/U.S.A./9 h. - 15 h. 15 - 20 h.
80 HUSSARDS de Sandor Saru/Hongrie/11 h. 15 - 17 h. 30 - 22 h. 15
PREMIÈRE ŒUVRE : TOUT CE QUI VOLE N'EST PAS UN OISEAU de Borislav Savijnc/R.F.A./13 h. 30
REGARD SUR LE CINÉMA ALLEMAND : AMOUR ET AVENTURE de Gisella Selby/10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS : PLURIELLES de Jean-Patrick Lebel/10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS : LE CHEMIN LOINTAIN de Sachiko Hidari/10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.

LUNDI 9

SÉLECTION OFFICIELLE :

LES RENDEZ-VOUS D'ANNA de Chantal Ackerman/Belgique-France/9 h. - 15 h. 15 - 20 h.
LE MENEUR DE BAL de Feliks Falk/Pologne/11 h. 15 - 17 h. 30 - 22 h. 15
PREMIÈRE ŒUVRE : NEWSFRONT de Phillip Noyce/Australie/13 h. 30
REGARD SUR LE CINÉMA ALLEMAND : DU LOINTAIN, JE VOIS CE PAYS de Christian Ziewer/10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS : L'HYPOTHÈSE DU TABLEAU VOLÉ de Raoul Ruiz/10 h. - 11 h. 30 - 13 h. - 14 h. 30 - 16 h. - 17 h. 30 - 19 h. - 20 h. 30 - 22 h.
REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS : MARIKO-MAMAN de Mariko Miyagi/10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
RETROSPECTIVE ROBERT ALTMAN/LE JEAN-RENOIR JEANNE MOREAU A TRAVERS SES FILMS STUDIO LOGOS
SIMONE SIGNORET A TRAVERS SES FILMS/OLYMPIC HOMMAGE A KENJI MIZOGUCHI/ACTION REPUBLIQUE HOMMAGE A MARCEL PAGNOL/STUDIO BERTRAND HENNING CARLSEN/STUDIO 28
LES ARTS MARTIAUX/PALAIS DES ARTS PANORAMA DU JEUNE CINÉMA JAPONAIS/LA CLEF SEDUCTEURS DE L'ÉCRAN/STUDIO D'ATBIERVILLIERS PANORAMA DU CINÉMA ARABE/LE SEINE HOMMAGE A TOLSTOÏ/COSMOS FESTIVAL JULES VERNE/KINOPANORAMA

PRIX DES PLACES : 15 F. - ÉTUDIANTS : 10 F. ABONNEMENT 10 SÉANCES : 90 F.

BALZAC ÉLYSÉES v.o. UCC ODÉON v.o. OMNIA Grands Boulevards v.f. VENDÔME v.o. BONAPARTE v.o.

SPECTACLES

(Suite de la page 19.)



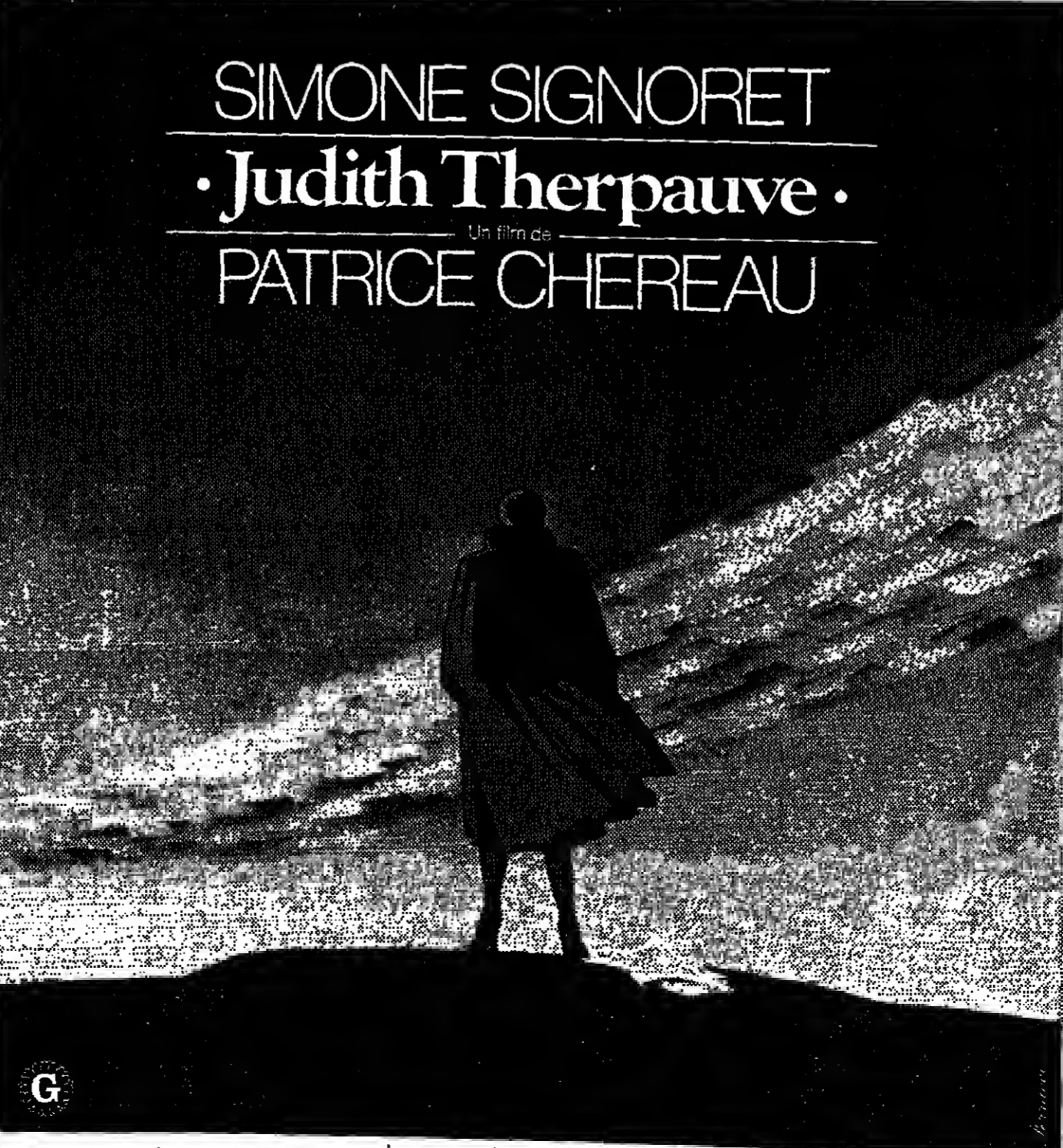
A PARTIR DU MERCREDI 11 OCTOBRE



V.O. - ELYSÉES LINCOLN - HAUTE-FEUILLE - 5 PARNASSIENS V.F. - SAINT-LAZARE PASQUIER - NATION

Selection Officielle Cannes 78 DESPAIR de R.W. Fassbinder. Cast: Dirk Bogarde, Andrea Ferreol.

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT OPÉRA - CLICHY PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - MONTPARNASSE-83 - LES NATION - GAUMONT SUD - VICTOR-HUGO PATHÉ AVIATIC Le Bourget - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - PATHÉ Champigny - ARGENTEUIL - GAUMONT ÉVRY, VÉLIZY - PARLY-2



SIMONE SIGNORET dans 'Judith Therpauve' un film de PATRICE CHÉREAU d'après une idée originale de GEORGES CONCHON. Adaptation et dialogues de GEORGES CONCHON et PATRICE CHÉREAU avec PHILIPPE LEOTARD. Directeur de la photographie PIERRE L'HOMME - Découvreur RICHARD PEZZI - Directeur de Production ROBERT PAILLARDON - Une coproduction BUFFALO FILMS-GAUMONT

U.G.O.-Danton, 6° (229-42-82); Normandie, 6° (329-41-16); Paris, 6° (339-33-99); U.G.C.-Odeon de Lyon, 12° (343-01-58); U.G.C.-Gobelins, 13° (331-06-18); Albatros, 14° (339-39-83); Magic-Convention, 15° (329-26-84); Muret, 15° (329-26-73); SOLEIL DE SYENES (Tun. v.o.), La Claf, 5° (327-90-60); LE SOUVENIR AUX LARRES (A. v.o.), Balzac, 6° (336-32-70); Studio Raspail, 14° (329-33-88); v.f.: Gramont, 3° (742-95-52); Montparnasse 83, 6° (344-14-27); Joazeur, 15° (329-26-73); Richelieu, 2° (229-38-70); Studio de la Harpe, 14° (332-34-31); Luxembourg, 6° (332-97-77); Montparnasse 83, 6° (344-14-27); Biarritz, 6° (323-80-23); Colisée, 8° (339-29-41); Saint-Lazare-Pasquier, 6° (327-38-43); U.G.C.-Gobelins, 13° (331-06-18); Gaumont-Convention, 15° (329-42-27); Clichy-Pathé, 18° (327-37-41); Gaumont-Gambetta, 21° (327-02-74); TIRE PAR SUR MON COLLANT (Fr.): Paramount-Opéra, 5° (073-34-77); LA TORTUE SUR LE DOS (Fr.): 14-Juillet-Parnasse, 6° (328-38-00); Éclair-Pathé, 14° (323-19-23); W. 45-15; 14-Juillet-Bastille, 11° (327-30-81); Olympia, 14° (342-67-43); TROCADÉRO BLEU CITRON (Fr.): Slysés-Point-Show, 3° (222-67-28); New-Yorker, 3° (770-63-40) (sauf Mar.); Cambrian, 15° (734-42-88); UNE NUIT TRÈS MORALE (Hong. v.o.): Loto-Marina, 6° (344-97-34); UN SECOND SOUFFLE (Fr.): U.G.C.-Danton, 6° (229-42-82); Éclair, 7° (351-44-11); Colisée, 8° (339-29-40); VAS-Y MAMAN (Fr.): Impérial, 2° (323-72-52); Marignan, 6° (336-92-82); Gaumont-Sud, 14° (331-51-16) (Jusqu'à Jeu); Montparnasse-Pathé, 14° (322-19-23); Les festivals: HOMMAGE A H. LANGLOIS et R. ROSSÉLINT, Les Tempeliers, 17° (375-83-00); Le Rouge de Chine; la Grâce; etc.; LAUREL ET HARDY (v.o.): Acacias, 17° (375-83-00); Les Joyeux Compères; les Bons Petits Diables; 15 h.; Les montagnards sont là; Au-dessus de zero; 16 h. 30; les Chevaliers de la fleur; Livreurs, sacoches Hyver; 19 h.; les Deux Destinataires; 19 h. 30; les Concerts; Drôles de localités; 21 h.; la Bohémienne; les Deux Destinataires; 19 h. 30; les As d'Oxford; La flotte est dans le lac; BOITE A FILMS (v.o.), 17° (754-51-50); L.; 13 h.; Cabaret; 15 h.; Frankenstein Jr.; 16 h. 06; Une soirée sur le toit; 19 h. 15; le Dernier Tango à Paris; 21 h. 30; Solo; vend., sam.; The Song Remains the Same; - 21 h. 45; Easy Rider; 14 h. 25; Une nuit à Casablanca; 16 h.; One, two, three; 16 h.; Frankenstein Jr.; 20 h.; Mort à Venise; 22 h. 10; Délivrance; vend., sam., 9 h. 15; Penthouse à Noctis Park; STUDIO GALANDRE, 5° (332-72-71) (v.o.); Mouchy; 14 h.; Un tramway nommé Désir; 18 h. 10; Délivrance; 20 h.; Les mille et Une Nuits; 22 h. 30; Chansons de pallis; CHATELAIN-VICTORIA, 14° (338-94-14) (v.o.), I. 14 h.; les Hauts de Colleville; 16 h.; le Dernier Tango à Paris; 18 h.; le Droit du plus fort; 20 h. (plus vend., sam., 24 h.); Cabaret; 22 h. 10; l'Œil du serpent; - 21 h. 14 h. 10; Tires sur le planiste; 16 h. 10; le Bal des valetins; 16 h.; Citron-Rose; 20 h. 10 (plus vend., 24 h.); Providence; 23 h. (plus vend., 24 h.); To be or not to be; THERILLER STORY (v.o.), Olympic, 14° (342-67-42); Pas d'orchidées pour Miss Blanchette; H. BOGART (v.o.), Action-Ecoles, 5° (325-72-07); le Fort de l'empire; - Action-La Fayette, 6° (378-32-50); Les Passagers de la nuit; MARK BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5° (325-72-07); les Marx au grand magasin; CARY GRANT (v.o.), Action-La Fayette, 6° (378-32-50); Blonde Vénus; LES CLASSIQUES DU CINÉMA FRANÇAIS, La Pagode, 7° (705-12-15); École du Nord; J. TAVEL, Actus-Champs, 5° (333-81-60); les Vacances de M. Hulot.

Les séances spéciales

BOB CAROLE TED ET ALICE (A. v.o.): Saint-Antoine, 11° (706-89-16); Mar., 21 h.
LE BOIS DE BOURLEAUX (Pol. v.f.): Les Tourelles, 20° (393-51-88); Mar., 21 h.
LES COMPLEXES (It. v.o.): Lucor-naire, 8° (344-67-34); 12 h. 24 h.
DEHORS, DÉDANS (AIL. v.o.): Le Seins, 6° (329-32-90); 14 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**): Saint-André-des-Arts, 6° (328-48-18); 13 h., 24 h.; Balzac, 8° (339-32-70), perm.
HAROLD ET MAUDE (A. v.o.): Luxembourg, 6° (323-97-77); 20 h., 12 h. 24 h.
INDIA SONG (Fr.): Le Seins, 5°, 12 h. 30 (cf. D.).
JK. TU, IL, ELLE (Fr.): Le Seins, 5°, 12 h. 30 (cf. D.).
LE LAUREAT (A. v.o.): Daumesnil, 12° (343-32-97).
NATHALIE GRANGER (Fr.): Olympic, 14° (342-67-42); 18 h. (cf. S. D.).
MÉLODIE POUR UN TIGRE (A. v.o.): Olympic, 14°, 18 h. (cf. S. D.).
FLYING DE CHEVAL (A. v.o.): Luxembourg, 6°, 10 h., 12 h., 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6°, 12 h., 24 h.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A. v.o.): Daumesnil, 12°, 18 h. 30.
WONKY (A. v.o.): Olympic, 14°, 18 h. (cf. S. D.).

سكندرية الاحول

SPORTS

VOILE

Les solitaires ont le vent en poupe

Moyen de transport millénaire devenu un sport et une récréation, la voile a peut-être plus changé en vingt ans qu'en vingt siècles.

Dans le domaine du sport on a vu se développer très vite les épreuves en temps réel, depuis la création en 1966 par Jean Peyrel de la One Ton Cup, qui a donné naissance à toute une gamme de championnats du monde allant de la Two Ton Cup (bateaux de 12,5 mètres environ) à la Mini Ton Cup (6,50 mètres environ).

En dehors de ces grands courants techniques ou sportifs, la caractéristique la plus frappante de la période actuelle est l'intérêt croissant que suscite la navigation en solitaire.

Parallèlement, les petits dérivés à un seul équipier connaissent un succès qui n'a pu être anticipé, que, des 2,34 m de l'Optimist et le Laser sont les séries les plus populaires dans le monde entier.

YVES ANDRÉ.

ATHLÉTISME

PÉKIN EST RÉADMIS AU SEIN DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE

La Fédération internationale d'athlétisme (I.A.A.F.), qui réunissait son vingt et unième congrès à Porto-Ricco, a accepté, le 6 octobre, par 200 voix contre 158, la réadmission de la République populaire de Chine comme seul représentant de la Chine au sein de l'I.A.A.F.

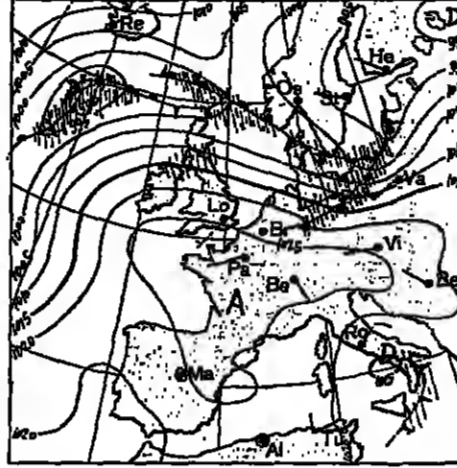
HALTEROPHILIE. — Au cours de la deuxième journée des championnats du monde d'haltérophilie qui se sont ouverts à Gettysburg (Pennsylvanie) le 5 octobre, l'instituteur soviétique Nikolai Kolesnikov a conservé son titre dans la catégorie plume (60 kg).

BASKET-BALL. — Le Brésil et l'Italie sont les deux derniers pays qualifiés pour disputer, du 6 au 14 octobre, la phase finale du championnat du monde de basket-ball, qui se déroule à Manille (Philippines).

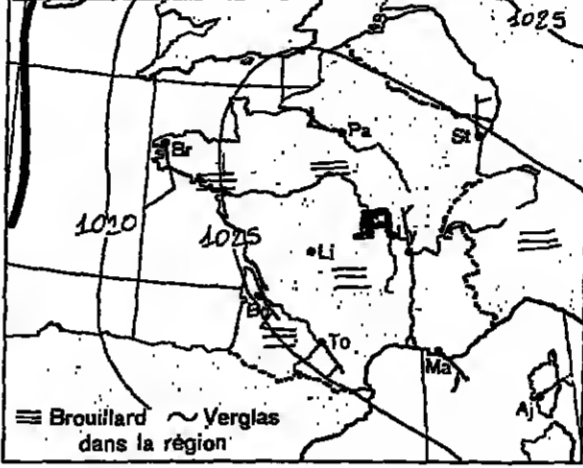
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 OCT. 1978. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7-X-78 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 6 octobre à 9 heures et le samedi 7 octobre à 24 heures :

Samedi, des formations brumeuses se développeront à nouveau au fin de nuit et au lever du jour en de nombreuses régions, ce qui n'exclura pas la persistance d'éclaircies locales.

La pression atmosphérique restera au beau de la veille, à Paris, le 6 octobre, à 6 heures, de 1 027,2 millibars, soit 770,5 millibars de hauteur.

Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 :

Paris, 18 et 8 ; Bordeaux, 19 et 7 ; Brest, 17 et 6 ; Caen, 17 et 5 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 15 et 4 ; Grenoble, 16 et 4 ; Lille, 16 et 12 ; Lyon, 14 et 3 ; Marseille, 18 et 7 ; Nancy, 14 et 10 ; Nantes, 18 et 5 ; Nice, 21 et 13 ; Paris-Le Bourget, 18 et 11 ; Pau, 19 et 5 ; Perpignan, 21 et 7 ; Rennes, 17 et 3 ; Strasbourg, 18 et 9 ; Tours, 16 et 4 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers, 17 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, min. 11 degrés ; Amsterdam, 18 et 13 ; Athènes, 20 et 17 ; Berlin, 13 et 10 ; Bonn, 14 et 12 ; Bruxelles, 15 et 12 ; Des Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 12 et 12 ; Genève, 14 et 2 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 18 et 9 ; Madrid, 22 et 5 ; Moscou, 12 et 5 ; New-York, 19 et 15 ; Palma-de-Majorque, 24 et 8 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 12 et 2.

Visites et conférences

SAMEDI 7 OCTOBRE

VITESSES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h, entrée avenue de Paris, Mme Allaz : « Le château de Vincennes ».

CONFÉRENCES. — 10 h, 12 h, 30, 14 h, 30, 18 h, 20 h, boulevard de la Tour-Maubourg :

« Universellité des religions » ; 10 h, 30, 21, rue Cassette : « L'époque de Giotto » (Arnaud) ; 14 h, 45, 54, rue du Rocher, M. Jean d'Ormesson : « Journalisme et littérature » ; M. T. Saussure : « Après les élections partielles, quel est le rapport de force entre la majorité et l'opposition ? » (Club du Faubourg) ; 15 h, Palais de la Découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt : « L'exploitation du gaz sous la mer » ; 15 h, 147, avenue de Malakoff, M. F. Schwarz : « Symbolisme germanique, sources de l'œuvre de Wagner » (Nouvelle Académie).

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 6 octobre 1978 :

DES DÉCRETES. — Modifiant, en application de directives du conseil des Communautés européennes, certaines dispositions du livre V du code de la santé publique (certaines parties) relatives aux spécialités pharmaceutiques.

Fixant les conditions d'application des décrets aux contribuables inscrits par option sous le régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires.

Pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1966 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les véhicules automobiles.

FOOTBALL

Une société d'économie mixte pour gérer le football parisien

M. Jean-Luc Lagardère, vice-président délégué et directeur général d'Europe 1, a annoncé, jeudi 5 octobre, la création d'une société d'économie mixte par la Ville de Paris, Europe 1, le Paris Football-Club et le Racing-Club de France, afin de gérer une équipe professionnelle de football l'an prochain, qui s'appellera « Paris 1 ».

clubs parisiens en exercice, le Paris-Saint-Germain et le Paris F.C. Toutefois, l'objectif du maire de Paris, M. Jacques Chirac, est d'aboutir à une grande équipe unique pour représenter la capitale. Aussi, au cours d'une récente délibération, le conseil municipal a-t-il autorisé le maire à constituer une société d'économie mixte avec le club qui sera le plus engagé dans les négociations.

La Ville de Paris a accordé, pour cette saison encore, deux subventions d'un montant égal (2,5 millions de francs) aux deux clubs parisiens en exercice, le Paris-Saint-Germain et le Paris F.C.

SC.PO 2 centres : Neully et St-Germain • examen d'entrée en A.P. • entrée directe 2^e année. • soutien en cours d'A.P. CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully Tél. 92.94.94 ou 745.08.19

Atelier de poterie « LE CRU ET LE CUIT » accueille en groupe, toute l'année, les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LACEPÈDE, PARIS-5^e Téléphone (le soir) : 707-85-64

LOTO TIRAGE N° 40 DU 4 OCTOBRE 1978. NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 27. RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR %) 6 BONS NUMÉROS 1 097 270,90 F 5 BONS NUMÉROS 76 553,70 F 4 BONS NUMÉROS 4 080,70 F 3 BONS NUMÉROS 79,40 F 6,80 F PROCHAIN TIRAGE LE 11 OCTOBRE 1978. VALIDATION JUSQU'AU 10 OCTOBRE 1978 APRES-MIDI

MOTS CROISÉS

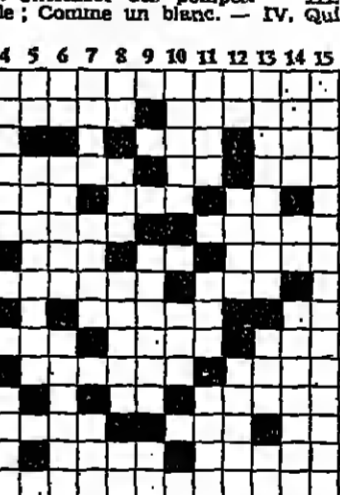
PROBLEME N° 2 187

HORIZONTALEMENT

I. Qui ne bougera donc pas. — II. Peut être trouvée plus piquante que la blonde ; qui peut encaisser des pompes. — III. Projets ; seule sa tête est comestible ; comme un blanc. — IV. Qui ont donc changé d'opinions ; Note : Marque l'égalité. — V. Souvent porté par des vagues ; Pas sûr quand il est tendre ; Langue. — VI. L'un verbe qui implique qu'on a trouvé un emploi ; Peut servir de toit. — VII. Ne tombe pas bien ; Fit un feu ; Obtenu ; Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. — VIII. Un ballon par exemple. — IX. Peut être intérieure ; Salé ; Note : X. Nannonces pas ; Fils preuve d'attachement ; Après une citation. — XI. Son nom est invoqué pour ouvrir les portes ; Adjectif au poil ; Ecilera. — XII. Plier ; Fin de verbe ; Le dessein des cartes. — XIII. Adjectif qui peut s'appliquer au bon temps ; Grande cuvette ; Adverbe. — XIV. Abrite la rade du même nom ; Se dressent sur la tête ; Cri de celui qui risque tout. — XV. Mise au courant.

VERTICALEMENT

1. Très difficile à avaler. — 2. Très malins ; Coule en Angleterre ; Ne permet pas une identification ; Pronom. — 3. Fruits souvent par faire quelque chose quand ils sont petits ; S'oppose au balancement. — 4. Utile quand on a la rage ; Tête de rocher. — 5. Possessif ; Qui se rapporte à un sens. — 6. Ne justifie pas qu'on fasse le pont ; Utile pour couper ; Faire trop siffler. — 7. Fait autorité ; Ce n'est pas un moyen ; Méché. — 8. Pronom ; Utile quand on veut passer ; Dans une auberge espagnole ; Reste vert. — 9. Pas



écramé ; Note. — 10. Agent de l'étranger ; Ne fait pas de cadeau. — 11. Est plus pâte qu'une vieille ; Article ; Cuivre. — 12. Vaut de l'or ; Montagne de Grèce ; Le Jakob par exemple. — 13. Verres anciens ; Au nom du pair ; Conjonction. — 14. Déchiffres ; Note : C'est du vent ! — 15. Peut être redoutée quand il y a une bulle.

Solution du problème n° 2 186

Horizontalement

I. Mauvaises. — II. Estampes. — III. Isatis. — IV. Cal ; Pas. — V. Uni ; Tain. — VI. Rase ; Méta. — VII. Apparie. — VIII. Arbres ; Eau. — IX. Lla ; III. — X. Esus ; La. — XI. Sise ; Anca. — XII. Sise ; Anca. — XIII. Sise ; Anca. — XIV. Sise ; Anca. — XV. Sise ; Anca.

VERTICALEMENT 1. Mercuriales. — 2. As ; Ana. — 3. Utilisables. — 4. Sas ; Eprise. — 5. Smart ; Peau. — 6. Apt ; Amas ; Sa. — 7. Deifer. — 8. Essentielle. — 9. Seules. GUY BROTTY.

AUX TROIS QUARTIERS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER jusqu'au 14 octobre dans tous les rayons PRIX SENSATIONNELS METRO, MADELEINE-CONCORDE-AUBER

Le Monde des loisirs et du tourisme

Splendeurs et misères de l'hôtellerie française

LE CRÉPUSCULE DES PALACES

ASSISTONS-NOUS à la mort des palaces ? Et cela serait-il une catastrophe ? En tout cas, un à un, les luxueux hôtels parisiens passent en des mains étrangères. Avant les vacances, la presse annonçait la vente du Ritz, le plus palace des palaces, à des actionnaires arabes. Cela a été démenti mais, de reste, le Ritz n'est pas français et ses actionnaires sont, outre Mme Ritz et Niarchos, M. Forte, avec, on le dit, une participation récente de Eard's, les célèbres magasins londoniens. M. Porte, animateur d'un célèbre groupe hôtelier britannique, est déjà, avec celui-ci, propriétaire de deux palaces parisiens : le George-V et le Plaza-Athènes.

Les hôtels Prince de Galles et Méurice, qui peuvent eux aussi être considérés comme des palaces, ayant été vendus il y a quelques années à un groupe italien, celui-ci, en déconfiture, a dû faire appel à des capitaux arabes. Le Grand Hôtel, qui ne saurait prétendre au titre de palace, fait partie du groupe. La

Grand Hôtel du cap d'Antibes, entant poursuivi les travaux ébauchés par la famille Jammet et restés en suspens. Très conscient de la nécessité de conserver à la capitale un de ses derniers palaces, très respectueux du style maison, il a confié à M. Roche (qui vient de la direction générale des Sojtel) le soin de supplier à la défalliance de Pierre Jammet, qui a donné, en début de ce mois, sa démission. M. Roche entrera en fonctions dans trois mois.

Mais, disons-le, la vie des palaces en France n'est pas facile. On a calculé qu'au début du siècle les bénéfices de la maison de César Ritz tournaient autour de 33 % du chiffre d'affaires et que 10 % d'occupation des chambres suffisaient à rémunérer le personnel. Aujourd'hui, il y faut au moins 65 % d'occupation. Et lorsqu'un palace rapporte, en bénéfice, 2 % du chiffre d'affaires, on est bien content. C'est pourquoi trop souvent les palaces de Paris et de province (plus encore en province, je crois) font l'effet de

naïlé, banalisé et dévoyé jusqu'à devenir un anticonfort.

Le directeur d'un de ces établissements m'expliquait récemment, comme je lui faisais remarquer qu'il était inutile de faire faire au client son petit devoir du soir en couchant d'une croix ses débris de petit déjeuner pour lui envoyer le lendemain sur son plateau toujours autre chose : croissant lorsqu'on a demandé du pain, thé lorsqu'on a demandé du café, miel lorsqu'on a demandé de la confiture... m'a répondu : « C'est, hélas ! normal. Les gens que nous employons pour préparer les plateaux sont des manœuvres étrangers. Vous comprenez, on ne peut pas payer du personnel qualifié pour cela, il nous reviendrait trop cher ! »

Dans ce genre d'hôtellerie, l'avez-vous remarqué, vous trouvez en arrivant un petit savon réclame, un bain moussant, voire du dentifrice en mini-tube. Mais, le lendemain, rien ! Est-ce que vous n'avez plus à vous laver, à vous brosser les dents ? Un directeur de chaîne m'a expliqué : « Non ! C'est ce qu'on appelle l'accueil ! On estime que vous pouvez arriver sans avoir de savon dans vos bagages. Ensuite, si vous restez, on pense que vous avez eu le temps d'en acheter. »

Combien j'aime mieux alors un hôtel plus simple, sans répondant-robot, à Taormina, Carpentras et Amsterdam, aux chambres sans gadgets, où la salle de bains a une fenêtre (ce qui est impensable dans les

hôtels modernes dits de confort, comme si la lumière du soleil n'était pas le premier des confort) et où j'apporte mon savon et mes sels de bain !

Oui, l'hôtellerie de papa, l'hôtellerie bon enfant avait du bon. Sans doute n'est-elle plus à l'échelle du monde voyageur. Sans doute les chaînes sont indispensables (et certaines font des efforts, notamment sur le plan de la cuisine, comme Franzi et Sogefel). Sans doute les palaces ne sont abordables que pour quelques-uns. Sans doute va-t-on en 1979 libérer les prix des nuitées, ce qui n'arrangera rien... Mais tout cela est à inscrire en chapitre « splendeurs et misères de l'hôtellerie française ».

ROBERT J.-COURTINE.

LES CHIFFRES DE L'O.M.T.

Récession, connais pas...

UNE fois n'est pas coutume, le conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), réuni à Genève au début de l'été, a procédé à l'examen d'un rapport réconfortant. Alors que les participants des cinquante-quatre pays membres de l'ECOSOC ne cessent de passer en revue les conséquences désastreuses de l'inflation, de l'instabilité monétaire, du ralentissement des exportations des pays du tiers-monde et d'autres situations catastrophiques, l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) affirme dans un rapport présenté au conseil que, en dépit de la récession, l'industrie du tourisme continue à enregistrer des progrès.

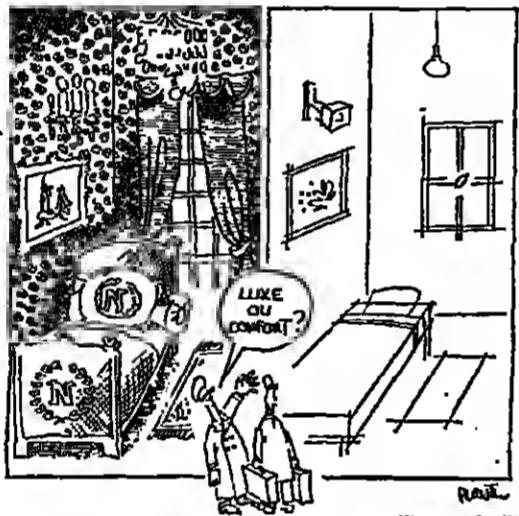
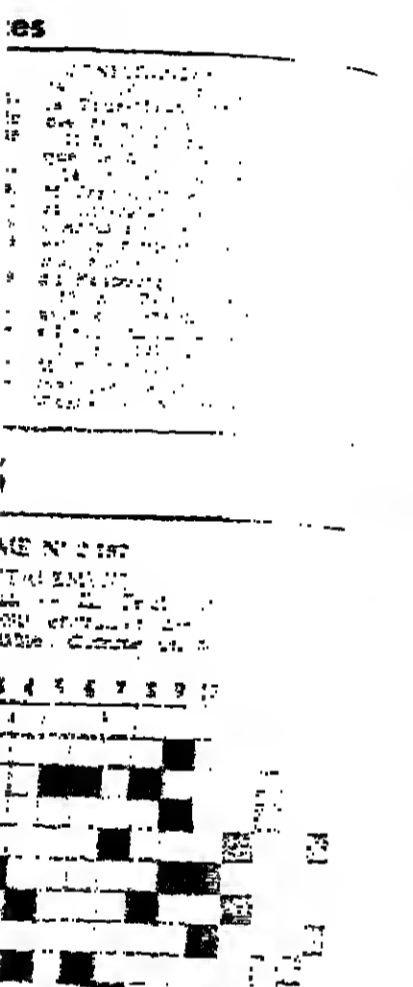
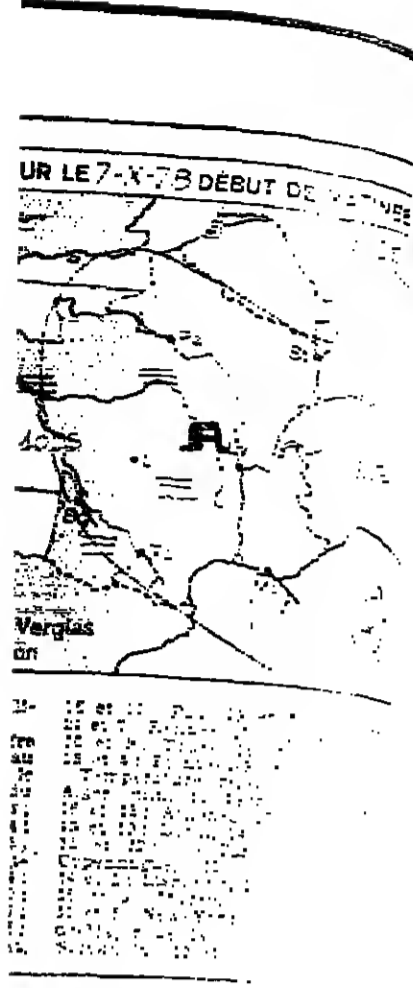
L'O.M.T., qui représente les organisations de tourisme de plus de cent pays, précise que, selon « certains économistes de renommée mondiale », le tourisme pourrait constituer d'ici à l'an 2000 le principal secteur de l'économie dans le monde. « Agent d'exécution » du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cet organisme, dont le siège est à Madrid, a inscrit à son programme l'assistance technique aux pays en voie de développement, notamment dans le domaine de la planification du tourisme, ainsi que la mise en place du service d'accueil. Cependant, l'O.M.T. estime que le problème essentiel n'est pas tant l'expansion du tourisme dans le tiers-monde, activité qui serait de toute façon appelée à prospérer, mais l'aide aux pays intéressés à assurer l'équilibre de cette croissance et à en éliminer les effets négatifs.

Eviter des erreurs coûteuses

Ainsi devrait-il être possible, grâce à des mesures administratives cohérentes, de contribuer à lancer les désagréments causés aussi bien par les mauvais goûts et l'irresponsabilité de certains promoteurs que par les décrets abandonnés par les touristes. On pourrait également aider ces pays à éviter des erreurs coûteuses que symbolisent notamment les grands hôtels désertés hors saison. D'autre part, le tourisme en provenance d'un pays industrialisé est le plus souvent un consommateur difficile dont les exigences ne peuvent être satisfaites que grâce à des services et des décrets qui font défaut à la population locale et qui, par conséquent, doivent être importés. Les touristes recherchent le soleil, mais les pays les plus ensoleillés sont le plus souvent les plus pauvres.

ISABELLE VICHNIAC.

(Lire la suite page 24.)



(Dessin de PLANTU.)

première initiative des nouveaux maîtres de ces caravansérails de mi-luxe a été de supprimer le salon de coiffure pour dames.

Et voici que le Bristol, dernier bastion de l'hôtellerie française familiale, est passé aux mains d'un groupe allemand. Celui-ci, qui aime déjà en France le

dinosaures poussièreux faite de pouvoir se moderniser par autofinancement. En province, il y faut des subventions municipales (comme le Palais à Biarritz) ou l'apport des Compagnies fermières (les Ambassadeurs à Vichy). Certes, le luxe y est encore. Le confort... enfin, une illusion de confort quelconque. Car il faut dire que la conception du confort à l'étranger, les robinets de bronze doré sur un lavabo de marbre, c'est du luxe ; des robinets mélangeurs qui fonctionnent bien sur un lavabo pratique, c'est du confort.

Le mot « palace » impliquait un service, des prestations qui ne peuvent plus être. Qu'on le regrette ou l'approuve est autre chose. Mais il ne faut pas s'étonner de voir les usagers chercher ailleurs. Pourtant, comparativement, les prix des palaces ne sont pas excessifs ! Une chambre coûte de 300 à 400 francs au Hilton, de 350 à 450 francs au Ritz ! C'est ce qui devrait faire le succès du palace et, paradoxalement, ce qui fait le succès des chaînes internationales soucieuses de modérer le consommateur à l'image qu'elles ont décidé qu'il ait.

Mais le fonctionnel, à l'usage, n'est-il pas de l'anti-confort ? Fonctionnel ! Voilà le grand mot lâché. Il peut être la meilleure et la pire des choses (la meilleure, par exemple, au Brussels Hilton) car, en fait, un hôtel de chaîne n'est pas le reflet de la chaîne mais de son directeur. Ou, du moins, devrait l'être ! Mais il faudrait, en France, ne pas oublier que le propre de l'hôtellerie, qu'il s'agisse de dix-huit ou de deux cent cinquante chambres, est d'être artisanale. C'est ce qui fit la gloire de nos hôtels de province, de ces bons et loyaux hôtels de famille, bourgeois, en face de la gare ou de la préfecture.

Malheureusement, outre l'augmentation considérable de la main-d'œuvre, son manque d'instruction et d'expérience (on n'apprend plus « sur le tas »), une législation absurde et suicidaire appliquée à cet artisanat des normes industrielles. De sorte que patrons ou directeurs doivent être avant tout des gestionnaires. Cela donne des hôtels sans âme.

D'un côté, le luxe se paye plus cher que le confort, alors que ce devrait être le contraire. De l'autre, le confort est « fonction-

BRÉSIL A BAHIA

LES habitants de Salvador ont apprécié que Mme Gisard d'Estaing ait fêté quelques heures durant au cartage officiel pour venir les saluer ; et regretté que le président de la République n'ait pas cru bon, lui, de faire halte dans leur cité. Une cité qui, deux siècles durant, fut le capitaine du Brésil naissant.

Pour les Bahianos, il n'y a pas deux Brésils, l'un qui se nourrit de souvenirs, l'autre qui vit d'espérances, un Brésil au repos et un autre au travail. Les gens de Salvador sont esotiques des églises baroques du Pelourinho que du complexe pétrochimique de Camaçari. L'espérance des choses laisse-rait à penser qu'il en se donne le temps de vivre dans une débouche de sons et de couleurs.

La ville de Bahia, noire et pieuse, est presque aussi mystérieuse que la mer verte, a écrit le romancier brésilien Jorge Amado. Faut-il donc renoncer à comprendre, contondre ou éblouir ?

Capitale de l'Etat de Bahia, Salvador compte aujourd'hui quelque un million deux cent mille habitants. L'étonnante vitalité brésilienne, ici comme ailleurs, s'inscrit dans le paysage. Pour le meilleur et pour le pire.

Bahia, c'est l'anti-Brésil : elle n'a pas la beauté solennelle et un peu froide de la nouvelle capitale du Brésil. C'est une « ville-touffée », vivante et chaleureuse, mal peignée et parfois triste lorsque, sous l'effet de l'humidité, le béton gris des immeubles modernes se met à broyer du noir. Belvédère au-dessus de l'océan, le centre historique de Salvador

paraît noyé au milieu d'un tissu urbain lâche et sans caractère. Nos croisées savent occuper le terrain avec intelligence, reconnaissons-le. Nous géchons notre aspect peut-être parce que nous en possédons trop.

Les autorités locales s'en sont inquiétées, qui ont élaboré un plan d'urbanisme. L'objectif est maintenant d'orienter le croquis de Bahia vers l'intérieur des terres, de protéger le littoral de Monte-Serrat à Itapoá, d'éviter que la ville ne s'étire démesurément en bordure de mer. Les tours-hôtels du Méridien et de l'Orion Palace se trouvent-elles les dernières à avoir les pieds dans l'eau ?

Le prix de l'amitié

La restauration du vieux Bahia sera-t-elle conduite avec autant de dévouement que la construction du nouveau Bahia ? Il y a une dizaine d'années, des experts avaient estimé le coût de la remise en valeur du quartier du Pelourinho à environ 75 millions de dollars. Sollicités de participer au sauvetage de ce patrimoine, la Banque Interaméricaine de développement y avait finalement renoncé.

Malgré tout, les maisons à balustrades de la haute ville reprennent peu à peu leurs couleurs d'origine : rose, jaune-ocre, bleu céleste. Les angelets en bois doré de l'église Saint-François suivent un traitement au pentachlorophénol.

90 % des touristes qui visitent Bahia sont brésiliens. Pour ceux-ci qui font ici un pèlerinage sur sources, le sauvetage du patrimoine n'est pas sans importance.

Mais les autorités de Salvador ont également l'ambition de s'ouvrir sur l'étranger et le sont de mieux en mieux avec intelligence, reconnaissons-le. Au début de l'été prochain, le Club Méditerranée inaugurerait un « village » dans la baie de Tous-les-Saints, sur l'île d'Iaparica, jadis sans routes et sans voitures, mais reliée aujourd'hui au continent par un ferry-boat et un pont. Et, déjà, certains souhaitent voir des charters sillonner le ciel de Bahia. Comme un bonheur présage.

Y a-t-il un risque que Salvador supporte mal l'avenir que d'autres lui préparent ? Nul doute que l'ancienne capitale du Brésil saura éviter les pièges d'un tourisme voyeur. Ses habitants ont trop de savoir-vivre pour s'être en spectacle. C'est le prix de l'amitié. La vraie. Si seulement le Brésil pouvait devenir un grand Bahia, soupire un Carloca.

Rien de plus authentique que le carnaval de Bahia, disent les connaisseurs. Ici, pas de tribunes, pas de défilés, ni plumes ni strass — ou le moins possible. A la différence de Rio, tout le monde est acteur, et descend dans le rue. Aujourd'hui, la ville paraît si sage, semble retienne son souffle. Mais dès le dernier week-end du mois de novembre, pour le Saint-Nicodème, patron des dockers, mercedes et tambours vont aller crescendo.

JACQUES DE BARRIN.

* La compagnie brésilienne Varig, sur les mardi soir, en Boeing 707, un vol direct Paris-Lisbonne-Salvador (départ : 22 h. 30 ; arrivée : 5 h. 10), et tous les autres jours des vols avec correspondance. Varig, 27, avenue des Champs-Élysées et 12, rue Aubert, Paris. Réservations : 073-71-65.

nouvelles frontières

Paris New York
1350 F.
Départ Paris A-R

TUNIS 800 F
ALGER 860 F
LE CAIRE 1300 F
MONTREAL 1350 F
DELHI 2350 F
ILE MAURICE 3350 F

Départ Zurich A-R
LIMA 2480 F
Départ Bruxelles A-R
RIO 3800 F

A Vols V.A.R.A.
VOLS A DATES FIXES

Sénégal
M'Bour
80 km de Dakar
2600 F
Séjour 1 semaine
Départ tous les samedis
du 04-11 au 28-04

nouvelles frontières
TOURISME
66, boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.14
18, avenue du Général-Leclerc
54000 NANCY
Tél. 36.76.27
7, place Clément
67000 STRASBOURG
Tél. 22.17.12

CAVinter

voilà votre cave d'intérieur

La conservation de vos vins !..

La dégustation à la température idéale !..

C'est l'affaire de... CAVinter

OFFRE SPÉCIALE
2.670 F T.T.C. + port
ou lieu de
2.940 F + port

Valable jusqu'au 16 octobre 1978
GARANTIE TOTALE 5 ANS
dans toute la France
CODINTER
5, rue du Général-Clément
75116 Paris - Tél. 305-67-54

LE MONDE DE L'HISTOIRE EN DIAPPOSITIVES

45 F le série 20 vues avec brochure-commentaire

Nouveautés : U.S.A. - PAYS DE LOIRE - INCAS II - CRETE RHODES

Nombreuses séries sur PROVINCES FRANÇAISES, PAYS D'EUROPE, ORIENT, D'AFRIQUE, D'ASIE, D'AMÉRIQUE, de TAÏWAN, YOKOHAMA, HÔTEL, etc.

Doc. et 2 vues c. 4 timbres FRANCLAIR COLOR 6820 BENNYWELZ.

AMÉRIQUE LATINE

vols pour toute l'année

MÉRIDA 2960 F A/R
BOGOTA 3040 F A/R
QUITO 3170 F A/R
LA PAZ 4250 F A/R
BUENOS AIRES 4180 F A/R

Départ Bruxelles ou Luxembourg

NOUVEAU MONDE
8, rue Mabillon, 75006 PARIS
Tél. : 329-40-40

à ZARZIS, face à Djerba

LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES

l'Hôtel-Club SANGHO

vous propose de multiples activités :

- Equitation
- Voile
- Thalassothérapie
- Mini-golf, etc.

STAGES TENNIS

quel que soit votre niveau

- Professeurs diplômés
- Films commentés
- 4 à 6 personnes par court
- 4 heures par jour

pour vos vacances de TOUSSAINT

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296.02.25

Nom : _____
Adresse : _____

هكذا من الاجل

Sur Paris-Londres, rien ne vous oblige à choisir British Caledonian. Sauf peut-être le service.



Retrouvez le vrai plaisir du voyage aérien, avec British Caledonian, sur Paris-Londres. Même sur un trajet aussi court, vous serez choqué comme un passager long-courrier. Nos hôtesses vous serviront une agréable collation et en quarante minutes vous serez à Londres-Gatwick, d'où vous pouvez rejoindre rapidement, par le train, Victoria Station, au cœur de Londres; ou bien prendre, dans la même



A CHANGÉ D'ADRESSE
Le siège de la Fédération Nationale est désormais situé au
**187/189, quai de Valmy
75010 PARIS**

Les inscriptions
pour les vacances d'hiver
sont ouvertes
Téléphone : 203-96-16
Télex : TOURTRA PARIS 248.928

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE - ETRANGER

investir en Auvergne

à CHAMALÈRES ROYAT
ROM CLERMONT-FD
Documentation sur demande à
CLAUDE FOURNOL Construction
15 bis avenue Pasteur 63400 Chamalières tél 173 37 06 06
Toujours bien conçu, toujours bien situé

MARINAS BAHIA DE ROSAS

AMPURIABRVA
• Studio avec garage 300.000 Plus / 55.000 FF
• Villas à partir de 1.300.000 Plus / 88.000 FF
• Terrains à partir de 850.000 Plus / 40.000 FF
• Villas avec aménagement sur les canaux P.S - 3.500.000 Plus / 215.000 FF
• Possibilité de crédit jusqu'à 80 %



Type Gallie : 1.720.000 Plus
Pour tous renseignements, retourner ce formulaire à
FUNDAMENTA, Paseo San Pedro 4, Rosas, Gerona, Espagne.
Tél. : (19) 34.72 / 25 88.54.
Nom :
Adresse :

GUIDE 1979 DE L'IMMOBILIER MER MONTAGNE

204 pages - 800 constructions
14 pages d'adresses utiles - 66 pages de conseils
Spécimen GRATUIT sur demande à
SOPEM, 13, rue des Minimes, 75003 PARIS

LA TERRE

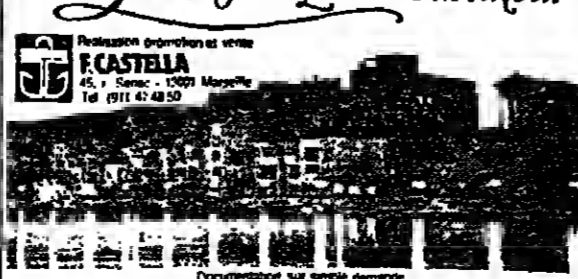
DOMAINES : Menoir 20^{ha} sur 63 ha (Cantal)
Château sur 7 ha tout confort (Aude)
FERMES : 125 et 250 ha céréalières (Cher)
400 ha (Creuse) - 350 ha (Lander)
FORETS : 220 ha résineux, feuillus (Côte d'Or) - 125 ha (Essonne)
PLACEMENTS : Terres agricoles occupées 15 à 120 ha (14-27-37-88...)
ABRI FRANCE - 4, rue de Valenciennes, 75003 PARIS - 592-17-89

LOIRET 30 kms MONTARGIS
N 7. LA BUSSIÈRE "VILLAGE DES PÊCHEURS"
terrains à bâtir boisés entièrement viabilisés
Au bord de 2 beaux étangs. Pêche et voile
Renseignements TED - 52, Quai Lenoir à GIEN
Tél. : (38) 67.16.63 - 31.80.95

Vivez sur une île, en méditerranée...

PORT FRIOUL
A quelques minutes de Marseille.
Studio climatisé 4 personnes à partir de 113.000 F

aux Jardins du Quai d'Honneur



CARNAC PLAGE

Appts du studio au 4 pièces (duplex) dans
maisons traditionnelles bretonnes. Vue sur
mer, milieu de la "Thalassothérapie".

SAINTE-MAXIME (Golfe de Saint-Tropez)

Studios 2 et 3 pièces
à la résidence
"LES BOSQUETS"
Vue sur mer et collines
Renseignements, vente directe
le promoteur sur place (quartier de
Virgile) et toutes agences.
Résidences ALPES PROVENCE
Résidences Variétés,
Rue Magali Le Capex
83120 SAINTE-MAXIME
Tél. : (94) 96.15.87

AUX BAUX DE PROVENCE

Une affaire unique
dans un site d'exception
le mas du chevrier
Villas de 4 à 6 pièces. Piscine, Tennis

Rens. et doc. : LA MAISON DU G. SCIC
Parc du Roy d'Espagne Marseille (9e) - Tél. (91) 73.90.00
13, Bd de Vaugirard Paris (15e) - Tél. 567.55.66

Le spécialiste de la belle villa - Côte d'Azur

vous propose à SAINT-PAUL-DE-VENCE superbe mas provençal récent, traité selon
grand luxe, poutres, cheminée, 330 m² habitables, dépendances
Parc 2.500 m², piscine, casino, vue - Prix 2.300.000 francs
International Spac - 13, boulevard Kennedy, 06800 Capes-sur-Mer - Tél. (93) 82.39.81



29 SEPTEMBRE
6 OCTOBRE

NOUVELLE AGENCE

LES VOYAGES DE M. DU SNOB

La vitrine de cette boutique de la rue Bois-le-Vent, dans le seizième arrondissement, laisse admirer une armée de bouddhas, en bronze ou en albâtre, thaïs ou afghans. Aux murs, des peintures sur toile et sous verre content à l'acheteur éventuel des scènes de chasse ou de sérénité. Hier, c'étaient des habits chargés de passements qui parlaient du Cange et une tapisserie qui devait embaumer le santal. Une boutique de nippes ? Un magasin d'antiquaire ? Ni l'un ni l'autre, mais une agence baptisée Voyages, inattendue, sans catalogues et sans mappemonde. L'après-midi à ouvert, en février 1977, cette agence, Michèle Lamagnière se désolait. Elle avait suffisamment roulé sa bosse à travers le monde du tourisme pour savoir ce qu'elle voulait réaliser et ce qu'elle ne supportait plus. Justement, n'entraient dans sa boutique que « des gens odieux » avec lesquels elle ne parvenait pas à s'exprimer. « Ce sont les expositions qui m'ont saoulée, parce que les bijoux turkmènes accrochés aux murs ont fait fuir les croqueuses de Cartier », raconte-t-elle.

Elle a passé un accord avec un ami antiquaire, en lui proposant d'utiliser son agence pour exposer des « sporanalis » de prix et de goût : bijoux, vêtements de maharadjahs, tapisseries ou statuettes. Autour de ces expositions, elle a choisi d'organiser des soirées avec projections de films et de diapositives sur les pays concernés. Histoire de donner envie aux visiteurs d'aller voir eux-mêmes et « de se faire plaisir en préparant des voyages qu'on aurait envie de faire à la place du client ».

Michèle Lamagnière entend sélectionner à tout va. Pas de billeterie S.N.C.F. « On perd de l'argent, et ce n'est pas amusant ». Pas de ventes traditionnelles. « Ça rapporterait peu mauvais clients pour un bon ». Pas de catalogues. « Si j'obligais Hélène, ma collaboratrice, à ne vendre que des voyages sur brochure, elle me remettrait sa démission dans les quinze jours ».

Du « sur mesure », toujours du « sur mesure ». « Ça demande beaucoup plus de travail, car il faut obtenir des modifications du programme par téléphone de la part des tours operators qui préfèrent vendre une « comédie » standardisée, ce qui est stupide. Dans le tourisme, on ne peut pas gagner sa vie en vendant la même chose que le voisin ».

Il convient de voyager différemment. D'ailleurs, son en-tête de lettre est ainsi libellé : « Voyages du monde masqué ». Que signifie la formule ? « Un exemple : j'ai mis un temps fou à dénicher au centre de Bahia, au Brésil, un hôtel aménagé dans un couvent fortifié du seizième siècle bâti en pleine ville. J'en ai fait l'ombé amoureux. Descendre dans cet hôtel, c'est voyager autrement. Pourtant, lorsque je me suis trouvée avec des confrères dans ce Posada do Carmo, j'ai constaté qu'ils n'aimaient ni les mosaïques des salles de bains, ni le plancher de bois, ni le plafond haut de 7 mètres. Ils auraient préféré de la moquette partout et de l'intimité standardisée ».

Les clients de l'agence Voyages font partie du beau monde, « parce que ce sont eux qui ont des sous ». On peut aller un peu plus loin dans le portrait-robot. « Mon type de client ? L'homme d'affaires un peu snob que ses fantasmes amènent ici pour choisir son voyage. Il est snob, bien sûr, et veut découvrir paysages et impressions insolites... mais sans s'égarer ».

Le voyage « conçu main » a la réputation d'être hors de prix, mais Mme Lamagnière refuse cet axiome parce qu'elle aime aussi dénicher le charter le moins cher pour sa clientèle « Quartier Latin » et qu'elle n'a pas intérêt à jouer la facilité. « Admettons que je vende un billet ordinaire Paris - New-Delhi de 8 000 francs, je vais à 11 % commissionner 100 francs dit-elle. En revanche, si je débite le même vol en charter (4 000 F), je percevrai une marge de 10 %, soit 400 F. » (C.Q.F.D.)

LES CHIFFRES DE L'O. M. T.

(Suite de la page 23)
Une étude détaillée sur le rôle des sociétés transnationales dans l'industrie du tourisme ainsi que l'insertion de ce problème dans le cadre du dialogue Nord-Sud n'échappent pas aux préoccupations de l'O.M.T. Celle-ci insiste cependant surtout sur les avantages économiques que peut procurer le tourisme en créant de nombreux emplois au sein de classes désavantagées. Son rapport précise encore que « le tourisme est de plus en plus un besoin fondamental, une nécessité sociale, un droit de l'homme ». Sur la base de ces considérations, l'O.M.T. a décidé d'élaborer — en toute logique — une « déclaration des droits du touriste », ainsi qu'un code de conduite précisant les obligations de ce dernier. Et de conclure que l'expansion du tourisme convenablement contrôlée, analysée et orientée, contribuera « à créer un climat de bonne volonté et de paix internationale, à améliorer la qualité de la vie et à instaurer un monde plus équitable ».

La croissance constante du tourisme étant irréversible, comment ne pas se montrer pour une fois optimiste, même au cours d'une réunion des Nations unies ?

ISABELLE VICHNIAC.

NOUVELLE AGENCE
LES DE M. DU SAO

boutique ent dans loement, mais de en abbaux murs, et sous ur éven- se ou de as habits qu par- r le saas- ges ? Un M. Jan se hap- ne, sans pende- n révier hie La- sil. Elle sa bossa touraine volait: support- traient: des ge- éte ne est. Ce si n'ont- jux part- ners on de Car- ord avec si propo- ne pour als = de u. vé- tapess- ur de ce d'éraci- vations s sur les de dan- dy aller f de l'ère s'opère à la

LES C... DE L'...

Le premier dictionnaire des termes et abréviations du tourisme vient de paraître. L'éditeur Lexteur, il rassemble les termes anglo-saxons ou sigles utilisés par les professionnels et les transporteurs. L'ouvrage contient plus de mille définitions ou traductions de termes techniques, sigles et abréviations.

LES C... DE L'...

LES M... LE... L'...

LES M... LE... L'...

LES M... LE... L'...

POINT DE VUE

Camper à l'américaine

LES campings surpeuplés du bord de la mer, d'un lac, d'un site remarquable. On s'y promène, on s'y repose, on profite de la vue, de la beauté du lieu. C'est la « salle de séjour » de la vie au grand air.

En revanche, au camping, « chambre à coucher-cuisine » tout doit être pensé pour rendre la vie à la fois confortable et économique. Pour cela, il ne faut pas hésiter à l'installer relativement loin du site privilégié qu'il dessert : 5 kilomètres, 10 kilomètres, plus peut-être. Ce n'est, le plus souvent, qu'un acceptant cette contrainte que l'on pourra trouver l'espace assez vaste et assez bon marché (bois, landes, garrigue) pour aménager un large. La liaison entre les deux espaces se fera en voiture (le pourcentage des campeurs motorisés va croissant rapidement), en stop ou en transports collectifs. Il y a là pour les municipalités matière à exercer leur imagination.

CARNET DE VOYAGES

Le premier dictionnaire des termes et abréviations du tourisme vient de paraître. L'éditeur Lexteur, il rassemble les termes anglo-saxons ou sigles utilisés par les professionnels et les transporteurs. L'ouvrage contient plus de mille définitions ou traductions de termes techniques, sigles et abréviations.

La Tanzanie a prévu, en février 1977, la fermeture de la frontière entre les deux États. Les organisateurs de voyages ont été contraints de modifier leurs programmes de découverte du Kilimandjaro et de la plus belle faune du continent noir. Ainsi voit-on apparaître dans le programme de l'agence Africatours pour l'hiver 1978-1979 un « safari Tanzanie » qui, en dix jours, emmène le voyageur dans le cratère du Ng'orongoro ainsi que dans les parcs de Tarangire et du Selengey.

En revanche, au camping, « chambre à coucher-cuisine » tout doit être pensé pour rendre la vie à la fois confortable et économique. Pour cela, il ne faut pas hésiter à l'installer relativement loin du site privilégié qu'il dessert : 5 kilomètres, 10 kilomètres, plus peut-être. Ce n'est, le plus souvent, qu'un acceptant cette contrainte que l'on pourra trouver l'espace assez vaste et assez bon marché (bois, landes, garrigue) pour aménager un large. La liaison entre les deux espaces se fera en voiture (le pourcentage des campeurs motorisés va croissant rapidement), en stop ou en transports collectifs. Il y a là pour les municipalités matière à exercer leur imagination.

Un des avantages sociaux de ce camping à l'américaine est qu'il permet aux familles d'emmener de jeunes enfants. Ceux-ci, en effet, ne peuvent supporter longtemps la chaleur et le bruit d'un camping où l'on est entassé. Il faut donc leur procurer ombre et silence. Il faut aussi leur proposer des espaces où s'ébattre. De grands campings où les tentes sont isolées dans la végétation le permettent. Pour trouver la place indispensable au confort des campeurs avec enfants il faut donc renoncer aux campings les pieds dans l'eau.

LE 26 OCTOBRE DANS LES ANCIENS MAGASINS DU LOUVRE

Lever de rideau pour le Centre international d'antiquités

Il y a un an, nous annoncions la création prochaine, à Paris, d'un Centre international d'antiquités dans les anciens magasins du Louvre (le Monde du 8 octobre 1977). Cet article devait susciter de vives réactions parmi certains professionnels (le Monde des 29 octobre et 4-5 décembre 1977). Ceux-ci seront sans doute vivement déçus lorsque, le 26 octobre, les portes du Louvre des Antiquaires (7, place du Palais Royal) seront ouvertes au public. Ce centre, sans doute le plus important en Europe, regroupera deux cent quarante magasins (de 9 à 180 mètres carrés), répartis sur trois niveaux, totalisant 10 000 mètres carrés.

Outre une politique très stricte quant à la qualité et à l'authenticité de la marchandise, les responsables de ce « complexe » proposent quantité de services permanents, les uns destinés au public, les autres aux professionnels. Ces derniers disposeront, en effet, d'une chambre d'experts, d'un atelier d'ébénisterie pour les réparations de première urgence, de menuisiers, de transporteurs, de restaurateurs, d'experts comptables, d'inspecteurs et d'un service télé. Un club, « Le Cercle des Antiquaires », réservé aux deux cent quarante exploitants et aux professionnels de la profession, disposera d'un service de documentation spécialisée, d'une salle de photographie et d'une salle de projection permettant de présenter des pièces encombrantes ou rares, d'un tableau de petites annonces, d'une salle de réunion et d'un bar privé.

Le Louvre des Antiquaires sera ouvert toute l'année au public (entrée gratuite), du mardi au samedi, de 11 à 19 heures, le lundi étant réservé aux professionnels et mettra à la disposition des clients un centre d'informations sur les métiers d'art, un bureau d'expertises, un service de transports et des bars. Des restaurants y seront ouverts un peu plus tard. Une vaste salle de 500 mètres carrés accueillera, chaque mois une exposition thématique. Sont déjà prévus, en novembre, « Les trésors perdus » ; en décembre, « Les jouets anciens ». Pour 1979, on annonce notamment : art contemporain, bijoux, photographie, oculistique, patchwork, étains, machines à sous, art forain. Ces expositions, dont l'entrée sera également gratuite, seront complétées de conférences et signatures de livres.

Le Louvre des Antiquaires sera ouvert toute l'année au public (entrée gratuite), du mardi au samedi, de 11 à 19 heures, le lundi étant réservé aux professionnels et mettra à la disposition des clients un centre d'informations sur les métiers d'art, un bureau d'expertises, un service de transports et des bars. Des restaurants y seront ouverts un peu plus tard. Une vaste salle de 500 mètres carrés accueillera, chaque mois une exposition thématique. Sont déjà prévus, en novembre, « Les trésors perdus » ; en décembre, « Les jouets anciens ». Pour 1979, on annonce notamment : art contemporain, bijoux, photographie, oculistique, patchwork, étains, machines à sous, art forain. Ces expositions, dont l'entrée sera également gratuite, seront complétées de conférences et signatures de livres.

Le Louvre des Antiquaires sera ouvert toute l'année au public (entrée gratuite), du mardi au samedi, de 11 à 19 heures, le lundi étant réservé aux professionnels et mettra à la disposition des clients un centre d'informations sur les métiers d'art, un bureau d'expertises, un service de transports et des bars. Des restaurants y seront ouverts un peu plus tard. Une vaste salle de 500 mètres carrés accueillera, chaque mois une exposition thématique. Sont déjà prévus, en novembre, « Les trésors perdus » ; en décembre, « Les jouets anciens ». Pour 1979, on annonce notamment : art contemporain, bijoux, photographie, oculistique, patchwork, étains, machines à sous, art forain. Ces expositions, dont l'entrée sera également gratuite, seront complétées de conférences et signatures de livres.

Le Louvre des Antiquaires sera ouvert toute l'année au public (entrée gratuite), du mardi au samedi, de 11 à 19 heures, le lundi étant réservé aux professionnels et mettra à la disposition des clients un centre d'informations sur les métiers d'art, un bureau d'expertises, un service de transports et des bars. Des restaurants y seront ouverts un peu plus tard. Une vaste salle de 500 mètres carrés accueillera, chaque mois une exposition thématique. Sont déjà prévus, en novembre, « Les trésors perdus » ; en décembre, « Les jouets anciens ». Pour 1979, on annonce notamment : art contemporain, bijoux, photographie, oculistique, patchwork, étains, machines à sous, art forain. Ces expositions, dont l'entrée sera également gratuite, seront complétées de conférences et signatures de livres.

Philatélie

FRANCE : timbres de « service » au Conseil de l'Europe. Également, l'augmentation des tarifs postaux a entraîné l'émission de deux nouvelles valeurs afin d'assurer le rattachement du courrier de « service » du Conseil de l'Europe. Même type. Nouveaux timbres : de la série qui débute le 22 janvier 1977 (1), avec l'adjonction (en haut et à gauche) du sigle des Droits de l'homme. (8F et 87/78).

FRANCE : championnat du monde de gymnastique. Les 19^{es} championnats du monde de gymnastique qui se déroulent à Strasbourg seront soulignés par l'émission d'un timbre commémoratif. Vente générale le 23 octobre 1978 (88/78). Retrait probable le 4 mai 1979.

FRANCE : championnat du monde de gymnastique. Les 19^{es} championnats du monde de gymnastique qui se déroulent à Strasbourg seront soulignés par l'émission d'un timbre commémoratif. Vente générale le 23 octobre 1978 (88/78). Retrait probable le 4 mai 1979.

Bureaux temporaires. 92 (7) Aubigny-aux-Épines (salle du foyer des jeunes), le 14 octobre. — Neuvième exposition philatélique.

Bureaux temporaires. 92 (7) Aubigny-aux-Épines (salle du foyer des jeunes), le 14 octobre. — Neuvième exposition philatélique.

Bureaux temporaires. 92 (7) Aubigny-aux-Épines (salle du foyer des jeunes), le 14 octobre. — Neuvième exposition philatélique.

ASIE VOYAGES Centre d'information Touristique L'ASIE A LA CARTE

Philatélie

Philatélie

Philatélie

Philatélie

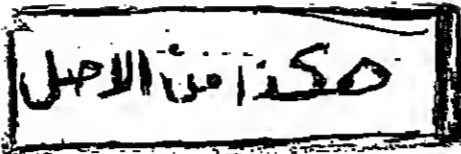
Philatélie

LA TUNISIE

Séjour en hôtel-club à HAMMAMET : du 1^{er} Janvier au 26 Mars 79 - 2 semaines. 2.330 F

le tourisme français 96, rue de la Victoire 75009 PARIS - Tél. 280.67.80.

China HONG-KONG · CANTON · HANGTCHOU · SHANGHAI · NANKIN · PÉKIN



Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
Avec PASTRY et autres - Pâtisseries - Bûches
à la bûche et Pâtisseries - Bûches à la bûche

Le Maniche
MUTRES, COGNAC, SPÉCIALITÉS
23, rue de Buci - Paris 6

Les Antiquaires
7, rue Montalembert - 344-38-37
PARKING MONTALEMBERT

Saint Germain de la Mer
une formule nouvelle des huîtres toujours recommandées de midi à 3 h du matin dans un cadre surprenant à partir de 25 F et carte 1^{er} restaurant audiovisuel idéal pour l'après-spectacle
2, rue du Sabot 16^e Tél. 222.84.50

Le Montgifièr
Dîner - Supper - Patis
LE RELAIS DE GENÈVE
Cuisine classique
Cuisine traditionnelle

LES TROIS MOUTONS
83, av. F.-Roussel - 8^e Salle climatisée
225-35-85
Fermé dimanche
la spécialiste parvenue des GRILLADES D'AGNEAU

LE BISTROT DE ST-PIERRE
Spécialités du Sud-Ouest en provenance directe de notre ferme
13, rue du Bouloi - PARIS-1^{er}
Tél. : 233-01-16
Fermé samedi midi et dimanche

EL PICADOR 387-23-87
DÉJEUNERS - DINERS
Spéc. FRANÇAISES et ESPAGNOLES
Séjour pour Bonquets de 10 à 100 couverts
80, bd des Bastognolles, 1^{er} P^{er} mardi soir et mercredi

« La côte de bœuf »
4, rue Souffier-Leroy, 75017 Paris.
Fermé samedi soir et dimanche.
223-15-50

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V - ELY. 71-78, BAL. 84-37

Au Diable Berlin
vous propose une spécialité allemande 1^{er} prix 1977 de la meilleure cuisine étrangère en France.
Dîner aux chandelles - piano de concert - fermé le dimanche
32, av. George-V - 75008 Paris
Commande prise jusqu'à 22 h 30

Le Chalut 94, boulevard des Batignolles (17^e)
SPECIALITÉS MARITIMES
La plus belle carte de poissons
salle climat. Fermé dim. et lun.

BESSIERE
Ses plats d'automne
574.10.60 & 574.08.46
97, avenue des Ternes
Fermé le dimanche

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)
Sa FABULEUSE CHOUCRUTE
Le DÉLICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT D'OIE - POMMES SAUTÉES
CHOUCRUTE A EMPORTER - VINS D'ALSACE
KANTERBRAU
7, rue de la Motte 1945 10^e - 607.00.54 - DE 5 H DU MATIN A 2 H DU MATIN

LES TROIS LIMOUSINS
4, rue de Berr (9^e)
Salle climatisée
256-25-97, P. dimanche
LE SPECIALISTE
PARISIEN DE
GRILLADES DE BŒUF
OUVERT APRÈS LE SPECTACLE

RELAYS BILMAN
27, rue François-1^{er} (18^e) 359-33-01 - P. dim.
MÊME DIRECTION que l'ex-HOTEL CLARIDGE
ATTENTION et COURTOISIE.
Cuis. bourgeoise de classe sup^{er}.
Philippe COUDEBC (Maitre).
O.E.J. d'AFF. - NOS SPECIALITES
Carré d'agneau - Saute de veau
Lapereau en friandise - Soie aux
courgettes - Soufflé glacé chocolat
DINERS - SOUFFLE glacé chocolat

Dessirier
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
9, place Persin, Paris 17^e - 754-74-14

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 76 F
SPECIALITÉS A LA CARTE
Ternot grillé béarnaise - Canard au crottin d'oie
Paella à la valencienne - Soufflé aux framboises
SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DÉJEUNERS - PÂTES - DINERS
122, av. de Wagram (17^e) - 227-61-58, 84-24 / F/Dim. - Park. ext.

Charlot
Roi des Coquillages
12, place Clichy, Paris-9^e - 874-49-64 et 65
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

La Mezaya
Cafétéria MEDITERRANÉENNE
Un établissement complet dans un cadre authentique et somptueux
Déjeuners, dîners, Diners
E. et M. Méditerranée (9^e) - 873-86-47
Fermé le dimanche

Julien
16, rue de la Fontaine-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

SON BANC D'HUITRES
63, rue de la Fontaine-Saint-Denis - 770-13-59 (P. dim.)

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
Face Gare du Nord
tous les jours

PIERRE
A LA FONTAINE GAILLON
Place Gaillon
OPE. 87-61 - F/Dim.
Maison de réputation mondiale
SA CARTE et ses spécialités
SES FRUITS DE MER ET POISSONS
Déjeun. d'affair. - MENU 69 F
A part. 13 h. - Fermé le dimanche

LES TROIS LIMOUSINS
4, rue de Berr (9^e)
Salle climatisée
256-25-97, P. dimanche
LE SPECIALISTE
PARISIEN DE
GRILLADES DE BŒUF
OUVERT APRÈS LE SPECTACLE

RELAYS BILMAN
27, rue François-1^{er} (18^e) 359-33-01 - P. dim.
MÊME DIRECTION que l'ex-HOTEL CLARIDGE
ATTENTION et COURTOISIE.
Cuis. bourgeoise de classe sup^{er}.
Philippe COUDEBC (Maitre).
O.E.J. d'AFF. - NOS SPECIALITES
Carré d'agneau - Saute de veau
Lapereau en friandise - Soie aux
courgettes - Soufflé glacé chocolat
DINERS - SOUFFLE glacé chocolat

Dessirier
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
9, place Persin, Paris 17^e - 754-74-14

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 76 F
SPECIALITÉS A LA CARTE
Ternot grillé béarnaise - Canard au crottin d'oie
Paella à la valencienne - Soufflé aux framboises
SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DÉJEUNERS - PÂTES - DINERS
122, av. de Wagram (17^e) - 227-61-58, 84-24 / F/Dim. - Park. ext.

Charlot
Roi des Coquillages
12, place Clichy, Paris-9^e - 874-49-64 et 65
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Plaisirs de la table

Les huîtres flambent

Et bien, les mois en « R » ont un petit air inflationniste, une fois de plus ! Les huîtres ont augmenté de 15 % pour la rentrée et ce n'est qu'un début, disent les ostréiculteurs. Par huîtres, l'entendu les plates (notre ahuille) et principalement les belons (les marennes semblent avoir complètement disparu). Les creuses (*Gryphaea angulata*) ne sont pas, scientifiquement parlant, des huîtres.

A quel cette augmentation tient-elle ? Certes, l'écologie à l'envers influe-t-elle sur le destin de ces huîtres plates, victimes des pollutions et d'épaves imprévues. Mais aussi leur élevage se révèle moins rentable que celui des creuses. Et à présent, les creuses elles-mêmes victimes de la pollution, ont été relayées par d'autres gryphées venues du Japon, plus robustes. Mais moins savoureuses, incontestablement. Du moins à mo-

di. En tout cas, les plates ont augmenté et augmenteront encore, ce qui doit inciter le gourmet à choisir les restaurants où elles sont présentées au mieux.

Où saluera d'abord ceux où l'huître est élevée et gardée en eau non seulement de mer, mais encore tenue, régulièrement, riche en plancton et à la température « naturelle ». C'est Jacques Manière qui, le premier, fit installer de tels viviers, et j'écrivis alors que le temps viendrait où nul restaurateur ne pourra s'honorer de servir des huîtres sans ce coûteux appareillage. Pour l'instant, Manière est à Paris — le seul à présenter un plateau de fruits de mer dont chaque élément soit, à l'instant, de viviers à la température de la mer (Dodin-Bouffant, 24, rue Frédéric-Sauton Paris-5^e. Tél. : 325-25-14) avec aussi, mais en banlieue, la *Victoire Fontaine* de Maisons-Laffitte (8, avenue Grétry. Tél. : 982-01-78).

ans de direction de Jacqueline Milan.

Les Parisiens savent depuis longtemps que le banc de fruits de mer d'Édgar (4, rue Marbeuf (8^e). Tél. 358-85-92) est l'un des plus séduisants de Paris, et, avec celui du *Dodin-Bouffant*, du meilleur rapport qualité-prix. Les huîtres creuses viennent, ici, de Saint-Vaast-la-Hougue et sont régulièrement livrées, fraîches et savoureuses mais il y a pas mal de japonaises dans les tas, hélas !, et les plates ont suivi l'augmentation, au grand dam de l'écouleur, Pierre-le-Gaulois-moustachu : 45 F les six belons double zéro, c'est un prix ! L'an dernier, elles valaient 36 F. Je crois, Dira-t-on, à leur propos, ce que Jean-Louis Vaudouy disait des mangeurs de truffes : « Il en existe deux races, ceux qui savent qu'elles sont chères parce qu'elles sont rares et ceux qui croient qu'elles sont bonnes parce qu'elles sont chères » ?

LA REYNIÈRE.

TROIS DINERS A GENÈVE
Les Rencontres gastronomiques internationales 78 se tiendront les 18, 19 et 20 octobre à Genève (hôtel du Rhône). Trois diners de gala seront cette fois consacrés aux vins de France.

Un dîner champenois préparé par Gérard Boyer (de la « Chauxmère » à Reims), arrosé par le coré La Reynière (Perrin-Jonét), le Bouzy de Jean Vesselle et le Grande Cuvée de Krug.

Un dîner bordelais réalisé par Francis Garcia (« La Réserve », à Fécamp), avec, notamment, une bisque de pigeons au Rayne-Vigean, de grands Médoc et, pour conclure, les amarrages de Francis Darroze.

Un dîner bourguignon, enfin, présenté par Bernard Loloan (« La Côte-d'Or », de Saligny), avec, en apothéose, les grands vins de Bourgogne sur les trois « grandes » formations du pays : Epénoles, Cîteaux et Chabotte.

* Tous renseignements : Hôtel de Reims, quai Turcotteau, tel. 31-96-31.

C.C.A.
BORDEAUX-BORGOGNES CHAMPAGNES ET ALCOOLS
OUVERTURE D'UN MAGASIN SPECIAL COMMANDES DÉJEUNERS - DINERS - VENTE RECLAME DIMANCHE 1^{er} P. 19 h
EGALEMENT SERVICE CADEAU D'ENTREPRISE
51, Av. Motte-Picquet
1^{er}, tél. 308-49-10. Spéc. marocaines 308-26-55 (voir calendrier)

PANTER
SIGAREN
100 CIGARETTES
100 CIGARETTES

Au rayon des bonnes maisons « marines », il faut mettre à part le *Duc* (son plateau de fruits de mer « sauvages » est aussi très amusant), 243, boulevard Raspail (14^e). Tél. : 322-59-58. Et puis noter : le *Chalut* 194, boulevard des Batignolles (17^e). Tél. : 387-26-84), au classicisme certain, mais dont la pérennité incontestable vaut, comme dirait Michelin, « le débour » avec la robe vinaigrée et supérieure à celle au beurre noir ou coquette, et le fameux soufflé au citron) ; *Pétrus* (12, place du Maréchal-Juin (17^e). Tél. : 751-53-52), qui s'affirme comme le grand restaurant de poisson et de fruits de mer du quartier ; *Paillard* (38, bd des Italiens (9^e). Tél. : 824-49-61), où la marée sur le boulevard ; *Fruiter* 19, rue Duphot (1^{er}). Tél. : 280-36-04), qui, depuis qu'il a changé de direction, s'est dépoussiéré (il en avait besoin) et reste l'ambassade de tout ce qui vient de la mer ; les *Perles* (restaurant du George-V, 31, avenue George-V (8^e). Tél. : 723-54-00), maison luxueuse dont le banc de fruits de mer est particulièrement soigné ; la *Closerie des Lilas* (171, boulevard du Montparnasse 14^e). Tél. : 633-21-88), où l'on fêtera prochainement les vlogt-cinq

● Dans la halle de Montceau les propriétaires ont remis en état un vieux moulin. Pour s'amuser, ils ont moulu quelques kilos de froment puis ont demandé au boulanger du village de leur faire du pain. Pain remarquable et « comme sorcelois ». Les c'étaient compter sans la répression des fraudes qui est venue dresser double procès-verbal. Comme me l'écrivit Robert Goffard, l'œnologue belge qui a goûté ce pain : « On aimerait que vos pouvoirs publics soient plus diligents dans des domaines où la fraude est réelle et connue. » La chapitulation, par exemple.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur
VILLEFRANCHE-SUR-MER
HOTEL WELCOME *** N.N. Repas bord de l'eau. Belles chambres vue mer. - Ecrire ou Tél. (93) 80-88-81.

Mer
ILE DE JERSEY
(Des Anglo-Normandes)
L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (120 km sur 10 km, 75.000 habitants) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Dans ce curieux petit Etat indépendant, situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre, les petites pensions violentent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe. Pour apprécier le calme, la nature, les petits ports, les immenses plages, en campagne, les auberges, les pubs et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping détaxé à faire rêver.
Partez en bateau, par hydroplane à Saint-Malo, Carrieff, Portball, Granville, Fort Carter, Saint-Malo, Parville et grandes villes du Cotentin. Paris-Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud (B.L.A. Réservations Tél. 024-90-98).
C'est une bonne idée pour un long week-end ou un petit séjour.
Pour documentation, en couleurs, écrire, en timbrant à 1.70 F à Office National du Tourisme, Service France Ltd 3, Jersey (Des Anglo-Normandes).

Montagne
25490 SAINT-YERAN (Hautes-Alpes)
Les chalets du Villard, T. (92) 43-82-08
Chambres 2 à 3 personnes avec cuisinettes. Elevé : ski ; piste, fond.

Allemagne
FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{er} classe, centre, près gare centrale - Wiesbaden/Paris 28 h. - Tél. 1949/611/230571 TX 05-1260.

Angleterre
KENSINGTON, LONDON
Duo attention exceptionnelle près du Metro South Kensington P. 80-90, breakfast anglais, tasse incluse. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place London SW7 3JA. Dir. E. Thonn - 01-589.8288.

U.S.A.
MIAMI-BEACH (FLORIDE)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan, chambre avec bain, w.c., T.V., plage et piscine privées, restaur., bar, etc. Directeur français. Ecrire : 6551 Collins avenue, Miami-Beach Florida 33141 U.S.A., dépliant gratuit.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA	CLICHY - BLANCHE	GRANDS BOULEVARDS	MABILON	SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE	SAINT-AUGUSTIN
LA BONNE TABLE, 42, rue Fricot, 339-71-91. Douze spécialités polonaises.	LA CLOCHE D'OR, 3, rue Maosart, 874-48-88. Déj., din., soup. jusq. 4 h.	F.L.O., 63, bd Saint-Denis, 770-13-59 P/dim Jusq. à 2 heures matin. Fôie gras frais 28 F.	LA FOUX, 2, rue Clément (8 ^e). P. dim., 225-77-80. Alex aux fourneaux.	KATOU, 78, r. La Botte, 358-97-83 P/dim Spéc. moutons et fraco.	LE SARLAOIS, 2, rue de Vienne, 522-23-82. Cassoulet 38 F. Coof. 38 F.
AVRON RIMATEO, 8, r. Poincaré, 370-41-03 P-mardi Spéc. potage P.M.R. 00 F	DENFERT - GAITE TELEMAQUE, 15, rue Roger, 14 ^e Cuis. traditionnelle bretonne. 358-96-38	INVALIDES NUIT DE ST-JEAN, 29, r. Surcouf, 351-81-49 P/O Cassoulet, omelette au vin.	MONTFARNAISE SHINTORYO, 22, r. Delambre, 328-45-08. Barbecue coréen, spéc. japon. CHEZ UANSEI, 8, place de la Bastille, 348-99-42. Cuis. asiatique traditionnelle.	SAINTE-LAZARE TOKYO, 9, r. 1915, 381-19-04 Spéc. japonaises, barbecue coréen T.I.J.	TUILERIES LA SOULANGERIE, 260-80-81, 199, rue St-Hippolyte. Déj., aff. Din., spect. Fermé lundi
BAC - RASPAIL AFN BELLES GOURMANDES, 5, r. Paul-Louis-Courrier, 348-37-08. Omelette délicieusement cuisinée.	ÉTOILE LE RUOE, 11, av. Ode-Armée, 500-12-21. P/dim soir Menu 30 F T.C.	ILE SAINT-LOUIS LES PASTOUREAUX, 30, r. Saint-Louis-au-Lait, 833-87-87. Midi et soir Fermé mercredi	ODÉON LA MENAGÈRE, 12, rue Serran, 363-44-30. Sa carte 41 F Din. d'hôte.	SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS GUY, 6, rue Maitton, ODE. 87-41. Brésilien de 20 h. à 2 h. du matin.	VAUGIRARD LA TAVERNE ALSACIENNE, 280, r. de Vaugirard, 828-80-80. Un des meilleurs bouillottes de Paris
BLANCHE PIZZERIA CAMPO VERDE, place Blanche, 808-07-97, Jr et nuit. Spéc.	GARE DE L'EST ARMES DE COULMAR, 13, r. St-Michel, 1915, 208-91-50. Spécial. alsaciennes	LES HALLES ILE DE LA REUNION, 119, rue St-Hippolyte, 233-30-93. P/dim. Spéc. du Curry.	PALAIS-ROYAL CHEZ KATY, 17, r. J.-J.-Rousseau, 323-44-30. Sa carte 41 F Din. d'hôte.	SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS LE PETIT ZINC, 25, r. du Suef, 8 ^e . ECHAUOE, 21, rue de l'Ébéniste, 033-79-02. 19 h. à 2 h. mat. et dim. Fois frais	VICTOR-HUGO BRASSERIE CROMWELL, 227-07-75 T.I.J. 131, av. V.-Hugo. Fois gras fr.
CHAMPS-ÉLYSÉES Avenue des Champs-Élysées N° 142 COPINIAQUE, 1 ^{er} étage FLORA DANICA, sur son agrèble Jardin. ELY. 30-41.	GARE DE LYON L'ENCAPOPE EN TOURNAISE, 24, r. Trévinsère, 343-14-98. Spéc. P/dim.	PORTE DORÉE CAYEAU P-VILLON, 84, rue Arbre-Sec, 238-10-92. On sert jusq. 0 h 30. Rue Étienne-Marcel	PLACEMENT WEPLER, 14, pl. Clichy, 323-53-23. Sous-banc d'huîtres, spéc. poissons.	SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS PÉTITE CROISSANT, 28, rue de Grenelle, 243-12-25. Menu 35 F.	VILLIERS EL PICADOR, 80, bd Salignolles, 387-28-87. P-mardi soir, mercredi Jusq. à 100 couv. Paella, sarzuela.
CERCHE-MIDI TAVERNE BASQUE, 43, r. Cherche-Midi, 232-21-07. Spéc. Sud-Ouest. Civet, confit, lero + menu spéc.	GARE DU NORD A LA VILLE DE DUNKERQUE, 24, r. Dunkerque, 878-02-47 Jus 1 h. TERMINUS NORD, 23, rue de Dunkerque, 851-18-72. Sp. alsaciennes.	REPUBLIQUE Rue Coq-Héron N° 5 GERARD BESSON, 233-14-74. P/dim. sam. et dim. Réservation Jusq. à 22 h. 30.	REPUBLIQUE STHOLA, 271, av. Daumesnil, 340-94-41. P-mardi. Spéc. basques (ironit canard)	NEUILLY (Métro Sablon) MONMAYON J. STORNE, 78, av. O.-de-Gaulle, 147-43-64. Patis. Crustac.	MALLES DE RUNGIS GRAND PAVILLON, 888-98-94. Patis. crust., fruits mer. Ouv. lun. P/dim.

Flambent

pièces ont... ceux qui gardés en... à la ten...

TOURISTES HOTELS... Côte d'Azur... Mer... ILE DE JEZS...

Jeux échecs N° 782

IL SUFFIT D'ATTENDRE

(vingt-septième partie du match, 28 septembre 1978) Blancs : V. KORTCHNOV Noirs : A. KARPOV

1. ♘d4 C18 22. Df4 Df1 6. ♖-d4 C64. A décrire est... cause de la réplique...

7. ♘c4 C64 27. Rg2 Tg-af (1) 10. ♖c6 Fb7. Il Ods. Salon Botwin...

11. ♖c6 Fb7. Il Ods. Salon Botwin... un meilleur plan consiste en...

12. ♖c6 Fb7. Il Ods. Salon Botwin... un meilleur plan consiste en...

SOLUTION DU PROBLEME N° 181 A. TROITZKY, 1924 Blancs : Rb2, Fd7, Cb5 et g7, Fc3...

bridge N° 779

RECULER POUR MIEUX SAUTER

Ann. : S. don. Tons valn. Sud Ouest Nord Est 1 ♠ passe 2 ♠ passe

2SA passe 4SA passe 5 ♠ passe 8 ♠ passe. Ouest ayant entamé la dame de trèfle...

Voilà le déroulement du coup : as de trèfle, as de pique, valet de cœur, trèfle, pique, roi de trèfle...

Le 7 de cœur est coupé et surcoupé par le 8 de pique de Sud qui joue carreau afin de faire les deux dernières levées avec roi et valet de pique.

LE GRAND ÉCART D'AUHAGEN Composé par le champion allemand Ulrich Auhagen...

PENTASCARBLE N° 43 de M. BURROCHER (Chevreuil) Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de sept lettres...

scrabble N° 43

PLUS « COOL » QUE « RÉAC »

Plus « cool » que « réac », c'est ainsi que nous apparaît l'édition 1978 du Petit Larousse Illustré...

modérée : CLAM, mollusque ; COMPUTER (n.m.), calculatrice ; COOL, style de jazz (n.m.)...

Table with 4 columns: TIRAGE, SOLUTION, REF., POINTS. Lists words and their corresponding points.

NOTES Le N° de REMBRUN : NEGATON, 70. Le coup amonable de M. (FILOTISSE, M. & 73) NOLINIAIS...

Résultats : 1. Mme Soussan, 918 ; 2. Adad, 863 ; 3. Mlle Bernard, 836. Résultats finals : 1. Adad, 2. Mme Soussan ; 3. Labbé ; 4. Mlle Bernard ; 5. Sorocot.

Le dictionnaire de référence est le « PLI » (Petit Larousse Illustré). Les cases horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; les cases verticales, par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical.

Hippisme

LA LOI DES PRINCES ET DE LA PELOUSE

L'achose hippique est pleine de paradoxes. Nous tenons, avec Alleged, un des plus grands champions de l'histoire de l'Arc-de-Triomphe. Il a gagné cette course, dimanche, pour la seconde fois, doublé qu'avait seulement réussi, avant lui, cinq vainqueurs : Ksar, Matric, Corrida, Tantème et Ribot.

venir vite dilué. L'explication tient probablement à la qualité même qu'il a démontrée. Seuls, l'éclair à la drame sont indélébiles. Or, avec Alleged, pas d'éclair : il est suffisamment supérieur aux autres pour leur fausser compagnie à 300 mètres du poteau, sans coup d'éclat apparent, dans un grand mouvement tranquille.

ou tirage au sort, de la place numéro un à la corde. Elle se retrouvait donc en tête du peloton au bout de 200 mètres. Au lieu de l'y laisser, tout en tempérant le rythme de la course et en mesurant ses efforts — ce qu'avait si bien su faire Pigott lors de la précédente sortie de la jument, le 10 septembre — Shoemaker n'avait de cesse que deux autres chevaux lui ouvrirent le voie. Mais alors, les deux autres devenaient trois, puis quatre ; il craignait de se trouver enfoncé, se rapprochait. Trop : la jument était si nouvelle en tête, il la reprit une seconde fois, se trouvant définitivement englué dans le peloton et ne parvenant à s'en échapper que lorsque Alleged avait déjà pris la large. Une course exécrable. Les jockeys américains, rompus à une seule tactique : laisser leurs chevaux courir le plus vite possible du départ à l'arrivée, sont perdus sur les pistes européennes, dont la profil — notamment, à Longchamp, la fameuse côte — impose d'en imaginer d'autres. On l'avait déjà constaté à plusieurs reprises. Cette fois, on fut orienté. Le grand vaincu a été Acamas. Une excuse : le tirage au sort lui avait attribué la plus mauvaise place à la corde, la dix-huitième, celle de l'extrême extérieur. Il se trouva ainsi à accomplir une course solitaire, en flanc garde

du peloton, isolé contre celui-ci. Mais, même dans ces conditions, l'Acamas de juin n'aurait pas abdiqué dès le début de la ligne droite, comme l'a fait celui d'octobre. Entre juin et octobre, il y eut, se Ascol, le terrible course des King George où le poulain, portant pour la dernière fois les couleurs de Marcel Boussac, soutenu un duel sans merci contre les meilleurs chevaux d'âge anglais. Les King George sont devenus, dans le calendrier européen, la course à la mort, ce qu'était le Grand Prix de Paris, avec ses 3 000 mètres, avant que les grands chevaux ne s'en lassent systématiquement à l'écart. En 1978 — pour ne pas remonter davantage dans le temps — Groney, champion incontesté de l'année, et son aîné Bustinio s'y livrèrent un combat d'une telle acuité que les journaux anglais révélaient au rang de « course du siècle », être repris par un livre consacré à l'événement et qui obtint un succès de vente. Ni Groney ni Bustinio ne reparessaient jamais sur un hippodrome. Leur successeur, au palmarès de la course, était, l'an passé, The Minstrel, déjà vainqueur du Derby d'Époum. Lui aussi devait arrêter sa carrière. Les héros de 1978 n'ont pas, après la course, été plus heureux. Le vainqueur, le de Bourbon, a, depuis, été infortuné dans le Saint-Léger. Acamas l'a

été, dimanche, dans l'Arc. Hypothèse technique : les King George opposent pour la première fois — et sur le terrain souvent très sec de juillet — les meilleurs « trois ans » européens à leurs

Essayer de « se refaire » du haras. reprends donc probablement celui des pistes, l'en prochain. Au rang de ceux qui ont également besoin de « se refaire » : Gay Mésène, Monseigneur, Julio Marinar, Extircoeur, tous quatre très efficaces. A l'inverse, l'affaire a été bonne pour Dancing Maid, excellent troisième, Frère Basile (quatrième), à qui le terrain, soudainement et profondément avarié, a bien convenu, et Guendalini (cinquième). Sur l'ensemble de ses performances, celui-ci est un des tout premiers chevaux de l'année. Domage, pour sa carrière d'étaillon, qu'il ait d'extravagants jarrets en accents d'extravagance. Il est vrai que son grand-père maternel, Prudent, avait les mêmes. Pardon, au rang des heureux, aussi, le P.M.U. Il o encalonné, dimanche, 137 000 000 F d'enjeux. C'est 5 millions de francs au-dessus du précédent record, qui datait du dernier an daté des prix d'Amérique, le 29 janvier.

de Paris... TIER... L.S.A.

صحة من الاموال

CARNET

Fiançailles

M. André MIQUEL et Mme, née Jeanine Savatier. M. François de FONTETTE et Mme, née Micheline Lefèvre...

Décès

Jacques et Michèle Arbeit, Philippe Malhau, Odile et Marion, Mme Pierre Arbeit. Le docteur et Mme Pierre Petit...

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Oieu de Claude BEAUFUME. Une pieuse pensée est demandée à ceux restés fidèles à son souvenir...

Avril de messe

Eglise catholique universelle pèlerinage de Saint-Michel, Orléans le 8 octobre 1978, à 15 h. 30, grand-messe célébrée en latin...

Soutenances de thèses

Université de Paris-IV, lundi 8 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-René Aymès... Université de Paris-V, lundi 9 octobre, à 15 heures...

Présentation de collections précieuses

CHINE JAPON IVOIRES PIERRES DURES - BRONZES CORAUX - JADES MEUBLES. Exposition ouverte au public HOTEL RAPHAEL...

Communications diverses

La grande cérémonie commémorative de Bazarra (à la mémoire des millions de victimes juives de la barbarie nazie, morts sans sépulture) aura lieu le dimanche 8 octobre...

Le conseil du jour

n'oubliez pas de vérifier que vous avez quelques SCHWEPPES Lemna d'avance.

Presse

UNE QUESTION ECRITE SUR LES AFFICHETTES DE « DETECTIVE ». Mme Gisèle Moreau, député (P.C.) de Paris (13^e arr., dans une question écrite, l'attention de Mme le ministre de la condition féminine sur le problème posé par la publicité de Détective...

La direction et l'ensemble des collaborateurs de l'INSEP, l'associent aux membres de la famille de Claude BELLAVOINE, leur fondateur...

M. et Mme Mirel Boykian, ainsi que ses neveux et nièces de Marseille, de Turquie et du Canada, ont le douleur de faire part du décès de M. Halg BERBERIAN...

M. et Mme Maurice Olivier, ses beaux-parents, Mme Roger Le Men, sa belle-sœur, Mme Maurice Olivier...

M. et Mme Philippe Trollet, Isabelle, Pierre et Sophie, M. et Mme François Castals, Brigitte et Florence...

M. et Mme Jean LE MEN, survenu le 4 octobre 1978, à Reims. Prix pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, avenue Jean-Jaures, à Reims, le lundi 9 octobre 1978, à 14 h. 15.

Mme le professeur L. Le Men, son épouse, Les enseignants, le personnel et les étudiants de la faculté de pharmacie de Reims...

qui fut doyen de la faculté de pharmacie de Reims, chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques...

M. et Mme Jean Labat, M. et Mme Patrick Labat, M. et Mme Guy Riou et leurs enfants...

M. Marcel Rutin et ses enfants, Le docteur Michel Yvanovitch, Mme Dolores Prieto, ont le douleur de faire part du décès de M. Georges HUTIN...

Il a fait don de son corps à la médecine. Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à avoir une pensée pour lui en soutenant l'ouverture de l'Institut de la Vieillesse...

DROROT RIVE GAUCHE - S. 18 7^e arr. 7 oct. 14 h. 30. Exp. le 6 LITHOGRAPHIES MOERNES M. ROGNON, commissaire-priseur...

VENTE à VERSAILLES HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS DIMANCHES 8 OCTOBRE à 14 h. BEAUX ET RARES LIVRES ANCIENS...

VENTE à VERSAILLES M. P. et J. MARTIN, c.-pr. ass. 3, Imp. Cheval-Legers - S. 1. DIMANCHES 8 OCTOBRE à 10 h. 30 GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS...

Mme André E. Lombard, son épouse, M. et Mme Jean-Claude Smadja, sa fille et son gendre, Carole, Thierry, David, ses petits-enfants...

M. et Mme Jean LE MEN, survenu subitement le 4 octobre 1978, en son domicile, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 7 octobre 1978, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 118, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine...

M. et Mme Philippe Trollet, Isabelle, Pierre et Sophie, M. et Mme François Castals, Brigitte et Florence...

M. et Mme Jean LE MEN, survenu le 4 octobre 1978, à Reims. Prix pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, avenue Jean-Jaures, à Reims, le lundi 9 octobre 1978, à 14 h. 15.

Mme le professeur L. Le Men, son épouse, Les enseignants, le personnel et les étudiants de la faculté de pharmacie de Reims...

qui fut doyen de la faculté de pharmacie de Reims, chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques...

M. et Mme Jean Labat, M. et Mme Patrick Labat, M. et Mme Guy Riou et leurs enfants...

M. Marcel Rutin et ses enfants, Le docteur Michel Yvanovitch, Mme Dolores Prieto, ont le douleur de faire part du décès de M. Georges HUTIN...

Il a fait don de son corps à la médecine. Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à avoir une pensée pour lui en soutenant l'ouverture de l'Institut de la Vieillesse...

DROROT RIVE GAUCHE - S. 18 7^e arr. 7 oct. 14 h. 30. Exp. le 6 LITHOGRAPHIES MOERNES M. ROGNON, commissaire-priseur...

VENTE à VERSAILLES HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS DIMANCHES 8 OCTOBRE à 14 h. BEAUX ET RARES LIVRES ANCIENS...

VENTE à VERSAILLES M. P. et J. MARTIN, c.-pr. ass. 3, Imp. Cheval-Legers - S. 1. DIMANCHES 8 OCTOBRE à 10 h. 30 GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS...

M. et Mme Jean LE MEN, survenu le 4 octobre 1978, à Reims. Prix pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, avenue Jean-Jaures, à Reims, le lundi 9 octobre 1978, à 14 h. 15.

Mme le professeur L. Le Men, son épouse, Les enseignants, le personnel et les étudiants de la faculté de pharmacie de Reims...

qui fut doyen de la faculté de pharmacie de Reims, chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques...

M. et Mme Jean Labat, M. et Mme Patrick Labat, M. et Mme Guy Riou et leurs enfants...

M. Marcel Rutin et ses enfants, Le docteur Michel Yvanovitch, Mme Dolores Prieto, ont le douleur de faire part du décès de M. Georges HUTIN...

Il a fait don de son corps à la médecine. Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à avoir une pensée pour lui en soutenant l'ouverture de l'Institut de la Vieillesse...

DROROT RIVE GAUCHE - S. 18 7^e arr. 7 oct. 14 h. 30. Exp. le 6 LITHOGRAPHIES MOERNES M. ROGNON, commissaire-priseur...

VENTE à VERSAILLES HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS DIMANCHES 8 OCTOBRE à 14 h. BEAUX ET RARES LIVRES ANCIENS...

VENTE à VERSAILLES M. P. et J. MARTIN, c.-pr. ass. 3, Imp. Cheval-Legers - S. 1. DIMANCHES 8 OCTOBRE à 10 h. 30 GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS...

M. et Mme Jean LE MEN, survenu le 4 octobre 1978, à Reims. Prix pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, avenue Jean-Jaures, à Reims, le lundi 9 octobre 1978, à 14 h. 15.

Mme le professeur L. Le Men, son épouse, Les enseignants, le personnel et les étudiants de la faculté de pharmacie de Reims...

qui fut doyen de la faculté de pharmacie de Reims, chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques...

M. et Mme Jean Labat, M. et Mme Patrick Labat, M. et Mme Guy Riou et leurs enfants...

M. Marcel Rutin et ses enfants, Le docteur Michel Yvanovitch, Mme Dolores Prieto, ont le douleur de faire part du décès de M. Georges HUTIN...

Il a fait don de son corps à la médecine. Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à avoir une pensée pour lui en soutenant l'ouverture de l'Institut de la Vieillesse...

DROROT RIVE GAUCHE - S. 18 7^e arr. 7 oct. 14 h. 30. Exp. le 6 LITHOGRAPHIES MOERNES M. ROGNON, commissaire-priseur...

VENTE à VERSAILLES HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS DIMANCHES 8 OCTOBRE à 14 h. BEAUX ET RARES LIVRES ANCIENS...

VENTE à VERSAILLES M. P. et J. MARTIN, c.-pr. ass. 3, Imp. Cheval-Legers - S. 1. DIMANCHES 8 OCTOBRE à 10 h. 30 GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS...

UN ART UN METIER RENEL fourreur 5, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS 501-70-61 - 81-32

HALPHEN Fils 3, rue de la Pompe (Mueet) Habillement masculin actuellement COSTUMES FLANELLE LODEN CHEMISES COL ANGLAIS NOUVEAU PARKING FACE AU MAGASIN

véritable Loden outrichien coloris mode FORSUO LA MAISON DU LODEN 148 rue de Rivoli Paris 1^e tel. 295.13.51 métro Louvre Parking Place du Louvre

l'hiver... en Dior avec la nouvelle collection fourrure Christian Dior BOUTIQUE FOURRURE 30, avenue Montaigne - Paris 8^e 11 bis, rue François-1^{er} - Paris 8^e 12, rue Boissy-d'Anglas - Paris 8^e (près du Fg St-Honort)

la saison des ORCHIDÉES bouquets signés LACHAUME 10, RUE ROYALE

Bien dormir sur un bon canapé LA GUERANDE La Boutique du Canapé-lit PARIS (7^e) - 548-33-32 13 bis, rue de Grenelle

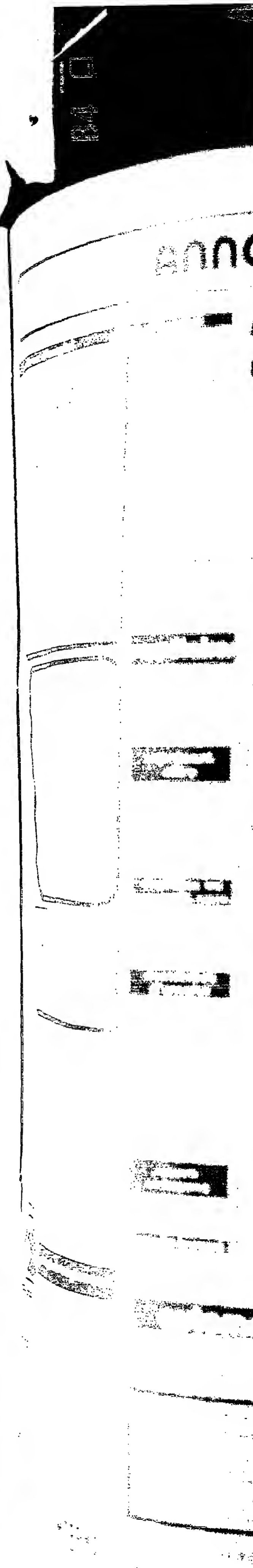
LATREILLE SON RAYON GRAND TAILLEUR Coupe "CRÉATION", 3 essayages Costumes et pardessus de 1950 à 2800 F 62, r. St-André-des-Arts, 6^e Parking attenant à nos magasins

DORIAN GUY 1948 - 1978 36, Avenue George-V, Paris 30^e ANNIVERSAIRE Haute mode masculine Collections automne-hiver PRIX EXCEPTIONNELS Jusqu'au 31 octobre Ouvert de 9 h 30 à 19 h sauf Lundi matin

Nous n'avons qu'une passion ALFA ROMEO alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e 566.09.09

Nous n'entretenons que des ALFA ROMEO alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e 566.09.09

Nous assurons les 3 garanties ALFA ROMEO alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e 566.09.09



صكيات الاموال

OFFRES D'EMPLOI	46,00	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	52,62
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	27,00	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,86
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES DE GRANDE CONSOMMATION

recherche :

dans le cadre de sa nouvelle politique commerciale

DEUX DIRECTEURS RÉGIONAUX DES VENTES

Le premier sur les régions I et III Nord-Nielsen, le deuxième sur les régions IV Centre, IV Est, V Est-Nielsen.

Ils seront chargés d'animer et de gérer une équipe de vendeurs déjà bien introduits dans les circuits modernes de distribution.

Les candidats devront prouver une expérience réussie de Direction d'une équipe de vente.

UN RESPONSABLE NÉGOCIATION

après des CENTRALES D'ACHATS

ayant déjà une bonne expérience des contacts avec les Centrales d'achats.

Eav. CV et prêt. à n° 81.953 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

ORGANISME DE TOURISME recrute et forme

QUINZE CONSEILLERS (ÉRES) DE SÉJOUR

Profil : 25 ans min., niveau de fin d'études secondaires. Bonnes connaissances anglaises et si possible espagnol. Nécessité bonne culture générale, dynamisme, qualités d'initiative et d'organisation. Expérience appréciée dans encadrement vacances et voyages.

Postes France et Etranger.

Renseignements : INFAP, Service P. Psychos. 51, rue Jacques Kabat, 91300 Nogent-sur-Merne. Tél. : 873-61-50.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES ET PETROLIERS

INGÉNIEUR CHIMISTE

ou assimilé pour venir en clientèle produits bactéricides et fongicides. Expérience de vente et de développement de ce genre de produits exigée. Envoyer CV, photo et prétend. à n° 767.120 M. Régis-Prasse, 25 bis, r. Réaumur, Paris-9^e, r. t.

L'immobilier

appartements vente

2^e arrdt.

7^e et 8^e étages, duplex, caractère, cuisine équipée, baign., wc, 310.000 F. 62-27-21.

4^e arrdt.

RAMBUTEAU, 2 pces, caract. 30 m², confort, calme, 250.000 F. Vendredi, samedi, 12 h. 17 h. 9, rue GÉOPHROY-LANGEVIN.

5^e arrdt.

ST-JULIEN-LE-PAUVRE

7 Pces et 4,5 Pces

Visite des locaux et vendredis de 14 h à 18 h. 30 ou 75-28-57.

PRES MOUFFETARD

Duplex 3 p., 70 m², parc, cf. 400.000 F. Tél. : 32-23-57.

6^e arrdt.

51, rue MONSIEUR-LE-PRINCE

SAMEDI de 10 h à 18 h.

Adopt. par décret, 10 pces, 120 m², entrée, cuisine, baign., 3 bns, cuis. équipées, confort, 400.000 F. Tél. : 32-23-57.

M^o ODEON

IMMOBILIER

de baign., w.c., tél. prix intéressants. 11 bis, rue LAURENCE, 11 bis, dim., lundi, 14 à 17 h.

DURCO

Immeuble récent, 12 confort, 10 pces, 21, bd du Montparnasse. Libre 3 pces, impeccable, 490.000 F. Vendredi, samedi, 15 à 18 h.

7^e arrdt.

MADEIRNE

Appartement de caractère de 112 m², à rénover. Me voir : jeudi, vendredi, 16 à 18 h. 11 bis, rue DE SURENE.

M^o BONNE-NOUVELLE

Bel imm., sur rue, soleil, entrée, cuisine, baign., 5 p., w.c., chauff. cent., tél. A rénover, 4 chbres de service, 3.400 F LE M².

St. r. d'HAUTEVILLE, n° 4 et 6. Samedi-dim., lundi, 15 à 18 h.

11^e arrdt.

M^o PARMENTIER

A voir 5^e, 7^e, 37 m², imm. anc., entrée, cuis., w.c., baign., 400.000 F. Tél. : 32-23-57.

12^e arrdt.

NATION - Récent

beau 4 p., cuisine, confort, balcon, 425.000 F. - 34-71-97.

13^e arrdt.

PATAY - TOULIAC

Bel imm., briques, ravale, 2 p., entrée, cuis., w.c., salle d'eau, 150.000 F avec 50.000 comptant. Téléphone : 32-23-57.

13^e - PLACE D'ITALIE

Port. vd pour étudiant apt 2 p., 32 m², très calme, 50 m² d'extérieur, soleil (st. ass.). Chauffage gaz individuel. Cve. 200.000 F. Tél. : 32-23-57.

13^e arrdt.

13^e arrdt. P. 5^e ét., asc., entrée, cuis., w.c., 160 m², baign., tr. clair, 330.000 F. st. 32-41-94.

14^e arrdt.

M^o Alesia

4^e ét., 4 p., 32 m², asc., 2 baign., 325.000 F. - 32-23-57.

4^e arrdt.

BEL IMM. PIERRE DE TAILLE

4 p., confort + service, 375.000 F. - 32-23-57.

EXCEPTIONNEL

Dans petit imm. gd stég. 4 p., 70 m², tr. bel apt. 3 pces, cuis., s. de baign., w.c., 3^e étage, ascens., 400.000 F. Tél. : 72-74-14.

PARC MONTSOURIS (grs)

p., calm., charm., dans jardins. Cuisine équipée, s/p., bain., dim. 14-19 h. entrée 102 m². Kellermann. Prix PARC MONTSOURIS 84, rue AMIRAL-MOUCHEZ, ravinant 3 pièces en duplex, parfait état, 3^e étage, charme, 295.000 F. - Samedi, 15-18 heures.

appartement achat

Part. cherche 3 p., cuis., S. de B., 35 m² min., ch. immob., soleil, quart. central, 250.000 F. max. Tél. : 32-23-57.

10 à 18 heures, ou laissez message à 366-56-56.

5^e arrdt. Recherche 2 pces, 35 m², 1^{er} étage, secteur 11^e, 12^e, 19^e, 20^e, Pair R.V., Ober, 275-85-81. Jean PELLÉ, 24, av. de la Motte-Picquet, 15^e, 564-05-75. Recherche Paris 15^e et 16^e, pour deux clients, appart. confort et immobilier. Paiement comptant.

Rech. appts 1 à 3 pces, PARIS, centre, 15^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, avec ou sans travaux, préférence pour cuisine, préférence. Ecr. Lagarde, 16, av. Dancie-Blanche, 9120 Fontenay-s-Bois.

constructions neuves

294, rue de BELLEVILLE

DU STUDIO DE 45 PICES

Imm. de qualité de 36 APPTS

Livrables octobre 1978

PRIX MOYENS 4.800 F le M²

Renseignements s/piece samedi, dimanche, lundi après-midi, ou S^o DAURY, 24, r. La Fayette (9^e) - Tél. : 323-15-52 et 15-72.

locations non meublées Offre Paris

2^e arrdt. Immeuble classé, studio indépendant, cuisine indépendante. Salle d'eau, w.c., 1.500 F charges comprises. Possibilité parking. 278-12-42.

15^e arrdt. PEUPLIER, imm. neuf, 2 p., 35 m², entrée, cuisine, baign., 2 ch., 1 s. de b., asc. 1^{er} entr. 1 suite de leu., 1 chauffage, 1 bureau, 1 salle de bain, 1.200 m². Prix 620.000 F. Tél. : 463-37-39, dom. 463-41-41.

15^e arrdt. VESUNY, Pav. conf. 405 m², 5 pces, stand, 700 m² terrain. Px 590.000 F. Visite samedi 7, de 14 h à 18 h. 8, rue des Charmes (Le Village).

maisons de campagne

15 km REPOY, quart. franc. Villa plain-pied, ch. Grd sél., cuisine, 2 ch., entrée, Comble aménageable. Terr. 1.000 m². 250.000 F à déb. T. (22) 32-19-54.

MORBIHAN - LE CADREAN - Belle résidence, centre place. Tr. beau duplex, Grd confort. Prix 500.000 F. Renseignements DAMIGNON J.-K. HERBASTIER Tél. : (97) 33-17.

villas

ST-GERMAIN-EN-LAYE

Calme forêt, jolie maison M^o 1978. 5 pces, 3 chbres, cuis. baign., construction impeccable. 250.000 F. Agence TERRASSA - LE VESINET - 978-95-90.

10 km Vill. Splendide villa 7 p., gd jard., avec parc direct sur Seine. Etat irréprochable. 2.500.000 F. Téléphone 32-61-35.

CHATEAU-MALABRY R.E.R.

SUPERBE VILLA

267 M² HABITABLES

3 s. bns, par. v. p., 2 s. fam. SOTI - 655-74-64.

PARC DE SCEAUX

ET ETRANGERS

plus belles villas. Tél. : 72-34-36.

MAREIL-SUR-MAULDRÉ

A VENDRE

5 pièces, 160 m², sur 170 m² de terrain. Prix : 565.000 francs. Téléphone : 09-91-11-19 h. CHATOU 3^e R.E.R. Vill. 12 à 19 h. 6 p. + 5 mansardes av. fenest. Cve. Grosse. Px : 500.000 F. Agence : 32-61-35.

CHANTILLY - GODVIEUX

Lisère, 4 pces, confort, ch. et chevron 20 minutes Paris-Nord

RESIDENCE PRINCIPALE

maison à la française, architecture élégante, choix de matériaux, grands terrasses de 500.000 F. 70.000 F.

Piscine privée, ombr. sur le domaine, PARC DES AIGLES. Téléphone : 41-57-32-62.

fermettes

107 Construction en PIERRE

portées, gdes cheminées, vitraux, poutres, gdes pces, 2 caves, grand aménagement. Terrain 2.000 m², 150.000 F. T. (61) 28-71-39

Fermette en Parloir - Sélour, 2 chbres, cuisine, dépendances, grand terrain 1 ha, neu. 84. 100.000 F. As. du Vignol, Mme Vignol, 74210 Ste-Alvère. Téléphone : (54) 67-70.

80 km Ouest ANET. Proximité rivière, forêt. Secteur protégé.

FERMETTE

anc. Cuis. à manger, salon, s. de bns, ch. et orr., et grande aménagement. Prix 270.000 F. 14 M D B I L I A S. Tél. (37) 64-08-39 et 64-07-36.

domaines

SOLOGNE

Très belle propriété et chasse, 207 ha bois, terres, étang, magnifique demeure style anglo-normand. Maison charm. Ferme moderne. LIBRE DE SUITE

CABINET LA SOLOGNE

41000 RONDANVILLE

Tel. (34) 74-40-92.

terrains

TROUVILLE - Côte, proximité MER, BEAU TERRAIN A BATIR viabilisé, 1.307 M². 14 M D B I L I A S. Tél. (34) 74-40-92.

UNIQUE. Vallée de Chevroux clairière boisée 7.500 m², 3 ton RER, Eau, 60 m² terrain, ch. 160 m², 150.000 F. - 09-91-11-19 h.

A vendre terrain à bâtir GUY-VERNET 1.000 m², 270.000 F. Créteil, 502 m², 250.000 F. Téléphone : 384-05-02/03-24.

viagers

LA RENTE VIAGÈRE

VEUT VITE ET BIEN.

6, BOUE N.D.I., 9, r. Lagrange, PARIS (9^e). - Tél. 632-71-47.

DIEBOLD FRANCE S.A.

recherche pour faire face à son expansion

3 INGÉNIEURS CONSEILS INFORMATIQUES

désireux de s'intégrer dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses, mais toujours de haut niveau.

NOTRE CHOIX SE PORTERA SUR :

des candidats pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise, soit dans une entreprise industrielle, soit chez un constructeur d'ordinateurs, soit dans un cabinet de conseil.

POUR CE POSTE, IL FAUT :

être diplômé d'une grande école, bilingue français/anglais (l'anglais devrait également être maîtrisé), avoir de solides connaissances en informatique et plus particulièrement en télé-informatique.

Envoyer C.V., photo et présentations à :

DIEBOLD FRANCE, 63, rue La Boétie - 75008 PARIS.

secrétaire

secrétaire de direction commerciale

technico-juridique, langue maternelle anglaise. - 26-41-42.

Rech. secrét. sténodact., expér. connait. anglaise, emploi stable. Ecr. n° 135, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

représent. offre

TISSAGE A LA MAIN

Fabrication artisanale de qualité recherche pour région parisienne, Nord, Est et Sud-Est V.R.P., introduct. - apporter féminin, 2-3 magasins de nouveauté, prêt-à-porter, aménagement et décoration. Ecr. J.-L. PERRIER, route des Trois-Lucs, 10190 A L L A U C H.

capitoux ou proposit. com.

STE CIVILE IMMOBILIERE

et STE HOTELIERE, situées, excellentes, belle région, Paris, affaires rares et lucratives, 30 ans expérience, accept. immédiate, 100.000 F. Cédulière toute rentable. COGAC, 479-80-81.

7^e arrdt.

10^e arrdt.

M^o BONNE-NOUVELLE

Bel imm., sur rue, soleil, entrée, cuisine, baign., 5 p., w.c., chauff. cent., tél. A rénover, 4 chbres de service, 3.400 F LE M².

St. r. d'HAUTEVILLE, n° 4 et 6. Samedi-dim., lundi, 15 à 18 h.

11^e arrdt.

M^o PARMENTIER

A voir 5^e, 7^e, 37 m², imm. anc., entrée, cuis., w.c., baign., 400.000 F. Tél. : 32-23-57.

12^e arrdt.

NATION - Récent

beau 4 p., cuisine, confort, balcon, 425.000 F. - 34-71-97.

13^e arrdt.

PATAY - TOULIAC

Bel imm., briques, ravale, 2 p., entrée, cuis., w.c., salle d'eau, 150.000 F avec 50.000 comptant. Téléphone : 32-23-57.

13^e - PLACE D'ITALIE

Port. vd pour étudiant apt 2 p., 32 m², très calme, 50 m² d'extérieur, soleil (st. ass.). Chauffage gaz individuel. Cve. 200.000 F. Tél. : 32-23-57.

13^e arrdt.

13^e arrdt. P. 5^e ét., asc., entrée, cuis., w.c., 160 m², baign., tr. clair, 330.000 F. st. 32-41-94.

14^e arrdt.

M^o Alesia

4^e ét., 4 p., 32 m², asc., 2 baign., 325.000 F. - 32-23-57.

4^e arrdt.

BEL IMM. PIERRE DE TAILLE

4 p., confort + service, 375.000 F. - 32-23-57.

EXCEPTIONNEL

Dans petit imm. gd stég. 4 p., 70 m², tr. bel apt. 3 pces, cuis., s. de baign., w.c., 3^e étage, ascens., 400.000 F. Tél. : 72-74-14.

PARC MONTSOURIS (grs)

p., calm., charm., dans jardins. Cuisine équipée, s/p., bain., dim. 14-19 h. entrée 102 m². Kellermann. Prix PARC MONTSOURIS 84, rue AMIRAL-MOUCHEZ, ravinant 3 pièces en duplex, parfait état, 3^e étage, charme, 295.000 F. - Samedi, 15-18 heures.

locations non meublées Offre Paris

2^e arrdt. Immeuble classé, studio indépendant, cuisine indépendante. Salle d'eau, w.c., 1.500 F charges comprises. Possibilité parking. 278-12-42.

15^e arrdt. PEUPLIER, imm. neuf, 2 p., 35 m², entrée, cuisine, baign., 2 ch., 1 s. de b., asc. 1^{er} entr. 1 suite de leu., 1 chauffage, 1 bureau, 1 salle de bain, 1.200 m². Prix 620.000 F. Tél. : 463-37-39, dom. 463-41-41.

15^e arrdt. VESUNY, Pav. conf. 405 m², 5 pces, stand, 700 m² terrain. Px 590.000 F. Visite samedi 7, de 14 h à 18 h. 8, rue des Charmes (Le Village).

maisons de campagne

15 km REPOY, quart. franc. Villa plain-pied, ch. Grd sél., cuisine, 2 ch., entrée, Comble aménageable. Terr. 1.000 m². 250.000 F à déb. T. (22) 32-19-54.

MORBIHAN - LE CADREAN - Belle résidence, centre place. Tr. beau duplex, Grd confort. Prix 500.000 F. Renseignements DAMIGNON J.-K. HERBASTIER Tél. : (97) 33-17.

villas

ST-GERMAIN-EN-LAYE

Calme forêt, jolie maison M^o 1978. 5 pces, 3 chbres, cuis. baign., construction impeccable. 250.000 F. Agence TERRASSA - LE VESINET - 978-95-90.

10 km Vill. Splendide villa 7 p., gd jard., avec parc direct sur Seine. Etat irréprochable. 2.500.000 F. Téléphone 32-61-35.

CHATEAU-MALABRY R.E.R.

SUPERBE VILLA

267 M² HABITABLES

3 s. bns, par. v. p., 2 s. fam. SOTI - 655-74-64.

PARC DE SCEAUX

ET ETRANGERS

plus belles villas. Tél. : 72-34-36.

MAREIL-SUR-MAULDRÉ

A VENDRE

5 pièces, 160 m², sur 170 m² de terrain. Prix : 565.000 francs. Téléphone : 09-91-11-19 h. CHATOU 3^e R.E.R. Vill. 12 à 19 h. 6 p. + 5 mansardes av. fenest. Cve. Grosse. Px : 500.000 F. Agence : 32-61-35.

CHANTILLY - GODVIEUX

Lisère, 4 pces, confort, ch. et chevron 20 minutes Paris-Nord

RESIDENCE PRINCIPALE

maison à la française, architecture élégante, choix de matériaux, grands terrasses de 500.000 F. 70.000 F.

Piscine privée, ombr. sur le domaine, PARC DES AIGLES. Téléphone : 41-57-32-62.

fermettes

107 Construction en PIERRE

portées, gdes cheminées, vitraux, poutres, gdes pces, 2 caves, grand aménagement. Terrain 2.000 m², 150.000 F. T. (61) 28-71-39

Fermette en Parloir - Sélour, 2 chbres, cuisine, dépendances, grand terrain 1 ha, neu. 84. 100.000 F. As. du Vignol, Mme Vignol, 74210 Ste-Alvère. Téléphone : (54) 67-70.

80 km Ouest ANET. Proximité rivière, forêt. Secteur protégé.

FERMETTE

anc. Cuis. à manger, salon, s. de bns, ch. et orr., et grande aménagement. Prix 270.000 F. 14 M D B I L I A S. Tél. (37) 64-08-39 et 64-07-36.

domaines

SOLOGNE

Très belle propriété et chasse, 207 ha bois, terres, étang, magnifique demeure style anglo-normand. Maison charm. Ferme moderne. LIBRE DE SUITE

CABINET LA SOLOGNE

41000 RONDANVILLE

Tel. (34) 74-40-92.

terrains

TROUVILLE - Côte, proximité MER, BEAU TERRAIN A BATIR viabilisé, 1.307 M². 14 M D B I L I A S. Tél. (34) 74-40-92.

UNIQUE. Vallée de Chevroux clairière boisée 7.500 m², 3 ton RER, Eau, 60 m² terrain, ch. 160 m², 150.000 F. - 09-91-11-19 h.

A vendre terrain à bâtir GUY-VERNET 1.000 m², 270.000 F. Créteil, 502 m², 250.000 F. Téléphone : 384-05-02/03-24.

viagers

LA RENTE VIAGÈRE

VEUT VITE ET BIEN.

6, BOUE N.D.I., 9, r. Lagrange, PARIS (9^e). - Tél. 632-71-47.

GRUPE DE PRESSE

recherche pour son IMPRIMERIE à Paris (30 personnes)

DIRECTEUR TECHNIQUE CONFIRMÉ

ayant une bonne expérience de la photocomposition et de la rotative offset. Appt au commandement et au travail en équipe. Il sera chargé de l'animation et du développement de l'imprimerie.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et présentations. Ecrire n° 8189 « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS-9^e.

ORGANISME AGRICOLE

recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Niveau min. : 1^{er} cycle droit. Spécialisations fiscale et comptable exigées.

Adr. C.V. et présentations à :

REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-9^e. Clinique Mutualiste Européenne, André, 197, rue Trarieux, 69003 LYON, si demande.

INGÉNIEUR HOSPITALIER

ayant connaissance chauffage, climatisation. Envoyer C.V.

METREUR

Maintenant qualifié pour prendre responsabilité service Métre, si capable. Le candidat devra être capable de faire quelques démarches commerciales. Ecrire avec références pour r-v 72 bis, rue Philippe-de-Girard, PARIS 19^e.

demandes d'emploi

J.H., 30 a., Maître sciences exactes, section F.A.P., 4^e groupe, étudiant issu Proposition bacc. ou en établissement, financier, Ecr. n° 672, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris.

H. 35 a., niv. doct. marketing, ICC ICI, disp. et mobile. Et. tit. pr. Ecr. n° 131, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris.

J.F., dipl. C.A.P. Dactylo-Comptable, correspondance avec langues anglaise, B.E.P., ch. empl. stable. Ecr. n° 672, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

J.F., 38 ans, secrét. post., très bonne présent., comm. commerc. ch. par. opport. bon. Ecr. de prêt, sde mobil. contact. client. Téléphone : 303-67-93.

15^e arrdt.

10^e arrdt.

M^o BONNE-NOUVELLE

Bel imm., sur rue, soleil, entrée, cuisine, baign., 5 p., w.c., chauff. cent., tél. A rénover, 4 chbres de service, 3.400 F LE M².

St. r. d'HAUTEVILLE, n° 4 et 6. Samedi-dim., lundi, 15 à 18 h.

11^e arrdt.

M^o PARMENTIER

A voir 5^e, 7^e, 37 m², imm. anc., entrée, cuis., w.c., baign., 400.000 F. Tél. : 32-23-57.

12^e arrdt.

NATION - Récent

beau 4 p., cuisine, confort, balcon, 425.000 F. - 34-71-97.

13^e arrdt.

PATAY - TOULIAC

Bel imm., briques, ravale, 2 p., entrée, cuis., w.c., salle d'eau, 150.000 F avec 50.000 comptant. Téléphone : 32-23-57.

13^e - PLACE D'ITALIE

Port. vd pour étudiant apt 2 p., 32 m², très calme, 50 m² d'extérieur, soleil (st. ass.). Chauffage gaz individuel. Cve. 200.000 F. Tél. : 32-23-57.

13^e arrdt.

13^e arrdt. P. 5^e ét., asc., entrée, cuis., w.c., 160 m², baign., tr. clair, 330.000 F. st. 32-41-94.

14^e arrdt.

M^o Alesia

4^e ét., 4 p., 32 m², asc., 2 baign., 325.000 F. - 32-23-57.

4^e arrdt.

BEL IMM. PIERRE DE TAILLE

4 p., confort + service, 375.000 F. - 32-23-57.

EXCEPTIONNEL

Dans petit imm. gd stég. 4 p., 70 m², tr. bel apt. 3 pces, cuis., s. de baign., w.c., 3^e étage, ascens., 400.000 F. Tél. : 72-74-14.

PARC MONTSOURIS (grs)

p., calm., charm., dans jardins. Cuisine équipée, s/p., bain., dim. 14-19 h. entrée 102 m². Kellermann. Prix PARC MONTSOURIS 84, rue AMIRAL-MOUCHEZ, ravinant 3 pièces en duplex, parfait état, 3^e étage, charme, 295.000 F. - Samedi, 15-18 heures.

locations non meublées Demande

Pour société européenne ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-37-02.

locations meublées Demande Paris

SEURCES ETRANGERS

Pour cadres mutés Paris rech. DU STUDIO à 5 PICES. LOYERS FAUTS par états ou aménagements - 283-11-00.

Urgent. Rech. pour 1 mois Studio duplex et ch. désh. Dans P. 5^e, 10^e, Boulogne, côté 10^e ou Neuilly. Px raison. Téléphone : 09-91-11-19 h. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e. Etudiant en architect. rech. 2 pces, 35 m², 1^{er} étage, ascens., 200.000 F. Ecr. n° 672, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e. Recherche à louer 2 Paris ou région parisienne de 2 à 4 pièces. Ecr. à 672, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e. Etudiants cherchent logements. APLI, 33, place Maubert, - 326-77-51.

immeubles

Europe, 24, rue Amsterdam (Bel), achète, urgente, imm. acquise, 141 198 avec 1 appart. libre. Paris ou Banlieue. - 224-82-84.

locaux commerciaux

SAINTE-DENIS (93)

PRES AERODROME DU NORD

Partic. loue hangar et bureaux de 650 m² sur terrain de 3.500 m², possibilité 4.500 m².

ACCES GROS PORTEUR.

Recherche à louer 2 Paris ou région parisienne de 2 à 4 pièces. Ecr. à 672, « le Monde » Pub. S. r. des Italiens, 75427 Paris-9^e. Etudiants cherchent logements. APLI, 33, place Maubert, - 326-77-51.

bureaux

NEUILLY-DEFENSE, proximité, sur berges de la Seine, immeuble récent, 2^e étage, 800 m² bureaux agréables, convenant à Siège Social. Location ou Vente. SAINTE-FRANCOISE 78-20-20.

Dom. art. et commerc. Siège S.A.R.L. Rédaction P.C.A. et études, introductions juridiques, secrét. tél. télex, sur. A partir de 100 F. mois. 150 m² 10^e, 15^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. Tél. : 332-75-80 - 223-19-94.

Domestiques commerciales. Siège S.A.R.L. Rédaction P.C.A. et études, introductions juridiques, secrét. tél. télex, sur. A partir de 100 F. mois. 150 m² 10^e, 15^e, 17^e, 18<

équipement

TRANSPORTS

L'AVENIR DE LA S.N.C.F.

Les cheminots à l'échéance

Salaires, dorénavant, organisation du travail. Les grèves de cheminots ont des motifs particuliers mais s'inscrivent sur une toile de fond : la situation difficile de la S.N.C.F., qui traverse une période d'austérité et de perspectives bien propres à encourager les mouvements de mauvaise humeur auxquels on assiste.

Austérité d'abord, c'est l'aspect le plus sensible en ces temps de chômage, pour ce qui est des effectifs. La nombreuse armée du rail ne cesse depuis des années de voir s'amenuiser ses troupes : 300 000 cheminots environ en 1970, 280 000 en 1975, 5 000 à 6 000 en moins depuis le début de cette année. La grande saignée qui accompagne la suppression des 1 000 emplois a été vécue sans attention sans interruption. Elle ne causera pas au cours des années prochaines même si son rythme se ralentit. Elle s'est accompagnée, modernisation et amélioration du trafic aidant, d'une augmentation sensible (près de 70 % en dix ans) de la productivité de chaque agent, alors même que celui-ci travaillait au moyenne moins long-

temps. Peut-être, mais le constat reste évident : la S.N.C.F. offre, offre moins d'emplois.

Gébra plus encourageants sont les résultats d'exploitation de la société nationale. Celle-ci a un motif de satisfaction : la progression régulière depuis dix ans, de son trafic voyageurs. Oubliant les prophètes de malheur, elle a gagné sur la route, son vieux concurrent, et continue de le faire. Au 21 septembre ses recettes sur les grandes lignes et à tarif constant avaient, en 1978, augmenté de 4,27 % par rapport à l'année précédente. Mais dans le domaine qui lui est traditionnellement réservé et qui fait le plus gros de son fonds de commerce, celui des transports de marchandises, le rail ne parvient pas à remonter le courant. Les produits sidérurgiques, miniers et chimiques, les matériaux de construction, sont plus rares, plus souvent traités sur place ou acheminés par d'autres voies ; on les voit moins couvrir sur les wagons de la S.N.C.F. Celle-ci a enregistré depuis le début de l'année et par rapport à 1978 une augmentation très faible (0,33 %) de son trafic marchandises bien que, dit-elle, elle ait commencé à sentir une légère reprise avant les grèves.

Les conséquences de cette situation s'inscrivent dans les bilans, sur lesquels on reviendra, et surtout les comptes d'exploitation : le déficit commercial de la S.N.C.F. sera cette année encore de l'ordre de 900 millions.

Service public et rentabilité

Non pas qu'aucun effort pour redresser la barre ait été tenté. Initiative commerciale, par exemple, dans les marchandises pour rechercher auprès des moyennes entreprises un nouveau créneau ; modernisation de l'exploitation avec à l'intention des voyageurs, une future priorité à l'aménagement des gares ; définition de nouveaux investissements : 650 millions en 1979, plus de 1 milliard en 1978, seront consacrés à la construction du futur train à grande vitesse Paris-Lyon au-delà. Au cours des deux années à venir, les lignes de la banlieue parisienne bénéficieront de 1 200 puis 1 100 millions de travaux neufs, le réseau normal de deux fois 3 700 millions. Reste que ces investissements importants en valeur absolue restent, pour le réseau normal surtout, relativement insuffisants.

Dans le climat d'austérité ambiante, la société nationale trouve difficilement de nouvelles voies d'expansion. Elle en est d'autant plus empêchée que sa situation vis-à-vis de ses concurrents et de son tuteur tout-puissant, l'Etat, a rarement été aussi incertaine.

En 1982, c'est bientôt, la S.N.C.F., au moins dans sa forme actuelle, aura vécu. La convention qui le lie avec l'Etat devra être renouvelée. Sans attendre cette échéance, mais sans l'ignorer, sa direction négocie actuellement avec les pouvoirs publics un contrat d'entreprise devant entrer en application dès l'an prochain. L'objectif est ambitieux : mettre fin à cette position d'assisté dans laquelle vivent les cheminots depuis plusieurs dizaines d'années.

Dossier connu, plaidé, discuté à chaque occasion, il va être la voie prochaine au Parlement après l'avoir été dans le dernier rapport de la Cour des comptes. Il s'écrit

des quelques chiffres. Cette année, et en oubliant les décimales, l'Etat versera à la S.N.C.F. plus de 15 milliards de francs. Somme considérable, qu'on est tenté d'apprécier en bloc en commentant de ce fait une injustice flagrante vis-à-vis des responsables de nos chemins de fer.

Sur ces 15 milliards, 7 correspondent à des services demandés par l'Etat à la S.N.C.F. (le transport des militaires ou des journaux à tarifs réduits, par exemple) ou à des freins très normalement « rattachés » au rail : une partie de l'entretien des voies, par exemple, ou le budget comme l'est l'entretien des routes ; 5 milliards sont, d'autre part, consacrés à la couverture des charges de retraite (415 000 pensions) ; 3 milliards, enfin, représentent la compensation que les pouvoirs publics se sont engagés à verser à la S.N.C.F. lorsqu'elle l'ont empêché d'augmenter ses tarifs comme elle le demandait et comme il est dit normal qu'elle puisse le faire. La difficulté est ici, essentiellement.

Voilà ce que la société nationale a fait de l'Etat pour son exploitation, de retirer ses tarifs de façon à non seulement liquider son déficit d'exploitation de 900 millions, mais encore éponger la plus grande partie de cette dette compensatoire de 3 milliards ? Un débat classique s'engage aussitôt. La S.N.C.F., dont on voulait faire une entreprise commerciale comme les autres, ne doit-elle pas rester un service public. Le niveau de ses tarifs représente un élément important dans l'équilibre économique national ; l'étendue de son réseau, son organisation, intéressent tous plusieurs aspects de la vie nationale. A preuve les tollés justifiés que soulève le schéma absurde tracé un moment dans les cabinets ministériels et qui voulait confier la S.N.C.F. dans l'exploitation de quelques lignes et services rentables.

De proche en proche, on s'aperçoit que ce schéma est impossible de réaliser sur les seules données tarifaires ou même financières, mais qu'il faut replacer les chemins de fer dans l'ensemble du marché des

transports, leur définir un objectif, normaliser leur situation vis-à-vis de leurs concurrents ou « compléments ». Second sujet de controverse, aussi débattu : comment harmoniser les rapports du rail et de la route ?

L'inquiétude des cheminots — leurs syndicats viennent de le rappeler — tient à la perplexité où ils sont du sort qui, à ce propos, va leur être réservé. Un rapport établi à la demande du gouvernement et rédigé par M. Pierre Guillaumat, publié au début de l'année, trace des « orientations pour les transports terrestres ». Le nouveau ministre, M. José La Thuillière, l'a fait étudier et devrait, dit-on, dans quelques jours, au cours du congrès de la Fédération nationale du transport routier, dire comment il compte s'en inspirer.

La balance de M. Guillaumat

Les propositions présentées par M. Guillaumat rejoignent, dans l'esprit, celles qu'avait formulées naguère M. Nora. Elles visent à réintégrer, d'une certaine façon, les transports terrestres dans le jeu libéral en harmonisant les conditions de la concurrence, notamment entre le rail et la route. Elles ont déjà soulevé les plus vives réserves chez les cheminots, non sur leur principe, mais sur la façon dont elles pourraient être mises en œuvre.

Le rapport, disent-ils, équilibre dans son objectif, suggère des mesures défavorables au rail, donc défavorables à la route, et donc défavorables à la S.N.C.F., donc défavorables aux routiers. Notre crainte est que les dispositions qui nous défavoriseraient ne soient bien plus faciles à appliquer que celles qui nous favoriseraient. Ainsi prévoit-on de supprimer la contingence et la tarification obligatoire imposés aux routiers. Mesure immédiatement applicable et qui nous gênera. Le rapport Guillaumat envisage, en contrepartie, un contrôle strict des conditions de travail des camionneurs. Cela entraînerait une augmentation du leur coût et, indirectement, nous évantagerait. Mais vou-

dra-t-on et pourra-t-on, dans la pratique, argumenter toujours les cheminots, exercer un tel contrôle ?

Procès d'intention ? Peut-être. Reste que des échéances ont été fixées et que, en attendant les nouvelles orientations qui leur seront données, les cheminots sont fondés à s'inquiéter du sort qui leur sera réservé. Leur grève, au-delà des prétextes et des arrière-pensées, exprime aussi cette inquiétude.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

LA GRÈVE DU 9 AU 12 OCTOBRE EST ANNULÉE

Les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.D.T. et F.G.A.A.C. (autoroutes) ont décidé, jeudi 5 octobre, de retirer le préavis de grève qu'ils avaient déposé pour la période allant du mardi 9 au jeudi 12 octobre. Par ce mouvement, ils entendent protester contre la mise en circulation d'autorails postaux appartenant à l'administration des P.T.T. et où on pourrait avoir fait office, au lieu d'un cheminot, d'agent d'accompagnement. Mais, dans une lettre qu'il leur a adressée jeudi, le directeur général de la S.N.C.F. a affirmé aux syndicats qu'un accord avait été conclu avec la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour rétablir dans les prochaines semaines à la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.G.A.A.C. ont donc suspendu leurs condamnations de grève.

Des perturbations sont d'autre part, encore envisagées, ce vendredi 6 octobre, en raison de la grève des agents d'exploitation de la S.N.C.F., abjectée sur l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour réclamer une revalorisation des salaires.

À Paris-Nord, Paris-Montparnasse, Paris-Lyon et Paris-Austerlitz, le trafic est assuré, sur le réseau des grandes lignes, à 70 % de la normale. À Paris-Est et Paris-Saint-Lazare, le service est normal.

Sur le réseau de la banlieue parisienne, deux trains sur trois circulent à Paris-Nord, ou trois sur deux à Paris-Montparnasse, Paris-Invalides et Paris-Lyon, et un train sur trois à Paris-Austerlitz. À Paris-Est et Paris-Saint-Lazare, le service est normal.

LA C.F.D.T. DÉNONCE LES MÉFAITS DU LIBÉRALISME DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

La Fédération des transports et de l'équipement C.F.D.T. estime que le rapport Guillaumat sur les orientations de la politique des transports « repose sur des bases erronées : l'économie de marché et la concurrence ». Ce rapport, a précisé devant la presse M. Gilbert Billon, responsable de la fédération, « préconise une intensification du libéralisme et engendre une dégradation du secteur transport et équipement ». Témoignage selon M. Billon, cette phrase tirée du rapport : « Le fonctionnement de l'appareil des transports selon les règles du marché est possible ».

La C.F.D.T. redoute à ce sujet « une réduction massive des emplois dans le secteur des transports dotés d'un statut, les cheminots par exemple, par un transfert de

ces emplois vers des secteurs où les conditions sociales sont plus mauvaises, comme les routiers ».

M. Billon a rappelé, sur ce point, qu'un an les effectifs des cheminots avaient diminué de six mille cinq cents salariés.

Enfin, toujours selon la C.F.D.T., le rapport Guillaumat « conduit à un aménagement du territoire privilégiant les axes lourds, favorisant les concentrations industrielles et humaines ».

D'autre part, les cédétaires ont fait état de « contradiction et incohérence du rapport ». Exemple : l'accès est mis sur la nécessité de réduire notre dépendance énergétique, mais les propositions conduisent à un développement de la technique de transport qui consomme le plus de produits pétroliers ».

L'immobilier

propriétés propriétés

75 km N.-O. MAISON RUSTIQ. 50 m², 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

70 km N.-O. Extrême bord bord. 40 m², 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

75 km, site exceptionnel. Très jolie P.T.T. 50 m², 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

6. LEMOR Expert F.N.A.J.M. Tél. : 14 403-30-52. FERRIERE MANICHE

Rég. LA FERTE-GAUCHER-77
TR. BELLE MAISON XVIII^e S^{ur} PARC 18 000 m² 10 PICES Cuis., cellier, 2 bns. Jardin de 100 m² de long. 200 m² de large. 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

AG. LAMANTHE Tél. 03-42-20
80 kilomètres N.-O. de Paris. 100 hectares avec 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

SOLOGNE
à vendre
terres, terres de 1 à 100 hectares avec 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

15 KILOMÈTRES MILLY
Propriété impeccable, proche bois et rivière, salon-séjour de 70 m², 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

VALLÉE VANNE
HABIT. DE SUITE ent. vaste sel., chbrs, cuis., s. eau, etc. gren. en partie amén. en 3 ch. 200 m² de bois de murs vitrés. 500.000 F. S.A.R.L. LACOMBE Immobilier. Tél. : (21) 03-24-15.

BORD DE L'YONNE
Imprenable sur un plan d'eau, 2 ch., 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

MAGNIFIQUE PROPRIÉTÉ
comprend 2 m², 3 ch., 5. Eau. Eau V. El. Ch. Chauffage. Loin 1 200 m². EXCEPTIONNEL. 250.000 F. avec 70.000 F. C.F.T. Téléphone : 02-10-90.

VERSAILLES
Maison am. restaurée, salon, s. à manger, 3 chbrs, confort. CHEVREUSE 68-14-07

l'agenda du Monde

Ameublement
Sur TOUT l'ameublement
REMISE 15 % prix Unif
ou 20 % prix emporté
littres, salons, toutes marques

Antiquités
BROCANTEUR n° 11
34, 19 Saint-Honoré, 75008 Paris.
Téléph. : 7-51-13 ou 4-20-25-33.

Arts
Cherchez :
TOILES XVII^e, XVIII^e, XIX^e
pour exposition-vente :
GALERIE CHAPPE-LAUTIER
4, 1300 rue de Valenciennes,
4. 75010 TOULOUSE.

Bateaux
Vends GRAND BANKS n° 1973
Méditerranée
Tél. : (19) 70-51-48.

Meubles
Vend campagne 2 personnes,
matelas de 1,20 mètre en très
bon état, cuir, matelas
taritaires ou même financiers, mais
qu'il faut replacer les chemins de
fer dans l'ensemble du marché des

Moquette
MOQUETTE PURE LAINES
grande largeur 73 x 74
Velours et brocades.
334, rue de Valenciennes, Paris-19.
Tél. : 842-54-42.

Photo-Cinéma
Occas. except. : Journaliste et
caméra Bolex électronique, 16 mm
(type H 35 EL) à expos. auto. et
Qual. prof. et. n° 12 000 F.
Vest. égal. objectif Nipkow
150 mm 12 d'ouv. pour caméra
Bartliot 17-55 mm (ouv. 21 pr
caméra 16 mm. V. magnétoph.
Uher 400 report L à bande.
Tél. : 963-25-48 entre 20 et 21 h.

Débarras
DÉBARRAS 2000
Tél. : 824-61-35.

Sécheresses
PINEAU ET COGNAC
« Grande Fine Champagne ».
Dep. 1917, la famille GOURRY
qualité rare pour connaisseurs.
Éclairement contrôlé.
S.A.R.L. GOURRY
de Chadoville 16120 SEGONZAC.

Cours
Professeur PIANO diplômé de
C.G.T. 10 ans d'exp. en cours
cours tous niveaux. T. 824-44-97.
Joueur expérimenté donne cours
DECKERS débutants et confirmés.
Tél. : 824-44-97.

MAISON, physique, complétable
dans tous les pays. 1000 heures
GRANDES ÉCOLES T. 7-75-95.
Cours particuliers d'arabe
par professeur expérimenté.
Tél. : 824-44-97.

Cours d'angl. allem. espagn.
Tél. 518 bis. Tél. : 707-30-30.
34, avenue René-Coty, Paris-14.
Anglais cours de conversation
INSERTEURS IMMÉDIATES
DEBUT : LE 7 OCTOBRE.
Cours privés.
sessions intensives (FULL-TIME)
cours de préparat au TOEFL.

APPRENDRE
L'AMÉRICAIN
L'AMÉRICAIN CENTER
151, bd Raspail, 14^e 824-47-78.
Cours de conversation le soir.
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES.
DEBUT : LE 7 OCTOBRE.
Cours privés.
sessions intensives (FULL-TIME)
cours de préparat au TOEFL.

Instruments
de musique
Vends piano 1/4 SCHIMMEL
accusé vintage, révisé, expertisé.
Prix : 23 000 F. Tél. : 201-42-43.

Vacances,
Tourisme, Loisirs
GORE HOTEL LONDRES. Peut
être occupé, 17^e du centre.
Tous chbrs, av. TV, téléphone.
Salle de bains, radio, Tél. Sim-
ult. T. : (01) 584-5401. Télax :
09491 GORE, 101 Queen's Gate,
Londres S.W.

RAID SARARIEN
Paris-Akshon, 30 jours en nov.
particip. frais. T. : 978-48-44.
LOUËZ UNE SEMAINE AU
PARADIS DU SKI DE FOND

PRAZ-DE-LYS
TANNINGS
(Haute-Sevère)
25 km de pistes de fond balisées
13 remontées mécaniques.
Semaine à partir de 1 000 F
4/3 personnes.
ALPIMOR, Centre commercial
Record, 74700 SALLANÇES.
Tél. : (50) 50-05-49.

PLUS D'HIVER
NICE dans villa 200 m² avec
piscine, 2 chbrs, 2 salles de
bain, frigo Caline + palmiers
+ soleil. Tél. : 15-20 19. Paris-15.
villa Cassandre 21 av. GRÉSSO.

SOLITAIRES
qui redoutent la bêtise autant que la vulgarité et qui souhaitent commu-
niquer, sortir, voyager, vous licit ou vous marier en des conditions
optimales d'attente.

Cabinet RUCKEBUSCH
32 ans d'expérience

vous vous recevrez sur rendez-vous et vous faciliterons avec le tact et
la discrétion qui s'imposent, des rencontres selon vos aspirations.

à PARIS 8^e
5, rue du Cirque
(Rond-Point des Champs Élysées)
Tél. 1720.02.78/720.02.97

à LILLE 59
4 & 6
rue Jean Bart
Tél. 54.86.71/54.7742

Rencontres
SOYEZ REALISTE
Consultez-nous sans engagement
Conseils raisonnables et
personnels. Discretions assurées.

RENCONTRES MARIAGES
UNIONS 31 rue Gambetta,
75012 Paris
Tél. : 483-30-91 de 14 h. à 19 h.
Ne rendez plus seuls... Venez
nous rejoindre. Nous sommes
un groupe d'amis avant
tout. « Gouls Communis »
départements, interprètes, locutions, etc.). Les
annonces peuvent être adressées soit par courrier
ou journal, soit par téléphone au 209-15-01.

Bijoux
ACHAT COMPTANT, bijoux
bijoux, même importants, bri-
llants, pierres fines, objets d'art.
J. HORSTEN 14 r. Royale, 8^e.

Fourrures
FOURRURES OCCASION
DÉPOT - VENTE
EXCLUSIF DE FOURRURE
GRAND CHOIX
VETEMENTS PARFAIT ETAT
91, rue du Théâtre, Paris-15^e.
19, r. d'Arcole, 8^e. T. 823-48-93.

Legende du Monde
Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront
sous ce titre des offres et des demandes diverses
de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres,
instruments de musique, bateaux, etc.), ainsi que
des propositions d'entreprises de services (artisanat,
déplacements, interprètes, locutions, etc.). Les
annonces peuvent être adressées soit par courrier
ou journal, soit par téléphone au 209-15-01.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

économie

AGRICULTURE

La fin du congrès de la F.N.C.A.

Le Crédit agricole pourrait voir ses compétences élargies en contrepartie d'une imposition de ses bénéfices

De notre envoyé spécial

Tours. — L'assujettissement du Crédit agricole au régime de droit commun sur la taxation des bénéfices bancaires n'est pas exclu ; le Crédit agricole conservera le monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture ; l'élargissement des compétences de la « banque verte », pourquoi pas ? Ce sont, en substance, les trois réponses principales qu'a apportées, jeudi 5 octobre à Tours, M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, au discours prononcé par le président de la Fédération nationale du Crédit agricole, M. Fiquet. Celui-ci avait notamment demandé que soit étudié un plan de dix ans qui donnerait par étapes au Crédit agricole un statut mutualiste et coopératif de droit commun.

En clôture du congrès de la F.N.C.A., le ministre a ajouté que le projet fait par les banques au Crédit agricole masquait les causes réelles du succès de l'institution paysanne : dynamisme de sa gestion, décentralisation de son réseau, alliance des techniciens et des élus. La fiscalisation, que le ministre n'exclut donc pas, ne portera pas atteinte à ce dynamisme. Sur l'élargissement des compétences du Crédit agricole, le ministre a cependant rappelé que les besoins de financement de l'agriculture, comme des entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles, demeurent considérables. Aussi l'enveloppe de prêts bonifiés du Crédit agricole devra-t-elle s'accroître, tout en parvenant à une meilleure utilisation de la bonification, par des crédits plus sélectifs. Mais pour toutes ces tâches, comme pour le financement des équipements des collectivités locales que le Crédit agricole doit continuer d'assurer, il lui faudra se contenter des normes de financement en vigueur, car il n'est pas possible de faire progresser la masse monétaire plus rapidement que la croissance de la

LE DEMI-TOUR DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

(De notre correspondant) Saint-Brieuc. — On peut être véridique et ne pas toujours apprécier le contact du monde paysan. M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, en a fait la démonstration jeudi à Saint-Brieuc, où il devait participer au congrès national de l'ANDAFAR (Association nationale pour le développement de l'aménagement foncier agricole et rural).

La F.D.S.E.A. et le Centre des jeunes agriculteurs qui participent au congrès de l'ANDAFAR avaient proposé, au moment où le secrétaire d'Etat quitterait la réunion, de faire venir sur le terrain les difficultés des producteurs de porcs bretons, au tout au moins de lui remettre un dossier. M. Fouchier en a été avisé au moment où il souhaitait se retirer. Arrivé à 9 h. 10, il est reparti à 9 h. 30, « rappelé d'urgence à Paris ».

La commission des finances de l'Assemblée nationale a repoussé, le 4 octobre, sur rapport de M. Pierre Joxe (P.S.), les dépenses en capital du budget de l'Agriculture. Le rapporteur a estimé que le projet de budget entraînerait une réduction considérable du volume des investissements agricoles et ruraux en 1979, ce qui ralentirait la modernisation de notre agriculture.

CONJONCTURE

Les radicaux de gauche souhaitent que le gouvernement contraigne les banques à prendre des risques

Le Mouvement des radicaux de gauche a présenté, jeudi 5 octobre, à l'occasion d'une conférence de presse, ses propositions en matière économique et sociale. M. François Doublin, membre du secrétariat, a précisé « une réorganisation complète de la recherche tant au niveau de la coordination que des fonds qui lui sont affectés, une définition nette et durable des créances que la France entend occuper et une politique de la consommation visant par le biais de T.V.A. à faire bénéficier les produits véritablement utiles économisant l'énergie et non préjudiciables à l'environnement ». Il a souhaité la création d'une banque nationale de l'innovation qui délivrerait brevets et licences et qui, dans un premier temps, rechercherait à l'étranger les licences dont l'industrie française a besoin.

« Législation anti-trust »

M. Doublin a également réclamé l'instauration d'une véritable législation anti-trust, proche de la réglementation américaine, en liaison avec les autorités de la C.E.E. Il a précisé : « l'application de cette législation, et notamment les dérogations qui pourraient être consenties dans l'intérêt national, sera le fait d'une commission parlementaire ».

Le M.R.G. préconise enfin la création d'une société nationale de l'agro-alimentaire.

M. MONORY : les structures de notre commerce extérieur ne sont pas pleinement satisfaisantes.

M. René Monory, ministre de l'économie, entendu jeudi 5 octobre par la commission des finances du Sénat, a souligné qu'une augmentation du taux de croissance (3,2 % en 1978) compromettrait le rétablissement encore fragile de notre balance des paiements. « En effet, a-t-il dit, si le solde de nos échanges est désormais favorable, les structures de notre commerce extérieur ne sont pas encore pleinement satisfaisantes. »

« Pour 1979, a déclaré le ministre, la priorité demeure la lutte contre l'inflation, indispensable pour notre commerce extérieur (un écart de 5 points dans la couverture de nos échanges se traduit par une augmentation de 17 milliards de nos importations dont le montant est déjà de 130 milliards), ce qui suppose la lutte contre les privilèges et les ventes de situations. La hausse des prix doit être, d'autre part, ramenée au-dessous de 8 % ».

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les ingénieurs des ponts et chaussées se plaignent d'être « envahis » par les tâches administratives

A l'occasion de son assemblée générale, le jeudi 5 octobre à Paris, l'Association des ingénieurs des ponts et chaussées (A.I.P.C.) s'est inquiétée de « l'envahissement des tâches administratives et de gestion qui incombent de plus en plus aux ingénieurs ». Ceux-ci veulent réagir contre ce phénomène, car, « pour nous, disent-ils, ingénieurs de haut niveau scientifique, notre formation de base et notre expérience technique nous commandent de participer à l'aventure technologique de la fin du siècle ».

Ils réclament donc une meilleure « formation scolaire et permanente » afin d'améliorer leur compétence, et font à ce sujet trois propositions : — Obtenir que, dès la sortie de l'école ou quelques années après, le jeune I.P.C. puisse être mis en détachement au sein d'entreprises privées travaillant pour l'exportation ; — Mettre au point un système de « passerelles » permettant à des ingénieurs ayant « pantoufle » de revenir dans le corps des ponts ; — Elargir et ouvrir le corps à des ingénieurs civils ayant fait leur preuve dans le secteur privé.

ÉTRANGER

ALEMAGNE FEDERALE

● L'indice du coût de la vie des allemands a finalement enregistré une baisse de 0,3 % en septembre par rapport à août, s'établissant à 160 (base 100 en 1970). En un an, par rapport à septembre 1977, ce indice n'a augmenté que de 2,5 %, soit le taux le plus faible depuis la fin de 1969 (2,1 %). La diminution de 0,2 % publiée dans le Monde daté 1^{er}-2 octobre correspondait à des statistiques provisoires.

ÉTATS-UNIS

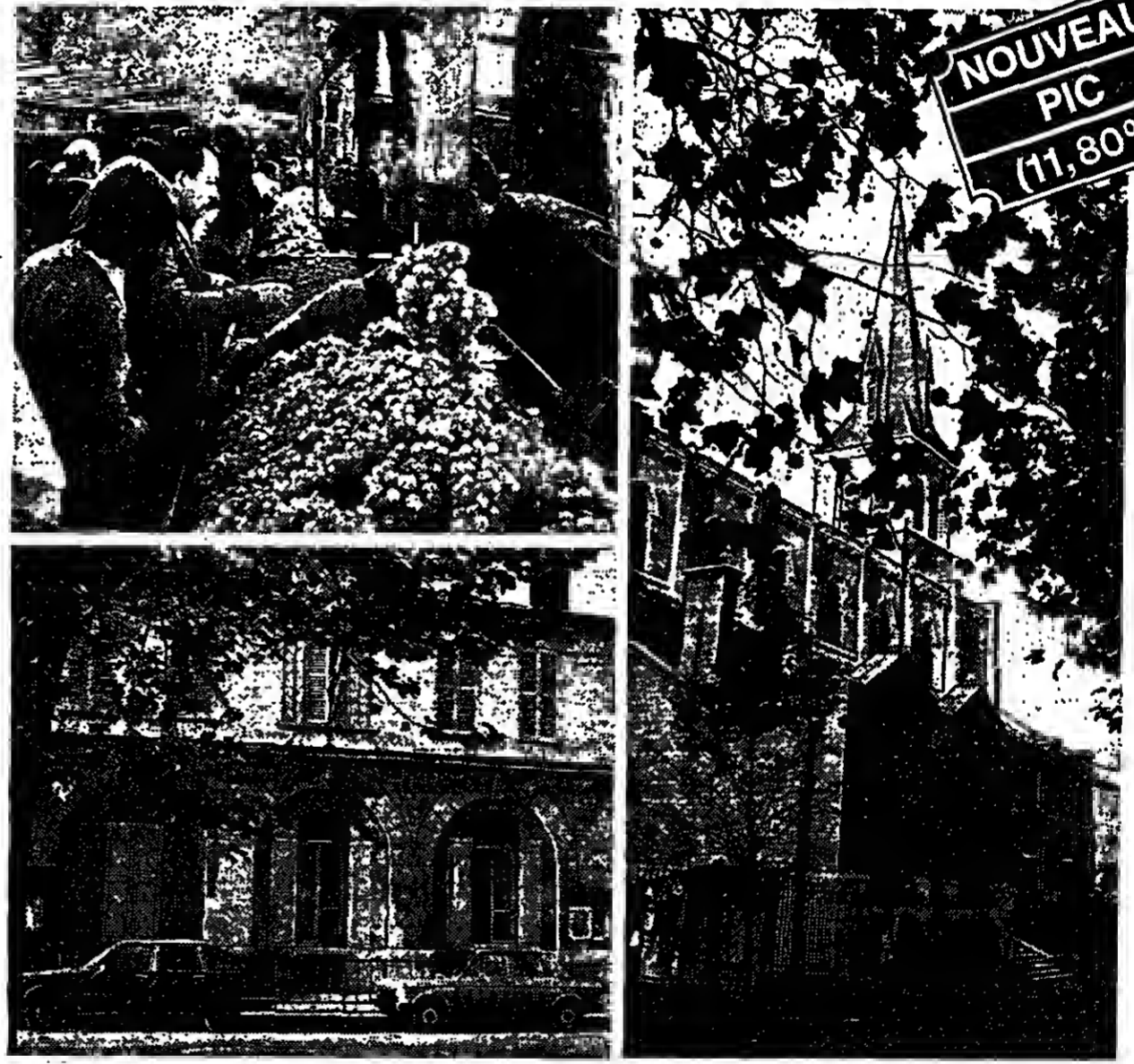
● Les prix de gros américains ont augmenté de 0,9 % en septembre, ce qui représente la plus

forte hausse depuis avril (1,3 %). En août, les prix avaient baissé de 0,1 %. Les seuls prix de gros alimentaires ont augmenté de 1,7 % en septembre, après avoir diminué pendant deux mois. En un an, par rapport à septembre 1977, les prix de gros dans leur ensemble ont enregistré une hausse de 8,2 % (10,2 % pour l'alimentation). Leur dernière augmentation va se répercuter sur les prix de détail.

JAPON

● Les réserves de devises du Japon atteignent 29,24 milliards de dollars en septembre contre 17,8 milliards de dollars il y a un an (+ 64 %).

Résidence Jeanne d'Arc.



NOUVEAU PIC (11,80%)

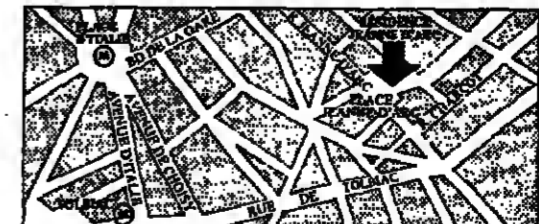
Votre cadre quotidien.

Un Paris provincial, Paris village, Place Jeanne d'Arc dans le 13^e arrondissement. Et là, votre appartement — du studio à 5 pièces — ouvrant soit sur la Place Jeanne d'Arc, avec son église, son marché (2 fois par semaine), son école, soit sur la rue Charcot, soit sur le jardin intérieur de la Résidence. Vastes et bien conçus, ces appartements sont presque tous prolongés par une terrasse ou une loggia pour les agréments encore.

5 800 F le m² moyen. Ferme et définitif à la réservation.

Certains appartements bénéficient du nouveau P.I.C. accordé sans plafond de ressources. Il permet d'obtenir un crédit avec un intérêt réduit de 11,8 %, pouvant atteindre 80 % du montant de l'acquisition et s'étalant de 10 à 20 ans.

Renseignements et vente sur place, 26, Place Jeanne d'Arc, Paris 13^e, tous les jours de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 13 heures et de 14 à 19 heures (fermeture le mercredi). Ou GEFIC : 4, Place d'Éna, 75116 Paris.



723.78.78

Vertical text on the left margin containing various small advertisements and notices.

حکومت من الاجل

ECONOMIE

La France est-elle libérale ?

(Suite de la première page.) Tout se passe comme si l'Etat, ne voyant pas bien comment sortir le pays de ses ornières économiques...

trouvé un lucre qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps, c'est certain. Le pouvoir a voulu démontrer aux électeurs, qu'en tournant, lui-même...

socialistes planifiés et centralisés, d'autre part, des économies décentralisées qui sont collectives et mixtes : collectives en ce sens qu'elles comportent des activités privées, semi-publiques et publiques...

essurée; 3) Il faudra regarder de près les perspectives d'emplois de la branche. Dans ce secteur, une autre entorse — et de taille — au libéralisme a existé depuis cinq ans, depuis la loi Royer...

(ce n'est pas par effet prouté que M. Giscard d'Estaing nous convie à penser à l'en 2000) ou de décisions qui comportent de très gros risques pour l'industrie de l'utilisation des technologies nouvelles, etc.

tés, de donner ou non plus de pouvoirs réels aux collectivités locales, de relâcher une tutelle trop pressante sur les entreprises nationales, tout en empêchant qu'elles deviennent des fétidités.

Seule, la décentralisation...

A moins que les poussées du « pays profond » en faveur de la centralisation ne redonnent des possibilités nouvelles à des « marchés » où ne jouerait pas le loi du plus fort ou de des « mécanismes » reopent le marché... La formule est de Charles Schultze (4).

Aujourd'hui, la réponse est Indécise. Il y a du Pangloss chez M. Berre, mais il ne croit pas à la « main invisible » qui, selon Adam Smith, saurait mieux que tout dirigeant accorder les intérêts privés et l'intérêt public.

Pragmatisme à tous vents

La politique économique, telle qu'elle est menée aujourd'hui par le France, illustre assez bien ce propos. En fait nous naviguons dans le pragmatisme comme nous pouvons.

On ne peut dire non plus que la prise de contrôle de la sidérurgie par l'Etat soit une manifestation particulièrement éloquentes de la doctrine libérale du gouvernement.

Andrew Shonfield, qui citait Schultze, poursuivait : « L'image de l'économie de marché plus surveillée qu'aujourd'hui, mais aussi couvrant un domaine plus étendu, puisqu'elle embrassera, probablement sous quelque forme nouvelle, des pans considérables du service public. »

L'Economist (5) avait jugé ainsi la politique économique de la France : « Liberté, mais pas trop d'égalité, S.V.P. »

LE JOURNAL DE LA FORMATION CONTINUE. Sommaire du numéro 60/61. La loi sur le congé individuel de formation. La Sécurité dans le Bâtiment et les T.P. par Louis Pignolet.

COURS DE LANGUES en enseignement continu méthode audio-visuelle. Cours intensifs - tous niveaux. Inscription toute l'année.

GENÈVE PLACEMENT DE PREMIER ORDRE IMMEUBLE. directement du propriétaire avec autorisation de vendre aux étrangers.

Si le retour au marché signifie le retour à une plus vive concurrence, de grandes entreprises doivent encore être encouragées. Pour le reste, il est bien probable que les petits pas des interventions de l'Etat seront encore plus nombreux, qu'il s'agisse de décisions à prendre pour le long terme, de plus en plus importantes.

Parisiens. La voie souterraine Turbigo-rue des Halles est ouverte depuis hier. Société d'Economie Mixte d'Aménagement des Halles. Nous construisons un centre pour Paris.

L.T.C. School of English au centre de Londres. Cours d'anglais (toute l'année) à tous les niveaux. Les étudiants peuvent commencer leurs cours à tout moment.

A 15 KM DE COMPIÈGNE. A ELINCOURT SAINTE MARGUERITE A 10 KM DEL'AUTOROUTE DU NORD (sortie Ressons).

Honda fait des voitures dignes de la France. L'Accord 4 portes, par exemple. Tradition 4/4 roues indépendantes, grèves de pneus à carcasse radiale, etc.

LA MANCHE PAR HOVERLLOYD: VOUS PAYEZ POUR LA VOITURE, LES 5 PASSAGERS SONT GRATUITS. Traverser la Manche avec sa voiture en 40 minutes, tout le monde sait que c'est possible aujourd'hui avec un hovercraft.

ENEZ DÉCOUVRIR des résidences de caractère de 4, 5 et 6 pièces dans le parc d'un château du XV^e siècle. ces propriétés, de construction traditionnelle, sont en harmonie avec le château.



SOCIAL

Débat sans précédent à la C.G.T. pour préparer le congrès national

Fin septembre, au siège de la centrale, rue Lafayette, on dressait déjà un bilan totalisant deux cent seize heures de réunions, auxquelles avaient participé cinq cent cinquante-trois personnes. Dans les jours qui viennent, quatre cent soixante-deux réunions sont prévues.

Le service de presse, offre tout à fait inhabituelle, propose aux journalistes d'assister à des sessions de travail au risque de bousculer traditions et susceptibilités. Ces innovations heurtent parfois certains militants, qui trouvent aux initiatives confédérales des allures publicitaires et craignent qu'on en use à tort et à travers. D'autres disent qu'il ne suffit pas d'avoir la parole : encore faut-il la garder.

Pendant la période qui s'est étendue de septembre 1977 à mars 1978, la direction de la C.G.T., a tantôt affirmé l'unité, tantôt souligné la minorité des rénovés qui remontaient à la surface de la masse de la confédération. Longtemps les dirigeants ont voulu fermer les yeux sur la désaffection qui précipitait les résultats des élections professionnelles et fermer les lèvres sur la moindre antipathie.

La responsabilité dans la rupture de la gauche

« A partir du 23 septembre 1972, écrit M. Pradel (INSEE), la direction confédérale a multiplié les prises de position anti-unitaires, le sommet étant atteint à Gentilly, où le secrétaire général, parlant, a considéré que le P.C.F. n'avait pas de rôle à jouer dans la confédération. Or son impact est beaucoup plus populaire que celui du Peuple et son tirage (250 000 exemplaires, selon la direction) lui est très supérieur à celui du Peuple... »

« Mais depuis l'écueil de la lettre? N'y a-t-il pas une tendance à la dérive à gauche? Absolument pas rétorque-t-on. « Notre problème, déclare M. G. Desseigne, n'est pas de créer une tendance, mais de favoriser l'évolution démocratique de la C.G.T. Les vrais problèmes sont de savoir comment on peut faire évoluer dans les organes dirigeants des personnes représentatives et comment la liberté d'expression sera maintenue voire renforcée après le quarantième congrès. Si l'initiative est prise, il y a au moins un espoir de ne pas être déçu. »

« Mais depuis l'écueil de la lettre? N'y a-t-il pas une tendance à la dérive à gauche? Absolument pas rétorque-t-on. « Notre problème, déclare M. G. Desseigne, n'est pas de créer une tendance, mais de favoriser l'évolution démocratique de la C.G.T. Les vrais problèmes sont de savoir comment on peut faire évoluer dans les organes dirigeants des personnes représentatives et comment la liberté d'expression sera maintenue voire renforcée après le quarantième congrès. Si l'initiative est prise, il y a au moins un espoir de ne pas être déçu. »

« Mais depuis l'écueil de la lettre? N'y a-t-il pas une tendance à la dérive à gauche? Absolument pas rétorque-t-on. « Notre problème, déclare M. G. Desseigne, n'est pas de créer une tendance, mais de favoriser l'évolution démocratique de la C.G.T. Les vrais problèmes sont de savoir comment on peut faire évoluer dans les organes dirigeants des personnes représentatives et comment la liberté d'expression sera maintenue voire renforcée après le quarantième congrès. Si l'initiative est prise, il y a au moins un espoir de ne pas être déçu. »

toutes les questions que les travailleurs se posent. Nous tenons nous faire savoir que nous ne sommes affiliés à aucun parti », écrit, par exemple, deux porteurs de Tours, MM. Caye et Grenouilleux.

Vous atteignez « le record de l'hypocrisie », s'exclame M. Pierre Falcin, déjà cité, à l'adresse des dirigeants cégétistes. « Vous condamnez la droite aux tendances parce que vous voulez que le régime de la C.G.T. qui est la seule tendance communiste... »

Rien de commun avec ce qui vient d'être imprimé, par exemple sous la plume de M. Thouroude (syndicat des employés de la Sécurité sociale d'Ille-et-Vilaine) : « Plusieurs exemples permettent de démontrer l'alignement de la C.G.T. sur les thèses du P.C. écrit-il dans le Peuple. Outre la question des fluctuations, le bilan de la rencontre C.G.T.-P.C.F. de la semaine de septembre, et l'agressivité à l'égard du P.S., le discours de Georges Séguéy à Angoulême, qui était un mélange de faux procès et de demi-vérités, je retiens l'intervention de G. Séguéy à Gentilly et l'accord du 13 mars. »

Les socialistes en accusation

Naturellement, les ripostes ne sont pas moins vigoureuses de la part de ceux qui approuvent la direction confédérale. La « bande des neufs » est prise à partie et le P.S. mis en accusation. Leur « lecture ne reflète l'opinion que d'une minime minorité d'adhérents de la C.G.T., et même une infime minorité de ceux qui se considèrent socialistes au sein de notre centrale », affirme M. Bertrand (P.T.T.). Les signataires ne paraissent être « éditoriaux » que pour le parti socialiste pour pratiquer au sein de la C.G.T. une nouvelle scission, comme ils le firent en 1947. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

« L'organisation des tendances permanentes pour la C.G.T. est une responsabilité dans la rupture des négociations et dans le maintien de la droite au pouvoir. Cette responsabilité est mise en cause par plusieurs autres correspondants. Corollaire de cette levée de bouclier contre l'impunité du P.C.F., c'est la prise de position par la direction de la C.G.T. n'a fait que renforcer la division (de la gauche), enchaînant la section du lycée de l'enseignement professionnel de Sartrouville-sur-Orge. En fait, notre direction confédérale s'est contentée d'épouser les positions du parti communiste, sans chercher une solution permettant de renouer l'unité. »

AFFAIRES

Le P.-D.G. français gagne plus que son homologue allemand

Son salaire varie entre 21 300 F et 35 500 F par mois. Que gagnent ces hommes qui, en France, « gouvernement » l'entreprise, des cadres supérieurs au P.-D.G. ? Selon les statistiques, les pays qu'il étranger? Notre confrère l'Express a demandé à Management Centre Europe (M.C.E.) une étude sur les salaires des cadres moyens et supérieurs à partir de données recueillies chaque année par cette organisation internationale de professionnalisme des cadres.

Ce que gagnent les P.-D.G.

Les P.-D.G. gagnent de 250 300 F en moyenne par an (soit 20 833 F par mois) dans les entreprises réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires (soit 21 361 F par mois en tenant compte du troisième mois et des dépenses primaires) à 428 500 F dans les entreprises réalisant plus de 500 millions de francs par an (35 548 F). Les salaires moyens intermédiaires sont de 298 400 F par an (24 866 F par mois) dans les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 50 et 100 millions de francs et de 363 000 F (30 250 F par mois) pour celles dont le chiffre d'affaires annuel varie entre 100 et 500 millions de francs.

Ce que gagnent les autres directeurs

Un directeur général gagne en moyenne, selon l'enquête de M.C.E., 220 191 F par an (pour les entreprises de moins de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) et 18 349 F par mois. Le salaire moyen s'élève en fonction du chiffre

RHONE-POULENC TEXTILE PASSE UNE IMPORTANTE COMMANDE AUX A.R.C.T.

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. Rhône-Poulenc-Textile (R.P.T.) vient de commander vingt et une machines de fabrication de textile (quatorze cette année et sept en 1979) aux Ateliers roennais de construction textile (A.R.C.T.), principaux filiales, avec quelque mille deux cents salariés, du groupe ASA. Celui-ci, employant deux mille salariés, principalement dans la région Rhône-Alpes, est le seul fabricant français de matériel de fabrication textile. Le marché porte sur 30 millions de francs et il devrait permettre de remettre à flot les A.R.C.T. La direction de Rhône-Poulenc-Textile, poursuivant la mise en œuvre de son plan quinquennal, a décidé de passer commande à la fin de l'année dernière, mais avec son concurrent britannique Scammell, un premier marché de 31 millions de francs portant sur seize machines d'étrange fabrication pour le fil polyester. Ce choix avait suscité de vives inquiétudes à Roanne, car il risquait de provoquer la suppression de plus ou moins brève subsistance de six cents emplois dans toute la région. La direction de R.P.T. s'était à l'époque justifiée en faisant valoir qu'elle n'avait retenu pour seul critère que la compétitivité technologique. PAUL CHAPPEL.

ERRATUM

Dans notre article sur l'encadrement du crédit à Paris nous avons dit que la veille (datée du 6 octobre), il fallait lire page 29, première colonne, sous l'intertitre « L'inflation » : « Le taux du marché monétaire, qui est en réalité celui des interventions de la Banque centrale, se situe constamment et par construction (c'est là que réside le vice) au-dessous du taux auquel les banques consentent leurs prêts aux entreprises. » Dans la première édition le mot « construction » est figuré pas, dans la seconde il a été remplacé par « creux » par un mot « déflation ». A la fin du même paragraphe le mot « exceptionnellement » a été remplacé par « exceptionnellement » et « institut d'émission pourvoier » a été dans la seconde édition effacé.

Satisfaction mêlée d'inquiétude chez les socialistes C.G.T.

Une satisfaction mêlée d'inquiétude règne dans les milieux socialistes de la C.G.T. Les neuf qui avec M. G. Desseigne et M. Germon ont permis d'écrire à la direction de la centrale pour critiquer ses prises de position, ont eu les honneurs de la campagne électorale des législatives, constatent aujourd'hui qu'ils sont pour beaucoup dans le succès de la C.G.T. « Notre initiative, déclare l'un des neuf, était imprévisible. Je vous assure que si la tendance il y avait, si nous étions organisés, il y aurait eu bien plus de neuf signataires. »

M. JOXE (P.S.) : une manipulation sans précédent de la C.G.T. par le P.C.F.

M. Pierre Joxe, député socialiste de Saône-et-Loire, déclare dans un interview publié dans le numéro 9 septembre de la revue Faire : « Beaucoup de socialistes cégétistes ont ressenti en même temps la manipulation sans précédent de la C.G.T. par le P.C.F. »

MONNAIES LÉGER RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR

Grâce à l'appui massif que les banques centrales ont prodigé au dollar depuis le début de la semaine, la monnaie américaine est légèrement raffermie à la veille de vendredi à Paris. Le franc est resté calme contrastant avec la nervosité des jours précédents. L'annonce d'une forte hausse des prix de gros américains en août a pu inciter les opérateurs, tout au moins dans l'immédiat. Sur les marchés de l'ex-ant à New-York 404 Londres et à Zurich, le cours de l'once continua à s'établir entre 225 et 234 dollars, pratiquement à son plus haut niveau.



SOCIAL

Les salariés de la réparation navale marseillaise se remettent en grève pour une durée illimitée

De notre correspondant régional

Marseille. — Sur l'initiative de la C.G.T. et au terme d'un vote à bulletin secret, les salariés des deux entreprises de réparation navale extérieures au groupe Terrin, la Compagnie marseillaise de réparations (C.M.R.) et la société Paoli, ainsi que ceux de la peinture navale et des sociétés issues du groupe Terrin, Sud-Marine, Mécanique-Étang et Olio, ont décidé de se mettre en grève illimitée jeudi 5 octobre. Ils veulent obtenir l'ouverture immédiate de négociations avec les pouvoirs publics pour une reprise de l'activité dans l'ensemble des entreprises de réparations navales et de peinture navale. Cette décision a suscité de vives réactions de la part de l'Union nationale interprofessionnelle de Marseille (UNIM) et des directions de la C.M.R. et de Paoli, qui accusent la C.G.T. de pratiquer la « politique du pire ».

Ces derniers ont débrayé jeudi, dans l'après-midi, à la suite de la distribution des cinq cents premières lettres de licenciement sur les mille deux cent douze qui doivent toucher, d'ici à la fin de la semaine, toutes les catégories de personnels.

L'initiative prise par la C.G.T. de déclencher une grève illimitée dans la réparation navale marseillaise fait suite à l'entrevue sans résultat qu'a eue, mardi 3 octobre, une délégation du syndicat C.G.T. de la réparation navale au ministère des transports. Il s'agit, à l'évidence, pour la C.G.T., qui craint que le « tapage publicitaire » fait autour du plan Defferre ne donne le sentiment que les problèmes sont

régés, d'exercer une pression sur les pouvoirs publics en paralysant totalement les activités de la réparation navale marseillaise, puis, dans un deuxième temps, si nécessaire, celles du port de Marseille.

En l'absence de M. Defferre, qui devait préciser sa position au cours de la réunion du conseil municipal de ce vendredi soir, le journal le « Provençal » écrit, ce vendredi matin, qu'il est à craindre que la grève déclenchée par la C.G.T. ne fasse fuir ceux qui étaient prêts à s'intéresser à ce secteur de l'industrie et n'ait pour résultat d'entraîner à nouveau, du port de Marseille les bateaux qui auraient pu venir s'y faire réparer.

LES SOCIALISTES DEMANDENT LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE CONTROLE PARLEMENTAIRE.

Les membres du groupe socialiste et apparentés de l'Assemblée nationale viennent de déposer une proposition de résolution réclamant la création d'une commission de contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux secteurs de la réparation et de la construction navale.

Tandis que la crise de ces industries s'amplifie, le gouvernement laisse faire : une telle attitude est intolérable, estime le P.S. Selon lui, les aides des pouvoirs publics ont représenté ces dernières années 30 à 50 % du prix contractuel des navires. Cette situation profite aux groupes financiers actionnaires (Paribas, Suez, Schneider...) qui, avec un apport minimum en capital, tirent sans risque un profit important de la masse énorme de capitaux exigés pour le financement du cycle de production particulièrement long des navires. Ces groupes ont la possibilité d'utiliser ces aides de l'État pour des opérations essentielles financières et de réajustement sur des secteurs plus rentables, bien plus que pour les opérations de modernisation industrielle qu'ils sont censés effectuer, précise le P.S.

Une action-surprise pourrait, d'autre part, être lancée lundi 9 octobre par le syndicat C.G.T. des chantiers navals de La Ciotat. Un porte-parole de l'intersyndical C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C. a indiqué que, au cas où les forces de police interviendraient dans l'enceinte des chantiers, la sirène de la mairie de La Ciotat retentirait pour inviter la population à faire mouvement vers le port.

GUY PORTE.

SELON LA DIRECTION

La grève du personnel de l'Agence nationale pour l'emploi a été suivie à moins de 20 %

Seulement mille quatre cent soixante-dix-neuf employés de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), sur sept mille neuf cent soixante et un — soit 16,6 % — ont suivi, jeudi 5 octobre, les consignes de grève lancées par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'Agence, pour protester contre la réforme de cet organisme, telle qu'elle est envisagée par le ministre du Travail et de la participation (Le Monde du 8 octobre).

La direction générale de l'A.N.P.E., qui donne ces chiffres — les syndicats se bornant à affirmer que leur action a été « très suivie », — indique que ce mouvement de grève a été diversément observé selon les régions : les plus touchées ont été la Corse, 35 % (mais l'A.N.P.E. n'emploie dans l'île de Beauté que trente-quatre personnes, dont douze ont cessé le travail jeudi), Paris, 28,15 % ; l'Alsace, 21,43 %, et la Lorraine, 24,16 %. En revanche, l'arrêt de travail a été très peu suivi en Champagne-Ardenne, 2,24 % ; en Alsace, 3,4 %, et en Picardie, 6,9 %. La direction générale de l'A.N.P.E., 9,60 % des agents ont fait grève.

Dans un communiqué, la C.G.T. s'élève contre le plan de réforme de l'Agence, qui, selon elle, « réinscrit dans le cadre des réformes en cours de l'appareil d'État, qui visent à adapter le service public aux besoins du C.N.P.F. et à remettre en cause la quantité et la qualité du service rendu à l'ensemble de la population ».

ÉNERGIE

Les réserves de pétrole des pays de l'OPEP seront épuisées dans quarante-trois ans si la production se poursuit au rythme actuel, dans vingt-huit ans si elle augmente de 3 % par an, a affirmé M. Attiga, secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, à Oéno. La plupart des pays de l'OPEP pourraient être bientôt débiteurs, à moins d'augmenter les prix du pétrole ou de diminuer leurs dépenses nationales. Ces pays sont passés d'un excédent de leur balance des paiements de 41 milliards de dollars en 1977 à un déficit de 1,7 milliard de dollars pour les trois premiers mois de 1978.

LES V.R.P. MANIFESTERONT LE 9 OCTOBRE À PARIS

Les V.R.P. manifesteront leurs opposition aux projets fiscaux qui réduisent leurs abattements pour frais professionnels en défilant à Paris, lundi 9 octobre, à 15 heures, de la République jusqu'au ministère des finances, place du Palais-Royal. Toutes les organisations de voyageurs et représentants de commerce (C.G.C., C.G.T., F.O., C.F.T.C., U.G.T. et autonomes (la C.F.D.T. s'associe aussi à la manifestation) veulent ainsi faire valoir un projet qui s'attaque à leurs frais professionnels, alors que leur profession les oblige d'abord et toujours à payer pour travailler », déclare devant la presse, M. de Santis, président des V.R.P.-C.G.C. Les V.R.P. ont déclaré qu'ils ont été particulièrement choqués par les projets fiscaux, qui ne sont pas chez eux ni chez les autres salariés.

Les organisations C.G.C. des cadres de l'assurance, de la chimie, de la fonction publique, de l'aéroport de Paris, des journalistes, etc., participeront également à la manifestation.

Un accident du travail aux usines Renault, à Billancourt, a, jeudi 5 octobre, coûté la vie à M. Antoine Herrera Lorenzo. Cet ouvrier, d'origine espagnole, âgé de trente-neuf ans, exécutait un travail de pulvérisation lorsqu'il a été tué d'une fausse manœuvre, sa tête s'étant cognée contre un paroi et une chaîne d'assemblage.

LA RÉVISION DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

Nous n'avons pas l'intention de pratiquer la moindre discrimination

affirme M. Lionel Stoléru

Le gouvernement s'apprête-t-il à modifier, c'est-à-dire à durcir sa politique à l'égard des étrangers ? La déclaration de M. Barre annonçant que les pouvoirs publics allaient « reconsidérer la politique d'immigration » a vivement inquiété des syndicats et de certains partis à quelques mois du renouvellement ou non des quatre cent mille cartes de séjour délivrées par les Algériens.

Dans un communiqué, le groupe communiste de l'Assemblée nationale indique qu'il craint « qu'un nouveau degré soit franchi dans la mise en place du dispositif visant au départ massif et autoritaire de la main-d'œuvre immigrée ». Les communistes « considèrent qu'une véritable politique de retour répondant aux aspirations des travailleurs immigrés, élaborée dans un esprit de coopération internationale, nécessite des accords avec les pays intéressés ».

Or c'est bien ce qu'on affirme vouloir réaliser au secrétariat d'État de M. Lionel Stoléru. En parlant de « nouvelle politique », nous a-t-on déclaré, l'objectif du gouvernement est justement de négocier des accords pour certains pays, notamment l'Algérie et la Tunisie, qui souhaitent accueillir les plus qualifiés. Le renforcement de la coopération, dit-on

chez M. Stoléru, permettra d'accélérer les procédures administratives en maintenant l'aide au retour et en développant des stages de formation ou d'adaptation répondant aux préoccupations des gouvernements algériens ou tunisiens. Avant de quitter Alger où il se trouvait le 4 octobre, le secrétaire d'État aux travailleurs manuels et immigrés a fait remarquer que les économies occidentales étaient entrées sans aucun doute dans une longue phase de stagnation, et qu'il fallait en tirer les conséquences. Mais, a-t-il précisé, le refus doit se faire progressivement et de façon concertée. Nous n'avons nullement l'intention d'agir brutalement comme l'ont fait certains de nos voisins. Nous n'avons pas l'intention non plus de pratiquer la moindre discrimination. Cependant la situation de chacun de nos partenaires est différente et il faut en tenir compte. Mais, a-t-il conclu, nous ne pouvons pas adopter des solutions similaires pour le Portugal (qui a 10 % de sa population en France) et pour l'Algérie, « qui entend mettre en œuvre elle-même une politique de réinsertion ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, TROIS MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., £, DM, F.R., F.S., L. (1966), etc.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, \$ E.-U., F.R., F.S., L. (1966), Fr. francs. Rows show interest rates for various periods.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises le 30 septembre 1978, indiqués en fin de matinee par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MAJORETTE (JOUETS) and COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ. Text regarding financial reports and company performance.

Advertisement for Agence pour les Économies d'Énergie. Text: 'AUJOURD'HUI, CE QUE CONSOMME CHAQUE VOITURE, UNE BROCHURE VOUS LE REVELE.' Includes a form for requesting a brochure.

Advertisement for IRAN AIR. Text: 'LE SEUL 747 SP SUR PARIS-NEW YORK.' Includes details about the flight and contact information.

legrand RÉSULTATS SEMESTRIELS. Table showing financial results for the first semester 1978 compared to 1977.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 5 OCTOBRE

Un repli bien désiré

Enfin! est écrit un familier de la corbeille en ce jour des cours s'écrouler au cours de la séance de jeudi... Ce n'est pas un paradoxe... C'est pourquoi le repli s'est pas considéré avec crainte...

LONDRES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

NEW-YORK

Nouvelle et légère hausse Le redressement technique remarqué mercredi s'est poursuivi jeudi... Le volume des transactions a continué de s'accroître...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PERODI. - La société va faire appel à ses actionnaires... THOMSON-C.S.F. - 63,3 millions de francs contre 125 millions un an plus tôt...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various indices and their values.

POLITIQUE D'IMMIGRATION

l'intention de pratiquer la discrimination

Lionel Stoléru

Avec M. Stoléru, nous avons vu l'intention de pratiquer la discrimination... C'est pourquoi le repli s'est pas considéré avec crainte...

BANCAIRE DES DEVIÉS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

EURO-MONNAIES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

RS DES SOCIÉTÉS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

BOURSE DE PARIS - 5 OCTOBRE - COMPTANT

Large table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

VALEURS

Large table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

grand

S SEMESTRIELS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
 - PHILOSOPHIE : « L'être et le voir », par Maurice Cheval; « Avez-vous in Chetov ? », par Gabriel Metzner; un témoignage sur Étienne Gilson.
- 3. ÉTRANGER
 - Le voyage de M. Giacobbi d'Estivou au Brésil.
- 4. ASIE
 - Tokyo cherche à améliorer ses relations avec Moscou.
- 4-5. EUROPE
 - LE DÉBAT AU SEIN DU P.S. : « Michel Rocard est-il démissionnaire ? », livre opinion par André Abbou et Philippe Cottiaux.
- 9. AFRIQUE
 - La guerre de Liban.
- 10 à 13. POLITIQUE
 - LE DÉBAT AU SEIN DU P.S. : « Michel Rocard est-il démissionnaire ? », livre opinion par André Abbou et Philippe Cottiaux.
- 14-15. SOCIÉTÉ
 - ÉDUCATION : une manifestation de lycéens à Paris.
- 16. JUSTICE
 - DÉFENSE
 - SCIENCES
- 17 à 20. CULTURE
 - CINÉMA : entretien avec André Wajda; première journée du Festival de Paris.
 - MUSIQUE : Pierre Boulez et l'Orchestre de Paris.
- 21. LETTRES
 - Le prix Nobel à Isaac Singer.
- 22. SPORTS

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME
Pages 23 à 27

- « Splendeurs et misères » de l'hôtellerie française : Le crépuscule des palais.
- Les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme : La récession, connaît pas...
- Lever de rideau pour le Centre international d'antiquités.
- Maîtres de la table : Philothée; Joz; Eliphière.

30. ÉQUIPEMENT
TRANSPORTS : les chemins à l'échec.

31 à 36. ÉCONOMIE
AGRICULTURE : le Crédit agricole pourrait voir ses compétences élargies en contrepartie d'une imposition de ses bénéfices.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (12)
Annonces classées (29 et 30) : Aujourd'hui (121); Courrier (121); « Journal officiel » (121); Météorologie (121); Mots croisés (121); Bougie (121).

Le « plan acier » du gouvernement

LA COMMISSION DES FINANCES VEUT TRANSFORMER DES PRÊTS DU F.D.E.S. EN ACTIONS POUR LE PERSONNEL.

La commission des finances de l'Assemblée nationale, examinant les projets de loi relatifs au redressement de l'industrie sidérurgique, a adopté un amendement présenté au nom du R.P.R. par M. Jacques Cressard, député d'Ille-et-Vilaine, dans lequel est transformée en actions 300 millions de francs de prêts consentis par le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) à plusieurs entreprises sidérurgiques. Ces actions seraient, pour partie, distribuées aux salariés de ces entreprises, compte tenu de leur ancienneté et de leurs responsabilités. M. Cressard a souligné, devant la commission, que cette initiative se situait dans la lignée des lois relatives à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel dans les sociétés ou une partie du capital est détenue par l'Etat. L'opposition n'a pas pris part au vote.

le video-cassettes couleur

Betamax

l'ochain chez

SONY

16, rue La Fayette - 75001-28
DEMONSTRATION IMMEDIATE

A B C D E F G

L'affaire du Palais de la Méditerranée

Le P.-D.G. du Ruhl est entendu par la police
De notre correspondant régional

Nice. — M. Jean-Dominique Fratton, P.-D.G. du casino Ruhl, qui avait été mis en cause par un avocat nîçois, M. Jean-Maurice Agnelet, dans l'affaire du Palais de la Méditerranée et dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Mme Agnès Le Roux, fille de Yvonne P.-D.G. du casino (le Monde du 3 octobre), a été entendu à son domicile à Nice par la police judiciaire, jeudi 5 octobre, sur commission rogatoire délivrée par M. Richard Bousais, juge d'instruction.

M. Agnelet avait déclaré, au cours d'une audition par M. Bousais, que M. Fratton s'était « assuré » le vote d'Agnès Le Roux (qui détenait, en sa qualité d'administrateur de la société du Palais de la Méditerranée, dix actions de garantie) pour faire basculer la majorité en faveur des adversaires du groupe familial dirigé par sa mère, en lui offrant une somme de 2 400 000 francs. M. Agnelet a cependant donné, depuis, une nouvelle version des faits en affirmant que M. Fratton avait versé cette somme à la suite d'une promesse de vente des actions d'Agnès Le Roux.

L'avocat nîçois, qui était le conseil d'Agnès Le Roux, et qui a effectué diverses opérations financières pour le compte de sa cliente en Suisse, n'aurait joué, selon ses plus récentes déclarations, qu'un rôle de séquestre. Il est probable que le P.-D.G. du Ruhl aura fourni aux policiers les mêmes explications sur ses propres relations d'affaires avec Agnès Le Roux. M. Fratton déclinerait, d'ailleurs, la promesse de vente émanant de sa mère par cette dernière.

Les rétractations de M. Agnelet demeurent sujettes à caution. L'avocat nîçois, qui se plaint d'avoir été l'objet de pressions de la part de la police lors d'une première audition prolongée du 18 au 20 septembre, a demandé en effet (lui-même exprimant à être entendu par M. Bousais, et c'est devant ce magistrat, très librement, qu'il a reconnu, d'une part, avoir donné des informations erronées à la police, et qu'il a mis en cause, d'autre part, M. Fratton. Mme Renée Le Roux considère de son côté que la seconde version de M. Agnelet comporte plusieurs incohérences. Elle souligne notamment que sa fille pouvait librement disposer des fonds déposés dans un compte bancaire suisse à numéros qu'elle avait eus conjointement avec son avocat, en mai 1977. Il existait enfin une convention de blocage, valable jusqu'en 1983, qui interdisait aux actionnaires de vendre leurs actions sans avoir au préalable fait une offre de cession aux autres groupes d'associés.

GUY PORTE.

DES INDUSTRIELS « PARALYSÉS » PAR UNE GRÈVE DES P.T.T. MANIFESTENT DANS LES RUES DE PONTOISE

La distribution du courrier a été pratiquement interrompue dans le département du Val-d'Oise par suite de la grève des postiers du centre de tri de Pontoise, en grève depuis le 27 septembre et qui ont repris le travail pendant la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 octobre.

Ce mouvement entraîne de vigoureuses protestations de la part des usagers, en particulier des responsables des entreprises, nombreuses dans ce département. Fait nouveau et révélateur, ces derniers sont descendus dans la rue, vendredi matin 6 octobre, et ont organisé une manifestation en direction du centre de tri, ils avaient auparavant tenu à Pontoise une conférence de presse pour dire « leur colère ».

« La vie de nos entreprises est en jeu et nous, nous servons d'objets », a déclaré en leur nom M. Michel Méité, directeur général du groupement d'intérêt économique de la zone industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône. « Nous ne pouvons plus faire face à nos échéances », a M. Herry Feigenbaum, directeur de la société Chimie Plastique, explique qu'il a 200 000 F de règlements le concernant sont bloqués au tri postal » et que son téléphone a été coupé, pendant quarante-huit heures, pour non-paiement de sa redevance, alors que le chèque de règlement se trouve dans un des dix mille sacs entreposés dans les locaux du centre de tri de Pontoise.

« Nous allons vers la privatisation des P.T.T. », a encore déclaré M. Feigenbaum.

Dans une lettre adressée à M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, les chefs d'entreprise du G.I.E. qui représentent quelque sept mille emplois, déclarent : « Cette situation est inadmissible, surtout lorsqu'on connaît les efforts faits notamment par les P.M.E. pour maintenir des emplois malgré les difficultés de toutes sortes qu'elles doivent affronter chaque jour. Le courrier est pour nous quelque chose de vital et nous ne saurions admettre qu'une poignée d'hommes mettent en péril la vie même de nos sociétés. Nous ne voulons pas prendre part dans ce conflit mais nous exigeons en tant qu'usagers que toutes les mesures soient prises afin que cesse cette grève ».

A Ajaccio

LE PRINCE VICTOR-EMMANUEL EST REMIS EN LIBERTÉ

M. Hubert Breton, juge d'instruction à Ajaccio, a fait droit, jeudi 5 octobre, à la seconde requête de mise en liberté déposée par les avocats du prince Victor-Emmanuel de Savoie, inculpé de coups et blessures volontaires et de détention d'arme de première catégorie, après qu'il eut blessé, au cours de la nuit du 17 au 18 août dernier, dans l'île de Cavallo (Corse), un étudiant allemand, âgé de dix-sept ans, M. Dirk Hamer 148 Monde du 22 septembre. Le parquet d'Ajaccio ayant décidé de ne pas faire appel de la nouvelle ordonnance du magistrat instructeur, le prince Victor-Emmanuel a, à quinzaine, ce vendredi, en fin de matinée, la prison d'Ajaccio.

GRANDE FOIRE D'AUTOMNE A LA BROCANTE ET AUX JAMBONS - ÎLE DE CHATOU

29 SEPTEMBRE - 8 OCTOBRE

Le numéro dn « Monde » daté 6 octobre 1978 a été tiré à 560 127 exemplaires.

Un piano droit pour 7585 F.
(ou à crédit : 1985 F + 21 mensualités de 344 F TTC).

hamm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris. Neuf-Occasion-Vente-Achat-Reparations Accord-Transport

hamm

Pianos, Orgues, Instruments de musique.
135-139, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. 544 38-60
Parking - Prix sans concurrence.

A Othis, en Seine-et-Marne

LE MATÉRIEL D'UNE RADIO LIBRE EST SAISI PAR LA POLICE

Depuis plusieurs soirs, en Seine-et-Marne, une radio-pirate « Othis libre », réalisée à partir de la mairie — douze socialistes, dix communistes au conseil municipal, — des émissions d'une heure environ, entre 19 h. 15 et 20 heures. Ces émissions avaient lieu en public, à la mairie, et étaient consacrées à diverses questions locales (problèmes scolaires, éducation, environnement, préparation de référendum local du 15 octobre, etc.).

Dans l'après-midi du jeudi 5 octobre, des inspecteurs de la police judiciaire de Versailles sont venus saisir, à la mairie, une partie du matériel d'émission. Plusieurs dizaines de personnes du pays ont été convoquées, en vain, à l'action des forces de l'ordre.

Des communications de protestation ont été publiées, notamment par les autorités municipales, qui estiment que les « formes légales n'ont pas été respectées », et appellent la population à une assemblée générale ce vendredi 6 octobre. Les responsables, notamment, d'autre part, que les émissions reprendront dès ce vendredi, d'un lieu, cette fois, tenu secret.

UNE JEUNE SOVIÉTIQUE (de dix-sept ans) REMPORTE LE CHAMPIONNAT DU MONDE FÉMININ D'ÉCHECS

Si les échecs sont moins pratiqués par les femmes, les joueuses de classe internationale sont nombreuses, surtout en Union soviétique.

Nona Gaprindachvili, âgée aujourd'hui de trente-sept ans, domine depuis seize ans les échecs féminins et a été fort honorairement classée dans des compétitions auxquelles elle a participé auprès de grands maîtres masculins.

Aujourd'hui, c'est une autre Soviétique, de dix-sept ans, Maia Tchibourdanidze, qui vient de remporter le titre, dans une rencontre en quinze parties, après avoir remporté quatre, perdu deux et concédé neuf nulles.

Les paysans du Larzac préparent des actions « dures »

Les paysans du Larzac et leur comité de défense ont réaffirmé jeudi 5 octobre, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, leur « détermination de s'opposer à toute extension du camp militaire sur le plateau ».

« Nous y sommes, nous y resterons. Pas un agriculteur ne sera chassé de ses terres », a déclaré l'un des porte-parole. « Depuis sept ans, nous avons joué le jeu de la concertation et nous en avons assez que l'on se moque de nous », a-t-il ajouté, en commentant l'arrêt de cessibilité pris le 29 septembre par le préfet de l'Aveyron.

Deux communes, La Roque-Sainte-Marguerite et La Cavalerie sont visées par cet acte de procédure, seconde étape de la phase administrative après la déclaration d'utilité publique. « Nous entrons désormais dans la phase d'expropriation », commentent les représentants des paysans.

Selon le comité de défense une « forte mobilisation » a été organisée sur le plateau après l'arrêt. Quatorze personnes ont jeûné pendant cinq jours dans la cathédrale de Rodez. Le 6 octobre aura lieu une opération de labour des terres situées sur les communes menacées. Le 28 octobre, une journée nationale d'action sera organisée sur l'initiative des « comités Larzac ». Des actions « plus dures » sont également envisagées par les agriculteurs et notamment une « grève de la faim massive ».

D'autre part, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a reçu le 6 octobre une délégation des paysans du Larzac. A l'issue de la rencontre, les socialistes ont demandé, dans un communiqué, que « soient enfin reconnus les aspirations légitimes des paysans et de la population de l'ensemble de la région du Larzac, menacés dans leurs conditions de vie et de travail ».

DÉCÈS DE M. GEORGES HUTIN

Nous apprenons le décès de M. Georges Hutin, préfet honoraire, ancien président de l'établissement public pour l'aménagement du quartier de la Défense.

[Né le 8 mars 1899 à Paris, M. Georges Hutin fut le collaborateur du maréchal Lyautey et des présidents généraux de France en Maroc, de 1926 à 1940. Chef départemental des Forces françaises de l'intérieur dans le Lot-et-Cher pendant la guerre, il a été l'un des fondateurs de l'ORA (Organisation de résistance dans l'armée).

A la libération, il fait carrière dans l'administration préfectorale, occupant notamment les fonctions de secrétaire général de la Seine et de préfet des Alpes-Maritimes. De 1951 à 1954, il est secrétaire général à la résidence générale de France au Maroc.

Devenu préfet (inspecteur général de l'administration) en mission extraordinaire, il est conseiller technique au cabinet de M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur, en 1954-1955; directeur du cabinet de Jean Médecin, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, en 1955-1956; membre du cabinet d'André Le Troquer, président de l'Assemblée nationale, de 1956 à 1958.

En 1959, il avait été nommé président de l'établissement public pour l'aménagement du quartier de la Défense, poste qu'il a abandonné en avril 1969 pour prendre sa retraite.]

Breguet

LE VRAI CONFORT.

Le vrai confort d'une maison individuelle, c'est avant tout l'espace. Aussi Breguet ne construit que des maisons spacieuses 90 m² pour la plus petite 4 pièces, 275 m² pour une 8 pièces dans de grands jardins. On peut y recevoir tout en préservant les habitudes et l'intimité de chacun : vastes living de 30 à 65 m² ouverts sur le jardin par des portes-fenêtres, 2 à 3 s.d.b., chambre des parents traitée comme un véritable appartement indépendant. Leur construction est traditionnelle : leurs équipements et finitions de grande qualité : lavabos, vasques encastrés, moquettes et papiers peints luxueux. Et elles sont si près de Paris que vous y vivez au large et au calme en conservant vos activités parisiennes. (Nouveaux crédits P.I.C.)

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 500 A 2000 M². TOUT PRES DE PARIS.

Domaine de Bouffémont, à Bouffémont (95270). A 21 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maison de 156 m², 2 s.d.b., Terrain 500 à 800 m². Tél. 991.35.58.

Domaine de Montménil, à St-Witz (95470). A 25 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maison de 135 à 278 m², Terrain 700 à 1.600 m². Tél. 471.56.55.

Domaine de Crécy, à Crécy (77410). A 24,5 km de Paris. Ancienne auberge à l'entrée de la forêt de Fontainebleau. Maison de 134 à 243 m², Terrain 500 à 1.000 m². Tél. 026.30.09. Fermé le mardi et mercredi.

Domaine du Mont Chastel, à Chailly (77500). A 20 km de Paris. Entourée de bois. Maison de 121 à 277 m². Terrain 500 à 800 m². Tél. 02014.00. Caves au s/sol. Terrain 600 à 900 m².

Domaine du Bois la Croix, à Pontault-Combault (77440). A 18 km de Paris. Ancien château de 18 ha. Près du centre-ville. 8 types de maisons de 93 à 155 m². Terrain 500 à 800 m². Tél. 05.8.84.63.

Domaine de Formelle, à la Courbe-en-Brie (94810). A 15 km de Paris. Dans une campagne verdoyante. 4 types de maisons de 134 à 278 m². Terrain 600 à 900 m². Tél. 933.71.20.

Domaine de Rivillon, à Villiers-sur-Morin (94440). A 18 km de Paris. Dans un village en bordure de bois. A 300 m du centre-ville. Maison de 134 à 278 m². Terrain 600 à 900 m². Tél. 598.10.62. Fermé le mardi et mercredi.

DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
SAUF MARDI ET MERCREDI.

Écrivez ou téléphonez aux domaines pour recevoir notre luxueuse documentation gratuite.